



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



















.

.

.

# **JOURNAL**

**DES**

# **ÉCONOMISTES**

**REVUE MENSUELLE**

**DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE**

**ET**

**DE LA STATISTIQUE**

---

**SOIXANTE-DEUXIÈME ANNÉE**

**5<sup>e</sup> SÉRIE — TOME LIV**

**AVRIL A JUIN 1903**

---

**PARIS**

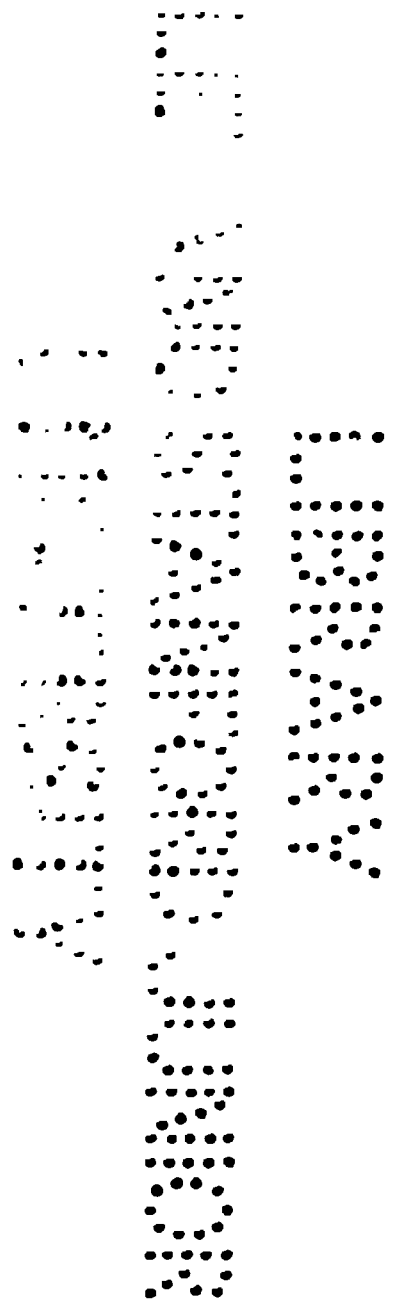
**ADMINISTRATION ET RÉDACTION**

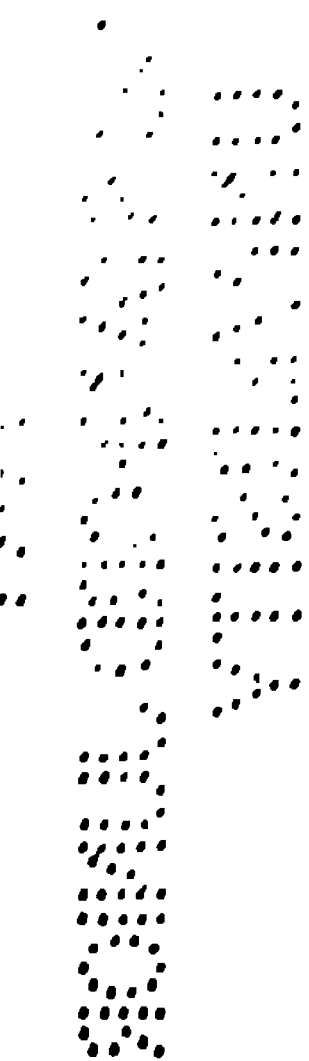
**LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C**

**Rue Richelieu, 14**

---

**1903**







l'échange aléatoire. Et ceci d'autant plus que l'instabilité de la valeur est plus grande. Lorsque deux nations possèdent des étalons différents et que l'un des métaux dont ces étalons sont faits vient à se déprécier, leurs relations commerciales et financière subissent des perturbations qui se manifestent aussitôt par les écarts du change. Telle est la situation que l'énorme dépréciation du métal blanc a faite au commerce des pays à étalon d'or avec le Mexique et les contrées de l'Extrême-Orient qui ont conservé l'étalon d'argent. En vue de chercher un remède à cette situation et de rétablir la stabilité du change, les gouvernements du Mexique et de la Chine ont adressé au gouvernement des Etats-Unis les mémorandums que nous publions plus loin. Ce remède, ils croient pouvoir le trouver dans l'accord des puissances pour établir « une relation stable » entre les monnaies d'or et d'argent, sans toutefois qu'il leur soit nécessaire d'abandonner leur propre étalon.

Ce changement d'étalon au Mexique et dans les pays de l'Extrême-Orient présenterait sans aucun doute des difficultés sérieuses, et nous croyons, pour notre part, qu'il est maintenant trop tard pour l'opérer, mais il n'en serait pas moins impossible de mettre un terme aux fluctuations du change sans placer les pays à étalon d'argent sous le régime de l'étalon d'or. Car l'instabilité du change provient des variations de la valeur des deux métaux et ces variations n'ont entre elles aucun rapport. De même que le fer, le cuivre, le plomb, le zinc, l'or et l'argent haussent ou baissent indépendamment l'un de l'autre, et c'est poursuivre une pure chimère que de prétendre établir entre eux un rapport fixe. Cependant cette entreprise chimérique a été tentée, et elle s'est poursuivie en France pendant trois quarts de siècle. Il n'est pas inutile d'en rappeler les résultats dans un moment où la baisse extraordinaire de l'argent a rendu opportun un nouvel examen de la question monétaire.

## I

C'est une erreur de croire que les auteurs de la loi du 17 germinal an XI qui a institué, après l'orgie ruineuse du papier monnaie, le nouveau régime monétaire de la France, aient voulu fonder ce régime sur le double étalon. Leur intention formelle était d'attribuer à l'argent seul la qualité d'étalon. L'unité monétaire qu'ils établissaient était un poids d'argent de 5 grammes à 9/10<sup>e</sup> de fin, dénommé franc et, dans leur pensée, cette unité





la vertu que le législateur de l'an XI lui avait attribuée : monnaie d'argent et monnaie d'or circulèrent de compagnie, chacune servant à effectuer l'espèce d'échanges à laquelle elle était le mieux appropriée. Mais à partir de 1820, la situation changea. Sous l'influence des révolutions de l'Amérique espagnole, la production de l'or subit une diminution sensible, et comme il arrive pour toutes les marchandises, cette diminution de la production eut pour effet de susciter la hausse du précieux métal. Au lieu de valoir seulement 15 kilogrammes 1/2 d'argent, un kilogramme d'or en valut bientôt jusqu'à 16. Avec la différence, soit 500 grammes d'argent, on pouvait monnayer 20 pièces de 5 francs et réaliser ainsi un bénéfice de 100 francs, moins les frais de monnayage, lesquels n'étaient que de 1 fr. 50 par kilog. Il y avait donc profit à fondre et à exporter la monnaie d'or pour acheter de l'argent et le monnayer. La monnaie d'or ne tarda pas à disparaître de la circulation. Lorsqu'on voulait en obtenir, il fallait payer une prime, laquelle oscillait de 7 à 12 francs par mille, et s'éleva même à 70 francs en 1848. Mais on ne consentait naturellement à payer cette prime que dans les rares circonstances où l'on avait un besoin particulier de monnaie d'or. La monnaie d'argent devint alors et demeura pendant trente ans, avec le billon de cuivre pour les petits échanges et les billets de banque pour les grands, l'unique véhicule de la circulation. Or, les billets de banque étaient encore peu répandus. En 1820, la circulation des billets de la Banque de France atteignait, au maximum, 171.961.000 francs, et elle n'était encore que de 311 millions en 1846. C'était l'époque où les garçons de recettes opéraient les recouvrements avec des sacoches.

On se rendra compte de l'imperfection de ce régime si l'on songe que chaque espèce de monnaie, cuivre, bronze ou nickel, argent, or et billets de banque, répond à une catégorie particulière d'échanges. En Angleterre, par exemple, où le régime monétaire est mieux que partout ailleurs adapté aux besoins de la consommation, M. Stanley Jevons estimait, en 1868, que la circulation employait 80 millions sterling de monnaie d'or, 14 millions de monnaie d'argent, et 1 million de billon de bronze, auxquels s'ajoutaient les billets de banque. Cette proportion diffère naturellement d'un pays à un autre. Dans un pays riche, tel que l'Angleterre, la proportion de la monnaie d'or et des billets de banque est considérable, elle est faible, au contraire, dans un pays pauvre. Mais s'il arrive, comme en France, de 1820 à 1850, que le public consommateur de monnaie soit réduit à employer l'argent dans



Ne pourrait-il pas se déprécier jusqu'à ne plus valoir, comme dans l'antiquité, que 10 fois l'argent ? La dépréciation récente de l'argent ne nous a-t-elle pas prouvé qu'une chute plus profonde encore n'avait rien d'in vraisemblable ? Et dans ce cas, l'avilissement de l'étalon monétaire n'aurait-il pas les effets désastreux d'une surémission de papier-monnaie ? Sous l'empire de cette préoccupation, nous proposâmes, dans ce journal, de sauvegarder l'étalon d'argent par la limitation de la frappe de la monnaie d'or<sup>1</sup>. Mais cet expédient qui devait être adopté vingt-deux ans plus tard pour sauvegarder l'étalon d'or, menacé à son tour par la baisse de l'argent, fut combattu par Michel Chevalier<sup>2</sup> et n'eut pas la chance d'être mis en pratique. Heureusement, la déprécia-

<sup>1</sup> *Journal des économistes* du 15 mai 1854. *De la dépréciation de l'or.*

<sup>2</sup> M. G. de Molinari a recommandé un mécanisme monétaire destiné à maintenir en France la double circulation de l'argent et de l'or, tout en reconnaissant à l'argent seul la qualité d'étalon, pour assurer à l'or, dans toute la latitude possible, la qualité d'auxiliaire que la loi de l'an XI a attribuée à ce métal et pour empêcher en même temps qu'il y ait chance de la lui voir outre-passer. M. de Molinari voudrait qu'il y eût des pièces d'or ne contenant qu'une quantité de métal sensiblement inférieure à celle qui correspond à la valeur de l'or par rapport à l'argent. Ce serait, suivant lui, *billonner* l'or, tout comme en Angleterre, on *billonne* l'argent. Dans ce système, le gouvernement français se réserverait seul le droit d'émettre de la monnaie d'or, comme le gouvernement anglais se réserve seul le droit d'émettre de la monnaie d'argent; et comme la circulation de la France commence à être saturée d'or, il faudrait aussi qu'il en arrêtât, provisoirement du moins, la fabrication. En outre, pour donner aux détenteurs de la monnaie d'or une garantie contre l'excès des émissions, pour assurer en quelque sorte la valeur de cette monnaie auxiliaire, fabriquée avec un métal aujourd'hui sujet à dépréciation, il faudrait que la monnaie auxiliaire d'or fût toujours remboursable en argent comme les billets de banque. Ces conditions remplies, la valeur de la monnaie d'or deviendrait aussi stable que celle de la monnaie d'argent sur laquelle elle se trouverait fixée, et comme l'or est d'un usage plus commode que l'argent, dans la plupart des transactions on s'en servirait de préférence. L'or actuellement dans la circulation n'en serait donc point retiré pour être échangé contre de l'argent, pas plus que ne le sont les billets de banque, et le régime monétaire de la France unirait la sécurité du système hollandais ou belge qui repose sur l'argent, à la commodité du système anglais, qui repose sur l'or.

(Les objections que M. Michel Chevalier opposait à ce système portaient 1° sur le danger de la contrefaçon; 2° sur les frais résultant de la nécessité de conserver dans les caisses publiques un capital en argent pour garantir la circulation de l'or.)

MICHEL CHEVALIER. *De la baisse probable de l'or* sect. VII, chap. V. *D'un procédé recommandé pour maintenir la circulation parallèle de l'argent et de l'or.*





cée sur les banques nationales pour les obliger à augmenter leurs encaisses transformées en trésors de guerre. Sans doute, les billets de banque doivent être la représentation de valeurs existantes mais il n'est nullement nécessaire que ces valeurs soient, en totalité, immédiatement réalisables. Car l'expérience atteste que même dans les crises les plus violentes les demandes de remboursement des billets n'atteignent pas le tiers du montant de l'encaisse. En dépassant cette proportion, les banques enchérissent aux dépens du public, consommateur de monnaie, l'emploi d'un véhicule, devenu de plus en plus nécessaire, de la circulation.

Mais l'accroissement de la production de l'argent, non moins soudain et rapide que l'avait été celui de la production de l'or allait causer bientôt une nouvelle perturbation monétaire.

#### IV

Ce fut seulement à partir de 1871 que l'influence de l'accroissement de la production de l'argent commença à se faire sentir. Quelques années auparavant, le 23 décembre 1865, la convention monétaire dite de l'union latine avait été conclue entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie. La faculté d'accession à cette convention étant accordée à toutes les nations qui avaient adopté ou adopteraient le régime monétaire de l'Union, savoir l'étalon de 5 grammes d'argent à 9/10 de fin et le rapport de 1 à 15 1/2 entre les monnaies d'or et d'argent, la Grèce s'y adjoignit le 26 septembre 1868. Cette union qui faisait disparaître les inconvénients et les dommages de la diversité des monnaies entre les pays associés constituait un progrès manifeste, et ses avantages étaient tels, au point de vue de l'intérêt général des consommateurs de monnaie, que ses promoteurs comme ceux du libre-échange en Angleterre avaient pu concevoir l'espérance qu'elle ne tarderait

---

<sup>1</sup> Encaisse et circulation des banques des grandes puissances au 31 décembre 1901 :

	Encaisse	Circulation
Banque impériale d'Allemagne...	1.085,6	1.465.786.901
» d'Autriche-Hongrie.....	1.457,2	1.584.934.140
» de France.....	3.545,8	4.254.580.200
» de Russie.....	1.999,2	

*Rapport de l'administration des monnaies au ministre des Finances. 1902. Annexe XVI, p. 84.*



elle imprima une activité fébrile au monnayage de l'argent <sup>1</sup>. La circulation de la France, de la Belgique et de la Suisse, dans laquelle s'était déjà déversée la monnaie métallique, chassée de l'Italie et de la Grèce par le papier monnaie, se trouva ainsi affligée d'une surabondance d'argent, qui l'aurait dépréciée en dépit de la suspension de la frappe, si l'excédent n'était pas allé s'enfouir dans les caves de la banque.

Les conséquences de ces fautes ont pesé sur l'Union latine et donné beau jeu au nationalisme monétaire. Cependant le mal n'était point sans remède; il s'est atténué sensiblement depuis que l'Italie a fait rentrer sa monnaie métallique en se débarrassant du papier monnaie. De 1.248 millions en 1892 l'encaisse argent de la Banque de France, représentant l'excédent de la somme nécessaire à la circulation, est descendue à 1.099 millions aujourd'hui, et on peut prévoir que le développement normal des échanges continuera à la faire descendre. Pour la ramener au chiffre antérieur à la baisse de l'argent, soit de 4 à 500 millions, il suffirait de démonétiser la pièce de 10 francs qui n'existait pas avant 1850, et à laquelle on a eu recours à cette époque pour combler, avec l'auxiliaire de la pièce de 5 francs, le vide creusé par l'émigration de l'argent. Quoique moins incommode que la pièce de 5 francs à laquelle le public n'avait pu s'accoutumer, elle n'est point indispensable, et son élimination ne causerait aucune gêne. D'après l'estimation de M. de Foville, elle figure actuellement dans la circulation pour une somme de 600 millions<sup>2</sup>. Sa démoné-

<sup>1</sup> Sur un total de 560.342.747 francs de monnaie d'argent frappée en Belgique de 1832 à 1901, la frappe de 1872 à 1876 a été de 159.633.925 francs soit de près d'un tiers. La frappe de la seule année 1873 s'est élevée à 111.704.795 francs.

<sup>2</sup> Jusqu'en 1850, il n'avait été frappé que des pièces de 20 francs et de 40 francs. En 1850, on commença à frapper des pièces de 10 francs, en 1854, des pièces de 5 francs, en 1855, des pièces de 100 francs et de 50 francs.

Il a été frappé en totalité de 1803 à 1901.

En pièces de 100 francs pour	63.701.300 francs.
— 50 —	46.903.450 —
— 40 —	204.432.360 —
— 20 —	8.040.601.700 —
— 10 —	1.081.322.070 —
— 5 —	233.440.130 —
Total.....	9.670.401.010 francs.

La frappe des pièces de 40 francs a cessé en 1839, et celle des pièces de 5 francs en 1869. Celles-ci ont été ensuite retirées de la circulation.

*Rapport de l'Administration des monnaies et médailles pour 1902. Annexe IX. P. 52.*



breuse expérience. Et nous avons assisté dernièrement, à la suite d'un pari engagé entre M. Yves Guyot et M. Edmond Théry, à l'enterrement joyeux du bi-métallisme. Cependant, la croyance à la toute puissance de la loi pour fixer la valeur de la monnaie, croyance sur laquelle se fondait cette utopie monétaire, n'a pas cessé de subsister chez les disciples de son ingénieux inventeur. Témoin ce passage du discours de M. Edmond Théry en réponse à M. Yves Guyot :

« Ce n'est pas, dites-vous, la valeur inscrite sur la pièce de monnaie (c'est-à-dire la loi du prince) qui fait la valeur du lingot ; c'est la valeur du lingot (c'est-à-dire la loi du fait qui fixe la valeur de la monnaie ». Eh ! bien, votre définition est incomplète, car elle oublie d'indiquer d'où le lingot tire sa propre valeur ! De l'offre et de la demande, répondrez-vous : sans doute, pour une partie. mais en serrant la question de plus près, il me sera facile de vous démontrer que ce qui assure surtout la valeur du lingot d'or, c'est encore la loi du prince qui donne à l'or le privilège de s'introduire dans la circulation publique, à cours forcé, et à des conditions légalement déterminées par la frappe libre et illimitée.

Est-il bien nécessaire de dire que c'est tout simplement le débouché que l'or aussi bien que l'argent trouvent à la fois dans la circulation monétaire et dans la consommation industrielle qui leur donne leur valeur. Ce n'est pas « la volonté du prince » qui crée le débouché monétaire, c'est le besoin d'un instrument intermédiaire des échanges. La monnaie pourvoit à ce besoin, et elle y pourvoyait avant que « le prince » ne se fût emparé de l'industrie du monnayage, dans l'intérêt prétendu du public, en réalité dans l'intérêt de sa fiscalité<sup>1</sup>. Elle tire sa valeur, toute sa valeur, de la demande qui en est faite, et il n'est au pouvoir du prince ni d'y rien ajouter, ni d'en rien retrancher, aussi longtemps que le public demeure libre de transformer les lingots en monnaie et la monnaie en lingots. Toutefois, il en est autrement lorsque le prince s'empare du monopole de la fabrication de la monnaie comme il s'est emparé en France du monopole de la fourniture du tabac et des allumettes. Alors, il peut bien, comme tout autre monopoleur, limiter à son gré, l'offre de sa marchandise, en élever le prix au-dessus du taux de la concurrence, et en abaisser la qualité, fournir au public de la monnaie diminuée de poids et de titre, à un

---

<sup>1</sup> Voir Babelon. *Les origines de la monnaie*.





mois, au Trésor américain la forte somme de 459.946.701 dollars, environ 2.400 millions de francs. Comme toutes les mesures protectionnistes, celle-ci, en encourageant l'accroissement de la production de l'argent, a fini par précipiter la baisse qu'elle avait pour objet d'arrêter. De 54 13/16 pence en 1878, l'argent tombait à 39 13/16 en 1892. En présence de l'inefficacité manifeste de ce coûteux remède, le Congrès y a renoncé et laissé la baisse suivre son cours.

Cette chute de plus en plus profonde exerçait naturellement une influence perturbatrice et désastreuse sur le change des pays qui avaient conservé l'étalon d'argent dans leurs relations commerciales et financières avec les pays à étalon d'or. Telle était la situation respective de l'Inde et de l'Angleterre. Le gouvernement anglais comprenant, déjà un peu tard, en 1893, lorsque l'once d'argent était tombée à 35 5/8 pence, la nécessité d'arrêter la dépréciation de la roupie et d'en stabiliser le cours, employa, pour y parvenir, le procédé que Léon Say avait employé en 1876 pour empêcher la dégradation de notre circulation monétaire. Il enleva aux particuliers le droit de frapper la monnaie d'argent pour réserver ce droit au gouvernement, et il fixa la valeur de la roupie à 1 shilling 4 pence en plaçant, par conséquent, en fait, l'Inde sous le régime de l'étalon d'or. Ce procédé a eu toute l'efficacité désirable : la roupie a cessé de baisser, comme elle le faisait jusqu'alors, dans la mesure de la baisse du métal. Le change de l'Inde avec la métropole et les autres pays à étalon d'or est devenu stable, ou du moins il n'a plus subi d'autres fluctuations que celles du change de la métropole elle-même.

Mais il en a été autrement pour le change des pays à étalon d'argent, le Mexique, la Chine, l'Indo-Chine, le Siam, les établissements anglais des Détroits, et nos lecteurs ont pu se faire une idée des dommages que cause cette instabilité du change, en consultant le compte-rendu des séances que la Société d'économie politique a consacrées récemment (en janvier et février) à la question monétaire. On a vu, au commencement de cet article, que les gouvernements du Mexique et de la Chine se sont adressés au gouvernement des Etats-Unis pour l'inviter à chercher, de concert avec les autres nations, un moyen d'y porter remède. Le président, M. Roosevelt, a déféré à cette invitation et le Congrès a voté, depuis, un bill mettant à sa disposition une somme de 100.000 dollars pour subvenir aux frais d'une conférence internationale, chargée de résoudre ce problème monétaire. Quelle que soit la confiance que nous inspirent les conférences en général, nous



époque peut-être prochaine, une évolution analogue à celle qui a abaissé des deux tiers la valeur de l'argent. Et cette dépréciation de l'étalon du plus grand nombre des peuples civilisés aurait les mêmes effets qu'un déluge universel de papier-monnaie. A moins de recourir à un troisième étalon<sup>1</sup>, il faudrait alors revenir à l'étalon d'argent pour éviter les conséquences désastreuses de ce rétrécissement de la mesure de la valeur. Ce serait la revanche du métal blanc sur le métal jaune.

duction de 30 à 32 milliards. que fait prévoir dans une récente conférence M. Raphaël-Georges Lévy, dans le siècle qui s'ouvre, haussera-t-il quand même et toujours ? L'orateur se gardera bien de faire une prédiction quelconque, car personne ne peut avec exactitude se prononcer. en présence du rôle de plus en plus important que prennent, dans les transactions et les échanges, ces instruments de crédit puissants qui s'appellent les chèques, les virements, les compensations dans les banques, les valeurs mobilières.

Totalisez, dit-il, tout l'or et tout l'argent qui ont été extraits des entrailles de la terre, depuis que le monde est monde, et comparez ce total à cette masse de papier qui s'appelle titres de rentes, actions et obligations ? D'après le rapport de M. Neymarck à l'Institut international de statistique, il existe 340 milliards de valeurs appartenant en propre aux nationaux des divers pays européens : 120 milliards à la Grande-Bretagne ; 90 milliards à la France ; 45 milliards à l'Allemagne ; 25 milliards à la Russie ; 20 milliards à l'Autriche-Hongrie ; 10 milliards à l'Italie, etc.

On peut donc affirmer qu'au fur et à mesure que la circulation fiduciaire s'est accrue, que l'usage des chèques et des virements s'est plus répandu, on s'est servi et on se servira de moins en moins de la monnaie d'or et d'argent. Ces instruments de crédit suppléent dans de telles proportions à la monnaie que l'on peut dire que s'ils n'existaient pas, les transactions tomberaient presque à néant et seraient irréalisables. En consultant les rapports de la Banque de France, année par année, on peut constater que, depuis trente ans, rien qu'à la Banque de France, la proportion des paiements en espèces a baissé de 4,71 p. 100 à 2 p. 100, tandis que la proportion des paiements par virements s'est élevée de 55,61 p. 100 à 78 p. 100 ! Pendant l'année 1902 il y a eu 120 milliards de virements à la Banque de France ; plus de 200 milliards compensés par la Chambre de compensation de Paris, 600 à 700 milliards compensés par le *Clearing.house* anglais.

A côté de ces centaines de milliards échangés et compensés en France et dans le monde, sans le secours d'une monnaie quelconque, or ou argent, on voit combien il faut être prudent quand il s'agit d'adopter tel ou tel système monétaire et fiduciaire et de lui donner force de loi.

(Alfred Neymarck. *Le Rentier*.)

<sup>1</sup> Sur la possibilité d'établir un étalon autre que les étalons d'or et d'argent, voir notre Cours d'économie politique. T. II. 10<sup>e</sup> leçon. *Les intermédiaires du crédit*, p. 418 à 424.

En matière de monnaie comme en toute autre, il est, sans doute, prudent de s'abstenir de prophétiser, et, en tout cas, la science économique ne peut être rendue responsable des prophéties des économistes<sup>1</sup>. Nous ne garantissons pas les nôtres, mais nous garantirions encore moins la stabilité de l'étalon d'or. C'est pourquoi, si nous avons voix au chapitre, nous conseillerions à la future conférence monétaire de s'en tenir au *statu quo*.

G. DE MOLINARI.

---

<sup>1</sup> L'économie politique ne fournit, disions-nous en 1863, aucun moyen de tirer l'horoscope de la valeur d'un produit quelconque, car une foule de circonstances étrangères à son domaine agissent sur la valeur des choses. Nous ne pouvons pas plus savoir quelle sera, dans dix ou dans vingt ans, la valeur de l'or ou de l'argent que celle du blé, du coton ou du fer. Supposons, par exemple, que les gisements aurifères s'épuisent et que de riches mines d'argent viennent à être découvertes, les probabilités de baisse augmenteront pour l'argent tandis qu'elles diminueront pour l'or. Dans l'état actuel des choses, notre opinion est favorable à l'argent : nous inclinons à croire avec M. Michel Chevalier que les probabilités de stabilité sont plus grandes pour l'argent que pour l'or. Mais cette opinion que l'événement peut démentir, puisqu'il s'agit de simples probabilités, n'engage en rien la science économique qui n'a pu nous fournir qu'une faible portion des éléments sur lesquels elle se fonde.

*Cours d'économie politique* T II. Sixième leçon. *Le nouveau régime monétaire*, p. 227.

---

# LES POURPARLERS MONÉTAIRES

ENTRE LES ÉTATS-UNIS

LE MEXIQUE ET LA CHINE

---

Le *Bankers' Magazine* de New-York vient de publier, dans sa livraison de février 1903, le texte du message et des documents annexes que le président Roosevelt a adressés au Congrès des Etats-Unis à la suite des propositions faites par le Mexique et par la Chine, en vue du rétablissement d'un rapport fixe entre les monnaies d'or et celles d'argent. Nous donnons ci-après la traduction de ces pièces. On n'y trouve pas, du reste, d'indication précise sur la nature des mesures à prendre ; elles font seulement présumer que le soin de déterminer ces mesures serait laissé à une Commission internationale.

## *Message du Président.*

AU SÉNAT ET A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS :

Je transmets ci-joint un rapport du Secrétaire d'Etat, en même temps que des notes de l'Ambassadeur du Mexique et du Chargé d'affaires de Chine par intérim, qui recherchent la coopération du Gouvernement des Etats-Unis pour l'adoption de mesures propres à rétablir et à maintenir un rapport fixe entre les monnaies des pays à étalon d'or et les monnaies des pays se servant de métal argent.

Je demande que des pouvoirs suffisants soient donnés au Gouvernement pour qu'il puisse accorder, dans la mesure et de la manière qu'il croira utiles, l'appui des Etats-Unis aux propositions des Gouvernements de Chine et du Mexique.

La Maison-Blanche, le 29 janvier 1903.

THÉODORE ROOSEVELT.



*Memorandum de l'Ambassadeur mexicain.*

Les dangers sérieux que les récentes fluctuations de la valeur du métal argent font courir au commerce des pays ayant l'étalon d'or ou l'étalon d'argent, ont déterminé le Gouvernement de la République du Mexique à demander la coopération des Etats-Unis pour chercher un remède à cette situation. Des relations commerciales sûres et profitables entre deux pays dépendent principalement de la stabilité relative de leurs circulations monétaires. Cette stabilité se trouve détruite dans le commerce entre un pays à étalon d'or, comme les Etats-Unis, et un pays à monnaie d'argent, comme le Mexique, quand les variations de la valeur de l'argent, relativement à celle de l'or atteignent, ainsi qu'on l'a vu en 1902, près de 10 cents par once d'or dans la même année soit près de 20 p. 100 sur le prix du métal argent.

Le problème d'assurer une stabilité relative du change entre les pays à étalon d'or et ceux à étalon d'argent a une importance qui n'est pas limitée aux seules contrées à monnaies d'argent, mais intéresse également les pays à monnaie d'or qui recherchent des marchés pour leurs produits dans les pays à monnaies d'argent et veulent étendre leur commerce en Orient. L'importance de ces débouchés ressort du tableau suivant relatif aux importations dans divers pays à monnaies d'argent au cours de la dernière année connue ; les chiffres sont extraits soit des documents officiels, soit du *Statesman Year Book* pour 1902

*Importations de divers pays à monnaies d'argent.*

	dollars or.
Chine.....	196.934.342
Mexique.....	65.083.451
Iles Philippines.....	32.141.842
Détroits (Etablissements des)....	150.000.000
Malaisie.....	18.000.000
Indo-Chine.....	35.750.000
Cochinchine.....	24.000.000
Tonkin.....	12.300.000
Siam.....	12.600.000
Corée.....	5.500.000
Bolivie.....	3.300.000
Colombie.....	11.083.028
Guatemala.....	1.521.900
Honduras.....	1.074.050
Nicaragua.....	3.500.000
Paraguay.....	1.838.710
Total.....	<u>574.627.323</u>





cial qu'au point de vue monétaire, de prendre des mesures pour arrêter les récentes fluctuations qui se sont produites dans la valeur relative des métaux monétaires.

Les capitaux considérables placés au Mexique par les citoyens des Etats-Unis dans les chemins de fer, les mines, les plantations de café, les fonderies et autres entreprises, dépassent 500 millions de dollars-or d'après le dernier rapport du consul général, M. Andrew Barlow, et rendent la stabilité de rapport entre les monnaies des deux pays d'une importance directe pour les Etats-Unis. Les profits de ces entreprises, dans lesquelles les capitaux américains sont intéressés, ont subi une sérieuse diminution de leur valeur en or avec chaque baisse de valeur de la monnaie mexicaine et le capital placé a souffert de la même façon si l'on envisage l'éventualité de sa conversion en or. Ce serait une sauvegarde immédiate pour les placements actuels, un stimulant pour de nouveaux placements et un bénéfice évident pour les deux pays, si l'on pouvait établir une relation stable entre la monnaie mexicaine et celle des Etats-Unis.

Il n'est pas à désirer, dans l'opinion de notre gouvernement, que la République mexicaine adopte une circulation purement en or dans les circonstances actuelles. Le Mexique préfère rechercher, concurremment avec d'autres Etats, un système susceptible d'assurer la stabilité des rapports entre les monnaies des pays à étalon d'or et celles des pays à étalon d'argent. L'adoption par le Mexique d'une circulation or occasionnerait une dépréciation continue d'un article qui constitue près de la moitié de ses exportations, et entraînerait une sérieuse augmentation de la demande d'or sur le marché mondial. Le taux des salaires et des prix, ainsi que les habitudes du peuple mexicain, ne sont pas tels qu'il soit aisé d'adopter la monnaie d'or comme principal instrument d'échange. On peut en dire autant des conditions économiques des îles Philippines qui relèvent des Etats-Unis, des établissements des Détroits, des Etats Malais qui relèvent de la Grande-Bretagne; de l'Indo-Chine, de la Cochinchine et du Tonkin qui relèvent de la France; de Formose, qui relève du Japon, ainsi que du Siam, de la Corée et de la Chine. Même s'il était possible au Mexique d'adopter une circulation d'or pour lui-même, son action ne donnerait qu'une solution incomplète et défectueuse au problème des changes, car elle n'avancerait pas d'une façon appréciable la solution de ce problème dans les pays d'Extrême-Orient.

On remarquera que la plus grande quantité des importations inscrites au tableau ci-dessus provient de l'Empire chinois. Cet important commerce pour lequel les Etats-Unis et les puissances européennes ont fait de grands sacrifices militaires et économiques est menacé d'être par-



tiendrait une solution définitive et satisfaisante à ce problème, si la Grande-Bretagne et la France, avec leurs importantes possessions d'Asie, et si l'Allemagne, la Russie et les autres puissances qui ont, dans ces régions, d'importants intérêts commerciaux et territoriaux voulaient s'unir aux Etats-Unis et au Mexique dans le but de faire adopter un étalon commun pour un nouveau système monétaire dans les pays à monnaies d'argent ; de demander la réorganisation du système fiscal et des relations monétaires de la Chine avec les autres puissances, de façon à permettre à ce pays de continuer à faire usage de l'argent et à acheter les produits des pays manufacturiers ; enfin, de prendre les mesures nécessaires relativement à leurs monnaies divisionnaires, de manière à établir une stabilité de rapport entre la monnaie d'or et la monnaie d'argent.

*Memorandum du chargé d'affaires de Chine.*

M. Shen-Tung, premier secrétaire et chargé d'affaires, en présentant le mémoire du gouvernement chinois, a fait les observations suivantes sur le tableau des importations de certains Etats à monnaies d'argent :

Il y a lieu de remarquer que les importations les plus considérables, d'après ce tableau, sont à destination de l'Empire chinois. Cet important commerce est, dans l'état actuel du régime fiscal et monétaire de la Chine, menacé de diminution sans qu'on puisse prévoir où elle s'arrêtera.

Le commerce extérieur de la Chine, bien que tenant la tête du tableau ci-dessus, par ordre d'importance, est encore restreint, eu égard à la population et aux ressources de l'Empire chinois. Les exportations des Etats-Unis en Chine se sont multipliées durant les douze dernières années et dépassent maintenant 24 millions de dollars. Ces importations en Chine ne s'élèvent cependant qu'à environ 50 cents (valeur en or) par tête et n'approchent que de loin de ce que le commerce de la Chine pourrait être s'il se développait dans l'avenir aussi rapidement que celui du Japon qui, en dix ans, est passé d'environ 1 dollar 25 à près de 3 dollars par tête.

Un commerce d'importation de 3 dollars par tête pour l'Empire chinois, dont la population est d'environ 400 millions d'habitants, représenterait la somme énorme de 1.200.000.000 de dollars, soit un tiers de plus que le chiffre le plus élevé atteint jusqu'ici par l'ensemble du commerce d'importation des Etats-Unis. Le développement d'un commerce aussi important semble au gouvernement chinois digne de la plus sérieuse attention des puissances occidentales. Il serait un débouché pour les produits du travail de milliers d'ouvriers d'Europe.





Le 7 février, le sénateur Patterson a présenté au Sénat la motion suivante :

Le président des Etats-Unis est autorisé par les présentes à inviter les gouvernements d'Angleterre, de France et d'Allemagne, ainsi que ceux de tous autres pays à étalon d'or, les gouvernements du Mexique et de la Chine, ainsi que ceux de tous autres pays à monnaie d'argent, à nommer des représentants avec mission de se réunir à des délégués désignés par le Président des Etats-Unis dans la ville de Washington ou dans toute autre ville qui paraîtrait convenable à cet effet, pour préparer, examiner et organiser l'adoption, par les divers gouvernements, d'un système en vertu duquel un rapport commercial fixe serait établi et maintenu entre la monnaie d'argent des pays à étalon d'argent et la monnaie d'or des pays à étalon d'or. Après adoption d'un tel système par les délégués des puissances ci-dessus désignées et ceux des Etats-Unis, le Président adressera un rapport au Congrès et, après approbation par le Congrès, le Président offrira les bons offices des Etats-Unis pour assurer son adoption par les autres puissances.

*(Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des Finances.)*

---



Nous ne voulons pas parler ici de la politique antilibérale de M. Combes. L'exécution sommaire des congrégations n'a qu'un rapport indirect avec les choses financières. Pense-t-on cependant que la persécution contre les moines, l'état d'esprit surtout qu'elle révèle, les craintes qu'elle suscite, soient des gages de la paix et de l'union nécessaires à la prospérité d'un pays?

Donc, pas d'affaires à la Bourse, qui est aussi inactive que possible. D'autre part, les affaires nouvelles sont rares.

Nous avons noté, le 31 janvier, l'émission de 60.000 obligations de 500 fr. 3 1/2 p. 100, du Crédit foncier égyptien, destinées à rembourser les obligations 4 p. 100 de la même Société restant en circulation; puis, du 1<sup>er</sup> au 5 février, l'émission de 100.000 actions de 500 fr. de la Compagnie {des alcools français pour la substitution de l'alcool français au pétrole étranger dans ses applications à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice. La Société générale, en février, a émis 80.000 actions nouvelles de 500 fr. au taux de 605 fr. On a fait la conversion des bons roumains 1899 par l'émission de rente roumaine 5 p. 100, en obligations de 500 fr. Les glaciers de Paris ont augmenté leur capital de 4.728 actions nouvelles. L'emprunt serbe, dit des monopoles, dont on parlait depuis si longtemps, s'est effectué : 120.000 obligations de 500 fr. 5 p. 100, émises à 90 p. 100 ou 450 fr. l'obligation. A la fin de mars, les Messageries maritimes ont offert au public 15.000 obligations de 500 fr. 3 1/2 p. 100; prix d'émission : 427 fr. avec versements de 100 fr. à la demande, 100 fr. à la répartition, et 227 fr. 50 du 5 au 10 mai.

..

C'est à peu près tout ce qui mérite d'être signalé. Mais les gens d'affaires se consolent et vivent d'espérances.

On annonce comme imminent un nouvel emprunt municipal du Métropolitain. Il s'agit d'engager la construction de la ligne n° 4, dont le tracé était indiqué par l'Institut et devait entraîner le prolongement de la rue de Rennes. Mais des protestations se sont élevées : l'Institut ne voulait pas qu'on vint troubler le calme de ses travaux, et le palais Mazarin mérite d'être conservé intact. Après de nombreuses et vives discussions, le Conseil municipal, le 16 mars dernier, a adopté un nouveau projet, substituant au passage de la ligne par l'Institut le passage par la place Saint-Michel et le Châtelet. Voilà donc un point résolu. Mais il faut





gentais de quelques-unes des lignes de l'Est-Parisien et celle de quelques-unes des lignes du Nord-Ouest-Parisien (Tramways mécaniques des environs de Paris) à la Compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine (Tramways-Nord).

Le moyen légal et pratique de réaliser ces fusions nécessaires consisterait dans la reconstitution d'un réseau municipal parisien, concédé directement par la Ville de Paris, et complété par des réseaux départementaux de tramways de pénétration, concédés au département de la Seine, et que le département rétrocéderait à des Compagnies sérieuses. Dans cette combinaison, toutes les voies construites seraient maintenues, mais la possibilité serait réservée d'y organiser les services autrement, en modifiant légèrement soit les tracés, soit les horaires.

La participation de la compagnie des Omnibus est expliquée de la manière suivante :

Aussi bien, la principale opposition qui s'était manifestée contre les tramways de pénétration semble à la veille de disparaître et de faire place à une entente profitable à tous les intérêts. On sait que la Compagnie générale des Omnibus a intenté à la Ville de Paris un procès, pour violations du traité de 1860, qui concédait à la Compagnie le monopole des transports en commun dans la capitale.

Si — comme il est permis de le supposer d'après les bruits qui courent — la Ville de Paris venait à être condamnée, l'état de ses finances ne lui permettrait pas aisément d'acquitter sa dette. Au contraire, si nos édiles se montraient enfin disposés à la conciliation — que des esprits sages leur ont conseillée depuis de si longs mois — il serait facile d'arriver à un accord avec la compagnie des omnibus et d'obtenir une amélioration de sa traction en même temps qu'une modification convenable de ses itinéraires, moyennant la simple prolongation de sa concession jusqu'en 1930, échéance de celles des tramways.

\*  
\* \*

Nous avons l'habitude de donner tous les ans quelques détails sur les opérations de la Banque de France, pour l'exercice écoulé. Elle a distribué, pour l'année 1902, un dividende net de 120 francs, égal à celui de 1901, bien que les bénéfices bruts aient été un peu moins considérables, 48.366.121 fr. 70, contre 50.342.072 fr. 56. Il y avait déjà diminution, l'an dernier,



dant mieux, le déficit de 1901, qui était d'environ	125.000.000 fr.
et celui de 1902, qui était de. . . . .	129.712.786 »
Il ajoutait à ces chiffres. . . . .	<u>64.000.000 »</u>

d'obligations à court terme déjà émises.

Le déficit total, au moins pour 1901 et 1902,  
était donc de. . . . . 318.712.786 »

Il y a là une différence sensible avec les chiffres de M. Berteaux, et peut-être M. Rouvier n'a-t-il pas tout dit.

Enfin M. Dubost, rapporteur de la commission financière du Sénat, nous montre un déficit beaucoup plus considérable : 620.386.000 francs pour les exercices 1901, 1902 et 1903, et remontant plus haut, 236.987.000 francs pour 1898, 1899 et 1900. Ce qui donne un total de 857.373.000 francs. On remarquera que dans ce chiffre est compté par avance le déficit probable de 1903 qui serait de 80.191.000 francs.

MM. Caillaux et Théry se sont élevés contre ces chiffres et ont prétendu à une erreur de 497 millions.

Il suffit, dit M. Théry, d'étudier un peu attentivement la situation des budgets de 1898, 1899, 1900 et 1901, d'après leur loi de règlement, et les budgets non encore réglés de 1902 et 1903 pour relever l'erreur commise par l'honorable rapporteur du Sénat :

D'après les lois de règlement, comportant des résultats définitifs, l'exercice 1898 s'est soldé par un excédent de recettes sur les dépenses de 92.411.282 fr. ; l'exercice 1899, par un excédent de 67.393.498 francs, et l'exercice 1900, par un excédent de 67.984.579 francs. Soit, pour les trois exercices, un excédent total de 227.789.359 francs.

En ajoutant à ces excédents les amortissements sur crédits budgétaires effectués au cours de ces trois exercices : 304.134.000 fr., et retranchant de ces deux éléments d'actif les dépenses extra-budgétaires qui ont augmenté en 1898, 1899 et 1900, notre dette de 424.750.000 fr. *Expédition de Chine* : 77.583.000 fr. ; *compte spécial de la guerre* : 186.842.000 fr. ; *chemins de fer* : 156.700.000 fr. ; *avances pour la navigation* : 3.625.000 fr.), on constate qu'au lieu du déficit de 236 millions de francs accusé par les tableaux de M. Antonin Dubost, il reste un *solde créditeur* de 107 millions de francs en chiffre rond,

Quelles sont les causes de cette différence de  $107 + 236 = 343$  millions ? Les voici :

1° M. Antonin Dubost a compté, à la charge des trois exercices, les dettes nouvelles que ces exercices ont contractées et qui



Le déficit global de 776 millions de francs porté par M. Antonin Dubost, au passif des cinq exercices considérés, laisse naturellement supposer que la Dette de la France (flottante ou consolidée) a augmenté d'une pareille somme entre le 1<sup>er</sup> janvier 1898 et le 31 décembre 1902, tandis que cette Dette ne s'est *réellement* accrue que de 279 millions en chiffre rond : il y a donc là une erreur de 497 millions qui valait évidemment la peine d'être relevée.

Au Sénat, M. Dubost a vivement protesté contre l'article de M. Théry, mais sans défendre ses chiffres.

« Un journal a publié un article, intitulé : Une erreur de 497 millions, » par lequel je suis accusé, dit-il, d'avoir grossi l'excédent des dépenses de toute nature, pendant les derniers exercices, d'une pareille somme.

« Je suis convaincu que personne, ici, ne croit qu'une protestation de ma part soit nécessaire, ni qu'il soit utile de déclarer que mes chiffres se défendent assez par eux-mêmes. »

M. Jules Roche s'est jeté dans la mêlée et défend les chiffres de M. Dubost. C'est, dit-il, une question de mots. « Tel compte que la commission du Sénat et M. Dubost appellent déficit, MM. Caillaux et Théry l'appellent excédent de recettes. Telle opération que MM. Magnin et Dubost appellent perte, MM. Caillaux et Théry l'appellent bénéfice. Telle somme que MM. Magnin et Dubost appellent emprunt, MM. Théry et Caillaux l'appellent recette. Voilà tout le secret du débat. »

De quoi, ajoute M. Jules Roche, se compose un budget ? des recettes normales d'une part, des dépenses de toute nature d'autre part. Or, qu'a fait la commission du Sénat ?

Elle a mis d'un côté toutes les *recettes normales*, — c'est-à-dire qu'elle n'a pas compté comme *recettes* des *produits de l'emprunt*, imitant en cela les négociants prudents qui ne veulent pas risquer la banqueroute.

Elle a mis de l'autre côté toutes les dépenses, de *toute nature*. Puis elle a fait ressortir les différences.

Que donnent ces comptes ? Regardez :

#### RECETTES NORMALES.

En 1901. . . . .	Fr.	3.444.353.000
1902. . . . .		3.456.579.000
1903. . . . .		3.564.598.000
Total. . . . .		Fr. 10.465.530.000



lions de dépenses de l'expédition de Chine qui seront payés par ce pays. Et ainsi, au lieu d'un déficit, nous aurions un excédent de près de 250 millions. Mais si l'on ne veut tenir compte ni de la dette des chemins de fer, ni des dépenses pour l'expédition de Chine, le déficit des cinq derniers budgets se réduirait à 157 millions seulement, soit en moyenne 30 millions par an seulement.

Telle est la thèse de M. Caillaux qu'il affaiblit beaucoup, croyons-nous, par des conclusions trop optimistes et en plaidant les circonstances atténuantes des déficits.

Nous n'avons pas les éléments nécessaires pour reconstituer, par doit et avoir, la situation budgétaire, et nous hésiterions à le faire, en présence des chiffres si différents donnés par des hommes d'une compétence reconnue. Le public étonné se demande comment M. Rouvier n'a pas protesté contre les chiffres de M. Dubost, s'ils sont faux. Il se demande comment est tenue une comptabilité où la vérité ne peut se faire jour. Se rappelant encore les déficits des dernières années, il est tout surpris de les voir se fondre comme la neige au soleil devant les explications de M. Caillaux, et d'entendre M. Rouvier, repoussant un emprunt, annoncer sans ambages des impôts nouveaux pour 1904.

Je regrette que M. Caillaux n'ait pas précisé la nature des amortissements opérés. Peut-être le secret est-il là ? Sur quoi ont-ils porté ? Sur des capitaux, en tout ou en partie, ou sur de la rente ? Si, sur des capitaux, inscrits pour la même somme au budget, on ne s'explique pas l'oubli. Si, sur la rente, les 484 millions signalés ne doivent prendre ligne que pour leur intérêt, puisque dans le budget, les recettes ou annuités diverses ne sont indiquées elles-mêmes qu'en recettes ou annuités. La dette en capital serait bien réduite de 484 millions ; le budget, lui-même, ne le serait, au taux de 3 p. 100, que de 14.520.000 francs. je n'é mets qu'une hypothèse ; elle mérite d'être vérifiée.

Dans le *Figaro* du 6 avril, M. Jules Roche répond à M. Caillaux. Il y aura probablement une réponse de M. Caillaux à M. Jules Roche. Mais les chiffres semblent céder la place aux *amabilités* que l'on se décoche réciproquement.

..

M. Rouvier, dans son projet de budget déposé au mois d'octobre dernier, demandait 3.574.398.030 francs de crédits. Ayant pris pour base, selon l'usage, le budget de 1901, il lui manquait, pour atteindre son chiffre, 207 millions (146 millions provenant





Par contre beaucoup de dépenses eussent pu être évitées, et nous ne comprenons pas par exemple la nécessité du million aux mineurs.

Quoiqu'il en soit, le budget voté le 31 mars fixe les crédits ouverts à la somme de 3.528.397.807 francs. L'évaluation des voies et moyens, c'est-à-dire les recettes prévues, sont de 3.528.486.845 francs. Le tout sur le papier, car, avec les mœurs financières actuelles, rien ne prouve que les dépenses ne seront pas dépassées, et les résultats des dernières années montrent que le chiffre des recettes peut ne pas être atteint.

Les chiffres, soit en dépenses, soit en recettes, restent inférieurs d'une cinquantaine de millions à ceux du projet primitif de M. Rouvier. Mais la proportion reste la même, et comme dans ce projet primitif le déficit constaté n'entraîne que pour 146 millions, on se demande ce que deviennent les 791.373.000 francs qui forment le surplus de ce déficit. C'est une dette qui n'est encore classée nulle part, mais qui n'en existe pas moins. Comment la paiera-t-on ?

Dans la discussion générale du budget au Sénat, le rapporteur, M. Dubost envisageait la possibilité de réaliser 250 millions d'économies. A quoi M. Rouvier a répondu qu'il est d'accord avec le rapporteur général sur la plupart des opinions qu'il a émises et sur la réduction de 250 millions de dépenses ; il serait heureux que le budget de la guerre permit d'obtenir, sans augmentation des charges, le service de deux ans, mais il se voit obligé de déclarer que, si les réductions ne sont pas aussi fortes que le dit le rapporteur, il ne reste que l'emprunt ou les impôts nouveaux ; or, en temps de paix, l'emprunt doit être condamné. Il sera impossible, en 1904, de présenter un budget sans recourir à de nouveaux impôts.

C'est sur ce point des impôts nouveaux, réclamés en principe et par avance pour le prochain budget par le ministre des Finances que s'engage, dès maintenant, une discussion dans la presse. Et pourquoi pas des économies ? Elles ne sont pas impossibles, et certains membres du Parlement, comme MM. Magnin, Antonin Dubost, Beauquier, Delpech, etc., demandent qu'on entre dans cette voie. Mais M. Rouvier semble trop bien connaître la Chambre pour conserver des espérances à ce point de vue.

\*  
\*\*

Ce qui mettrait le comble au gâchis, ce serait assurément le



..

M. Whitaker Wrigt a été arrêté au moment où il débarquait à New-York. M. Whitaker Wrigt, de son vrai nom Isaac, est le fondateur de la London and Globe corporation, dont le désastre a causé beaucoup de ruines et compromet de nombreuses personnalités. C'est, dit-on, un vrai *Panama anglais*, et cette affaire fait beaucoup de bruit. — M. Chamberlain, qui vient de prononcer 70 discours dans l'Afrique du Sud, est de retour en Angleterre où il a été reçu comme il convient. Son étoile cependant semble s'obscurcir un peu : l'élection au Parlement de M. Crooks, un socialiste, est un échec pour le gouvernement, et les critiques soulevées par les budgets, pour 1903-1904, de la guerre et de la marine retombent sur lui.

On pouvait penser qu'après la guerre du Transvaal, l'Angleterre reviendrait à ses bonnes traditions financières et que ses efforts tendraient, avant toutes choses, à la liquidation du passé. L'impérialisme en a décidé autrement. Les dépenses des budgets de la guerre et de la marine pour 1903-1904 sont en augmentation considérable sur celles de l'exercice précédent : 104.000 liv. sterling pour la guerre, 3.202.000 pour la marine. C'est que l'on va entreprendre, sans parler de ceux déjà sur chantiers, la construction de 4 cuirassés, de 4 croiseurs-cuirassés de 1<sup>re</sup> classe, de 3 croiseurs protégés, de 4 croiseurs-éclaireurs, de 15 torpilleurs, de 10 sous-marins. L'effectif en officiers et marins sera augmenté de 4.600 et porté à 127.100 au total.

La *Westminster Gazette* dit à ce sujet :

« Des statistiques récentes il ressort que les dépenses inscrites au budget de la guerre et de la marine ont augmenté de 30 millions de livres. Le total était, en effet, en 1895, de 35.500.000, et monte maintenant, dans le budget de prévision pour 1903-1904, à 68.702.500 livres, soit 34 millions environ pour l'armée et 34 millions pour la marine.

« Nous pouvons donc voir quelle tendance se manifeste au point de vue financier, car il n'y a là que des chiffres en temps normal, abstraction faite des dépenses extraordinaires de la guerre sud-africaine. On voit donc qu'en neuf ans nos dépenses ont doublé sur ce chapitre.

« Nous dépensons presque autant pour la marine seule que nous dépensions globalement pour l'armée et la marine en 1895 (35 millions au total), alors que le gouvernement libéral était



Nord de l'Espagne. . . . .	3.656
Madrid-Saragosse-Alicante. . . . .	3.650
Andalous. . . . .	1.067
Madrid-Cacérès. . . . .	777
Medina-Zamora-Orense-Vigo. . . . .	299
Linarès-Almeria. . . . .	246
Zafra-Huelva. . . . .	180
Medina-del-Campo Salamanca. . . . .	77

Les recettes se sont élevées :

Pour le Nord de l'Espagne, à 113.305.000 pesetas, en augmentation de 5.467.000 pesetas, sur 1901 ;

Pour le Madrid-Saragosse-Alicante, à 101.341.000 pesetas, en augmentation de 6.572.000 pesetas ;

Pour les Andalous, à 22.001.000 pesetas, en augmentation de 2.193.000 pesetas ;

Pour le Madrid-Cacérès, à 7.725.000 pesetas, en augmentation de 516.000 pesetas ;

Pour le Médina-Zamora, à 3.615.000 pesetas, en augmentation de 262.000 pesetas ;

Pour le Linarès-Almeria, à 3.645.000 pesetas, en augmentation de 519.000 pesetas ;

Pour le Zafra-Huelva, à 2.147.000 pesetas, en augmentation de 322.000 pesetas ;

Pour le Medina-del-Campo-Salamanque, à 1.228.000 pesetas, en augmentation de 99 000 pesetas.

Toutes les lignes sont donc en augmentation, et le total des excédents est de 15.946 000 pesetas, pour un ensemble de recettes de 255.200.000 pesetas, soit 6 0/0.

En rapprochant la recette totale de la longueur de chaque réseau, pour obtenir des chiffres comparables, on constate que la recette kilométrique est de :

30.900 pesetas, pour le Nord de l'Espagne, en augmentation de 1.500 pesetas, ou 5 0/0 ;

27.700 pesetas, pour le Madrid-Saragosse, en augmentation de 2.800 pesetas, ou 11 0/0 ;

20.600 pesetas, pour les Andalous, en augmentation de 2.000 pesetas, ou 10 0/0 ;

15.900 pesetas, pour le Medina-del-Campo-Salamanque, en augmentation de 1.300 pesetas, ou 9 0/0 ;

15.600 pesetas, pour le Linarès-Almería, en augmentation de 2.100 pesetas, ou 15 0/0 ;



Le gouvernement semble avoir été guidé surtout par l'augmentation des recettes douanières, actuellement de 50 millions, et qui, d'après ses prévisions, s'élèveraient, avec le nouveau tarif, à 80 millions. C'est une appréciation, et l'on vend peut-être la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Pour le peuple, c'est ce qu'il croit son intérêt qui l'a décidé, non pas, comme il arrive partout avec les masses, sans influences. Bientôt, nous n'en doutons pas, il s'apercevra de son erreur, et nous pourrions rappeler ici la guerre de tarifs avec la France, qui a suivi l'adoption chez nous, en 1891, du régime protecteur. Elle ne s'en est pas bien trouvée, pas plus que nous d'ailleurs. J'ajouterai que si la convention de 1893 n'a pas donné tous les résultats qu'on espérait, la faute en est aux négociateurs suisses qui voulaient tout obtenir et ne rien consentir en échange. Mais s'agit-il donc de se ruiner réciproquement, surtout par ce temps de *trusts* américains, contre lesquels il semble que les peuples d'Europe ne peuvent lutter que par une vaste association libérale?

\*  
\* \*

En Autriche-Hongrie, une nouvelle étape dans la réforme monétaire vient d'être franchie. Le 28 février 1903, les billets d'Etat autrichiens ont cessé d'avoir cours forcé. Toutefois les Caisses publiques les accepteront en paiement jusqu'au 31 août prochain, et on les échangera contre du numéraire jusqu'au 31 août 1907. Après cette date l'échange pourra être refusé. L'absorption du solde de ces billets semble devoir être facile, car au 1<sup>er</sup> octobre il n'en restait en circulation que 6 1/2 millions de couronnes.

Ils sont remplacés, concurremment avec les espèces métalliques, par les billets de la Banque Austro-Hongroise, qui pourront, sans limitation de somme, servir aux paiements. On s'occupe activement de la reprise des paiements en espèces.

Un emprunt de 120 millions de couronnes 3 1/2 p. 100 est annoncé pour le mois de mai prochain.

Une loi du 16 février 1903 avait autorisé la conversion de la Rente autrichienne consolidée, argent et papier 4,20 p. 100 en titres 4 p. 100. Cette opération est aujourd'hui terminée.

Le manque de place, non la matière, nous oblige à nous arrêter. On excusera les lacunes.

MAURICE ZABLET.





l'assemblée générale de la Royal Statistical Society du 18 novembre dernier et le discours d'ouverture de son nouveau président M. le major Patrick George Craigie, ne contient qu'une seule étude, fort remarquable du reste, de M. W. M. Acworth ; cette étude porte sur les chemins de fer britannique, mais au point de vue très particulier de leur comptabilité ; nous nous bornerons donc, à regret, à la signaler purement et simplement.

---

Nous nous étendrons davantage sur un très curieux article intitulé « le résultat naturel du libre échange », publié par M. G. Bing dans le fascicule de janvier de *l'Economie Review*.

Ce résultat naturel c'est.... ne sursautez pas ! —, « le déclin des industries britanniques ». Du moins M. G. Bing l'affirme en termes formels : « En 1846, les lois céréales furent abolies ; le commencement de notre déclin industriel et agricole date de 1875. La période 1846-1875 a été la période d'incubation de la maladie. Le poison avait été introduit dans notre système. » Suit la plus belle série d'audacieux et d'enfantins sophismes qu'ait jamais engendrée cerveau protectionniste, agrémentée d'invectives à l'égard de ces malheureux libre-échangistes et de leur « cry stupide » en faveur du bon marché ! M. G. Bing, qui n'est pas un théoricien, soutient que quant à lui la cherté vaut bien mieux. En effet, bon marché et cherté sont choses relatives ; qu'importe le bon marché si l'ouvrier, réduit à des salaires de famine, se voit dénué, presque, de tout pouvoir d'achat. Au contraire qu'importe la cherté d'un produit si le taux élevé des salaires lui permet de l'acquérir et ainsi de suite. Vous connaissez l'antienne ?

Ce qu'il y a de plus admirable dans l'article de M. G. Bing, c'est qu'il affirme sans rire que « les faits prouvent l'efficacité de la protection pour l'utilisation la plus complète des ressources naturelles, des cerveaux et du travail dans un pays ».

Il est vrai que M. G. Bing croit toujours à la vieille rengaine de la balance du commerce, et à tant d'autres encore, hélas !

---

Le fascicule du 6 décembre de *The Economist* contient un excellent article sur l'interminable question des Trusts. Nous en détachons le passage suivant :



qui donne à droite, et qui, par subventions, pensions, indemnités diverses, etc., arrive à distribuer bon an, mal an, aux frais des contribuables italiens, la somme rondelette de 16.925.350 lire.

« L'Etat, dit M. Branzoli-Zappi, lutte contre une légion de parasites, contre un esprit général de parasitisme. Tandis que, dans la vie commerciale, chacun doit pourvoir à ses besoins, à son avenir, avec ses propres forces, au contraire quiconque travaille une semaine au service de l'Etat prétend, qu'à cause de cela, l'Etat devra pourvoir à son avenir... L'Etat ne peut utiliser le travail précaire d'un individu sans se trouver contraint à le conserver, bon ou non, pour toute la vie, à pensionner sa femme et ses enfants, etc., etc. ». Et le pis, c'est que toutes ces sommes sont employées presque, au petit bonheur : quelquefois bien, d'autres fois mal ; souvent sans l'ombre d'une raison.

M. Branzoli-Zappi déplore les conséquences morales de cet état de choses, entre autres l'encouragement qu'il donne à l'esprit de mendicité ; il nous conte le cas d'un gardien de château des environs de Rome, qui préféra quitter le grand air, faire un travail exténuant, gagner 60 lire de moins par mois, et devenir facteur, parce que, comme facteur, il était assuré de jouir, plus tard, d'une pension.

Combien sommes-nous, en France, dans ce cas !

— L'article 28 du traité conclu le 6 décembre 1891 entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février suivant, stipulait que les deux parties contractantes auraient la faculté de dénoncer le traité, expirant normalement le 31 décembre 1903, sous préavis d'un an. Comme on le prévoyait, du reste, depuis un certain temps, le gouvernement austro-hongrois a pris l'initiative de la dénonciation de ce traité, qui n'a donc plus, désormais, que quelques mois à vivre.

Dans un intéressant article du *Giornale degli Economisti*, (Fasc. de février), M. A. Bertolini examine les conséquences de l'état de choses résultant de cette mesure, grave pour l'Italie qui ne va plus pouvoir « inonder » l'Autriche de ses vins, — nous ajoutons : grave pour les Autrichiens qui désormais devront ou bien se passer d'une boisson à laquelle ils s'accoutumaient tous les jours davantage, ou bien la payer deux fois ce qu'elle vaut.

Il constate qu'une guerre de tarifs serait « une absurdité », et une rupture désastreuse ; aussi recommande-t-il des concessions, des concessions.

Cédez ici, je céderai là ; entr'ouvrez ici, j'entr'ouvrirai là. Ce

petit jeu des portes plus ou moins entr'ouvertes enchante les diplomates et ravit le public, — le bon public qui ne s'aperçoit pas que, moins la porte est ouverte, moins il peut entrer et être mis à sa portée de choses utiles et agréables, qui, privé de ces choses, — dans son intérêt, bien entendu, — paie les gardiens de portes, les surveillants des gardiens et tous les mauvais bergers qui vivent impudemment de lui et sur lui... jusques à quand?

---

*L'Economista* du 7 décembre contient un excellent article sur les dépenses publiques des principaux pays d'Europe. Notre confrère constate que, de 1891 à 1901, ces dépenses publiques n'ont augmenté en Italie que de 0,6 0/0, tandis qu'elles ont augmenté, en France, de 12,3 0/0, et

En Hollande de.....	14 0/0
En Espagne, de.....	20 0/0
En Autriche-Hongrie, de.....	22 0/0
En Belgique, de.....	44 0/0
En Allemagne, de.....	60 0/0
En Russie, de.....	86 0/0
En Angleterre, de.....	117 0/0

Voici quelle a été, d'autre part, pour les mêmes pays et pour la même période 1891-1901, l'augmentation des charges militaires :

Espagne.....	6 0/0
Italie....	8 0/0
Hollande .....	11 0/0
France .....	15 0/0
Autriche-Hongrie.....	18 0/0
Belgique .....	23 0/0
Russie.....	54 0/0
Allemagne .....	57 0/0
Angleterre.....	274 0/0

formant un total pour la seule année 1901, de 7 1/2 milliards de francs.

Nous devons ajouter que, ces chiffres provenant de source impure (lisez : protectionniste), *l'Economista* ne s'en porte pas garant; ils nous semblent, quant à nous, suffisamment exacts; suffisamment précis en tout cas pour prouver que le *si vis pacem*.

tel qu'il est entendu et appliqué de nos jours, s'il nous épargne encore les horreurs de la guerre, nous en fait, déjà, supporter les frais.

Cela promet.

---

*Riforma Sociale* (Fasc. du 15 décembre). Ce fascicule contient une étude très documentée de M. Alessandro Garelli, sur « l'impôt personnel et les charges de famille. »

L'auteur commence par rappeler que, dès l'an 350 de Rome les censeurs Camille et Posthume, imitant des mesures prises antérieurement à Athènes et à Lacédémone, infligèrent aux célibataires, presque comme une pénalité, l'*aes uxorium*. En 363, l'empereur Julien exempta d'impôts tout père de 13 enfants, exemple que suivirent, quelques siècles plus tard, en 1770, les Etats Sardes, en édictant que tout père de 12 enfants « légitimes ou naturels », serait exempt, à vie, de tous impôts. Notre Roi-Soleil s'était montré à la fois moins et plus exigeant, en exemptant d'impôts, par son édit de 1666 tout père de seulement 10 enfants, mais exclusivement légitimes.

Mais laissons là le côté historique d'une question, bien plus intéressante, sinon plus curieuse, à d'autres points de vue. Nous ne contestons pas que l'impôt pèse plus lourdement sur les épaules d'un homme chargé de famille que sur celles d'un célibataire; et M. Alessandro Garelli a mille fois raison quand il nous montre avec indignation les droits sur le sel et sur le pétrole prélevant à eux seuls 2 p. 100 du revenu d'une misérable famille de 5 personnes ne disposant que d'un gain total de 600 lire par an. Certes, il est douloureux et révoltant de penser que cette même misérable famille de 5 personnes, ne gagnant en tout que 600 lire par an, en paie *une centaine* tant au fisc italien qu'aux gros propriétaires ou gros industriels, qui accumulent placidement des bénéfices, — et des haines, — à l'abri de leurs droits de douanes.

M. Alessandro Garelli réclame avec éloquence, pour ces familles pauvres, plus de justice. Les impôts indirects en presque totalité sont, pour elles, progressifs à rebours. Ne faut-il pas leur en tenir compte et, d'autre part, d'une façon ou de l'autre, les en dédommager ?

Il y a une façon bien plus simple et bien plus sûre d'annihiler les mauvais effets de ces impôts indirects, de douanes ou de consommation : les supprimer.



« De toutes les théories juridiques, théologiques, métaphysiques, rationalistes, économiques qui ont été avancées jusqu'à nos jours pour définir ou expliquer le phénomène moral, anthropologique et social du délit, la seule qui réponde aux exigences modernes de la pensée scientifique est celle de mon maître et ami le professeur Lombroso ».

M. Nordau a voulu écrire, sans doute, « de *ma* pensée » car, en ce qui concerne la pensée scientifique, nous croyons bien, d'après ce que nous voyons tous les jours, que, séduite un moment par les théories de M. Lombroso, elle s'en éloigne peu à peu, progressivement, pour rendre davantage justice aux travaux, que M. Nordau semblerait ne pas connaître, du savant professeur de l'Ecole d'anthropologie, M. Léonce Manouvrier.

— M. Guillaume De Greef publie dans le même fascicule de la même revue un bref article sur « l'Etude de l'histoire de l'Economie sociale », dans lequel nous lisons :

« L'individu et la société sont des abstractions, dont une métaphysique sectaire a seule pu faire des entités distinctes » ; et ensuite : « l'individualisme et le socialisme sont des aspects historiques de la même vie, de la même pensée, aspects en apparence seulement irréductibles et destinés à se fondre dans la sociologie positive ».

Faut-il avouer que nous n'avons pas tout à fait compris ?

---

Dans le fascicule du 15 février de la *Rivista Moderna*, M. Ilmarinen revient sur « la Russification et la résistance passive en Finlande ». Il y revient en termes durs, éloquents, passionnés, sur lesquels nous n'avons pas à insister ici. Mais en dehors du côté politique, il y développe certaines considérations économiques et morales particulièrement importantes, notamment dans les passages que nous reproduisons ci-dessous :

« ... Avant de nous occuper de l'appel sous les drapeaux, nous devons dire quelques mots d'une question qui est intimement liée avec celle du service militaire ; nous voulons parler de l'émigration. L'émigration augmente dans des proportions effrayantes. La moyenne des années 1889-98 était d'environ 3.500 personnes ; les années suivantes, elle monta à 12.000 et, l'année 1902, 22.000 émigrants quittèrent le pays<sup>1</sup>. La majorité en est composée

---

<sup>1</sup> Sans compter ceux qui ont émigré clandestinement en Suède par la frontière de terre.





nière entre la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse. On était alors à la veille du formidable réveil protectionniste dont l'Europe subit aujourd'hui les effets.

Combien de projets vont ainsi à vau-l'eau, dont la réalisation, lointaine, peut-être, n'en devra pas moins avoir lieu un jour, le jour où les hommes auront enfin et simplement acquis la certitude, qu'en économie politique comme en arithmétique,  $2 + 2 = 4$  et non quelquefois 3, ou bien, d'autres fois, 5.

---

Signalons encore, avant de quitter les revues italiennes :

Dans la *Rassegna nazionale* (fasc. du 16 janvier) des notes très intéressantes de M. Emilio Conti sur « La coopération dans les campagnes de la propagande socialiste ».

Et, dans la *Rivista italiana de Sociologia*, un important article de M. G. Ferrero sur « La science de l'Histoire. »

---

La création, à la nouvelle Université de Birmingham, d'une « Faculté de Commerce », a suggéré à M W. J. Ashley un remarquable article sur « Les Universités et l'éducation commerciale », que publie le fascicule de janvier de la *North American Review*.

M. Ashley fait remarquer que le terme « faculté » implique bien autre chose que le terme « Ecole ». En employant celui-là, l'Université de Birmingham a précisé le caractère considérable de l'entreprise. Le terme indique que l'entraînement d'hommes d'affaires est aussi important pour la communauté que l'entraînement de légistes et de docteurs, et que le commerce a besoin d'avoir son corps adéquat et organisé de professeurs dans une grande université, exactement comme la loi ou la médecine ».

M. Ashley ajoute que les « initiateurs de ce nouveau mouvement » ne visent à rien moins qu'à préparer, en quelque sorte, les généraux futurs de l'armée industrielle et commerciale, « ceux qui, finalement, comme manufacturiers ou commerçants indépendants, comme associés de grosses entreprises, directeurs ou administrateurs de compagnies, auront à diriger des affaires, à prendre des décisions, à affronter des risques, à assumer des responsabilités, à conduire des hommes. »

Sans doute, la plupart d'entre eux devront commencer par occuper des postes subalternes et apprendre à obéir avant de pou-



Il exige, entre autres, ce coup d'œil lucide, rapide et sûr, qui doit permettre d'apprécier vite et sainement, en bloc, la valeur d'une affaire; de l'esprit critique et de l'esprit de méthode; du sang-froid, de la prudence et, en même temps, de l'audace. Il nécessite enfin, et surtout, une grande expérience de la vie et une connaissance approfondie des hommes — choses que l'on ne peut apprendre que par soi-même — j'allais dire : à ses dépens.

Tant que nous ne nous déciderons pas à envoyer nos fils, dès l'âge de 10 ou 12 ans, apprendre à l'étranger, non seulement les langues étrangères, mais la vie et les hommes; tant que nous continuerons à les garder jusqu'à 20 ans dans les jupes de leur maman, nous aurons beau leur faire suivre des cours d'écoles de commerce, fussent-elles décorées du titre de « Facultés »; nous en ferons des mercanti, d'esprit étroit, rétrogrades, poltrons et paresseux, mais des négociants, jamais !

Dans le même numéro de la même revue, M. Archer Brown pose la question suivante : « Devons-nous réduire les droits sur le fer et l'acier ? » Il y répond d'une façon qui rappelle un peu celle de ce malheureux Panurge lorsqu'il s'agit, pour lui, de savoir s'il fallait ou non se marier. C'est qu'en effet, la question est complexe : Les industriels américains désirent « un grand marché stable » mais ils ne veulent pas de la concurrence étrangère. Et puis, pour conquérir ce « grand marché stable », il faudrait d'abord diminuer les prix. Or, les salaires entrent, nous dit M. Archer Brown, pour plus de 90 p. 100 dans les prix du fer et de l'acier, et ils sont tellement peu compressibles, tellement peu réductibles que les ouvriers réclament, en ce moment même, qu'ils soient augmentés ! Et pourtant des prix modérés sont nécessaires pour accroître la consommation. Et qui dit que, par ricochet, les salaires n'en profiteraient pas ? — Cela continue pendant des pages, tendant vers la gauche ou tendant vers la droite, selon que M. Archer Brown envisage la question au point de vue de l'industriel ou au point de vue de l'ouvrier. — Car, naturellement, il oublie de se placer au point de vue du consommateur.

---

Nous regrettons de ne pouvoir nous étendre un peu longuement ni sur les très fines remarques que fait, dans le *Journal of Political Economy* (fasc. de décembre), M. H. Parker Willis sur les statistiques agricoles, ni sur une fort intéressante étude sur l'arbitrage



Cela est de peu d'importance, tant que le Trésor n'aura pas besoin d'utiliser cette somme. « Tant que tout ira bien, dit ironiquement M. Frederick A. Cleveland, rien ne sera troublé ». Mais il est à prévoir qu'un jour ou l'autre, le Trésor américain voudra rentrer au moins dans une partie de ses fonds. Et alors...

La plupart de nos lecteurs doivent connaître, au moins de nom, la *Ligue de la Régénération humaine*<sup>1</sup> aux destinées de laquelle préside M. Paul Robin, et qui a pour but de :

« 1° Répandre les notions exactes des sciences physiologiques et sociale, permettant aux parents d'apprécier les cas où ils devront se montrer prudents quant au nombre de leurs enfants, et assurant, sous ce rapport, leur liberté et surtout celle de la femme.

« 2° Enfin et en général faire tout ce qui est nécessaire pour que tous les humains connaissent bien les lois *tendanciennes* de l'accroissement de la population, leurs conséquences pratiques, et les moyens de lutte scientifique contre d'apparentes fatalités, afin qu'ils deviennent plus heureux et par conséquent meilleurs.

— Il ne faudrait pas croire que la Ligue de M. Paul Robin soit une manifestation isolée, et..., comment dirons-nous..., nationale. Sans parler de la célèbre et puissante Malthusian League de Londres, bien des associations analogues existent sur notre vieux continent : en Allemagne, en Hollande, en Italie, en Suède, etc.

Elles auraient, dans le vif déclin du taux de la natalité européenne depuis un quart de siècle, une grande part de responsabilité... ou de gloire. C'est du moins l'avis de M. le D. G. Stille qui vient de publier sur les ligues néo-malthusiennes et leur propagande une série d'articles tout à fait remarquables dans les derniers numéros du *Zeitschrift für Sozialwissenschaft*.

M. le professeur Julius Wolf publie, dans la même revue, un très intéressant article sur « le problème des races dans l'économie politique ». Il commence par rappeler la définition que Franklin, paraît-il, aurait donnée du nègre : « Le nègre est un animal qui mange tant qu'il peut et travaille le moins possible. » Mais M. Julius Wolf, qui n'en veut pas aux nègres, n'a cité cette définition que pour pouvoir la retourner et dire, — ce qui est spi-

---

<sup>1</sup> 27, rue de la Boétie XX.



dans cette revue une étude particulièrement curieuse de M. R. E. May sur les revenus en Allemagne de 1895 à 1900. Le peu d'espace dont nous disposons ne nous permettant pas de nous étendre sur ce sujet, nous nous bornons à en résumer les principaux éléments dans le tableau ci-dessous :

Années	REVENU			
	De 900 à 3000 marks		De plus de 3000 marks	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
	—	millions de marks	—	millions de marks
1895 .....	2.278.998	3.134	324.294	2.803
1900 .....	3.210.831	4 328	435.696	4.048
Augmentation .	40,9 0/0	38,1 0/0	34,35 0/0	41,4 0/0

« Les pauvres deviendront plus pauvres et les riches plus riches. »  
— Cette assertion révoltante et révolutionnaire de Karl Marx a reçu, depuis qu'elle fut formulée, bien des démentis.

Dans l'*Archiv für Soziale Gesetzgebung und Statistik* (Heft I. u. II.) M. Werner Sombart lui en inflige un nouveau, plus catégorique peut-être encore que tous ceux qui l'ont précédé :

« Il n'est certes pas vrai que les pauvres sont devenus plus pauvres ; au contraire : les plus pauvres sont aujourd'hui plus riches qu'il y a cent ans, que l'on envisage les cent mille plus pauvres, ou les 10 millions d'hommes les plus deshérités.

« Il n'est certes pas vrai que les couches moyennes des revenus — mettons entre 900 et 3.000 marks, — soient devenues plus faibles ; elles deviennent au contraire, par suite de la vigoureuse poussée d'en bas, toujours plus fortes. De 1892-93 à 1900, leur importance a passé en Prusse, de 81, 89 p. 100 à 87, 47 p. 100 du nombre des imposés ; en Saxe, de 20, 94 p. 100 en 1879 à 31, 14 p. 100 en 1894, et à 40, 35 p. 100 en 1900 (de 800 à 3 300 mk.), etc., etc.

« Il n'est certes pas vrai que le nombre des riches augmente constamment, au contraire ; et l'on peut fixer la limite où l'on veut, à 10.000, 20.000, 50.000, 100.000 marks, partout le résultat est le même. Prenons par exemple la riche Hambourg et même la période prospère de 1895-1899. En 1895, y avaient un revenu de 10.000 à 25.000 marks, 3.443 personnes, et 4.082 en 1899. Celles-ci possédaient ensemble un revenu de 53, 5 millions de marks, et celles-là de 63, 1 millions ; soit, pour les premières, un revenu moyen de 15.853 marks et pour les secondes, de 15.750 marks seulement. —



Pour les revenus de 25.000 à 50.000 marks nous trouvons, en 1895, 1.054, et, en 1899, 1.322 personnes ; celles-là possédaient ensemble 36, 9 millions de marks de revenu, et celles-ci, 46 millions, soit une moyenne par tête de 35.987 marks en 1895, et de seulement 35.384 marks en 1899. — Pour les revenus entre 50.000 et 100.000 marks on comptait, en 1895, 484 et, en 1899, 585 personnes ; celles-là possédaient ensemble un revenu de 33, 1 millions de marks, et celles-ci, de 40, 4 millions, soit en moyenne, par tête, 69.060 marks pour celles-ci, et 68.390 marks pour celles-là... »

Et M. Werner Sombart ajoute :

« L'on peut retourner les chiffres comme on veut : plus nous approchons du jour du « chambardement » du système capitaliste, plus s'augmente le nombre des futurs « expropriés. » L'affaire de l'expropriation devient tous les jours plus difficile ! »

Signalons encore, avant de quitter les revues de langue allemande :

Dans le *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Socialpolitik und Verwaltung* une fort intéressante étude de M. H. Rizzi sur le commerce autrichien à l'époque du mercantilisme, que nous sommes forcés, aujourd'hui, de négliger, mais dont nous aurons sans doute prochainement l'occasion de reparler.

Dans la *Nation*, d'excellents articles de MM. Théodor Barth, Arved Jürgensohn, F. Holdermann et J. Goldstein.

Le commerce extérieur de l'Espagne en 1902 se compare comme suit avec celui de l'année précédente.

	1901	1902
IMPORTATIONS : marchandises .....	829.856.082	798.480.330
— métaux précieux....	7.987.283	12.259.924
Total.....	<u>837.843.365</u>	<u>810.840.254</u>
EXPORTATIONS : marchandises... ..	684.510.319	737.380.228
— métaux précieux....	21.576.300	14.733.261
Total.....	<u>706.086.619</u>	<u>752.113.489</u>

De ces chiffres résulte, dit *El Economista* (n° du 7 février) :

1° Un bénéfice positif provenant à la fois de l'augmentation de nos importations et de la diminution de nos exportations en

**métaux précieux**, ce qui signifie que notre situation débitrice diminue à l'étranger, tandis qu'augmente notre condition de créanciers.

2° Un total favorable de liquidation, puisque la valeur de ce que nous avons acheté de l'étranger est en diminution, tandis qu'a augmenté notre exportation à l'étranger.

Et en effet, « il est bon de se rappeler que, acheter moins à l'étranger, cela signifie que nous avons chez nous une plus grande quantité de produits qui nous affranchissent de la dépendance étrangère. »

— Oui, cher confrère, à moins que cela ne signifie que votre pouvoir d'achat est en diminution et que vous vous êtes appauvri; de même que des exportations accrues et des importations réduites, doivent être aussi considérées comme un symptôme défavorable et non pas favorable; de même qu'il n'y a, en ce qui vous concerne, certainement pas la moindre relation entre le mouvement de métaux précieux dont témoigne votre commerce extérieur et votre situation de débiteurs vis-à-vis de l'étranger.

Il est vrai que toutes les opinions peuvent se soutenir et se soutiennent. On a bien prétendu qu'il vous était favorable d'avoir un change défavorable (je demande pardon au lecteur de ce galimatias) un change qui, malgré les mille et une mesures inventées pour le combattre, reste imperturbablement et indéracinablement figé aux alentours de 34.

Puisque nous nous sommes laissés aller à parler du change et de la balance commerciale de l'Espagne, et malgré que la question soit bien rebattue, disons-en encore un mot.

Le commerce de l'Espagne pendant le premier mois de l'année en cours et des deux précédentes, sa circulation fiduciaire et la dépréciation de la monnaie espagnole pendant la même période se chiffrent ainsi :

	Janvier 1901	Janvier 1902	Janvier 1903
Importation . . . . . Pes.	73.429.000	72.039.000	64.053.000
Exportation . . . . .	54.870.000	55.445.000	60.490.000
Balance commerciale..	— 18.559.000	— 16.594.000	— 3.563.000
Circulation fiduciaire..	1.632.900.000	1.642.150.000	1.630.080.000
Change . . . . .	34.50 0/0	33.40 0/0	34.30 0/0

*La Revista de Economía y Hacienda* (fasc. du 8 mars) à laquelle nous empruntons ce tableau, en conclut que le phénomène du



## LA DEMOCRATIE AMERICAINE. LE TRAFIC DES VOTES

---

Un même cri, cri d'alarme et d'angoisse part de tous les Etats de l'Union. L'écho le répète sans cesse de New-York à San Francisco, dans toutes les cités et dans les solitudes champêtres : « La démocratie est en danger. La démocratie se meurt. La source des pouvoirs est corrompue ». Dans cet élément impur électeurs et élus vivent comme le poisson dans l'eau. Il serait plus exact de dire, si l'atticisme français supportait les images shakespeariennes : Ils y grouillent comme les parasites sur un corps affaibli, ou les vers dans un cadavre.

Qui le jette ce cri ? Des vétérans blanchis dans les luttes politiques, des journalistes probes, des prêtres appartenant à toute espèce d'Eglises, des démocrates et des républicains, en un mot, tout ce qu'il y a d'âmes honnêtes dans cette immense république. Citons-en quelques-uns.

D'abord le Gouverneur de l'Etat de Rhode-Island, M. Garvin. « Des gens bien posés, dit-il, versent chaque année des fonds destinés à acheter des électeurs. Dans un grand nombre de nos villes : Warwick, Newshoreham, East Greenwich, West Greenwich, Coventry, Exeter, North Smithfield, Narrangansett, la vente et l'achat des votes se fait un grand jour. L'argent reçu est considéré comme le paiement du temps perdu par l'électeur. Si celui-ci est au travail, l'agent électoral arrive et offre de le conduire en voiture au scrutin. Et la conversation suivante s'engage : « Venez. Je vous y conduirai. — Non pas. Je reste à mon travail. — Quelque autre le fera pour vous. — Sans doute. Mais je devrai payer. — Très bien. Voici 2 dollars pour payer votre homme. »

« Deux dollars sont le prix ordinaire d'un vote. Les gens y sont tellement accoutumés qu'il faut payer les électeurs pour se rendre au scrutin quand il n'y a qu'un seul candidat. Dans certaines villes l'on vote invariablement pour le parti qui a la plus grosse caisse. Un agent électoral me disait : « Si les républicains et les démocrates étaient l'un et l'autre sans argent, mais si l'un d'eux avait une boîte de cigares à distribuer, c'est pour celui-ci que les électeurs se prononceraient. » Ce qu'il y a de plus décourageant, c'est que les électeurs, habitués



mission judiciaire du Sénat américain. La question est de savoir si le Sénat approuvera sa commission, les amis du candidat étant déterminés à tenter un effort suprême en sa faveur. Si le Sénat le rejette définitivement, le *boss* en appellera au président de la République, qui se trouvera alors dans une fâcheuse situation. En effet, le *Boss* républicain qui prétend lui arracher cette nomination est *l'alter ego* d'un politicien dont le parti républicain a voulu se débarrasser à tout prix, pour les motifs suivants, extraits d'un organe intègre, la *Daily New-York Tribune* du 9 février 1903 : « Les Républicains du pays entier sont convaincus que la pire disgrâce qui puisse atteindre le parti serait la nomination comme sénateur de l'homme qui s'est efforcé pendant des années de débaucher le Delaware par l'achat en masse des électeurs de cet Etat. Ils entendent qu'il soit évincé, définitivement évincé. S'il n'y a pas d'autre moyen de l'éliminer qu'une alliance avec d'honnêtes démocrates, ils seront enchantés de voir cette alliance se conclure. » Les républicains l'ont rejeté et nommé un homme qui n'agit que par ses conseils. Il semble donc impossible que le Président de la République, en dépit du vote du Sénat, nomme le District-Attorney recommandé par ces deux politiques qui n'en font qu'un. Seulement la puissance des *boss* est telle que personne n'en mettrait la main au feu. La conclusion ? C'est qu'ici le Président de la République est le prisonnier des *boss*. Il a contraint, l'an dernier, tous les milliards représentés par les propriétaires de charbonnages et les financiers les plus puissants de soumettre à un arbitrage leur différend avec les ouvriers mineurs. Mais il aura toutes les peines du monde à écarter les prétentions d'un Demi-Boss delawarien. Car dans le Delaware il y en a deux pour le parti républicain : Le *boss* des « Unions Républicains » et le *boss* des « Regular Republicans ». Ceux-ci sont les hommes de la *Tribune de New-York* ; les autres sont ceux que ce journal combat avec juste raison. Le 9 mars dernier, un ministre protestant, M. Elwood, après un de ces sermons comme ceux que devait parfois subir Louis XIV, s'écrie : « O hommes de Delaware, supplions Dieu, avant qu'il soit trop tard, de sauver l'Etat ! » C'est ainsi qu'à une époque reculée de notre histoire, dans les églises de France, toutes les prières se terminaient par cette supplication : « De la fureur des Normands délivrez-nous Seigneur. » Ces pirates ravageaient la France comme les acheteurs de suffrage ravagent les Etats-Unis.

Un ouragan de malédictions est déchaîné sur les trafiquants de suffrages. Après M. Elwood qui a l'honneur de l'initiative, voici que l'Eglise Methodiste Episcopale, en assemblée générale, adopte la résolution suivante sur la proposition du R. M. Willis de Milford, ancien député à la Chambre du Delaware :

« Attendu que certains membres de notre Eglise doutent que la corruption électorale soit un péché ;

« Que notre Eglise est accusée de ne s'être pas suffisamment prononcée en cette matière ;

« Que l'extension de ce grand mal constitue une honte et un opprobre national, il est résolu que :

« Suborner, sous toutes ses formes, est contraire à la parole de Dieu, dégradant pour l'intelligence, ruineux pour la vie domestique, sociale et politique. Celui qui vend son suffrage vend sa conscience, vend son Dieu, sa patrie et lui-même.

« L'acheteur d'un vote, aux yeux de l'histoire, est un tyran, un oppresseur, un meurtrier, et un voleur. Malheur à celui qui met la coupe aux lèvres de son prochain ; trois fois maudit celui qui le tente, sur l'appât d'un sale lucre. L'avenir entier ne sera pas assez long pour laver la souillure, la honte et le déshonneur qu'un acheteur de suffrages lègue, avec son nom, à ses enfants.

« En conséquence, nous admonestons nos fidèles, que tout coupable de ce crime éhonté est hors notre Eglise, méprisable aux yeux de ses coreligionnaires, et condamné par Dieu. »

Espérons que ce mouvement s'étendra à toutes les Eglises, dans tous les Etats de l'Union. Le *Journal des Économistes* sera heureux d'y contribuer en mettant les faits sous les yeux de ses lecteurs dans les Deux-Mondes. Si la démocratie américaine ne guérit pas ce mal, elle en mourra.

LABORER.

-----

## LETTRE DES ETATS-UNIS

---

New-York City, mars 1903.

Le travail des enfants dans les manufactures. — Les professeurs d'économie politique et le Tarif. — Un nouvel aspect des coalitions industrielles.

Une des questions qui préoccupent le plus en ce moment l'opinion publique est celle du travail des enfants dans les manufactures.

Le Sud, chez qui l'activité industrielle s'est ravivée, on le sait, dans ces derniers temps, d'une façon extraordinaire, semble croire que tous les moyens sont bons pour lutter contre le Nord. Jadis il employait la main d'œuvre servile; — ce qui était l'idéal en matière de *cheap labor*; — aujourd'hui il se rabat sur celle des enfants de moins de douze ans, à raison parfois de dix sous par jour! Est-ce à dire que ces malheureux aient le bénéfice de cet *eight hours day* que les administrations publiques reconnaissent comme la journée normale de l'adulte? Non, car ils restent à la tâche soixante-quatre heures environ par semaine.

Un tel état de choses est évidemment intolérable, même si on laisse de côté les arguments purement économiques contre ce genre de « travail à bas prix ». Le développement physique et intellectuel de l'enfant est, dans ces conditions, entièrement négligé; l'école est abandonnée: non-seulement une proportion considérable d'apprentis ne savent ni lire ni écrire, mais on en rencontre qui ignorent jusqu'au nom de leur famille.

Ce n'est là, en somme, qu'un esclavage déguisé, ainsi que le faisait observer, en termes virulents, « The Dry Goods Economist » de New-York.

Les arguments invoqués par les défenseurs du système actuel ne datent pas d'hier. L'intervention des pouvoirs publics en pareille matière, dit-on, est un pas de plus vers le socialisme d'Etat. C'est la ruine certaine si nous renonçons au travail des enfants, ajoutent les patrons. Nous ne pouvons vivre sans lui, surenchérisent les parents. Quelquefois le point de vue humanitaire est invoqué par l'employeur lui-même;





inscrivait parmi les grandes lignes de son programme politique l'adoption d'une loi fixant dans cet Etat à douze ans le minimum d'âge des apprentis dans les établissements employant des machines. Mais nulle part probablement la question n'a été envisagée avec plus de force et de clarté qu'à l'*American Academy of Political and Social Science*, lors de son sixième meeting annuel à Philadelphie.

Le lieu était d'autant mieux choisi pour discuter ce sujet que c'est en Pennsylvanie que la législation sur les manufactures a rencontré le plus d'opposition depuis que le premier Child Labor Act fut voté par le Parlement anglais. Avec infiniment de raison, M. Hayes Robbins, doyen de l'Institut d'Economie Sociale de New-York City<sup>1</sup>, a fait ressortir que l'on n'en est plus au temps où le bon marché était le seul et unique but du progrès économique. Aujourd'hui on admet généralement que la véritable théorie du bien-être économique comprend les intérêts du citoyen en tant que producteur aussi bien que comme consommateur. Les conditions dans lesquelles un homme travaille et les occasions pour lui de jouir des fruits de son labeur, sont des facteurs aussi importants au point de vue de son bonheur que le prix auquel il peut se procurer les nécessités de la vie. La seule économie sérieuse et durable dans la production ne peut venir que d'un meilleur emploi des forces naturelles par le perfectionnement de la machinerie. Le bon marché qui a sa source dans un travail excessif et avilissant imposé aux ouvriers est factice, car tôt ou tard ses causes sont appelées à disparaître. La jeune industrie du Sud a la chance exceptionnelle de pouvoir éviter les tâtonnements qui ont marqué les étapes successives des manufactures du Nord et de bénéficier de l'expérience acquise par celles-ci : or, partout dans le Nord on voit le législateur intervenir pour réglementer le travail des enfants.

Telle est, résumée à l'extrême, la thèse soutenue par M. Robbins. Nombreux toutefois sont les sudistes qui sont déterminés à résister à toute tentative de législation, par la seule raison que le mouvement a pris naissance hors du Sud. Ils ne comprennent pas que dans une démocratie, tout ce qui contribue à abaisser le niveau des conditions sociales, dans un but de lucre et de concurrence, est une affaire d'ordre public, d'intérêt général. D'autre part, dans le Nord, les plus chauds partisans de la surveillance de l'Etat en la matière sont les membres des Unions : or, l'organisation du travail n'est pour ainsi dire qu'embryonnaire dans le Sud ; et les réformateurs ne peuvent compter par conséquent sur le concours des ouvriers.

Il est un point, disons-le en passant, sur lequel les industriels du Sud auraient beau jeu, s'ils l'invoquaient dans la discussion. On pour-

---

<sup>1</sup> Discours sur *The new South's rare opportunity*.



recensement des écoles de l'Etat, montrant que plus de 5.000 enfants entre 8 et 13 ans ne fréquentent pas les établissements scolaires.

Tout ceci montre que le mal est plus général, plus profond qu'on ne le croit. Le remède ? Il n'est pas facile à trouver. Sans doute une législation plus sévère, et surtout plus sérieusement enforcée, pourra être de quelque utilité dans le Sud. En ce qui concerne le Nord, le seul moyen de retenir les enfants aux écoles est de rendre celles-ci plus pratiques. Les établissements d'instruction où une grande part est faite au *manual training* voient le nombre de leurs élèves augmenter sans cesse<sup>1</sup>. A Boston, où les cours ont, même dans les *grammar schools*, un caractère essentiellement utilitaire, où les enfants immatriculés jouissent de réductions sur les tramways et voies ferrées, la proportion d'élèves continuant leurs études jusqu'aux plus hautes classes et dans les écoles primaires supérieures (*high schools*), est double ou triple de celle que l'on relève dans les écoles plus arriérées des villes de l'Ouest<sup>2</sup>.

\*  
\* \*

L'*Evening Post*, le leader des organes libre-échangistes aux Etats-Unis, s'est livré il y a quelque temps, sur la question des Trusts, à une enquête intéressante. Le vent, on le sait, est en ce moment-ci à la législation anti-trustaire — en d'autres termes, le gouvernement fédéral, qui est républicain et par conséquent inféodé aux grandes corporations industrielles, se trouve, sous peine de compromettre le résultat des prochaines élections, obligé de donner

---

<sup>1</sup> A Chicago notamment, ainsi qu'à Kansas City.

(2) Proportion de présence sur 100 enfants	Grammar Schools (classes)							High Schools (années)			
	II	III	IV	V	VI	VI	VIII	1	2	3	4
St-Louis, 1900.....	100	93	83	50	29	21	14	7	4	3	2
Chicago, 1900.....	100	91	78	71	52	37	26	12	7	5	3
Boston, 1900.....	100	97	93	85	74	59	44	25	15	10	4

(*Problems of Child labor in Illinois*, par E. Steward, agent spécial du Département du Travail des Etats-Unis, mars 1902).

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons qu'en New-Jersey Illinois, Wisconsin, comme à New-York, le mouvement contre le travail des enfants dans les usines a gagné considérablement de terrain. Il en est de même en Pennsylvanie, où la question a été soulevée de nouveau à l'occasion du règlement des difficultés entre les propriétaires de charbonnages et leurs ouvriers.



quitte à faire supporter la différence par le consommateur, la situation de ce dernier deviendra extrêmement peu enviable. Est-ce à dire qu'une telle entente soit possible? Très probablement, par la bonne raison qu'elle porterait, selon toute apparence, le coup de la fin à ce qui reste de libre concurrence. En effet, supposez l'engagement pris par les directeurs des trusts d'élever les salaires des *union-men* de leurs ateliers ou manufactures, que va-t-il arriver? Que les producteurs indépendants se trouveront forcés de faire de même : or il est présumable qu'affaiblis comme ils le sont par la lutte contre les Syndicats, ils n'auront pas les reins assez solides pour supporter ce nouvel effort; alors qu'il leur est déjà presque impossible de subsister en face du trust seul, que feront-ils devant le trust appuyé sur une grande trade-union?

Sans aucun doute, c'est là un tableau fait pour troubler les catégories sociales, très nombreuses, laissées en dehors de la combinaison.

Pour le rentier, le commis, le professionnel, l'agriculteur, il résulterait de la nouvelle forme de trust un appauvrissement dont on ne peut dès maintenant mesurer l'étendue. Mais le pis est que l'augmentation par les trusts du prix des nécessités de la vie, jointe à la limitation du nombre des ouvriers imposée par les unions désormais omnipotentes, que tout cela concourrait à former aux Etats-Unis une classe de prolétaires d'une sorte jusqu'ici inconnue, grâce au ciel, dans ce pays.

Malheureusement il y a un fondement sérieux aux craintes exprimées par M. Clark et ses adeptes. Déjà certaines grandes verreries nous donnent un exemple inquiétant; et rien ne dit qu'un agrément analogue à celui qui existe dans les *glass works* ne finira pas par être adopté pour terminer à jamais les difficultés entre les « opérateurs » des houillères de Pennsylvanie et leurs turbulents mineurs.

GEORGE NESTLER TRICOCHE.

---



des produits extérieurs s'échangent contre d'autres produits extérieurs. Ceux-ci sont presque nécessairement des ports francs.

On peut se poser cette question : Brest, étant supposé port franc, est-il bien situé pour devenir un sérieux entrepôt de produits américains et africains, les recevant par grands navires pour les répartir, par le cabotage, dans tout l'occident de l'Europe, d'une part, puis pour drainer, par le cabotage, les produits de l'occident européen, destinés à l'Amérique et à la côte occidentale d'Afrique ?

Comme entrepôt la situation de Brest est admirable.

Au premier abord, en voyant Brest à l'extrémité du continent sur une étroite langue de terre, on est porté à le regarder comme un point isolé (et il en était bien ainsi il y a moins d'un demi-siècle).

Mais si on considère sa situation par rapport au golfe de Gascogne, à la côte d'Espagne, à la mer du Nord, au canal Saint-Georges, ce port est bien central pour le cabotage à vapeur.

On peut aussi assimiler la Manche à un grand fleuve, Brest étant à l'estuaire.

C'est un fait sur lequel on ne saurait trop insister ; Brest est un point central pour le cabotage à vapeur.

Notre port de commerce compte à peine quarante ans d'existence. Il y a une quarantaine d'années, ce que l'on appelait *le port de commerce* était une longueur de quai du port de guerre, moindre qu'une longueur de grand paquebot de nos jours. C'était d'ailleurs bien suffisant pour les quelques chasse-marées de 80 tonnes au plus, alimentant un commerce local quasi nul, et les galiotes hollandaises, chargées des bois du Nord pour la construction des navires de guerre, et qui s'y arrêtaient quand, par grand hasard, elles trouvaient un frêt de retour.

Qu'est-ce que quarante ans pour le développement commercial d'un port entouré de puissants rivaux et devant concurrencer le Havre et Saint-Nazaire ?

Dans mon enfance, Brest n'avait pas 30.000 âmes de population.

Des esprits prévenus parlent dédaigneusement du « maigre trafic » actuel. Mais la question est bien moins de juger le commerce actuel que le *progrès accompli en quarante ans*. Si on compare les échanges opérés à Brest à ceux des grands ports, le résultat n'est certes pas très brillant, mais il y a quarante ans le commerce était zéro. C'est un enfant à peine sorti des langes, mais la rapidité de sa croissance permet de présager la robustesse de l'adulte.

Les courants commerciaux ne se déplacent pas en un jour ; il faudra du temps avant que la voie ferrée donne ce que l'on peut en attendre.

Brest est en bonne situation pour recevoir de nombreuses matières



premières, notamment les charbons anglais et américains. Peu de points en France sont aussi bien placés pour l'approvisionnement économiquement en combustible. De ce chef, Brest offre de grandes chances d'avenir industriel.

C'est un point de relâche occasionnelle pour l'approvisionnement en charbon; le cas de ces relâches se présente de plus en plus fréquemment. Le fait est naturel, vu la situation de Brest à l'entrée de la Manche.

Quand Brest aura son bassin de radoub et son outillage, il deviendra la ressource naturelle des navires en avaries venant en Europe de l'Ouest ou du Sud. Actuellement des navires en détresse peuvent seuls y chercher un abri. Le cas est d'ailleurs fréquent.

Du temps des navires à voiles, Brest, de l'avis unanime des marins, ne pouvait être qu'un port de guerre.

Brest ne pouvait être un centre de cabotage à cause des difficultés d'atterrage, d'entrée et de sortie. C'était chose sérieuse pour les navires à voiles de chercher Brest et d'y entrer.

Brest était bien alors un point isolé du reste du monde — isolé du côté de la terre par défaut de voie de pénétration — isolé du côté de la mer par sa ceinture de récifs.

Pour la possibilité du développement de Brest, trois choses étaient indispensables :

1° Les navires à vapeur.

2° Les chemins de fer.

3° Les progrès de l'éclairage — progrès beaucoup plus importants qu'on ne le croit généralement.

Dans mon enfance, rentrer à Brest de nuit était considéré comme un acte audacieux, presque une témérité. Aujourd'hui des feux d'une puissance extraordinaire, établis sur tous les points saillants ou dangereux, permettent de dire à des marins : « J'aime mieux rentrer de nuit que de jour ». C'est une exagération. Cependant on peut très justement soutenir qu'en revenant du large, on reconnaît plus vite la terre de nuit que de jour.

Tout cela date pour nous de moins de quarante ans.

Il ne faut pas oublier qu'il y a *quarante ans* le port n'existait pas, raison suffisante pour qu'il ne se soit pas développé antérieurement.

Laissant donc de côté les avantages de Brest, port en eau profonde, comme tête de ligne des paquebots, question qui mérite une étude à part, je me borne à ces deux points :

1° Brest est un point central de cabotage; par le canal de Saint-Georges, il rayonne dans la mer d'Irlande; par la Manche, dans la mer

du Nord et la Baltique; au Sud, il rayonne dans le golfe de Gascogne et sur la côte d'Espagne. On y porte des vins d'Oran.

2° Brest est bien situé pour servir d'entrepôt aux échanges entre le continent européen, le continent américain et la côte occidentale d'Afrique.

Conclusion : le développement commercial de Brest est certain par la force des choses; s'il y avait une zone franche près du port, Brest deviendrait très rapidement un centre commercial de premier ordre.

CONTRE-AMIRAL RÉVEILLÈRE.

---



ser les individualités puissantes qui, en s'élevant, dépassent le niveau moyen, devraient, au contraire, applaudir à leur élévation.

Jusqu'à-là, je n'ai rien à dire, ou plutôt je n'ai qu'à approuver. Je n'ai jamais cessé, pour ma part, de prêcher la vertu, devenue trop rare, du respect, et de soutenir que la richesse, le talent, la réputation, le succès sous toutes ses formes, lorsqu'ils sont obtenus honnêtement et librement, au lieu d'être mal vus, comme antidémocratiques, devraient, au contraire, être salués et bénis comme les agents par excellence du progrès démocratique. Quiconque travaille honnêtement, a dit Bastiat, ne travaille pas seulement pour lui, mais pour les autres. Le bien se propage et la lumière rayonne. Matériel ou moral, le capital, contre lequel on ameute l'ignorance et la pauvreté, est, par sa diffusion, l'agent nécessaire de leur affranchissement.

Mais M. Brandès ne s'en tient pas là. S'inspirant de l'égoïsme olympien de Goethe, admirant, avec Nietzsche, la puissance pour elle-même et la force pour ce qu'a d'extraordinaire son développement, il va jusqu'à dire que le grand homme est sa fin à lui-même ; et que le seul fait de produire des grands hommes, des surhommes, quand bien même ces grands hommes n'auraient pas amélioré la condition de leurs semblables ; quand bien même ils n'auraient fait que manifester, comme un Bismarck et un Napoléon, ce que peut l'intensité d'une volonté et l'énergie d'une personnalité, devrait suffire pour mettre la société dans laquelle a paru ces éblouissants météores au-dessus d'une société plus heureuse, mais dont le commun et universel bien-être n'aurait pas produit de tels prodiges.

C'est, en d'autres termes, la théorie que l'on a peut-être injustement attribuée à Renan, dont il s'appuie : la foule faite pour servir de piédestal au génie, le fumier humain, justifié par les admirables couleurs et les senteurs délicieuses des belles fleurs qu'il alimente.

A cette doctrine, si réellement elle était celle de M. Brandès, comme elle paraît avoir bien été celle de Nietzsche dans ses heures de démence, la science économique, comme la morale ne saurait opposer une trop énergique protestation. La grandeur, certes, a sa valeur par elle-même ; mais de cette valeur elle doit compte à ce qui l'entoure. Et, si quelque usage qu'elle fasse de ses dons, elle peut exciter l'étonnement et provoquer cette sorte d'éblouissement qu'excitent les grands cataclysmes et les grands forfaits eux-mêmes, ce n'est que par son influence bien-faisante qu'elle peut mériter une admiration intelligente et un respect sympathique. Ce n'est qu'en servant leurs semblables, pour tout dire et en les servant bien, que les hommes auxquels il est donné de dépasser le niveau moyen en richesse ou en influence peuvent mériter d'être appelés véritablement grands. Les eaux élevées, a dit Bossuet, sont faites pour se répandre.

Je faisais ces réflexions, et je songeais mélancoliquement combien peu les petits savent ce qu'ils doivent aux grands, et les grands ce qu'ils doivent aux petits, lorsque j'ai reçu, avec le compte rendu annuel de la Société d'enseignement professionnel du Rhône, une Conférence faite à la Société des amis de l'Université Lyonnaise, par M. Aynard, sur la vie et les œuvres de Félix Mangini. Et c'est un autre horizon qui s'est ouvert devant moi; c'est une autre façon de comprendre le grand homme et de le faire comprendre par ses œuvres qui m'est, je ne dirai point apparue — c'est la mienne — mais que j'ai eu la douce et profonde satisfaction de voir [développée, démontrée, mise dans le plein jour, non par des phrases, mais par des faits.

Je savais, par ce que j'en avais entendu dire souvent à notre ami Brelay, qui était bon juge, combien avaient été utilement et intelligemment employées la haute expérience et la rare capacité professionnelles du grand ingénieur lyonnais Félix Mangini. J'avais entendu parler de ce qu'il avait fait pour améliorer, à Lyon, et l'habitation par des logements convenables et à prix modéré, et l'alimentation par des restaurants où l'on trouve, à des conditions abordables, une nourriture saine et suffisante; mais je n'avais réellement aucune idée de la multitude et de la variété des services rendus, dans le cours de sa carrière, par cet homme de bien éclairé, à la population lyonnaise, aux régions environnantes et, par l'exemple et l'imitation, à des régions plus éloignées. Je ne chercherai pas ici à en donner le détail. Il faut le voir dans l'attachante étude que l'affection de M. Aynard a consacrée à la mémoire de son ami. Je dirai seulement, parce que c'est, à mes yeux, ce qu'il y a de plus remarquable dans la carrière philanthropique de Félix Mangini, que cette philanthropie a toujours été une philanthropie raisonnée, sachant ce qu'elle voulait et comment il fallait le vouloir, la philanthropie (c'est un éloge) d'un homme d'affaires ne livrant rien au hasard, voulant que le bien fût efficace et, pour durer et se développer, productif. « Faire de la charité en respectant la liberté », dit en termes excellents M. Aynard; « procurer des bienfaits évidents sans gratuité, telles étaient les idées simples et originales de Mangini. »

Simple et originales, oui; fécondes surtout, mais trop peu comprises encore, et auxquelles on préfère tantôt la fausse bienfaisance qui multiplie le mal en l'entretenant, tantôt l'indifférence égoïste qui ne veut ni le voir ni s'en préoccuper.

« Ce n'est point » dit encore très bien M. Aynard, « la légitimité de la fortune qu'il faut contester, c'est son usage. Quelque absolu que soit le droit de posséder et de devenir riche, ce droit est plus sûrement miné par l'immoralité et le mauvais emploi, que par toutes les théories et les violences des ennemis de la propriété. Le riche, à tout degré,

doit racheter sa richesse par la moralité dans la jouissance même de sa richesse ; c'est ainsi qu'il trouvera, en même temps que la sécurité, la paix du cœur. »

J'élargis les termes de cette déclaration, et je dis : le supérieur, quelle que soit la nature de sa supériorité, ne peut en assurer le respect en la justifiant, que par le bon emploi qu'il en fait. Le vrai grand homme, le seul vraiment grand homme, c'est celui dont la grandeur est bienfaisante. Un Félix Mangini, dont l'histoire probablement ne conservera pas longtemps le nom, est plus réellement grand, parce qu'il a été plus utile, que maint personnage dont la renommée a rempli les siècles, à plus forte raison que tels et tels qui n'ont été que des malfaiteurs de haut parage.

FABRIC PASSY.

---

---

# BULLETIN

---

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

---

(Mars 1903).

3. — **Décret** relatif à l'affermage, par les sociétés de pêcheurs à la ligne, de certains lots de pêche sur les fleuves, rivières et canaux (page 1332).

4. — **Rapport** suivi d'un décret modifiant le décret du 9 janvier 1900, relatif à l'organisation du comité de l'exploitation technique des chemins de fer (page 1366).

5. — suivi d'un décret portant réorganisation des conseils d'administration de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Congo (page 1436).

— sur les opérations faites, en vertu de la loi du 20 juin 1885, jusqu'au 31 décembre 1902, en ce qui concerne les établissements d'enseignement primaire (page 1437).

9. — général sur l'état, le fonctionnement des services et les résultats de l'enseignement au Conservatoire national des arts et métiers (page 1485).

10. — suivi d'un décret réglementant les études des élèves sages-femmes à la Guadeloupe (page 1532).

12. — **Loi** autorisant la location, aux enchères publiques, pour une durée de vingt-neuf ans, du droit de capter, en vue d'une utilisation industrielle, les eaux du ruisseau de Bassiès (Ariège) (page 1561).

— portant règlement d'administration publique applicable aux conditions que doivent remplir les appareils destinés à la désinfection (page 1562).

— **Rapport** suivi d'un décret réglementant, dans la colonie de Madagascar et dépendances, la fabrication de l'alcool destiné à être dénaturé et la dénaturation de l'alcool destiné à des usages industriels, ainsi que la circulation et la vente des produits en provenant (page 1567).

— au Président de la République sur l'administration de la justice civile et commerciale de 1881 à 1900 (page 1569).

16. — suivi d'un décret portant modification au décret du 15 février 1889 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique au Sénégal (page 1691).

17. — Loi portant ouverture au ministre des Colonies, sur l'exercice 1902, d'un crédit extraordinaire de 3.025.000 francs pour le paiement des dépenses nécessitées par les éruptions du volcan de la montagne Pelée (Martinique), en mai et août 1902 (page 1705).

18. — Décret portant extension du service des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes aux échanges entre les bureaux ou établissements français de l'étranger et les colonies françaises et la Tunisie (page 1718).

— Arrêté constituant la section française des beaux-arts à l'exposition universelle de Saint-Louis (Etats-Unis) (page 1718).

19. — Loi relative à l'enregistrement des marchés passés par le ministre des Colonies pour le compte des colonies et pays de protectorat (page 1737).

— Rapport suivi d'un décret portant réorganisation du service de la justice au Congo français (page 1744).

22. — Erratum à la loi du 13 mars 1903, relative à l'enregistrement des marchés passés par le ministre des Colonies, pour le compte des colonies et des pays de protectorat (page 1819).

26. — Décret portant réorganisation du conseil supérieur du travail (page 1902).

— Rapport suivi d'un décret modifiant le décret du 23 janvier 1902 sur l'entrepôt fictif et le crédit d'enlèvement au Dahomey (page 1906).

28. — Décret autorisant provisoirement l'application du tarif minimum aux denrées coloniales originaires des protectorats britanniques de l'Est africain, du Centre africain et de l'Ouganda (page 1942).

29. — Rapport suivi d'un décret fixant le taux de la taxe de fabrication des alcools d'origine industrielle pendant l'année 1904 (page 1954).

— Loi modifiant le tarif des douanes en ce qui concerne les poivres (page 1974).

— Décret portant approbation et publication de la convention conclue à Berlin, le 2 juillet 1902, entre la France et l'Allemagne, en vue de régler le traitement des voyageurs de commerce (page 1975).

31. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 (page 1989).

— Décret fixant les prix de vente des tabacs dans les zones et subdivisions de zones (page 2072).





tée, d'une discussion devant la Société d'économie politique sur le fameux programme Baudin relatif aux voies navigables.

La réunion adopte ensuite, comme sujet de discussion, la question suivante, formulée par M. Neymarck :

#### QU'EST-CE QU'UN CAPITALISTE ?

**M. Alfred Neymarck** expose ainsi le sujet :

Il fait observer que pour répondre à la question posée il suffirait de rappeler que, depuis Turgot, tous les maîtres de la science économique ont dit et écrit, et à citer, en particulier, une petite merveille de bon sens et de vérité de notre président, M. Passy, intitulée : *Robinson et Vendredi ou la naissance du capital*, ou bien encore de répéter et de commenter cette phrase lapidaire de Bastiat : *Le capital, c'est le blé du travail*. Peut-être n'est-il pas inutile de répéter des vérités méconnues et de défendre les capitalistes si injustement et trop souvent attaqués.

Au point de vue économique, un capitaliste c'est un travailleur et un producteur. Il est le produit du travail et se reproduit lui-même en travaillant et en épargnant. S'il est *le blé du travail*, comme l'a dit Bastiat, il est aussi, suivant l'expression de Michel Chevalier, *celui qui fournit la substance de l'amélioration populaire*. Il ne rapporte que par le travail qu'il suscite et qui le reproduit lui-même. C'est un producteur, bien qu'il ne paraisse rien produire. Sans lui, on manquerait de certains services nécessaires à la production, services de *capitaux*, services *fonciers*. Supposez un instant que le capital et le capitaliste n'existent pas ou soient supprimés : immédiatement tout travail s'arrête. Effrayez le capitaliste, tourmentez-le, il s'enfuit ; faites comme les picadores qui agacent le taureau, qu'ils aiguillonnent de la pointe de leurs lances, après une lutte plus ou moins longue, il succombe.

Laissez-lui, au contraire, la liberté d'agir : il féconde tout ce qu'il touche ; « plus il y a de capital, plus il y a de travail », a dit M. Levasseur ; et, pendant que sa part se restreint d'autant plus que d'autres capitaux et capitalistes lui font concurrence, il éprouve souvent, pour ses peines et son intervention, de grosses déceptions et ruines. Aussi, quand on essaye de surcharger, au risque de l'accabler et de le ruiner, le capitaliste et le rentier, c'est sûrement atteindre le travailleur, le salarié, les accabler et les ruiner.

Dans toutes les classes de la société, dit M. Alfred Neymarck, on trouve des capitalistes. Ils sont partout, autour de nous.



dont les maisons sont évaluées rapporter de 2.001 à 5.000 sont au nombre de 107.775 ; et de 5.001 et au-dessus, 59.963.

Examinez les mêmes faits plus près de vous. A Paris, par exemple, un travail récent de M. Fontaine sur le *Livre Foncier de Paris* montre combien sont nombreux les petits locaux, les petits loyers, et on arrive à cette conclusion que ceux qu'on appelle les « capitalistes » sont en majorité des petits épargneurs et que ce sont eux que l'on attaque quand on s'en prend à ce que l'on appelle « Le capitalisme ». C'est la bourse des petits qui est menacée.

Ce sont là *les capitalistes que l'on voit* : ils s'appellent légion : ce sont ces millions de personnes qui possèdent un livret de la Caisse d'épargne, un titre de rente, une valeur mobilière, un lopin de terre, un bout de vigne, une maisonnette, un château ou un palais.

*Il y a les capitalistes que l'on ne voit pas.* En première ligne, les grandes banques et sociétés privées, qui emploient leurs capitaux et leur fortune à leur guise, courent des risques, cherchent tout à la fois la sécurité, l'accroissement du capital et du revenu.

En seconde ligne, les établissements de crédit, des banques particulières aussi, qui groupent autour d'elles des millions de capitalistes dont ils font valoir les capitaux.

Et cependant, continue M. Alfred Neymarck, le capitaliste détenteur, soit de valeurs mobilières, soit de biens fonciers, soit de capitaux disponibles et sans emploi, — le nombre en égale presque celui des Français, — est sans cesse sur la sellette.

Le capitaliste est, pour beaucoup de législateurs, un être indigne de pitié. C'est la *bête de somme du budget* ; la *bête noire* des travailleurs, des salariés ; l'être le plus exécré de ceux qui ne possèdent rien.

Il est le plus accablé et le plus attaqué tout à la fois par le fisc, et par ceux qui considèrent qu'être capitaliste c'est être un *repu*, un *jouisseur*, un *fainéant* qui n'a qu'à se laisser vivre, se gorge de plaisirs et roule sur l'or à côté de ses ouvriers mourant de faim ou à côté du malheureux qui mendie son pain quotidien.

Ces fausses idées, particulièrement en ce qui concerne les porteurs de valeurs mobilières qui représentent une grosse part de la fortune publique et privée, proviennent de trois causes.

Premièrement, les porteurs de valeurs mobilières ne se sont pas syndiqués et n'ont pas de liens entre eux. Ils n'ont pas de représentation officielle. Les salariés ont le droit de coalition ; les agriculteurs savent faire intervenir le pouvoir à leur profit.



capitaux, de leur concurrence entre eux que produit la baisse du taux de l'intérêt. En même temps, la part des travailleurs va en augmentant, les salaires s'élèvent ; l'accroissement de la richesse, l'abondance du capital aboutissent à une rémunération de plus en plus large des classes laborieuses. Plus les capitalistes sont nombreux et plus le capital est à meilleur compte, moins reçoivent ceux qui possèdent ces capitaux ; mais, grâce à eux, le crédit devient plus accessible, non seulement à l'artisan et au paysan, mais aussi au salarié économe et rangé.

Ainsi se trouve justifiée cette vérité économique que proclamait encore Bastiat, *à mesure que le capital augmente, sa part proportionnelle diminue au profit de celle du travail.*

Etre capitaliste, c'est donc exercer un véritable métier qui n'est pas sans risques et sans tourments. Puisque le capital ne vaut qu'autant qu'il produit, si le capitaliste ne fait rien, il s'appauvrit ; s'il travaille et s'enrichit, le fisc est là qui le guette et l'atteint ; s'il se ruine, s'il fait de mauvais placements, personne ne le plaint et on dit volontiers tant pis pour lui !

Si, au contraire, ses placements mobiliers ou immobiliers accroissent son capital et son revenu, le fisc se chargera bien de lui apprendre qu'il ne doit pas trop se réjouir.

Ainsi, d'une part, il a à souffrir de la multiplication des capitaux, de leur concurrence, de l'abaissement du taux de l'intérêt.

D'autre part, il est atteint par les mauvais placements qu'il fait, bien souvent, avec une légèreté inouïe : il souffre des crises et des événements intérieurs et extérieurs ; de l'hostilité ou de l'envie d'une partie des classes de la société ; de la *sollicitude éclairée* du fisc : de tous côtés, ce capitaliste si envié est visé.

Il est cependant un reproche très grave, que l'on fait aux capitalistes : c'est leur extrême timidité, et il est utile de voir au juste, sur ce point, si ce reproche est fondé.

Dans une certaine mesure, cette timidité serait justifiée car, dit M. Alfred Neymark, tant de périls menacent le possesseur d'un capital que l'on comprend qu'il prenne toutes les précautions pour le conserver. On reproche à notre pays ses « bas de laine » ; on considère comme un mal son esprit d'épargne et d'économie ; on entend dire qu'il a bien tort de se cantonner dans les rentes et titres à revenu fixe et de n'en pas sortir.

Il est vrai que l'épargne française a un faible pour les titres de premier ordre, les rentes, les obligations de chemins de fer, de la Ville de Paris et du Crédit foncier, les titres à revenu fixe. Quoiqu'en puissent dire ceux qui critiquent cette tendance, il est



Aussi la France est créditrice partout ; tous les changes lui sont favorables : tous les pays ont des remises d'or à lui faire et c'est là ce qui explique l'imperturbable et admirable sérénité de notre lourde circulation fiduciaire, pourquoi nos billets de banque sont recherchés même avec faveur, et préférés à l'or que nous trouvons encombrant. Pourquoi encore notre encaisse-or n'a jamais atteint d'aussi formidables chiffres, pourquoi, enfin, bon an mal an, malgré les dépenses budgétaires, les chiffres toujours croissants des budgets, nos capitalistes et nos rentiers mettent de côté 1.500 millions à 2 milliards et supportent avec facilité de lourdes pertes parce qu'ils ont l'habitude de répartir leurs placements et d'avoir de tout un peu. Ils varient leur menu financier.

Admettons cependant que le reproche de timidité que l'on adresse à nos capitalistes soit fondé ; il y aurait cependant, un moyen bien simple de les décider à sortir de leur inaction. Ce serait de ne pas paralyser leur bonne volonté et de leur inspirer la plus grande confiance.

Et depuis quelque temps, les capitalistes français ne sont pas précisément gâtés.

Un jour, on inquiète les porteurs de titres de rentes ; demain ceux des chemins de fer, des mines, des assurances ; on ne sait plus au juste ce que peut valoir un traité signé par l'Etat et conclu avec lui : les municipalités suivent l'exemple. Les détenteurs d'actions du gaz, des omnibus, des tramways, en savent quelque chose.

Pour peu que cela continue, on finira par dire que, traiter avec une municipalité, c'est le comble de l'imprudence et de la naïveté. Et nous ne parlons ni des projets d'impôts sur le ou les revenus, ni des bouleversements que rêvent des législateurs atteints par l'*Obsession fiscale*, ni des projets de mainmise de l'Etat sur un grand nombre d'industries : monopole de l'alcool, du pétrole, du sucre, monopole des chemins de fer, des assurances, etc. On veut annihiler l'initiative privée. L'Etat doit devenir le grand manitou. Il veut tout faire : acheter et vendre, producteur et capitaliste ! Que l'on reproche, dès lors, de l'hésitation à ceux qui voudraient employer leurs capitaux comme bon leur semble !

On dit à nos capitalistes d'aller en plus grand nombre dans nos colonies. C'est très facile à conseiller. Mais encore faudrait-il qu'ils y trouvassent leur intérêt. Or, que se passe-t-il ? Nos colonies ont-elles besoin d'emprunter ? Leurs titres sont considérés comme des fonds ou titres étrangers. Font-elles des affaires avec la métropole ? Leurs produits sont frappés de droits de douane comme des



produits étrangers, alors que nous devrions considérer nos colonies comme le prolongement de la mère-patrie.

Bien souvent aussi, dans des assemblées parlementaires, dans des programmes électoraux, dans des journaux, on entend dire qu'il faut supprimer le capital et le capitaliste ! Mais par quoi, par qui et comment le remplacer ? Voilà ce que les réformateurs sociaux feraient bien d'indiquer et d'expliquer.

Supprimer le capital ! Supprimer les capitalistes ! Ne serait-ce pas demander, comme le disait ici même en 1883 M. F. Passy : « de supprimer le champ qui porte des récoltes ; la charrue qui ouvre le sein de la terre ; le grain que le laboureur confie à cette terre pour qu'elle le lui rende l'année suivante avec accroissement. »

M. Alfred Neymarck résume, en terminant son exposé, par quelques brèves formules économiques :

1° Un capitaliste est un travailleur et un producteur. Être capitaliste, c'est exercer un métier. C'est une vérité fondamentale qu'il ne faudrait pas oublier.

2° Plus nombreux sont les capitalistes et les capitaux, plus abondant est le travail, plus élevés sont les salaires.

3° Plus nombreux et abondants sont les capitaux, plus la part qui leur revient se réduit, car ils se font concurrence entre eux.

4° Ce qui fait concurrence au travail, c'est le travail ; ce qui fait concurrence au capital, c'est le capital ; mais le capital ne peut pas plus faire concurrence au travail que le travail au capital : la concurrence ne s'exerçant qu'entre facteurs du même ordre.

5° Le capital est un résultat ; le travail est un effort ; le capital est le produit de l'effort antérieur, tandis que le travail est l'effort actuel.

6° C'est grâce aux placements effectués par nos capitalistes français à l'étranger que nous avons les changes favorables, tandis que nous sommes partout créditeurs.

7° Les capitalistes français et l'épargne seraient encore plus hardis, plus entreprenants, si leur initiative et leur bonne volonté n'étaient pas à chaque instant troublées par des menaces d'impôts nouveaux ; si on ne les considérait pas comme des ennemis des travailleurs, alors qu'ils en sont les alliés toujours nécessaires.

8° Pour les rendre plus hardis, il faut les rendre plus confiants et, pour cela, il est nécessaire qu'à l'obsession fiscale succède la paix fiscale ; que l'Etat ne porte pas atteinte, à chaque instant, à l'initiative privée et qu'il se hâte d'abandonner toutes ses idées de monopole.

9° Les capitalistes pour vivre et prospérer et rendre tous les services qu'on attend d'eux, ne demandent aucune faveur à l'Etat; ou, du moins, ils ne lui demandent qu'une chose : qu'ils les laisse tranquilles et en paix.

**M. des Essars.** — Après l'exposé si complet que vient de nous faire M. Neymarck, je n'ai pas grand'chose à ajouter. Je ne puis qu'apporter mon témoignage à ce qu'il vient de nous dire de l'extrême division de la fortune et spécialement de la fortune mobilière. Une enquête à laquelle je me suis livré il y a quelques années m'a montré que les déposants dans nos sociétés de crédit sont généralement dans une situation fort modeste, beaucoup d'entre eux ne sont littéralement séparés de l'Assistance publique que par quelques rentes, quelques valeurs à lots, quelques obligations de chemins de fer, et ce sont des capitalistes. Ils ont un capital, puisqu'ils possèdent plus qu'ils ne doivent et que la comptabilité nous enseigne que le capital est l'excédent de l'actif sur le passif.

M. Neymarck nous a dit que le capitaliste français est accusé par les uns d'imprudence, par les autres de pusillanimité. Les deux opinions peuvent se défendre, mais nous avons pu tous constater qu'il y a des modes pour les placements. A certaines époques on ne veut que des fonds d'Etats, à d'autres que des valeurs industrielles, or tous ces placements ont causé de cuisants déboires. Nombreux sont les Etats qui font banqueroute et qui dépouillent leurs créanciers. Quant aux valeurs industrielles, on ne les émet plus par souscription publique. Suivant l'expression américaine que nous avons introduite dans notre langue financière, on les *flotte*.

Cette damnable pratique consiste à faire souscrire le capital par un syndicat, puis par une réclame bien comprise et une manipulation savante des cours, on fait monter une action qui n'a encore rien donné, de 20, 30, 50 p. 100 au-dessus de sa valeur nominale et on la lâche au public. De ce fait il a subi des pertes énormes et il est assez naturel qu'il se laisse moins prendre à cette fantasmagorie. Il devient timide et préfère garder son argent comme le prouve le chiffre si élevé des dépôts de fonds dans les Sociétés de crédit.

On nous reproche notre abstention vis-à-vis des entreprises coloniales, mais qui donc irait porter des capitaux en Indo-Chine par exemple? Celui qui y aurait placé 100.000 francs il y a vingt ans n'en retirerait pas 50.000 aujourd'hui par l'effet du déplorable régime monétaire que nous avons laissé subsister.



tiquité ont à l'envi célébré l'âge d'or, époque où l'on ne travaillait pas. La Bible a présenté la loi du travail comme un châtiment infligé à nos premiers parents. L'Arabe estime qu'il vaut mieux être assis que debout, couché qu'assis, mort que couché. L'Indien aspire à la félicité du Nivarna. Le paradis n'est pas précisément représenté aux fidèles de tous les cultes comme un endroit où l'on travaille. Cependant, d'autre part, le besoin de travailler qui domine l'humanité a eu ses apologistes qui ont glorifié le travail pour le travail. Il serait en même temps sa cause et son but. Bastiat a fait justice de cette doctrine qu'il a appelée, par allusion au personnage mythique obligé de rouler son rocher, le Sisyphisme. C'est donc le besoin qui pousse l'homme à travailler. Par conséquent, si celui qui détient un bien n'a pas besoin de travailler, il n'a pas à travailler. La morale ne l'y oblige pas.

Mais il est obligé au travail par une loi indiscutable et brutale. Le capital non employé est perdu. Le capitaliste qui ne travaille pas dévore son capital et se condamne à être inférieur dans une société où les hommes sont actifs par nécessité. D'autre part, celui qui prête son bien à l'Etat travaille à peine et il touche un loyer réduit, par rapport aux autres loyers. Ce loyer tend d'ailleurs toujours à diminuer. Celui qui prête à l'industrie comme actionnaire, en contact lointain avec l'industrie, à laquelle il s'intéresse, travaille un peu plus et risque davantage. Aussi touche-t-il davantage. Celui qui commandite l'industrie et se trouve en contact constant avec le commandité, s'élève dans l'échelle du travail. Son profit s'élève aussi. Celui qui travaille lui-même avec ses biens soit qu'il commerce, soit qu'il façonne la matière, obtient davantage, et ainsi de suite. Il existe donc idéalement une échelle des revenus du travail du capitaliste, échelle qui part de zéro pour le possesseur d'un bien qui ne travaille pas, et s'élève, en raison du travail auquel se livre le capitaliste.

Aussi le capitaliste, obligé de travailler, peut-il demander à juste titre au Pouvoir la liberté de s'employer. Mais peut-il légitimement demander au pouvoir de le protéger, de lui garantir sa qualité de capitaliste? On ne le saurait prétendre. Cependant nous voyons le Code permettre de donner un conseil judiciaire au prodigue. C'est une disposition qui va contre la force même des choses. Cette disposition devrait être appliquée seulement lorsque le prodigue nuit à d'autres qu'à lui.

La loi du travail, pour le capitaliste, est donc plus impérieuse qu'une obligation morale. C'est une nécessité positive, rigoureuse inéluctable. On ne doit par conséquent jamais opposer le travail



plus possible le capital et la main-d'œuvre. En réalité, c'est une erreur trop répandue d'attribuer les bénéfices au capital : les bénéfices proviennent de la direction de l'entreprise et la preuve, c'est qu'il est rare que deux établissements, pratiquant la même industrie, reçoivent un développement égal. Et quel est donc le rôle du capital à l'égard du travail ? Suffit-il qu'une entreprise ait un gros capital pour qu'elle puisse payer des salaires plus élevés qu'une autre entreprise ayant un capital moindre ; non, car si elle payait les salaires sur son capital, le capital ne tarderait pas à être absorbé. L'industrie ne peut prospérer qu'à la condition que le capital initial soit constamment renouvelé et augmenté. Mais qui le renouvelle ? qui l'augmente ? C'est le consommateur. Qui règle le salaire ? C'est également le consommateur qui offre un débouché plus ou moins grand aux produits selon les besoins et selon leur qualité et leur prix. C'est le consommateur, en dernier ressort, qui paye le salaire. Le capital ne sert qu'à garantir au salarié que tel jour, à telle heure, une fois son produit livré ou son service rendu, il en recevra le paiement, quel que soit plus tard le sort de ce produit, qu'il soit vendu de suite ou dans un an, en perte ou en bénéfice, que le service reçoive sa rémunération de l'acheteur où reste à la charge du salariant. Le rôle du capitaliste, c'est celui d'assumer les risques de l'entreprise : et pour le risque il prévoit une rémunération plus ou moins élevée. Mais l'existence du capitaliste n'est donc point une vie de tout repos. C'est une existence qui exige des connaissances techniques, de la perspicacité et de l'activité.

**M. Frédéric Passy**, président, en constatant qu'il n'y a pas eu à proprement parler de discussion — il ne pouvait guère y en avoir — demande la permission, puisque l'heure n'est pas encore très avancée, de prendre la parole pour son compte et d'insister à son tour sur le véritable caractère et la fonction du capital. Il sait qu'il ne dira que des banalités, des choses qui devraient être des banalités plutôt, et qui sont des truismes pour des économistes ; mais ces truismes ne seront jamais assez répétés aussi longtemps qu'ils demeureront, comme ils le sont dans d'autres milieux, incompris et contestés.

Mais d'abord il ne croit pas hors de propos de rappeler un souvenir que vient de réveiller M. Yves Guyot en disant que c'est le consommateur qui, en fin de compte, détermine les prix.

J'examinais, dit M. Passy, en vue d'un des diplômes que donne la Ville de Paris, des jeunes filles, simples ouvrières pour la plu-



Un pas de plus, un mérite de plus, et le capital apparaît. Ce produit qui n'était qu'épargné, il est employé à produire. C'était, pour reprendre l'exemple classique, du blé gardé pour apaiser la faim de demain. On en fait, par un travail nouveau, de la semence pour préparer la récolte de l'année prochaine. Du travail toujours, du travail de plus en plus utile, de plus en plus méritoire, du travail à la troisième puissance.

La guerre au capital est donc à la fois injuste et absurde. La possession du capital, dit-on, confère à son détenteur un avantage : il peut attendre. Sans aucun doute. Il est bon d'avoir des ressources ; et la situation de celui qui en a est meilleure que celle de celui qui n'en a pas. Il vaut mieux avoir un verger planté d'arbres en plein rapport que d'en être à planter un premier arbre qui ne produira que dans plusieurs années.

C'est précisément pour cela, dit Bastiat, que l'on se donne la peine d'en planter. C'est pour cela, en termes plus généraux, que l'on se donne la peine d'épargner et de créer des capitaux. Et s'il n'y avait pas d'avantage à le faire, personne ne prendrait cette peine ; tous vivraient au jour le jour et resteraient dans le dénuement primitif. C'est ce qui faisait dire à Victor Hugo qu'il n'y a rien de plus injuste que la jalousie stupide de celui qui est en marche contre celui qui est arrivé et qui lui a frayé le chemin.

Cela ne veut pas dire que tous ceux qui possèdent, possèdent légitimement et usent honnêtement de ce qu'il possèdent. Il y a des fortunes mal acquises et mal employées. Il y a le vol et la fraude, qui ne font pas que le capital soit mauvais par lui-même, mais qui le font passer des mains dans lesquelles il devrait rester dans d'autres qui n'y ont point de droit. Il y a les privilèges et les faveurs légales qui garantissent à certains de ces possesseurs la conservation de la productivité abusive de ce qu'ils possèdent. Cela n'infirme pas la légitimité de la possession régulière, et ne fait pas que le capital ne soit l'agent nécessaire du progrès.

Eaux stagnantes, dit-on parfois, marais pestilentiels qui empoisonnent tout autour d'eux ! Parfois, c'est possible (l'homme peut tout gâter et abuser de tout). Mais, réservoirs indispensables aussi, qui servent à arroser les plaines ou à communiquer le mouvement aux appareils qui centuplent les forces humaines.

J'étais un jour, dit M. Passy, à Mulhouse. Une affiche attira mes regards. On y lisait que si des ouvriers de telle usine, qui venait d'être incendiée, se présentaient chez les habitants en implorant des secours comme réduits à la misère par le chômage, on ne devait point les écouter, attendu que, le sinistre étant couvert par



l'assurance, la maison continuait à ses ouvriers leur salaire habituel jusqu'au jour où le travail pourrait être repris. C'était le capital qui, parce qu'il peut attendre, réservait au travail son avenir et lui permettait, à lui aussi, d'attendre.

Est-il vrai toutefois qu'il puisse attendre indéfiniment? Notre collègue Neymarck parlait tout à l'heure avec trop de bienveillance de ma conférence sur *Robinson et Vendredi*. Pourquoi d'abord Robinson avait-il pu, dans son isolement, se procurer les ressources qu'il s'était assurées : un jardin producteur de légumes, un troupeau, une basse-cour, des outils et le reste? Parce que ayant vécu dans une société où l'on connaissait l'agriculture, l'industrie, la domestication des animaux, il avait apporté, avec lui dans sa tête le souvenir de toutes ces choses et le moyen en même temps que le désir, de travailler à se les procurer. Ce qui revient à dire que si le capital se traduit sous une forme matérielle, il est avant tout d'origine morale. Il est le fruit d'idées conçues et de volontés exercées.

Et maintenant, quand, par le travail, le capital a été réalisé, est-il vrai, comme on le dit, qu'il n'y ait plus rien à faire, pour en jouir, que de le laisser durer? Le capital, dit Stanley Jevons ne se conserve pas ; il se renouvelle. Et l'histoire de Robinson, telle que je l'ai contée, en est encore la preuve. Le jour où Robinson, malade, ne peut plus aller soigner ses volailles et son troupeau, le jour où, ayant donné à l'eau qu'il a amenée de la source dans son jardin l'ordre d'arroser ses légumes, il tombe sur son grabat de feuilles sèches avant de lui avoir donné l'ordre de s'arrêter, ses animaux meurent de faim et son jardin se change en un marécage. Ce qui revient à dire que le capital, fruit du travail, pour produire et pour durer, a besoin d'être renouvelé et mis en œuvre par le travail. C'est un va et vient perpétuel, analogue au mouvement des eaux, qui remontent en vapeur dans l'atmosphère pour redescendre en neige et en pluie sur la terre. Le capital, selon le mot de Cobden, est le fleuve où le salaire se puise. Le travail, sous toutes ses formes, ce sont les mille ruisseaux qui entretiennent et renouvellent incessamment ce fleuve, dont les eaux lui reviennent en salaires. Travail et capital, donc, loin d'être des choses différentes et opposées, ne sont que des moments d'un même phénomène : l'activité féconde qui se rémunère par son produit, et, comme le disait si bien Brelay, séparez-les, vous ne trouvez plus ni l'un ni l'autre.

Faire la guerre au capital. encore une fois, parce que sa possession peut permettre le loisir (comme si le loisir justifié par des

services, le repos après le travail, n'était point chose avouable et respectable) ce n'est pas seulement pécher contre la justice ; c'est pécher contre son intérêt, c'est faire œuvre antidémocratique. Le capital, disait notre maître Michel Chevalier, est le grand thaumaturge, le grand émancipateur. C'est lui qui, en substituant aux muscles insuffisants de l'homme les membres d'acier et les forces inépuisables de la nature, libère les bras, permet le développement des intelligences, élève, en les égalisant devant les conquêtes obtenues pour tous, les diverses parties de l'humanité. Et convier comme on le fait encore malheureusement les foules à la croisade contre le capital, c'est tout simplement leur demander de tuer la poule aux œufs d'or.

La séance est levée à onze heures.

CHARLES LÉRTORT.

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

C. COLSON. — *Transports et tarifs. Supplément à la 2<sup>e</sup> édition. Lois, règlements et actes administratifs postérieurs au 30 juin 1898.* — Paris, janvier 1903, in-8°.

*Congrès des sciences politiques de 1900.* — Paris, 1901, in-8°.

YVES GUYOT. — *Le repêchage des cinq cents millions à l'eau.*

*Le programme Baudin du Sénat.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1903, in-8°.

H. PASCAUD. — *Une Etude de syndicats agricoles.* — Paris, 1902, in-8°.

*Administration des Monnaies et médailles. Catalogue et prix de vente des médailles de la Monnaie.* — Paris, 1902, in-8°.

MAURICE ALFASSA. — *Musée social. Les Trade-Unions en 1902.* — Paris, 1902, in-8°.

*Société d'encouragement pour le Commerce français d'exportation. But et moyens d'action.* — Paris, 1900, in-8°.

*Chambre de commerce de Reims. Séances et travaux, année 1902* — Reims, 1902, in-8°.

*Réunion des membres français de l'Association internationale pour l'essai des matériaux de constructions.* — Paris, 1903, in-4°.

E. GIRETTI. — *La nuova politica commerciale dell'Italia ed il Congresso delle Società economiche a Torino.* — Bologna, 1902, in-8°.

*Jaarcijfers voor het Koninkrijk der Nederlanden. Rijk in Europa, 1901, S'Gravenhage, 1902, gr. in-8°.*

*Bijdragen tot de Statistiek van Nederland, Nieuwe Volgreeks, XXII. Kiezers-Statistiek, in 1902. La Haye.* — 1902, in-4°.

*Ekonomisk Tidskrift, 1903, Haft 1, 2, -- Stockholm.* — in-8°.

M. D'ALPHONSE. — *Aperçu sur la Hollande. La Haye, 1900, in-4°.*

L. COLESCU — *Statistica Animalelor domestice din Romania.* — Bucuresci, 1903, in-4°.

---

## COMPTES RENDUS

---

HISTOIRE CRITIQUE DES THÉORIES DE L'INTÉRÊT DU CAPITAL, par EUGÈNE VON BÖHM-BAWERK, ministre des Finances d'Autriche, traduit par Joseph Bernard, T. II. Paris, Giard et Brière.

Nous avons signalé, dans notre numéro d'octobre de l'année dernière la publication de la traduction de la première partie de cet important ouvrage. La seconde partie vient de paraître. Elle renferme la suite de l'exposé critique des nombreuses théories de l'intérêt, et elle est principalement consacrée à la réfutation de la « théorie de l'exploitation », autrement dit de l'illégitimité de l'intérêt, de Rodbertus et de Karl Marx, que l'auteur résume brièvement en ces termes d'une exactitude saisissante :

« Tous les biens ayant une valeur sont le produit du travail humain, et, au point de vue économique, ils sont le produit *exclusif* de ce travail. Cependant les travailleurs ne reçoivent pas tout le produit que seuls ils ont créé. Les capitalistes profitent de ce que l'institution de la propriété privée leur garantit un droit sur les moyens auxiliaires indispensables à la production pour s'attribuer une part du produit créé par les travailleurs. Ils y arrivent par le contrat de travail. Grâce à celui-ci, ils achètent la force de travail des vrais producteurs, — que la faim fait consentir à ce marché, — pour une *partie* de ce que ce travail produira. Il est donc possible aux capitalistes de mettre dans leur poche, à titre de facile profit, le reste du produit *L'intérêt du capital consiste donc en une partie du produit du travail d'autrui acquis en abusant de la situation précaire des ouvriers.* »

La réfutation de tous points excellente de cette théorie négative de l'intérêt est suivie de l'exposé critique des théories qui le justifient, allant jusqu'à nos jours et formant ainsi le complément de la première partie. Ces théories, l'auteur les considère comme insuffisantes, — car il a la sienne; — mais il remarque avec raison qu'elles n'en ont pas moins été utiles au progrès de la science.

« Aucune, dit-il, ne contenait l'entière vérité. Ont-elles été, de ce fait, absolument stériles ? Ne forment-elles, dans leur ensemble, qu'un amas de contradictions et d'erreurs, au bout duquel on n'est pas plus près de la vérité qu'on n'en était au début ? Ou bien ne perçoit-on pas dans le chaos des doctrines contradictoires une direction qui, sans avoir conduit à la vérité, a du moins montré le chemin qui y mènera ? »

La théorie de M. Bohm Bawerk nous montrera-t-elle le chemin mieux qui ne l'ont fait ses devancières, et nous approchera-t-elle davantage de la vérité ? C'est ce que nous verrons dans la troisième partie dont la traduction paraîtra prochainement. M.

LES ENTRAILLES DE LA TERRE. — *Le globe terrestre. — Les eaux souterraines. — Le feu souterrain. — La houille. — La mine et les mineurs. Autour de la mine. — La vie du mineur. — Le diamant noir et la houille blanche. — Le pétrole et autres combustibles. — Le monde métallifère. — Le diamant et les pierres précieuses. — Les pierres d'ornementation et de construction. — Le sel gemme. — Les mines dans l'antiquité. — Les richesses minérales et l'avenir des nations. — Grottes et cavernes naturelles et artificielles. — Les tunnels*, par E. CAUSTIER, 1 vol. orné de nombreuses illustrations. Nony et Cie, Paris, 1902.

Livre intéressant bien que l'esprit économique y fasse un tant soit peu défaut et que l'auteur partage beaucoup trop les préjugés courants sur le bénéfice que peut trouver un pays à se suffire à lui-même, sur la nécessité de s'opposer par des barrières douanières à l'invasion des charbons extraits à l'étranger à plus bas prix de revient, etc., et qu'il se réjouisse plus que de raison de l'abaissement industriel qui doit résulter, à son avis, pour l'Angleterre, de l'accroissement de production, minière et autre, des Etats-Unis. Mais la matière traitée en cet ouvrage est si abondante que sans nous attarder à des critiques nous entrerons immédiatement dans le vif du sujet. Inutile d'essayer de passer, ici, totalement en revue ce que contiennent de nécessaire, d'intéressant ou de simplement curieux les entrailles de la terre ; nous prendrons seulement de ci de là quelques-uns des renseignements accumulés par M. Caustier qui, ainsi qu'il le dit dans son introduction, n'a eu d'autre but que de « rassembler en un langage clair et précis tout ce que l'on sait de beau et d'utile sur les *Entrailles de la Terre* ».

Si ingénieuses que soient les spéculations sur ce qui constitue l'intérieur du globe terrestre et les explications sur la formation progressive de son écorce ; si utile que soit la captation des eaux souterraines et



usage de la houille, ils méconnurent leurs richesses carbonifères jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle). La raison de la généralisation de l'emploi de la houille en France tint à ce qu'en 1769, le bois coûtant fort cher à Paris, quelques marchands eurent l'idée de faire venir du charbon d'Angleterre.

Il fut très mal reçu : les médecins l'accusaient de toutes sortes de méfaits (pourtant, suivant leur opinion, s'il donnait la phtisie, il guérissait les affections du foie) et, dit un contemporain, la malignité de ses vapeurs et son odeur de soufre en dégoûtèrent bientôt. Au reste la Sorbonne n'avait pas attendu cette époque pour partir en guerre contre lui, car ses docteurs, sous Henri II, l'avaient excommunié. Un édit royal d'alors avait défendu aux maréchaux-ferrants d'employer, sous peine de prison et d'amende, le charbon de terre ou de pierre. Ce fut Henri IV qui leva cet interdit et même exempta la houille de la dîme. De fait, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la plupart des personnes se refusaient encore à l'emploi de la houille dans les usages domestiques. On sait quelle revanche elle a prise.

Aujourd'hui la mine de houille est une sorte de ville qui s'enfonce parfois à plusieurs centaines de mètres de profondeur et elle n'est plus, heureusement, le milieu effroyable qu'on pense. Les dangers y sont encore grands assurément, mais dans certains autres métiers ils ne sont pas moindres. En cas d'accident dans la mine, les mineurs font preuve d'un dévouement absolu les uns vis-à-vis des autres. Au reste la peur tient si peu de place dans leurs préoccupations qu'ils sont d'un naturel fort gai. La vie de l'ouvrier mineur s'est considérablement améliorée depuis quelques années. Les salaires se sont progressivement élevés et l'esprit d'association et de mutualité va en se développant au grand bénéfice matériel et moral de tous. Ainsi une de leurs caisses d'épargne, la Société des Amis réunis du Grand-Condé, porte dans ses statuts : « Tout sociétaire rencontré ivre est signalé à l'assemblée générale; en cas de récidive, son exclusion peut être prononcée. » Le mineur gagne de 5 à 7 francs par jour, les enfants et les aides débutent par un salaire quotidien de 1 fr. 60. Les jeunes filles travaillant au triage du charbon, on peut dire qu'une famille d'ouvriers composée du père et de quelques enfants occupés soit au fond, soit sur le carreau de la mine, gagne une quinzaine de francs par jour. Malheureusement le mineur n'est pas porté à l'économie, et sa femme n'est pas très bonne ménagère en ce qui concerne l'utilisation des provisions. A cela on a tâché de remédier en créant des cours de cuisine dans les écoles.

Les machines-outils n'ont pas donné en France les résultats qu'on en a obtenus en Amérique; on n'arrive à enlever dans les conditions les plus favorables, que 20 à 25 p. 100 du charbon, tout le reste doit être



atteindre la poche de pétrole, la sonde doit parfois descendre jusqu'à 400 et 600 mètres) et le prix de revient d'un puits peut s'élever à 100 et même 200.000 francs. Son entretien coûte peu : une trentaine de francs par jour. La plupart des sources russes sont jaillissantes et le jet est quelquefois si violent qu'il emporte toute la structure du puits. A Bakou il n'y a pas moins de 77 maisons s'occupant de l'exploitation du naphte ; de 10.000 habitants sa population a passé à 200.000 âmes aussi, la place manquant malgré l'accroissement des logis, les loyers sont-ils fort élevés. La grande préoccupation de chacun est l'énormité des gains ; en quelque endroit de la ville qu'on se trouve on n'entend parler que de millions. Dans les principaux points d'extraction les terrains atteignent des prix incroyables : à Balakhawy un hectare de terre se paie 300.000 à 500.000 francs ; à Sabountchy, 800.000 francs ; à Bibi-Eybat, 1.300.000 francs. Une Compagnie anglaise achète pour 5 millions de roubles 10 hectares de terre, y perce un puits d'où jaillit le pétrole, vend quelques semaines après ce terrain 12 millions de roubles à une autre société qui trouve une nouvelle fontaine et revend cette même concession à une troisième compagnie 16 millions de roubles. En six semaines le prix avait donc passé de 13.500.000 fr. à 32.400.000 puis à 43.200.000 francs. On ne nous dit pas si cette transaction a donné au dernier acquéreur tout le bénéfice qu'il en attendait.

Laissons maintenant les combustibles ; passons aux métaux précieux : or, argent, platine, mercure et arrêtons-nous plus particulièrement à ce dernier dont l'extraction est parmi les plus pénibles et va de pair avec celle du soufre dans les mines de Sicile, de l'étain au Yunnan et de quelques autres métaux dans certaines mines de Sibérie. Les gîtes de mercure les plus célèbres sont ceux d'Almaden, en Espagne, qui fournissent près de la moitié de la production totale (soit environ 2.000 tonnes sur 4.000). On le trouve à l'état natif sous forme de gouttelettes liquides qui peuvent se réunir dans des poches existant dans les terrains schisteux. Le danger que présente pour les mineurs l'exploitation du mercure est tel qu'à Almaden, par exemple, le mineur ne peut travailler que quatre heures et encore sept à huit jours par mois seulement (malgré cela il a l'apparence pitoyable, le teint terreux, le corps émacié), d'où découle la nécessité d'entretenir un personnel hors de proportion avec la production et par suite une augmentation du prix de revient.

Parmi les minerais communs, la première place appartient au fer ; ses applications sont innombrables. Un métallurgiste a recherché la valeur que peut prendre une barre de fer suivant l'usage qu'on en fait et voici quelles ont été ses constatations : une barre de fer valant





n'y a pas cessé depuis cette époque. Aujourd'hui elles comptent 700 kilomètres de galeries situées à une profondeur moyenne de 300 mètres, qui communiquent avec l'extérieur par 11 puits. Les mineurs de Wieliczka ont une curieuse coutume : chaque année ils élisent, dans la mine même, une reine qui est investie pour une année du pouvoir de trancher tous les différends s'élevant entre eux. Elle a aussi le devoir d'organiser les secours en cas d'accident, de soigner les malades et les enfants. Pour qu'il lui soit possible de s'acquitter de ces fonctions, elle est dispensée du travail de la mine.

Mais arrêtons ici nos emprunts à l'ouvrage de M. Caustier ; si en le lisant on est partagé entre l'admiration pour l'abondance, la variété, la beauté des richesses que renferment les entrailles de la terre et celle qu'inspire l'ingéniosité de l'esprit humain sans cesse en éveil pour arriver à tirer de ces matériaux leur maximum d'utilité ou d'agrément en échange d'un minimum d'efforts, on se prend doublement à regretter que, grâce à l'excès de fiscalité et à la protection, les jouissances dues à la possession de ces biens — mis à notre portée par la nature et par des progrès réalisés au profit de tous — restent encore l'apanage d'un trop petit nombre de consommateurs.

M. LR.

---

LES PROBLÈMES INDUSTRIELS DES ETATS-UNIS, par R. LAWSON,  
Blackwood, Londres.

Nous n'avons pas craint, lorsque les appréhensions à l'égard de l'invasion américaine étaient les plus vives, de conseiller le sang-froid : la conquête financière et économique du monde par les Yankees ne nous paraissait pas encore si proche, et cela malgré toutes les assertions contraires des mégalomanes transatlantiques, malgré toutes les terreurs des nationalistes européens. Les événements survenus depuis six mois n'ont pas été de nature à modifier notre jugement. Il a paru quelques ouvrages de plus sur l'avenir des Etats-Unis et, parmi les plus instructifs, nous signalerons *American Industrial Problems*, par M. R. Lawson.

M. Lawson, qui s'est fait une spécialité des affaires américaines et qui les apprécie avec beaucoup d'impartialité, reproche à ses compatriotes d'Angleterre l'exagération de leur scepticisme, il y a une dizaine d'années, et l'intensité de leur crainte aujourd'hui. La vérité se trouve, comme d'habitude, entre les deux, sur une ligne moyenne, M. Lawson met sous les yeux du lecteur tous les éléments de la cause.

Si les Américains possèdent une supériorité dans certaines branches d'industrie, s'ils sont plus habiles dans l'invention et l'emploi de



Ce sont là des vues d'avenir, des prophéties qui n'ont pas la même valeur que l'étude sérieuse et approfondie de l'état présent de la grande-république américaine.

RAFFALOVICH.

---

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA VILLE DE PARIS (XXI<sup>e</sup> année). Paris, Masson et Cie, éditeurs.

Le service de la statistique municipale, dirigé par M. le Dr Jacques Bertillon, vient de publier son *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, 1900. C'est un volume très compact renfermant une grande quantité de renseignements relatifs aux différents services de la Ville : voie publique, eaux, navigation, vidanges, égouts, etc. Une partie est réservée aux observations météorologiques et climatologiques. Il nous renseigne, en outre, sur le mouvement de la population (mariages, naissances, décès), et sur sa situation sanitaire ; sur l'état des finances municipales (comptes particuliers, octrois, contributions, approvisionnements, pompes funèbres, éclairage, etc.) ; sur les moyens de transport (chemins de fer, omnibus, tramways, bateaux et voitures de places) ; sur l'organisation de l'assistance publique (hôpitaux, asiles, orphelinats, écoles professionnelles, etc.) ; sur celle de la justice, des secours contre les incendies et le service du recrutement.

Chacun de ces services comporte une masse d'observations, de relevés de statistique et de notes essentiellement utiles pour tous ceux qui cherchent à se rendre compte de l'animation puissante, de l'intensité de mouvement qui caractérisent les grandes agglomérations urbaines. Or, Paris, par la multiplicité de ses institutions et de ses rouages administratifs, est en quelque sorte la ville type, à ce point de vue. On peut dire que la vieille cité, étant données l'activité de son commerce et de son industrie, sa situation spéciale, point central où aboutissent toutes les voies de chemins de fer, arrosée par un grand fleuve, entourée de nombreux canaux, visitée par quantité de voyageurs, est non seulement un vaste centre de production et d'échange, mais encore un foyer de vie morale et intellectuelle.

On comprend, dans ces conditions, que les renseignements fournis par le service de la statistique municipale commandent l'attention et provoquent la curiosité.

Nous félicitons le personnel de ce service, — et en particulier M. Bertillon — de son patient labeur et du soin qu'il a apporté à la publication de l'*Annuaire statistique de la Ville de Paris*.

EUGÈNE ROCHETIN.



nisme de l'impôt sur le revenu dans les pays où il existe; c'est en Prusse d'après lui, que la loi est la mieux conçue, quoiqu'en Angleterre aussi, l'*income tax* soit, malgré sa complication apparente, habilement adapté aux mœurs et aux habitudes du public qui l'acquitte.

Ne pouvant suivre M. Muller partout où il nous conduit, nous devons nous contenter de résumer les conclusions de son livre. Il exige qu'avant tout le législateur définisse exactement ce qu'il entendra par revenu imposable. Afin de ménager les classes inférieures, les petits revenus seront exemptés de façon à ce que cette catégorie sociale soit non seulement assurée d'un minimum d'existence matérielle, mais ait encore de quoi de satisfaire à des besoins d'un ordre plus élevé. L'impôt modérément progressif sera calculé d'après le système de la déclaration pour la partie « politiquement et moralement supérieure » de la population et pour le reste d'après les estimations faites par des commissions, où le gouvernement et les contribuables seront également représentés.

Nous ne voyons pas bien une Chambre issue du suffrage universel décrétant que « politiquement et moralement », telle classe constitue une élite placée au-dessus du troupeau vulgaire des électeurs.

E. CASTELOT.

DIE ÖKONOMISCHE LAGE DER COLLEGIEN IN STAAT E ILLINOIS, NORD AMERIKA  
(*La situation économique des Collèges dans l'Etat de l'Illinois*) par  
CHARLES RICHMOND HENDERSON. B. Liebisch, Leipzig, 1902.

Cette thèse pour le doctorat présentée à l'Université de Leipzig retrace les origines, le développement et l'état actuel d'institutions d'enseignement classique fondées sous le nom de collèges par les sectes religieuses vers l'époque où les immenses territoires de l'Illinois s'ouvrirent à la colonisation. Peu à peu ces collèges se sont trouvés en concurrence avec les universités publiques ou privées et les autres établissements également publics ou privés qui sont sortis du mol de ces anciennes solitudes. Ces collèges confèrent des diplômes de valeur fort inégale; des bruits peu flatteurs ont même circulé sur les conditions dans lesquelles ils sont parfois décernés. Dans sa *République Américaine*, M. Bryce déclare d'ailleurs que dans l'Illinois et l'Ohio, seule l'Université de Chicago offre une instruction élevée et des garanties sérieuses. C'est que plusieurs de ces collèges sont sans ressources suffisantes pour faire face aux dépenses d'un enseignement véritablement supérieur, puisque, hélas! l'argent n'est pas seu-



contribue à augmenter le mouvement d'opinion favorable à la petite propriété. On connaît la théorie socialiste de la nationalisation du sol. Pour Marx, l'avenir est à la grande culture capitaliste. Modifiant un peu les idées de Marx, les socialistes modernes font reposer le problème sur les progrès de la technique agronomique qui pousse l'agriculture à ressembler de plus en plus à l'industrie. Les exploitations, non les plus vastes, mais les plus riches en capitaux, les mieux outillées, sont destinées à triompher dans la concurrence dont les effets s'accroissent à mesure que l'agriculteur produit pour le marché.

M. Souchon défend la propriété moyenne, MM. de Molinari et Leroy-Beaulieu, les grandes exploitations.

Les conservateurs, protectionnistes pour la plupart, ont inventé les syndicats agricoles, soi-disant pour la défense de la petite propriété, mais surtout, ajouterons-nous, dans un but d'intérêt personnel.

La conclusion de M. Augé-Laribé est très vague. N'oublions pas, il nous en a avertis, qu'il examine seulement comment on peut poser la question. D'ailleurs, les statistiques sur lesquelles on pourrait s'appuyer sont toutes incomplètes ou inexactes. Il conseille la méthode monographique. Mais si l'on peut, avec cette méthode, avoir des renseignements exacts, il est difficile d'en obtenir de complets ; et encore faudrait-il synthétiser ces renseignements, ce qui ne semble pas une tâche facile.

« Le problème social, dit M. Augé-Laribé, se rattache essentiellement aux théories de la population. La solution exigera la solution préalable de diverses questions plus générales. Une augmentation continue de la population est-elle désirable ? Existe-t-il entre la population des villes et la population rurale, sinon une opposition, du moins des différences de caractères telles qu'il soit bon, pour un pays, de maintenir un certain équilibre entre elles ? De la population industrielle ou de la population agricole, quelle doit être la plus nombreuse ? » De la réponse à ces questions, on verra ce qui est plus favorable à la conservation sociale.

Quant au problème économique, deux causes principales influent sur le développement des diverses catégories d'exploitations : le progrès des moyens de production et les besoins du marché. Une grande surface ne sera pas toujours un élément de supériorité, mais le capital d'exploitation doit être aujourd'hui plus considérable qu'autrefois.

Voilà ce qui résulte des recherches de M. Augé-Laribé chez des auteurs anciens et contemporains. On pensera peut-être que le problème n'est pas posé aussi nettement qu'il le pense, et, qu'en tous cas, il restreint à concilier le point de vue social avec le point de vue économique. Mais son étude est bien conduite ; elle est claire et nette, surtout dans



la partie historique qui, sauf une courte préface et la conclusion, remplit tout le livre. On le lira avec intérêt et profit.

MAURICE ZABLET.

---

LA SUPPRESSION DE L'OCTROI, par FRÉDÉRIC GALTIER. 1 vol. in-8,  
A. Rousseau, 1901.

M. Frédéric Galtier nous donne une bonne étude sur la question des octrois. Après un court historique de cette institution depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, selon l'expression connue, et un aperçu sur les législations étrangères, il fait la critique de l'octroi et parle des taxes de remplacement qui sont la contre-partie de sa suppression. Il illustre sa thèse par l'examen de quelques projets municipaux, celui concernant la ville de Dijon qui n'a pas abouti, celui de la ville de Paris qui a borné la suppression aux droits sur les boissons hygiéniques, et celui de Lyon qui a réalisé la suppression complète.

La dernière loi sur les octrois est celle du 29 décembre 1897, qui autorisait la suppression totale sur les boissons hygiéniques, et qui fixait un tarif minimum de droits pour les villes qui ne voudraient pas d'une suppression totale. Les autres articles s'occupent des taxes de remplacement, ce qui est la grande difficulté. M. F. Galtier résume en trois points les reproches qu'on peut adresser à cette loi. Le législateur de 1897, dit-il, a oublié :

1° Que la suppression de l'octroi devant profiter à tous, aux campagnes comme aux villes, était une réforme nationale et que, par conséquent, l'Etat devait son concours financier aux communes qui avaient à l'opérer;

2° Que toute tentative de suppression partielle favoriserait uniquement le placement du vin, « écraserait une minorité importante de contribuables, comme l'a dit M. Fleury-Ravarin, sans apporter à la majorité un soulagement appréciable », et rendrait par conséquent odieuse et pour longtemps impossible toute suppression totale;

3° Que tout essai de suppression totale, entrepris avec les seules forces des communes, doit avoir pour résultat de surcharger de nouvelles taxes directes certaines catégories de contribuables et de restreindre, souvent même de supprimer à l'égard de tous, l'effet bienfaisant de la réforme par suite de l'incidence et de la répercussion de ces taxes.

La critique contenue dans le premier paragraphe est toute la thèse de M. Galtier. Il se rallie, en effet, après examen des divers systèmes que l'on a proposés jusqu'ici, à celui de M. Fleury-Ravarin, reposant sur la coopération de l'Etat, et qui n'est lui-même que l'application des idées de M. Berthelemy sur la question.

D'après ce projet, proposé en 1899, l'Etat abandonnerait aux communes les trois contributions suivantes :

1° L'impôt sur la propriété bâtie, soit .....	84 millions
2° L'impôt sur les patentes, pour les villes de plus de 20.000 habitants, soit.....	81 —
3° L'impôt des portes et fenêtres, soit.....	61 —
<hr/>	
Au total.....	226 —

Et comme les droits d'octroi s'élèvent à 330 millions environ, on permettrait aux communes restant en déficit la création de quelques taxes directes.

L'Etat, de son côté trouverait la compensation des 226 millions abandonnés par lui aux communes dans un remaniement des droits perçus sur l'alcool et dans l'augmentation d'un décime sur les impôts indirects, sauf quelques exceptions qui paraissent s'imposer.

Comme il est facile de le voir, la question n'est pas résolue, puisqu'il faut encore recourir à des taxes de remplacement pour environ 100 millions, et la porte, malgré les précautions prises, reste ouverte à toutes les fantaisies. Et l'on peut se demander si l'Etat, de son côté, abandonnera le certain pour l'incertain. Il ne s'agit guère, en somme, que de la manière dont nous paierons, car nous paierons toujours autant et même plus.

Certes, l'octroi est une mode d'impôt vexatoire et d'une inégalité choquante. Personne ne songe plus à le défendre, et M. Galtier est d'accord avec nous pour en demander la suppression. Les taxes de remplacement trouvées jusqu'ici ne paraissent guère satisfaisantes. Mais peut-être, avec un esprit moins socialiste que celui qui a présidé partout à leur recherche, eût-on pu en trouver d'autres. Somme toute, *et indépendamment de cet esprit socialiste*, la ville de Lyon, en cherchant à pourvoir par elle-même à la réforme qu'elle a accomplie, a donné un exemple qui n'est point tant à dédaigner. Nous n'avons pas, dans l'examen d'un livre, à indiquer nous-même une solution. Mais peut-être avons-nous le droit de dire que si on laissait chez nous à chacun plus de liberté, aux communes comme aux individus, si l'on n'entravait pas toutes choses sous prétexte d'une unité qui n'est qu'uniformité, les villes à octroi trouveraient, dans les ressources plus spéciales à chacune d'elles, les moyens de se suffire, sans l'institution surannée de l'octroi. Mais il faut chez nous les mêmes règles partout, à Lyon comme à Paris, à Lille comme à Marseille. Et l'on n'aboutit à rien.

M. Galtier a écrit son livre avec l'idée que le concours de l'Etat est indispensable. Peut-être. Mais c'est là une difficulté de plus pour arriver à la solution désirée. Cela dit, la question est bien étudiée ; les argu-



dance des intermédiaires et des fabricants à faire descendre les salaires à un prix dérisoire et favoriser la production des articles ordinaires.

La situation est-elle donc désespérée ? M. Verhaegen ne le croit pas. La preuve, c'est que la situation des fabricants et des intermédiaires reste bonne, tandis que s'accroît la crise des salaires. Où donc est le remède ? Dans l'initiative et la bonne volonté des hautes classes. Il ne croit pas à l'efficacité d'une intervention de l'Etat — et il a bien raison — si ce n'est pour obtenir des gouvernements étrangers l'abaissement des énormes droits de douane qui frappent les dentelles. Il voudrait la suppression du facteur qui pratique trop souvent le *Truk-System*, qui est un vrai tyran pour l'ouvrière. Il faut encore créer une école-type où seraient conservées les bonnes traditions. Je n'y vois pas d'inconvénients. Mais cette institution n'est-elle pas superflue, après ce que nous a dit M. Verhaegen des couvents, vrais conservatoires de l'industrie dentellière et protecteurs des intérêts des ouvrières, surtout contre la tyrannie des facteurs ? Mais les écoles des couvents diminuent beaucoup, et peut-être prévoit-on qu'un Combes belge peut arriver au pouvoir ! Cela fait, « c'est spécialement aux femmes du monde qu'incombera la mission de prouver que le luxe dont elles s'entourent peut faire vivre celles qui peinent pour l'ornement de leur beauté. »

C'est leur dire : *Achetez des dentelles, mesdames*. Mais sont-elles à la mode ? Tout est là.

MAURICE ZABLET.

HISTOIRE DES CAISSES D'ÉPARGNE EN BELGIQUE, par LOUIS HAMANDE et FRÉDÉRIC BURNY. 3 vol. in-8°, Emile Fonteyn, Louvain, 1902.

Cet ouvrage est considérable. Comme documentation, il donne, sur les caisses d'épargne en Belgique, à peu près tout ce que l'on peut désirer. Il soulève aussi une question de principe des plus importantes et à laquelle, peut-être, est attaché l'avenir même des caisses d'épargne, celle de l'emploi des capitaux qui lui sont versés.

Les auteurs — car M. Louis Hamande a voulu associer à son œuvre M. F. Burny, mort avant la publication de l'ouvrage, en fondant le manuscrit de celui-ci dans son propre travail — les auteurs racontent la genèse des caisses d'épargne en Belgique et leur évolution jusque et y compris la loi du 16 mars 1865. Tour à tour on verra, analysées aussi complètement que possible toutes les données sur les caisses créées dans les villes manufacturières et par les banques, Société générale, Banque de Belgique, Banque liégeoise. Les crises subies à différentes époques sont mises en relief avec leurs causes et leurs conséquences. Et, peu à peu, se fait jour l'idée d'une réorganisation complète. Un



opérations dans le genre de celles-ci : des avances sur effets ; des prêts amortissables sur hypothèques ou sur nantissement ; des comptes-courants agraires à six mois et à douze mois, les reports ; des prêts sur parole aux ouvriers avec une caution ouvrière ; des prêts de production aux ouvriers à 2 fr. 50 p. 100 amortissables en cinq ans : des prêts à des ouvrières à 2 p. 100 amortissables par paiements mensuels, etc. Cela se fait, paraît-il, en Italie. On peut donc le faire en Belgique.

En ce qui concerne la fonction philanthropique, nous rentrons dans le même ordre d'idées, si l'on conclut, avec les auteurs, que les bénéfices des caisses d'épargne doivent être employés à « louer des capitaux à bon marché, voire même à perte, à des collectivités d'intérêt général, à des œuvres sociales, à des entreprises populaires ou à des individualités intéressantes ; dans le domaine de la propagande, à créer des catégories de livrets privilégiés ou consentir d'autres sacrifices pour attirer les déposants d'humble condition ? » « Voilà, ajoutent MM. L. Hamande et F. Burny, pour une caisse d'épargne, de la philanthropie saine et féconde. »

Par cette courte analyse, on se rendra un compte suffisamment exact, croyons-nous, de ce que sont les caisses d'épargne en Belgique, et de ce que les auteurs voudraient qu'elles fussent. Le titre de leur ouvrage indique qu'ils les ont considérées principalement au point de vue des classes laborieuses. Il semble qu'il n'y en ait point d'autre pour ce genre d'institutions : les déposants, en général, ne sont pas des capitalistes, mais des gens du peuple qui prélèvent une part de leur salaire pour se constituer une modeste réserve. Et ce sont les laborieux. Or, faut-il faire dévier les caisses d'épargne de leur but, et en transporter les avantages, des laborieux et des économes, à ceux qui ne sont ni économes ni laborieux. Il est beau de faire du bien autour de soi, mais encore ne faut-il pas le faire au détriment d'autrui. Est-ce dans un but philanthropique que l'on porte ses économies à la caisse d'épargne ? Eh ! non. La question est donc résolue. Nous ne voulons faire aucune comparaison entre le régime français et le régime belge, le régime surtout que l'on préconise. Le nôtre n'est ni sans inconvénients ni si sans dangers. Peut-être en aimerions-nous mieux un autre, car l'on sait combien peu nous sommes partisan des interventions de l'État. Chez nous, toutefois, le principe même du dépôt semble mieux sauvegardé. Nous pensons qu'il ne faut pas confondre ce qui ne doit pas être confondu, et qu'il est bon de laisser à ceux qui voudront le faire le soin de subventionner le crédit agricole, les banques populaires, et autres institutions *jusdem farinae*.

Les idées de MM. L. Hamande et F. Burny ne sont pas nouvelles



qu'étaient les recettes en 1867-1868, elles sont montées en 1902-1903 à 282.432.964 yen ; les dépenses ont passé de 30 millions 1/2 à 281.753.195. Nous noterons que malheureusement, ici comme partout à notre époque, les plus gros chiffres, après ceux du ministère des Finances, le service de la dette publique exigeant seul 43 1/2 millions, les plus gros chiffres, dis-je, sont ceux de la guerre avec 46.695.106 yen, et de la marine avec 28.425.640.

Ces quelques exemples suffisent pour indiquer l'intérêt de la publication.

MAURICE ZABLET.

FINANCES CONTEMPORAINES. (*Trente années financières, 1872-1901*), par ALFRED NEYMARCK. 1 vol. in-8°, Guillaumin et Cie, 1902.

Cet exposé des événements financiers qui se sont déroulés depuis trente ans n'est pas une simple nomenclature. En notant les faits, M. Neymarck les explique, les caractérise, les apprécie, et en tire les enseignements qu'ils comportent.

Il a suivi l'ordre chronologique, et chacune des années qu'il passe en revue est indiquée par un mot typique. Ainsi il appelle l'année 1872 l'année des trois milliards. Elle est suivie de l'année de la libération du territoire (1873), de celle du 5 p. 100 au pair (1874), de l'année des surprises (1875), de l'année des inquiétudes (1876), de l'année des crises (1877), etc. Nous abrégeons. C'est un livre qu'il faut avoir, comme *memento*, sur sa table de travail, quand on s'occupe d'histoire financière. Mais, en outre de ce côté, pour ainsi dire matériel, de l'ouvrage, il est un point qui frappe, c'est la pondération des jugements, et cette qualité du livre sera remarquée d'autant plus que M. Neymarck est plutôt un optimiste. Combien de fois ne nous a-t-il pas fait voir le magnifique accroissement, sous ses diverses formes, de la richesse publique ? Et il faisait miroiter à nos yeux, dans ces belles statistiques où il est passé maître entre tous, la puissance du travail et de l'épargne faisant toujours face à des dépenses s'accroissant sans cesse. C'était quelque chose comme la lutte dont parle Jules Verne dans son *Voyage à la lune*, entre le boulet destructeur et la cuirasse protectrice. Plus l'on dépensait, plus nous donnions, et plus nous donnions, plus l'on dépensait. Nous disions bien quelquefois qu'à force de tendre la corde, elle finirait par casser. Et c'est ce qui est arrivé. Aussi avons-nous lu avec une complète satisfaction les lignes par lesquelles M. Neymarck termine son livre. « Il est nécessaire, dit-il, de s'arrêter dans la voie des dépenses. Toute dépense inutile, si faible qu'elle soit, est un prélèvement arbitraire, injuste, effectué sur le contribuable. L'utilité d'une dépense



n'est pas une justification : il faut y ajouter la nécessité. Le Parlement ne devrait pas oublier qu'il est impossible de faire tout ce qui serait utile parce que nous ne pouvons dépenser et toujours dépenser. Il faut, en un mot, à notre pays, du calme et de la paix, pour qu'il continue, non seulement à supporter le poids de ses lourdes charges, mais qu'il puisse les diminuer, en augmentant ses richesses et ses épargnes ».

M. Neymarck montre avec beaucoup de lucidité les causes diverses qui nous ont amenés à ce point qu'il n'est plus qu'un cri en France excepté dans le Parlement : *Il faut s'arrêter*. S'il y a les dépenses militaires résultant de la funeste guerre de 1870, il y a aussi celles que l'on doit à la fameuse *paix armée*. Il en est d'autres encore, conséquence du protectionnisme qui a engendré le socialisme d'Etat, en attendant le socialisme soit révolutionnaire, soit réformiste, comme on dit aujourd'hui. Or, ce socialisme d'Etat, en ce qu'il a reçu d'application, coûte déjà fort cher, sans compter ce qu'il nous coûtera encore.

Je veux citer l'opinion de M. Neymarck sur un point particulier, celui qui concerne la réforme du marché financier en 1898. Ici encore il ne peut être suspect. Si, en 1898, M. Neymarck n'était pas parmi les partisans de ce qu'on a appelé la *réorganisation* du marché, il était au nombre des résignés, et nous l'avons entendu, à la Société d'Economie politique, nous conseiller d'accepter le fait accompli. Il le fallait bien. Or, que dit-il aujourd'hui ? « Ce que nous avions prévu s'est réalisé : cette *réorganisation* a diminué l'importance des affaires sur notre marché en les rendant plus difficiles ; elle a donné aux places étrangères voisines, notamment à Bruxelles, une activité excessive peut-être et qui dépasse les forces de la place belge, mais qui n'est pas moins réelle. Paris était depuis de longues années un centre financier considérable pour les arbitrages internationaux en changes et valeurs mobilières ; aujourd'hui la situation s'est modifiée du tout au tout. Avec le répertoire, les droits de timbre, la suppression du marché libre des valeurs, les arbitrages en titres internationaux sont presque irréalisables. Le marché officiel à terme sur la rente, ainsi que la coulisse qui s'occupait de nos fonds d'Etat, n'existent plus que nominalelement ou à peu près ».

Il n'est pas nécessaire de faire remarquer que l'absence d'affaires ne contribue pas à la fortune d'un pays, et je ne puis que féliciter M. Neymarck de l'avoir si bien dit, dans un livre excellent et qui mérite d'être lu.

MAURICE ZABLET.

---

L'ÉPOPÉE PORTUGAISE, HISTOIRE COLONIALE, par ALMADA NEGREIROS,  
br. in-18. Paris, Augustin Challamel, 1902.

Les petites nations sont considérées par beaucoup d'hommes politiques comme incapables de soutenir la concurrence contre les grandes dans la lutte pour la vie et comme destinées à disparaître, à être dévorées par celles-ci. M. Almada Negreiros n'admet pas qu'il en soit ainsi. « Les races qui, par le nombre et la force qui en découle, préconisent leur droit de prépondérance, paraissent oublier que cette prétention même stimule l'énergie et l'orgueil des races que l'on veut laisser de côté, dans l'œuvre grandiose de la civilisation universelle. » En conséquence, M. Negreiros exhorte ses compatriotes à soutenir la lutte avec persévérance et, pour les y encourager, il résume leur histoire coloniale, il montre qu'ils ont été jadis à la tête de ce mouvement et qu'aujourd'hui encore ils ne sont pas si arriérés qu'on semble le croire.

La première partie de sa brochure : *histoire coloniale*, est l'énumération des découvertes, conquêtes et explorations faites par les Portugais. La seconde, *les colonies actuelles* du Portugal, expose l'étendue des colonies que le Portugal a conservées, leur population et leur commerce.

L'empire colonial portugais s'étend aujourd'hui sur une superficie de 2.200.000 kil. carrés, soit plus de 20 fois la surface de la mère-patrie qui est de 89.625 kil. carrés. 200.000.000 d'hectares sont compris dans les pays tropicaux. Les possessions portugaises en Afrique comprennent en partie les meilleurs territoires de ce continent. La situation actuelle de ces colonies est accompagnée de cartes contenant les dernières indications sur le mouvement agricole depuis 1891. C'est, en effet, surtout depuis cette date que le mouvement commercial du Portugal avec ses colonies a repris son essor. De 1890 à 1900, le commerce des colonies portugaises a doublé pour la Guinée, le Cap Vert et l'Angola; il a triplé pour San Thomé et le Mozambique. Il est resté à peu près stationnaire pour les autres colonies, mais on ne peut tout faire à la fois et rien n'indique qu'il ne se développera pas. Dans les pays les moins favorisés à cause de leur éloignement de la métropole, malgré le manque de communications régulières, l'absence presque absolue de main-d'œuvre et l'insuffisance de colons et de capitaux, le progrès s'accroît surtout depuis deux ans.

Ce rapide aperçu, conclut M. Negreiros, démontre que le Portugal exploite vaillamment ses colonies et qu'il s'attache plus spécialement à celles d'Afrique, lesquelles représentent déjà pour lui la garantie de son avenir comme nation coloniale de premier ordre.

H. BOURT.



« C'est tout près d'un milliard de francs que l'Allemagne absorbe chaque année en denrées coloniales de toute espèce, et qu'elle est obligée actuellement de demander aux colonies des autres peuples : on voit quel immense débouché peut s'ouvrir chez elle pour ses propres colonies. »

On voit aussi que l'Allemagne veut se soustraire à la dépendance de l'étranger pour les denrées coloniales. Il est étonnant que M. Hanser et les colonistes allemands ne voient pas que les autres peuples achètent aux Allemands autant qu'ils leur vendent, près d'un milliard de francs, que cet échange est profitable aux deux contractants, tandis qu'il ne le sera que... plus tard aux Allemands avec leurs propres colonies.

Quelle pitié que la politique coloniale ! si ce n'était pas, en outre, la plus honteuse et la plus lâche des barbaries, l'abomination de la désolation !

H. BOUET.

REPORT BY THE CHIEF LABOUR CORRESPONDENT OF THE BOARD OF TRADE ON TRADE-UNIONS EN 1901). (Rapport du Bureau du travail sur les trade-unions en 1901), 1 vol. in-8°, Londres 1902.

Le nombre des unions de travailleurs était de 1.236 à la fin de l'année 1901, et le total des membres de 1.922.780. Pendant cette année, le nombre des trade-unions a diminué de 16 et le nombre total de leurs membres n'a augmenté que de 12.166 ou 0, 6 0/0. Ce taux d'accroissement est beaucoup moindre que celui des deux années précédentes : il était de 5,9 en 1900 et de 9,4 en 1899.

Le rapporteur attribue cette diminution dans le taux d'accroissement des Unions à la dépression qui s'est produite dans le mouvement du travail. Les chiffres donnés dans le Rapport indiquent même que le nombre des unionistes, surtout dans les industries moins *skilled*, tend à augmenter plus rapidement dans les années de prospérité économique, tandis que dans les périodes de dépression, il se produit un arrêt ou même un recul dans le flot unioniste.

Il semble suivre de ces constatations que les ouvriers entrent dans les Unions quand ils peuvent facilement payer leurs cotisations et quand ils n'ont pas besoin de leur appui, — car, dans les temps prospères, le travail étant très demandé, fait la loi au capital. — D'autre part, les ouvriers restent à la porte des Unions précisément quand ils auraient besoin de leurs secours. S'il en est ainsi les Unions ne leur profitent guère.

Les Fédérations d'Unions paraissent soumises aux même lois que les



s'entourer de tous les renseignements voulus; le second de poser les questions avec netteté, les varier, les disposer suivant un plan logique objectif suggéré par la réalité des faits; le troisième soin consiste à observer la méthode, à prêter une attention minutieuse aux détails réputés exacts, à varier ses points de vue dans l'examen des circonstances et des conséquences, « en un mot, il faut dominer sa matière, il ne faut pas se laisser dominer par elle : c'est l'unique moyen de dominer son affaire. » Il y a ensuite trois questions que l'on doit se poser, parce qu'il y a trois conditions préalables de succès à réunir. Le succès d'une mission peut être mesuré par une triple garantie : une garantie *réelle*, une garantie *personnelle*, une garantie *pratique*. Ces trois garanties dépendent de trois facteurs. La garantie *réelle* consiste dans le produit qui sera l'objet de la mission; la garantie *personnelle* consiste dans les qualités de l'intermédiaire entre le capitaliste ou le commerçant et le producteur; la garantie *pratique* consiste dans le mécanisme des opérations par lesquelles l'agent se procurera le produit.

Après la préparation vient l'exécution. Ici, l'œil du maître est le principal facteur. « Une condition nécessaire pour qu'une exploitation coloniale prospère, pour que les bénéfices, si considérables qu'ils soient, ne soient pas éparpillés entre des contremaitres ou intermédiaires qui ont droit à de larges et justes intérêts : il faut que le colon émigre, surveille lui-même, exploite lui-même son domaine ou dirige son industrie, son comptoir. »

Il suit de là, à notre avis, que l'Etat, ne pouvant avoir l'œil partout, et étant d'ailleurs très myope, ne doit pas se mêler de colonisation.

Nos auteurs entendent que l'exploitation des colonies ne doit pas être exclusivement réservée aux agriculteurs, aux industriels, aux commerçants. Les capitalistes doivent aussi y avoir leur part. Que le capitaliste cherche un produit à exporter d'une colonie, qu'il cherche un moyen d'y importer son capital; qu'il se renseigne de tous côtés et particulièrement auprès du ministère des Colonies. « Depuis l'institution du service des renseignements au ministère des Colonies à Paris, au musée colonial à Marseille... on n'a pas le droit de prétendre manquer d'informations, et on n'a pas d'excuse à n'en pas user. »

Et si le capitaliste échoue dans son entreprise, il s'en prendra au ministère qui l'a mal informé. Il est, en effet, plus que probable qu'il aura été mal informé, le ministère ne pouvant guère faire autrement que d'induire ses consultants en erreur, puisque ce qui est vrai aujourd'hui, en matière coloniale, industrielle, commerciale, était faux hier et le sera encore demain. Aujourd'hui, par exemple, le caoutchouc est en hausse. Que l'on découvre demain un moyen de le remplacer ou de s'en passer dans ses principaux usages, le voilà en baisse. Le colo-



M. Kautsky expose l'évolution qu'a suivie le prolétariat et qui tend insensiblement d'après lui à la socialisation des moyens de production. La grande masse des moyens de production, dit-il, celle qui a le plus d'importance au point de vue économique, deviendra la propriété sociale, la production sera également sociale. Le petit artisan, même s'il reste indépendant dans son atelier, sera dans une complète dépendance de la société, qui seule lui fournira la matière première et ses outils, et qui, généralement, sera aussi le seul client de ses produits. « Chez les paysans, l'évolution suivra la même marche. Les innombrables propriétaires d'infimes exploitations parasites renonceront avec joie à l'indépendance et à la propriété dont ils n'ont que les apparences, quand on leur montrera les avantages incontestables de la grande exploitation. »

On n'expropriera donc que les grands propriétaires; on laissera aux petits leurs lambeaux de propriété; mais les avantages de la grande exploitation sociale les décideront à renoncer d'eux-mêmes à leurs prétendus droits et à entrer dans l'exploitation sociale. L'expropriation des petits paysans est donc inutile et il ne doit plus en être question.

M. Kautsky suppose, comme on le voit, que la grande exploitation sociale aura « des avantages incontestables », mais il se contente de supposer ce qui est précisément en question; il fait une pétition de principe.

Après avoir assuré que l'expropriation des paysans n'est pas nécessaire et qu'elle ne serait « nullement avantageuse pour le socialisme », M. Kaustky entreprend de prouver que les socialistes ne songent pas à une semblable expropriation.

« Les vues et les désirs que le parti socialiste a exprimés dans ses déclarations officielles et dans les livres de ses plus éminents représentants ne sont nullement en contradiction avec les conséquences auxquelles nous sommes arrivés. Nous n'y trouvons nulle part une demande d'expropriation des paysans. » Et l'auteur donne des citations à l'appui de son dire.

Rien n'est plus facile, en effet, que de prouver que les socialistes n'ont jamais demandé l'expropriation des paysans : il suffit de dire que les déclarations de ses partisans ne sont pas « officielles » et qu'ils ne sont pas les « représentants les plus éminents » du socialisme.

Autrefois aussi, les socialistes considéraient le capitalisme comme la source de tous les maux de la société, comme ne présentant que des inconvénients sans aucun avantage. Voici maintenant qu'ils lui reconnaissent quelque utilité. « Ce fut, dit M. Kaustky, le mode de production capitaliste qui parvint à enlever à des groupes plus nombreux de la population leur caractère de moutons de Panurge et à faire de l'indi-





mettre un second principe, la *force*, et au-dessus de celle-ci un troisième principe l'*intelligence*. « L'harmonie des mondes se compose d'un trinôme parfaitement hiérarchisé dans lequel la matière obéit à la force et celle-ci à l'intelligence. » Cette théorie nous ramène au *mens agitat molem* de Virgile. Pour établir sa doctrine, M. Pontet se base sur l'observation des faits, qui nous montre, non seulement dans leurs organismes arrivés à leur état le plus parfait, mais dans les jeunes et même dans les germes, aussi loin que le microscope peut nous mener, des différences si nombreuses et si caractérisées, qu'il n'est pas raisonnablement possible de rattacher tous les êtres à un même germe originel.

Cette constatation ne paraît, au premier abord, d'aucune importance publique et sociale. Pourtant, si la sélection naturelle n'est pas le principe — ou du moins pas le seul — de la diversité et de la perfectibilité des êtres, la lutte pour la vie n'est pas la loi universelle des hommes et de leurs sociétés. C'est ce que prétend M. Pontet et même ce qu'il démontre en prouvant, par les faits, que les espèces les plus fortes ont péri à travers les âges, pendant que d'inoffensifs marsupiaux, de modestes rongeurs, parmi lesquels le lièvre craintif, ont résisté à tous les assauts.

M. Pontet nous promène à travers les ères primaire, secondaire, tertiaire et moderne et nous expose l'origine et l'évolution mentale et sociale de l'humanité, du langage, des lois, des arts, des sciences, de l'industrie, etc. Quelques parties de ce tableau sont un peu superficielles; le fait est qu'on ne peut pas tout savoir à fond et que c'est beaucoup embrasser que de vouloir expliquer les origines et causes de toutes choses.

Les deux derniers chapitres sur l'évolution politique et sociale et sur la décadence des peuples sont les plus intéressants pour l'économiste et le sociologue; ils anticipent sur un ouvrage en préparation : *Ce que nous sommes. Où nous allons*. Ces deux questions sont donc traitées ici un peu sommairement et il faudra attendre le prochain volume pour en porter un jugement d'ensemble.

D'après M. Pontet, l'évolution politique suit la marche suivante : La cité et le gouvernement sont d'abord oligarchiques; à l'oligarchie succède la monarchie absolue, qui devient ensuite constitutionnelle, pour aboutir à la République démocratique, dernière étape de l'évolution.

« L'individu libre dans de libres provinces, tout en étant unis : le premier à la société par un pacte social, la seconde à la fédération par un pacte fédéral, sera, selon nous, le dernier terme de la progression politico-sociale. »

M. Pontet professe que toutes les races humaines sont capables de



Or, c'est là précisément ce que M. Richard prétend prouver. A cet effet, il examine comment la doctrine de l'évolution résout le problème biologique, le problème psychologique et le problème sociologique. On pense bien que nous ne pouvons suivre l'auteur dans sa critique de l'évolutionnisme; nous allons seulement donner quelques-unes de ses conclusions au point de vue social.

L'idée d'évolution, dit-il, implique les idées de métamorphose et de continuité. De ces idées il n'en est pas une qui ne puisse égarer le sociologue. L'idée de continuité conduit les sociologues à nier le sens, l'importance et la valeur des révolutions et des crises. Or c'est peut-être en étudiant les révolutions qu'on voit le mieux le rapport de l'instinct collectif à l'idéation rationnelle. Le terme d'évolution a pour effet de combiner ces deux idées en une seule et de multiplier ainsi la puissance d'illusion contenue en chacune d'elles. L'idée directrice de la psychologie sociale, loin d'être celle de l'évolution universelle ou de l'identité des processus, doit être celle de leur distinction.

La loi d'évolution n'ajoute donc rien à la loi de conservation de l'énergie, si ce n'est la prétention d'en faire : 1° une loi absolue alors qu'elle est seulement une loi approchée; 2° le postulat d'une cosmogonie qui ne peut être que le dogme bouddhique de l'illusion universelle.

Bref, le concept verbal d'évolution a pour résultat unique de confondre les concepts fondamentaux de la phénoménologie, les concepts de causalité, de série, de processus latent avec des notions métaphysiques confuses, la métamorphose universelle, le progrès à l'infini, la continuité absolue. C'est un énergique stimulant de l'imagination diffuse, laquelle est plus propre à neutraliser l'imagination scientifique jusqu'à l'aider. Dénoncer cette confusion est le premier office de la critique.

Laissons aux évolutionnistes le soin de faire la critique de cette critique et, pour leur faciliter la besogne, exposons quelques idées fondamentales de M. Richard.

La vie en son fond est la spontanéité créatrice : elle exclut toute nécessité, interne ou externe. C'est une source indéfinie de créations indéfiniment variées... Cette puissance créatrice sera pour nous une pensée qui sort peu à peu du rêve pour se concentrer dans la réflexion personnelle, et la série des actes créateurs a pour termes la volition réfléchie d'un agent moral... En dépit des analogies verbales, l'idée de l'ordre progressif ne doit nullement être confondue par la science et la philosophie critique avec l'idée de l'évolution, car elle est étrangère aux idées de métamorphose et de continuité sur lesquelles la cosmologie évolutionniste est assise.



« La loi de régression, dit M. Richard, si contingente qu'elle soit, nous montre que le progrès n'est pas une loi nécessaire. Il n'est point l'effet d'une adaptation passive, involontaire, aux conditions physiologiques, économiques et mentales de l'existence. Chaque homme et chaque nation sont sollicités en deux sens et peuvent choisir entre deux formes de l'adaptation. La régression s'offre à eux comme une voie aussi facile à suivre que le progrès, car si le progrès promet plus de bonheur que la régression et un bonheur plus élevé, il exige aussi plus d'efforts volontaires. »

Nous ne suivrons pas plus longtemps M. Richard dans ce qu'il dit de l'organisme, du rôle social de l'élite, de la cité considérée comme mère de la raison, etc. Tout cela, ainsi que les appendices qui terminent le volume, est instructif, mais nous devons prévenir les lecteurs qu'il faut de bonnes dents (intellectuelles) pour casser la noix et parvenir à savourer le fruit qui y est contenu. M. Richard devrait se mettre un peu plus à la place du lecteur et s'efforcer d'être plus clair et plus concis. Il le peut, puisqu'il le fait dans beaucoup d'endroits, ce ne serait qu'une affaire de temps et de patience.

ROUXEL.

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

**Economia ed estimo dei miglioramenti fondiarii. Nuovo sistema generale di distribuzione dell'utile finale, con numerose applicazioni alle diverse branche dell'estimo.** (*Economie et estimation des améliorations foncières. Nouveau système général de distribution de l'utilité finale, avec nombreuses applications aux diverses branches de l'expertise*), par LEOPOLDO DI MURO, in-8 xv, 628 p. Palermo, Alberto Reber, 1902.

« La majeure partie des problèmes économiques, qui pullulent dans la société capitaliste moderne, sont des problèmes de distribution ; et la science des expertises, à laquelle nous nous sommes dévoué depuis un *ventennio*, pourrait être définie la science de la distribution des richesses. » M. di Muro considère, comme on le voit par cette citation, le problème de la distribution comme beaucoup plus important que celui de la production. Quant à nous, pour qui tout s'enchaîne en économie, nous leur attachons une égale importance. Quoi qu'il en soit, d'après M. di Muro, la solution du problème de la distribution



d'en bas, et ceux-ci les acceptent au lieu de poursuivre la suppression des taxes.

---

**La conferenza internazionale per gli zuccheri e i suoi effetti in Italia.** (*La conférence internationale sur les sucres et ses effets en Italie*), par EDOARDO GIRETTI, in-8° 15 p. Torino, Roux e Viarengo, 1902.

Toutes les législations européennes sur les sucres tendent à obtenir, par le moyen des primes de production et d'exportation ces absurdes résultats : 1° Pousser à la production du sucre ; 2° Limiter la consommation intérieure ; 3° Provoquer la consommation étrangère. A l'ombre de ce système fleurissent les cartels et les trusts des fabricants de sucre, qui « se sont substitués à l'Etat pour mettre à contribution les citoyens et pour rendre le sucre amer aux consommateurs continentaux et plus doux aux Anglais. Les primes sont en voie de disparaître, mais la production n'en reste pas moins excessive et pour lui ouvrir un débouché, M. Giretti ne voit qu'un moyen, notamment pour l'Italie : réduire l'impôt sur le sucre. Le fiscalisme gouvernemental et privé a fait diminuer la consommation du sucre par habitant de 3.839 en 1884-1885 à 2.561 en 1899-1900. Il suffirait que la consommation remontât au premier chiffre pour voir l'équilibre se rétablir entre la production et la consommation.

---

**Il Diritto alla terra** (*Le droit à la terre*), par JACOPO BOCCHIALINI, in-18°, 62 p. Parma, 1902.

On affirme que le seul remède aux inégalités et aux injustices sociales est la socialisation de la terre. M. Bocchialini soutient que c'est là une erreur ; il faut et il suffit que la terre soit cultivée scientifiquement pour voir l'harmonie renaître et le problème de la population ajourné indéfiniment. Contrairement à une opinion très répandue, l'auteur assure que les capitaux investis dans la terre sont bien placés quand on sait faire rendre à la terre tout ce qu'elle peut donner. M. Bocchialini est partisan d'une nouvelle méthode d'agriculture inventée par Solari et qui permet de tirer de la terre beaucoup plus qu'elle n'a produit jusqu'à présent.

---

**Il pericolo americano** (*Le péril américain*), par FEDERICO FLORA, in-8°, 28 p. Torino, Roux e Viarengo, 1902.

M. Flora nous présente un tableau abrégé de l'expansion commerciale des Etats-Unis en ces dernières années. Il prévoit que la diffusion





vement, s'élève de la nécessité à la liberté. Marx renverse le concept hégélien. Bien loin de considérer l'idée comme le demiurge de la réalité, il fait de la réalité le demiurge de l'idée. Marx ne conserve de Hegel que sa dialectique *sacerdotale*.

En réalité, Marx reste « un métaphysicien au milieu d'une génération de positivistes ».

On pourrait même dire, à mon avis, que Marx reste théologien. En effet, non seulement sa dialectique est sacerdotale, comme le dit M. Loria, mais tout dans son œuvre est théologique. Les théories doivent être défendues avec des arguments et non avec des citations. Or, M. Loria le constate, c'est sur des citations et sur des anecdotes que Marx appuie la sienne. « Il ne s'arrête pas devant les paralogismes, les sachant tels. » Il va plus loin : « Il cite souvent à l'envers les opinions des écrivains orthodoxes. »

Je n'oserais pas dire que Marx falsifie sciemment les opinions de ses adversaires. J'ai toujours cru qu'il connaissait fort peu l'économie politique quand il a voulu se mêler de la réformer. La lecture de sa *Critique de l'Economie* politique m'a produit l'effet d'un cahier de notes d'écolier qui tâtonne. Ses autres ouvrages me produisent plus ou moins la même impression.

M. Loria ne va pas si loin ; cependant il reconnaît que, dans la *Misère de la philosophie*, Marx fait preuve d'une connaissance non vulgaire, mais toutefois incomplète de la science économique. A propos du *Capital*, M. Loria constate que Marx subit la fascination du préjugé monétaire, et qu'il attribue à la monnaie une importance économique qu'elle est bien loin d'avoir.

M. Loria montre encore fort bien que le système de Marx repose sur un cercle vicieux. Il croit même que l'Alighieri du socialisme a fini par reconnaître son erreur et qu'au lieu de l'avouer et d'y renoncer, il a renvoyé la solution des contradictions dans lesquelles elle le conduisait à un deuxième volume du *Capital* qu'il n'a jamais eu l'intention de publier. Nous ne pouvons pas parler plus longuement ici de la critique de Marx par M. Loria, mais nous engageons vivement partisans et adversaires du marxisme à lire ce petit volume. M. Loria, admirateur de Marx, ne peut être suspect de partialité contre celui qu'il estime comme un surhomme.

---

**L'anarchia del punto di vista antropologico e sociale.** (*L'Anarchie au point de vue anthropologique et social*), par RAFFAELE PERRONE-CAPANO, in-8°, 114 p. Napoli. Rassegna Italiana, 1901.

Dans l'évolution sociale qui entraîne le genre humain, il y a des



### RÉCLAMATIONS. — Lettre de M. Bouvier.

Lyon, le 20 mars 1903

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je viens de lire, dans le dernier numéro du *Journal des Economistes*, du 15 mars 1903, p. 450, le compte rendu, signé Emile Macquart, de mon livre *La Méthode mathématique en Economie politique*. L'auteur de l'article, après avoir déclaré que « mon ignorance de l'économie politique est tout simplement stupéfiante », et que « mon ignorance mathématique est tout aussi indiscutable que mon ignorance économique », termine en disant que, dans l'exposé de mes développements, j'ai « commis un acte malhonnête ».

Je ne puis laisser passer ce dernier mot sans protester. Que M. Emile Macquart me reproche d'avoir présenté l'économie politique comme dominée, à certains moments, par des intérêts plutôt que par des principes rationnels, c'est son droit. Je me demande seulement comment il appréciera ce que vous dites, vous, monsieur de Molinari, son rédacteur en chef, précisément dans le même numéro du *Journal des Economistes*, p. 322, où vous montrez la discussion du monopole de l'alcool en Allemagne, en 1886, dirigée par des intérêts et non par des principes<sup>1</sup>. Il a certainement une grande compétence économique, mais le ton général de son article pourrait faire croire qu'il est dans l'ignorance, incontestable celle-là, de la politesse la plus élémentaire. La critique des théories et des systèmes est libre, mais elle ne doit pas être mêlée d'injures ou de diffamations non justifiées et dont on pourrait demander compte devant le Tribunal de police correctionnelle. Les imputations personnelles sont restées jusqu'à présent dans le

---

<sup>1</sup> *Le Monopole de l'alcool*, par M. de Molinari; *Journal des Economistes* du 15 mars 1903, p. 322 :

« Les grands propriétaires distillateurs appuyaient le projet, car l'Etat promettait d'acheter leur alcool 40 marks, soit 10 marks plus cher qu'il ne valait à ce moment, ce qui leur faisait un cadeau de 35 millions. Toutefois, s'ils envisageaient avec satisfaction le bénéfice immédiat, ils se demandaient ce qui adviendrait si, plus tard, sous des pressions diverses, le gouvernement, au lieu d'avoir à sa tête un distillateur important comme M. de Bismarck, avait des hommes qui ne voulussent pas se laisser soupçonner de faiblesse pour les grands distillateurs et qui eussent besoin de ressources pour équilibrer le budget. » — J'ai parlé des intérêts dans la politique économique anglaise; M. de Molinari parle des intérêts dans la politique économique allemande; M. Emile Macquart appréciera.



sur le monopole de l'alcool, publié dans le même numéro que le compte rendu de M. Macquart ?

G. DE M.

---

**Lettre de M. Em. Cauderlier à M. André Liesse**

22 mars 1903.

Monsieur,

Permettez-moi de relever un point dans la critique que vous voulez bien consacrer à mon livre : *L'Evolution Economique du XIX<sup>e</sup> siècle*. Il se trouve qu'il a le même titre qu'une œuvre de M. de Molinari publiée il y a vingt-cinq ans, œuvre que vous dites originale, éminemment suggestive et dans laquelle on a puisé beaucoup d'idées.

Je vous crois sur parole. Car jamais je n'ai eu dans les mains l'ouvrage de M. de Molinari dont j'ignorais jusqu'à l'existence. J'ajouterai que je viens de m'enquérir à la bibliothèque de statistique du ministère de l'Intérieur et à celle du Ministère du travail à Bruxelles qui ont rassemblé à peu près tout ce qui s'est publié d'important sur la Science Economique depuis Adam Smith et que l'ouvrage de M. de Molinari ne figure dans aucune des deux collections.

Il n'a donc pas inspiré mon étude. Que je me sois rencontré avec lui, traitant les mêmes matières avec les mêmes éléments, n'a rien de surprenant ; c'est le contraire qui pourrait surprendre. Mais mon travail s'il est parallèle au sien, ne lui doit directement rien, et je compte sur votre loyauté et votre bonne grâce pour le constater dans votre prochain numéro et y insérer ces quelques lignes. Il est possible que je ne sois pas original, mais en tous cas je ne suis pas plagiaire. Et votre critique pourrait trop aisément le faire supposer. Si j'avais tenté de l'être, je n'aurais pas pris précisément le même titre.

Agréez, Monsieur, l'expression de ma considération très distinguée.

EM. CAUDERLIER.

Nous ne faisons nulle difficulté de croire à l'entière et absolue bonne foi de M. Em. Cauderlier et nous lui donnons très volontiers acte de sa déclaration. Notre honorable correspondant semble, de plus, s'abriter derrière ce fait que le livre de notre rédacteur en chef ne se trouve point à la Bibliothèque de la statistique du ministère de l'Intérieur ni à celle du ministère du Travail. Cela prouve que ces bibliothèques se tiennent peu au courant des travaux publiés sur le mouvement économique ; cet oubli a d'autant plus le droit d'étonner que M. de Molinari compte parmi les écrivains qui honorent grandement la Belgique.

A. L.



Chambre belge par un représentant libéral (?) qui réclamait leur expulsion, les congrégations, communautés, associations religieuses y figuraient pour 5.650 établissements d'enseignement et d'industries diverses, auxquels il faut ajouter les établissements de charité pour les vieillards, les malades, etc. Nous ne possédons ni la statistique de leur population ni celle de leurs capitaux immobiliers et mobiliers, et nous ne pouvons, en ce moment du moins, savoir quelle partie de cette population et de ces capitaux passera à l'étranger. Mais les pertes et les frais qui seront la conséquence de cet exode s'élèveront certainement à un chiffre considérable. La création et l'entretien des écoles et des établissements hospitaliers nécessaires pour remplacer ceux des congréganistes coûteront, au bas mot, deux ou trois cents millions aux contribuables, et ces frais ne constitueront qu'une faible partie de la perte résultant de l'émigration des capitaux, et plus encore des facultés morales et professionnelles d'hommes et de femmes appartenant, pour le plus grand nombre, à l'élite de la population.

Cette mesure de proscription ne causera pas sans doute des dommages comparables à ceux de la révocation de l'édit de Nantes, mais n'est-elle pas inspirée par le même esprit, et la mentalité de nos Jacobins et de nos socialistes diffère-t-elle sensiblement de celle de Louis XIV et du père Lachaise ?

\*  
\* \*

A propos de la résurrection du vieux fantôme de la mainmorte, le *Journal des Débats* fait ces réflexions judicieuses :

La mainmorte de la congrégation, voici l'argument frappant.

Dans nombre d'esprits, les deux termes sont d'ailleurs corrélatifs ; l'usage s'est répandu de désigner sous ce vocable spécial les seuls biens des congrégations religieuses, et l'on surprendrait bien des gens si on leur représentait que « la mainmorte désignant les Associations, des corporations qui, par une suite de successions perpétuelles, sont censées ne jamais mourir et dont les biens ne donnent lieu à aucune mutation par décès », il est beaucoup d'autres collectivités dont la propriété est de mainmorte. Telles sont notamment les communes avec leurs biens municipaux et communaux dépendant de leur domaine privé ; telles les Sociétés anonymes comme les Compagnies de chemins de fer, les Sociétés d'assurances et de crédit avec leur patrimoine mobilier et immobilier ; tels encore les hospices, les établissements





177.300.000 francs, tiennent aujourd'hui le record du militarisme dans notre monde soi-disant civilisé.

Cette poussée du militarisme dans le pays où la paix comptait naguère ses plus vaillants apôtres est due à une cause intérieure, l'impérialisme, et à une cause extérieure, l'anglophobie. L'impérialisme a pour objectif, comme son nom l'indique, à la fois la conservation et l'unification des domaines de l'Empire britannique dans les différentes parties du monde. L'unification, au moyen d'un système de droits différentiels, destiné à protéger les produits des colonies dans le métropole, et les produits de la métropole dans les colonies, ne semble point réalisable pour le moment ; car l'Angleterre demeure encore attachée à la politique du libre-échange ; mais, en attendant, la conservation et, au besoin, l'extension de son domaine, en présence de la rivalité coloniale de plus en plus active de la France et de l'Allemagne, justifie suffisamment aux yeux des impérialistes un accroissement de l'appareil militaire et naval nécessaire à la défense d'un empire qui dépasse aujourd'hui en étendue celui de Charles Quint.

Cette nécessité de la politique impérialiste a été rendue plus urgente par l'explosion d'anglophobie qu'a provoquée la guerre du Transvaal. Quoique cette explosion ait été purement verbale, et qu'aucune des nations qui prodiguaient aux Boers leurs sympathies bruyantes n'ait songé à venir à leur aide *manu militari*, les impérialistes ont saisi cette occasion pour faire reparaitre le fantôme terrifiant de l'invasion et cette apparition n'a pas manqué de produire son effet accoutumé. Le Parlement a voté sans marchander les budgets grossis par la panique.

\*  
\* \*

Une Conférence tenue à Bloemfontein, par les représentants des colonies anglaises de l'Afrique du Sud, a décidé d'accorder aux produits de la métropole un tarif de 25 p. 100 inférieur à celui qui est appliqué aux produits étrangers. Cette faveur peut être immédiatement avantageuse aux industries de la métropole, quoiqu'elles n'aient rien gagné à une mesure analogue dont le Canada a pris l'initiative, mais elle ne peut être mise à l'actif de la cause du libre-échange. Car les droits différentiels sont une des pièces essentielles de la machinerie de la protection, et les protectionnistes ne manqueront pas de saisir cette bonne occasion de répéter que l'Angleterre, tout en prêchant le libre-échange, ne repousse pas les bénéfices de la protection. De plus, il est probable qu'en établis-



de 516.686.594 francs en 1860, à 1.680.894.869 en 1880, et de 470.258.317 à 1.216.741.436 francs, le vent néfaste qui souffle sur la majeure partie de l'Europe a commencé à exercer sur la Belgique des ravages auxquels il est plus que temps de mettre un terme.

C'est de l'année 1879 que date pour nous l'ère de réaction qu'il s'agit de clore, si nous ne voulons pas périr.

En cette année, la rétrogradation s'est manifestée par l'augmentation des droits sur les fruits ; en 1882, les tabacs exotiques eurent à subir l'initiation d'aggravations successives de droits qui, aujourd'hui, menacent l'existence de tout un commerce et de toute une industrie jusqu'à prospères ; 1881 vit introniser la surtaxe des sucres exotiques ; les droits sur le bétail et la viande, *abolis en 1873*, furent rétablis en 1887 et à peine huit ans plus tard, en 1895, une tentative audacieuse a été dirigée contre toutes les céréales, *jadis dégrevées* ; les droits furent rétablis sur les avoines, les malts, les farines, le beurre, la margarine, et les droits existants sur divers autres articles furent augmentés ; depuis lors, il ne s'est guère passé d'année sans que quelques arrhes n'aient été données au protectionnisme.

Aujourd'hui, les agrariens belges réclament un droit de 4 francs sur les malts étrangers, de 3 francs sur les orges et un autre droit sur les houblons, lequel dépasserait suivant l'*Echo de l'industrie*, la valeur moyenne des houblons belges. Ce retour au protectionnisme rencontre toutefois une vive opposition, de la part des grandes industries d'exportation de Charleroi, Verviers, Liège etc., aussi bien que du commerce anversoïse ; le gouvernement lui-même, se déclare formellement anti-protectionniste ; « néanmoins ajoute l'*Echo*, le Parlement vote les propositions protectionnistes émanant de l'initiative parlementaire, par lesquelles se manifestent les intérêts égoïstes de petits groupes coalisés pour exploiter le pays à leur profit exclusif. »

\*  
\* \*

En Suisse, le référendum s'est prononcé à une majorité de 326.943 *oui* contre 222.952 *non*, en faveur du nouveau tarif adopté par le Conseil fédéral.

Ce sont les campagnes qui ont donné la victoire aux protectionnistes ; dans la plupart des villes, au contraire, les adversaires du relèvement des droits l'ont emporté, à Bâle à une majorité de 10.077 voix contre 3.732, à Genève, de 15.538 contre 1.095. L'augmentation des droits est considérable, principalement sur les produits agricoles ; ils ont été triplés sur les vins, les viandes et



100 kilos, sur la farine de 21 fr., sur les bœufs, vaches, taureaux, de 15 fr. par 100 kilos de poids vif, de 30 fr. sur les volailles, de 45 fr. sur les viandes fraîches de mouton, de 35 fr. sur les viandes fraîches de bœuf.

Ce n'est pas tout. Le rapporteur du budget au Sénat, M. Antonin Dubost, a dénoncé une autre forme du protectionnisme qui a particulièrement aggravé le budget de la défense nationale en obligeant le ministre de la Guerre à acheter exclusivement des produits nationaux. D'où une augmentation de dépense de 356.000 fr. sur le sel, de 2.065.000 sur la viande, de 6.382.000 fr. sur l'avoine. Détail assez piquant ! Le ministre de la Guerre ayant décidé la suppression des gants pour la troupe a dû y renoncer sur les représentations des députés protecteurs de l'industrie nationale des gantiers.

\*  
\* \*

De l'autre côté de l'Atlantique le protectionnisme ne se montre pas moins exigeant et impérieux que du nôtre. Sous peine de compromettre sa future réélection, le président M. Roosevelt a dû renoncer à ses velléités de réforme du tarif et jurer fidélité à la protection.

Nous devons conserver le système de protection, a-t-il dit dans un discours qu'il vient de prononcer à Milwaukee, en le modifiant, quand cela est nécessaire, par des droits spéciaux. La question des tarifs est absolument distincte de celle des trusts sur lesquels aucune modification de tarifs ne saurait avoir d'effet marqué. Nous sommes au premier rang dans la grande concurrence du commerce international et nous ne devons commettre aucune folie de nature à compromettre la position que nous avons triomphalement acquise.

\*  
\* \*

Nous ne pouvons donc nous dissimuler que le courant protectionniste est aujourd'hui plus puissant que jamais. Peut-être y a-t-il de la faute des libre-échangistes. Ils se sont endormis après la demi-victoire qu'ils ont remportée il y a un demi-siècle, au lieu de la poursuivre et de la compléter. Ils ont laissé debout les barrières qu'ils auraient dû abattre et que leurs adversaires relèvent aujourd'hui. Ils ne doivent plus commettre la même faute. S'ils veulent intéresser à leur cause la multitude sur laquelle s'alourdit le fardeau du protectionnisme, ce n'est pas à des réformes par-



rer avec les représentants du clergé orthodoxe à l'établissement des principes essentiels de la morale qui doivent présider à la vie publique et qui seules peuvent procurer à chacun le développement de son bien-être et lui assurer le plein exercice de ses droits.

Souhaitons que la bureaucratie mette dans l'application des mesures libérales du Tzar aux paysans russes toute l'ardeur qu'elle déploie pour supprimer les libertés des paysans finlandais.

\*  
\* \*

Les finances de l'Espagne étant tombées dans un complet désarroi, les ministres de la Guerre et de la Marine ont réclamé une augmentation notable de leurs budgets. Le ministre des Finances M. Villaverde, a eu le courage singulier de donner sa démission plutôt que de la leur accorder. Ces choses-là ne se passent qu'en Espagne. *Cosas de Espana*.

G. de M.

Paris, 14 avril 1903.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*Trusts, cartels et syndicats*, par A. RAFFALOVICH, 1 vol. in-8°, 208 pag., 1903. 5 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Le grain de blé. D'où vient-il? Où va-t-il?* par ED. HUET, 1 vol. in-18, 415 pages, 1903. 3 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*La Banque à Lyon, du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, par MARCEL VIGNE, 1 vol. in-8°, 246 pages, 1903. 6 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Le repêchage des 500 millions à l'eau. Le programme Baudin au Sénat*, par YVES GUYOT, broch. in-8°, 88 pages, 1903. 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Les conversions de fonds d'Etat en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, par R. DOUCET (préface de M. André LIESSE), 1 vol. in-8°, 111 pages, 1903. 6 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Avocats et magistrats*, par ED. BROUSSE, 1 vol. in-8°, 333 pages, 1903. Hachette et Cie.





- Administration des monnaies de Belgique. Rapport, 3<sup>e</sup> année, 1902*, broch. in-8°, 80 pages, 1903. Bruxelles.
- Das Wirtschaftsjahr 1902, Jahresberichte über den Wirthschafts und Arbeitsmarkt für Volkswirte und Geschäftsmänner, arbeitgeber-und Arbeiterorganisationen*, von R. CALWER Erster Teil : Handel und Wandel in Deutschland, 1 vol. in-8°, 336 pages, 1903. Berlin, Fischer.
- Die Kartellfrage in theorie und Praxis*, von F. von ROTTENBURG, 1 vol. in-8°, 89 pages, 1903. Leipzig, Duncker et Humblot.
- Die deutsch-spanischen Handelsbeziehungen*, von MAX WESTPHAL, broch. in-8°, 88 pages, 1903. Leipzig, Duncker et Humblot.
- Die anfänge der Montes Pietatis (1462-1815)*, von P. HERIBERT HOLZAPFEL, broch. in-8°, 140 pages, 1903. München. J. Lentner'schen.
- St-Dominicus und der Rosenkranz*, von P. HERIBERT HOLZAPFEL, broch. in-8°, 46 pages. 1903. München, J. Lentner'schen.
- Die Nationalökonomische Lehre vom credit*, von Dr J. von KOMORZYNSKI, 1 vol. in-8°, 523 pages, 1903. Innsbruck, Wagner.
- Die prinzipien der Lebensversicherungs-Mathematik*, von P. SCHOUTEN, 1 vol. in-8°, 159 pages, 1903. Iena, G. Fischer.
- Abhandlungen zur theorie der Bevölkerungs-und Moralstatistik*, von W. LEXIS, 1 vol. in-8°, 253 pages, 1903. Iena, G. Fischer.
- L'Istituto familiare nelle societa primordiali*, par G. AMADRI-VIRGILI, 1 vol. in-18, 266 pages, 1903. Bari, G. Laterza et figli.
- L'Italia et I Trattati di commercio*, par A. CABIATI e L. EINAUDI, br. in-18, 98 pages, 1903. L. 1, Milano. Critica sociale.
- Com' era amministrato un Comune del Veronese al principio del sec. XVI. Tregnago dal 1505 al 1510*, par CIRO FERRARI, broch. gr. in-8, 97 pages, 1903. Verona, imp. G. Franchini.
- Publications of the Mississippi historical Society*, vol. VI. 1 fort vol. in-8, cartonné, 1902. Oxford (Mississippi), Printed for the society.
- Rent in modern economic theory : an essay in distribution*, by ALVIN SAUNDERS JOHNSON, A. M. 1 vol. in-8°, 126 pages, 1902. New-York, Macmillan C°.
- A history of taxation in new Hampshire*, by M. H. ROBINSON, 1 vol. in-8°, 224 pages, 1902. New-York, Macmillan C°.
- El Prohibicionismo y la Politica Comercial argentina, Cartas a un hombre de Estado*, par EMILIO FRERS, 1 vol. in-8°, 85 pages, 1903. Buenos-Ayres. Imprenta, J. Penser.
- On prohibition and the Argentine commercial Policy. Letters to a statesman*, by Dr T. FRERS, broch. in-8°, 35 pages, 1902. Buenos-Aires. Reprinted from the *Review of the River Plate*.

---

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN

---

Paris. — Typ A. DAVY. 52, rue Madame.



trine morale des plus grands philosophes depuis Socrate jusqu'à Kant. C'est en effet la maxime de Socrate : « Connais-toi toi-même », appliquée à la morale, c'est-à-dire : Apprends à connaître ta nature, et cherche dans cette connaissance la règle de ta conduite vis-à-vis des autres ; c'est la maxime du philosophe de Königsberg : « Agis de telle sorte que la maxime de ta conduite puisse devenir une règle de législation universelle », suis la voie droite que t'indique le devoir, qui est la conscience de notre droit propre dans autrui, qui t'ordonne de respecter dans les autres la dignité de l'être libre, c'est cette noble et pure doctrine de l'humanité fin en soi où le droit est défini « l'ensemble des conditions suivant lesquelles l'arbitre de l'un s'accorde avec celui de l'autre, sous une loi générale de liberté. »

Le ministre de l'Instruction publique, M. Chaumié, dans son remarquable discours lors de la célébration du centenaire de Quinet, a bien mis en relief la beauté morale de cet enseignement : « Sauver la conscience humaine, en préparer le libre et complet épanouissement, en assurer l'indépendance, la dignité, la noblesse, lutter toujours et sans cesse contre ceux qui veulent la tromper, l'obscurcir ou l'asservir, tel a été, a-t-il dit, le but constant des efforts d'Edgar Quinet. »

C'est qu'en effet, pour mesurer toute l'étendue de ce précepte : « Sois une conscience », il faut noter qu'en même temps qu'il commande le respect du droit d'autrui, en sorte que la limite du droit de chacun se trouve à cette ligne de démarcation où commence le droit égal des autres, il prescrit à l'homme de ne pas souffrir qu'on porte atteinte à son droit, et de lutter avec une inlassable énergie pour faire respecter sa liberté, sa dignité d'être libre.

Cette haute et fière doctrine, nul peuple plus que le peuple français — dont ça été la mission historique d'être le soldat du droit et de la civilisation et qui a proclamé les Droits de l'homme et du citoyen, — nul peuple, disons-nous, n'est plus apte à la comprendre et, l'ayant comprise, à l'adopter et en faire la règle de sa conduite ; et c'est, en effet au peuple de France surtout, à ce peuple qu'il aimait tant et pour lequel il rêvait la gloire de devenir l'idéal des peuples modernes, que Quinet a dédié ce grand précepte.

Cependant, l'histoire contemporaine signale une défaillance morale de ce peuple de France, en même temps qu'elle nous montre, chez un petit peuple du nord de l'Europe, petit par le nombre, mais grand par le caractère, chez le peuple des cultiva-



de respecter le droit du public consommateur, ils n'ont pas hésité à repousser le présent, la faveur offerte, et à obéir à leur conscience. Peut-être ont-ils aperçu tout l'odieux de ce système de protection prétendue, qui organise la disette sur le marché pour renchérir les prix des produits, système qui procède à la manière des fléaux de toute sorte, de la gelée, de la grêle, du phylloxera et qui ne peut pas ne pas procéder de cette sorte, car il n'y a pas d'autre moyen à la portée des législateurs pour renchérir artificiellement les prix que de faire la disette, de restreindre l'offre, de chasser du marché l'abondance ; et la conscience de ces honnêtes cultivateurs s'est révoltée à l'idée de faire le vide sur le marché, dans une certaine mesure, et de diminuer ainsi la quantité des produits nécessaires à l'alimentation du peuple des villes.

Disons-le tout de suite, comme c'est notre conviction profonde, si le peuple des cultivateurs de France n'a pas agi comme les cultivateurs danois, s'il a cédé à l'appel fait à sa cupidité, à son égoïsme de classe, c'est que sa conscience morale a été obscurcie et que la question ne lui a pas été posée comme elle devait être posée, sur le vrai terrain où elle se place, et qu'ont si bien vu les cultivateurs du Danemark.

Qu'a-t-on dit, en effet, à nos agriculteurs pour entraîner leur adhésion ? On leur a dit et répété qu'il s'agissait de sauver l'agriculture nationale mise en péril par la concurrence étrangère, qu'il fallait équitablement compenser les charges de la production nationale avec celles des concurrents des autres nations ; ainsi on n'a mis en présence que deux personnages seulement : l'agriculteur national et son concurrent étranger, on a soigneusement laissé dans l'ombre ce personnage oublié, toujours et systématiquement oublié par les dirigeants du protectionnisme, le public consommateur, le peuple des villes qui consomme ces produits que lui vend le peuple des campagnes, ce personnage qui représente l'intérêt général parce que c'est pour lui que travaille l'agriculteur, pour lui que sont faits ces produits agricoles, et qu'il est aussi absurde qu'odieux de nuire au but sous prétexte de protéger le moyen.

Pour faire taire les scrupules de nos cultivateurs, on leur a dit que le producteur et le consommateur ne font qu'un et à la faveur de cette équivoque on a réussi à obscurcir la conscience de nos producteurs nationaux — car on croit facilement ce que l'on désire — et le peuple de nos cultivateurs n'a pas cherché à approfondir le problème moral posé devant sa conscience. Ainsi il lui a échappé qu'il portait atteinte au droit des autres, il n'a pas vu



coles tels que les maïs, avoine, seigle, etc., qu'ils achètent et qu'ils ne produisent pas; par suite, sur les marchés étrangers où le champ de bataille de la concurrence entre les produits des divers peuples est le bon marché, l'avantage appartient aux producteurs des pays libres qui, achetant à bon marché leurs matières premières et leurs outils, peuvent vendre à meilleur marché.

C'est ainsi que sur le marché de l'Angleterre, les statistiques démontrent que nos exportations sur ce grand et riche marché, en beurre et en œufs notamment, sont en voie de décadence, de diminution croissante et que notre concurrent le plus redoutable est le peuple des cultivateurs danois dont la production agricole est de plus en plus active et prospère.

M. Méline devrait bien le comprendre, lui qui écrivait en octobre dernier, dans un article de la *République française*, où il combattait la création des ports francs, que les producteurs de la France protégés à l'intérieur auraient à subir sur les marchés étrangers une concurrence désastreuse de la part des producteurs des zones franches qui, n'ayant pas à payer des taxes protectrices, seraient en mesure de vendre à meilleur marché et les chasseraient ainsi de ces marchés extérieurs. Ce qui est vrai pour les producteurs des zones franches l'est, à plus forte raison, pour ceux des pays libres comme le Danemark, et ainsi notre démonstration est d'une évidence telle qu'elle s'est imposée au chef du protectionnisme lui-même, elle est indiscutable.

L'intérêt véritable de nos producteurs agricoles est donc en accord parfait avec le droit et la morale, la protection est finalement une déception. En renonçant à leurs privilèges, ils ne feront pas seulement une bonne action, ils feront aussi un calcul profitable.

## II

Le ministre de l'Instruction publique, M. Chaumié, dans le discours dont nous avons donné ci-dessus un extrait, a cité un admirable passage de Quinet :

« Le banni, disait-il à un exilé, est celui qui, dans son champ paternel, à son foyer, se sent proscrit par la conscience des hommes de bien. Mais toi, tu habites avec le droit; partout où tu es, si tu restes fidèle à toi-même, tu es dans le foyer de tes pères... On ne t'enlèvera pas la cité de la conscience. Pour refaire un monde, que faut-il? Un point fixe, pur, lumineux. Travaille à devenir ce point incorruptible, sois une conscience »





sophie de ce grand homme fut portée à la connaissance du peuple, résumée dans cette maxime : « sois une conscience. » Et alors, comme il fut prouvé clairement que le problème économique est aussi un problème moral, le peuple des cultivateurs de France entendit la voix de sa conscience qui lui criait : « Tu n'as pas le droit de violer le droit des autres, parce qu'il n'y a pas de droit contre le droit ; tu fais une injustice aux autres, au peuple des villes, en renchérissant artificiellement le prix des produits agricoles » et, ayant entendu cette voix, il lui obéit, fidèle au précepte : « Sois une conscience ».

Oui, que le peuple de nos cultivateurs fasse son devoir. qu'il soit une conscience et il deviendra ce point fixe, lumineux dont parle Quinet, ce point incorruptible capable de refaire le monde économique. Pourquoi ? parce que quand la France parle ou agit, sa parole, ses actes, ont partout leur retentissement.

On entend ses paroles, on voit ses actions jusqu'aux extrémités du monde.

La lumière faite dans la conscience du peuple français, comment n'illuminerait-elle pas, par exemple, la conscience de ce grand peuple de la République des Etats-Unis du nord de l'Amérique, de cette République, sœur de la nôtre, à qui nous avons donné la belle œuvre de Bartoldi : « La Liberté éclairant le monde » ?

La liberté, elle est toujours, comme le dit un vieil adage, semblable à la lance d'Achille qui guérissait elle-même les blessures qu'elle faisait.

Vous avez peur, ô producteurs timorés, de la liberté économique, de la libre concurrence des producteurs du monde, et vous ne voyez pas que le moyen le plus sûr de soutenir cette concurrence tant redoutée, c'est de produire au meilleur marché, et que vous ne pouvez produire au meilleur marché que grâce à cette même libre concurrence, qui vous ouvre le marché du monde pour acheter vos matières premières et vos instruments de travail ? Vous ne comprenez pas que, une fois débarrassés de ces taxes de protection, de renchérissement que vous vous payez les uns aux autres, vous serez merveilleusement outillés pour faire valoir vos qualités natives. pour rivaliser avec vos concurrents du dehors d'activité, d'intelligence et d'énergie ; vous ne comprenez pas, non plus, que la liberté a deux faces et que, sur ce marché ainsi agrandi, devenu le marché de l'Univers, si vous subissez la concurrence des vendeurs, vous aurez, en compensation, à votre profit, la concurrence des acheteurs ?



cela fait, ce sacrifice accompli, la nouvelle s'en répandra dans le monde entier et les peuples étrangers, qui ont l'habitude de se tourner vers la France, apprenant que le peuple français a brisé les hautes barrières de la douane protectionniste pour obéir à la voix de sa conscience, pour appliquer le précepte de Quinet, ces peuples interrogeront aussi leur conscience et, comme nous, ils finiront par entendre son clair et ferme langage.

La nation française aura, finalement, cette gloire que Quinet a rêvée pour elle, à savoir que, marchant dans le chemin de la Liberté et du Droit, elle servira de guide et de modèle à l'Univers.

ERNEST MARTINEAU.

---



qu'un éminent docteur ès sciences sociales compara élégamment à « cet animal dont parle dans sa *Tentation de Saint-Antoine* notre grand prosateur Gustave Flaubert, cet animal si parfaitement stupide qu'il dévorait ses pattes sans s'en apercevoir », — c'est une espèce disparue, dont il reste encore quelques échantillons fossiles, mûrs pour les musées d'anthropologie. L'Economie politique ne se meurt pas ; l'économie politique est morte. Chassée de tous les continents, elle est à la veille de perdre, en l'Angleterre, son dernier refuge. Les Economistes voudraient lui survivre, mais eux aussi sont frappés au cœur, car ils ne se recrutent plus, tandis que devant eux se dresse, tous les jours plus compacte, la phalange passionnée des jeunes enthousiastes qui vont prêchant au monde le nouvel évangile de bonté, de justice et de fraternité, sachant bien que le dogme enfanta le rêve, et comptant sur le rêve pour engendrer l'avenir !

— Il serait oiseux de contester la grande part de vérité que renferme l'opinion que nous avons transcrite dans les lignes qui précèdent. Le déclin des idées libérales est un fait ; l'essor prodigieux des idées interventionnistes, — protectionnistes ou socialistes — en est un autre ; et il y aurait beaucoup à dire sur les causes de celui-ci et surtout de celui-là. Cependant, il ne faudrait pas s'exagérer, non plus, leurs importances respectives, et croire notamment que, si les idées libérales sont partout en recul relatif, elles soient aussi partout en recul absolu. Cela n'est pas, et, chose étrange, cela n'est pas, précisément, dans le pays qui est réputé être devenu ce qu'il est, surtout par le protectionnisme ; cela est vrai pour l'Europe entière ; cela est vrai dans une mesure encore atténuée pour l'Angleterre même : cela n'est pas vrai pour les Etats-Unis.

Tandis que les libre-échangistes, en France, en dépit d'admirables efforts individuels isolés, n'ont fait que perdre du terrain, depuis trente ans ; tandis qu'en Autriche, comme en Italie, comme en Allemagne, ils semblent radicalement écrasés, voici ce qu'ils ont fait aux Etats-Unis.

En 1885, ils fondent la *Massachusetts Tariff Reform League*. Trois ans après, en 1888, le nombre toujours croissant de leurs adhérents et le développement de leur influence les incitent à changer de titre : ils prennent celui de *New England Tariff Reform League*. En 1894, ce titre devenu à son tour trop étroit, est remplacé par celui de *New England Free Trade League*, pour s'élargir en *American Free Trade League* en 1901.

En 1902, l'*American Free Trade League*, qui a fourni aux Etats-Unis deux secrétaires d'Etat, sept membres du Congrès, trois



ARTICLES	Quantité	Prix	
		à l'exportation	aux États-Unis
		Dollars	
Acétylène, Gaz Generator.			
Colt 40 light.....	pièce	40,00	55,00
Ammunition Caps :			
B B round.....	1.000	1,03	1,49
Central fire, 22 long, Colt's.....	1.000	6,48	8,00
Rim fire, 22 long.....	1.000	2,16	3,00
Primed shells, 22 short.....	1.000	0,22	1,33
Borax :			
City refined.....	livre	0,023	0,0775
Carbide :			
Lamp.....	tonne	55,00	70,00
Chucks :			
Skinner's standard drill, N° 100.....	—	3,09	4,90
Skinner's ind. lathe, F, 12 in.....	pièce	15,88	24,60
Union Mfg. Co., ind., N° 18, 10 in.....	pièce	10,20	16,60
Union Mfg Co., face plate jaws, N° 48, 6 in.	4 set	23,52	29,00
Harness Snaps, Covert's :			
« Trojan » loop, 1 1/18 in.....	grosse	2,40	3,33
« Derby » loop, 1 in.....		1,68	2,24
« Yankee » roller, 1 1/2 in. XC breast strap		1,00	1,37
Lead :			
Pig.....	100 livres	2-2,50	3,975
Meat Choppers :			
Enterprise, N° 5.....	pièce	0,75	1,04
Enterprise, N° 10.....	pièce	1,14	1,56
Enterprise, N° 22.....	pièce	1,51	2,08
Enterprise, N° 32.....	pièce	2,25	3,12
Nails, Wire :			
Base price.....	100 livres	1,30	2,05
Piano :			
Bradbury.....	pièce	300,00	375,00
Playing Cards :			
U. S. Playing Card Co Bicycle.....	grosse	12,33	23,65
Powder :			
Duck in canister, lb.....	livre	0,375	0,45
Duck, in 25-lb. kegs.....	livre	0,246	0,32
Indian rifle, in 25-lb. kegs, FFFg. etc....	livre	0,116	0,16
Smokeless, in 25-lb. kegs.....	livre	0,378	0,48
Rakes, Malleable Iron Shanks :			
10 inch.....	douzaine	1,48	1,50
12 inch.....	douzaine	1,28	1,60
14 inch.....	douzaine	1,39	1,75
16 inch.....	douzaine	1,50	1,85
Sad Irons :			
BB, in cases.....	livre	2 3/4-3 3/8	3 1/2-4
Saws, Disston and Sons :			
Band :			
2 1/2 in. gauge 18.....	piéd	0,21	0,34
10 in. gauge 18.....	piéd	1,25	1,54
Hand :			
N° 12, 24 in.....	douzaine	14,62	18,04
N° 16, 24 in.....	douzaine	11,97	14,57
N° 107, 24 in.....	douzaine	10,82	12,20
Sewing Machines :			
Domestic, N° 1.....	pièce	13,25	20,00
Domestic, N° 4 or 9.....	pièce	17,48	25,00
Shovels :			
Barter, socket strap.....	douzaine	5,83-6,52	7,00-8,41
Rowland, plain back.....	douzaine	5,12-5,83	6,75-7,00
Tin Plates, Bessemer.....	100 livres	2,19	4,19
Typewriters : Remington etc.....	pièce	55-65	100,00
Wire, Barb :			
Galvanized.....	100 livres	2,25	2,90
Painted or varnished.....	100 livres	1,86	2,60
Wire plain fencing.....	100 livres	1,375	2,00
Wire, plain galvanized :			
Gauge 4-9.....	100 livres	1,34	2,70
Gauge 10-11.....	100 livres	1,02	2,07
Gauge 12.....	100 livres	1,76	2,80
Gauge 13-14.....	100 livres	1,81	3,37
Gauge 15-16.....	100 livres	2,08	4,78
Gauge 17.....	100 livres	2,46	4,03
Gauge 18.....	100 livres	2,08	4,82
Wire Rope :			
Galvanized, 3 1/8 in. cir.....	100 pieds	2,32	2,80
1 inch cir.....	100 pieds	0,72	2,60





Fairmount Coal Co.....	1901	18.000.000
General Chemical Co.....	1899	16.821.500
Harbison Walker Refractories Co.	1902	25.750.000
International Harvester Co.....	1902	120.000.000
International Salt Co.....	1901	33.000.000
International Steam Pump Co....	1899	31.150.000
Jones and Laughlin Steel Co.....	1902	30.000.000
Monongahela Riv. Cons. Coal and Coke Co.....	1899	39.470.000
National Asphalt Co.....	1900	55.553.000
National Carbon Co.....	1899	10.000.000
National Enam. and Stamping Co.	1899	23.838 400
National Fire Proofing Co.....	1899	12.500.000
National Sugar Refining Co.....	1900	20.000.000
New England Cotton Yarn Co....	1899	15.577.000
New York Dock Co.....	1901	28.580.000
Pacific Hardware and Steel Co....	1892	10.000.000
Pennsylvania Steel Co.....	1901	34.250.000
Pittsburg Brewing Co .....	1899	26 000.000
Pittsburg Coal Co.....	1899	59.731.900
Planters' Compress Co.....	1899	10.000.000
Pressed Steel Car Co.....	1899	30.000.000
Quaker Oats Co.....	1901	11 500.000
Railway Steel Spring Co.....	1902	20 000.000
Republic Iron and Steel Co.....	1899	48.204.000
Royal Baking Powder Co.....	1899	20.000 000
Rubber Goods Mfg. Co.....	1899	26.410.015
Sloss-Sheffield Steel and Iron Co.	1899	18.200.000
Standard Milling Co.....	1900	17.250.000
Steamship Cons. (Tr.-Atlantic)...	1902	170.000.000
Union Bag and Paper Co.....	1899	27.000.000
United Box Board and Paper Co..	1902	30.000.000
United Copper Co.....	1902	50 000.000
United Fruit Co.....	1899	15.369 500
United Shoe Machinery Co.....	1899	20 656.575
U.S.Cast Iron Pipe and Foundry Co	1899	25.000.000
U. S. Cotton Duck Corporation...	1901	13.100.000
U. S. Realty and Construction Co.	1902	66.000.000
U. S. Reduction and Refining Co..	1901	12.808.000
U. S. Shipbuilding Co.....	1902	71.000.000
U. S. Steel Corporation.....	1901	1.389.339.956
Universal Tobacco Co.....	1901	10.000 000
Virginia Iron, Coal and Coke Co.	1899	18.070.000
Total.....		<u>\$4.318.005.646</u>

En ce qui concerne les articles proprement dits, lesquels choisir, lesquels citer ? Ils sont tous animés du même souffle et à des nuances près, également remarquables. Dans « Price and wages ». M. Bryon W. Holt résume ainsi les résultats auxquels dix ans de protectionnisme ont amené les Etats-Unis : suivant l



tempérament, celui-ci avec plus de force, celui-là avec plus d'adresse, mais tous avec un égal talent, portent aux sophismes branlants du protectionnisme des coups dont celui-ci se ressent déjà.

L'élan est donné. Jusqu'où ira-t-il ?

Et nous avons pensé :

Ah ! si cette lumière qui pointe au delà de l'Atlantique pouvait s'épanouir, et ranimer, en terre de France, la lumière jumelle réveillant dans les consciences ignorantes ou faussées de la génération qui monte, un peu de cette grande passion libérale et de cette rectitude de jugement que semble emporter avec elle la génération qui s'en va ! Il suffirait alors d'être sept, comme *ils* l'étaient, sept qui croiraient comme *ils* ont cru, qui voudraient comme *ils* ont voulu...

N'espérons pas trop vite ; des désillusions pénibles pourraient trop tôt s'en suivre ; mais espérons.

Il faudra tout de même bien qu'un jour la raison finisse par avoir raison.

EMILE MACQUART.

---



savants américains pour combattre par la voie d'affiches et de pamphlets, les partisans décidés de la lutte anti-alcoolique. M'appuyant sur les travaux les plus autorisés et les plus récents, je vais montrer ce qu'il faut penser de l'introduction de l'alcool dans le régime alimentaire, au point de vue de son rôle d'épargne des réserves de graisse de l'organisme et de la production du travail musculaire.

Ne voulant point procéder par des affirmations vagues, comme on a en a trop produit dans la presse à propos de cette grave question, je demande à mes lecteurs de vouloir m'excuser si l'exposé que je vais faire leur semble un peu long. Pour être présenté clairement et aboutir à des conclusions indiscutables, un sujet si controversé exige des développements qui ne laissent de côté aucun point essentiel. Quelques indications sur le principe de la conservation de l'énergie et de l'équivalence numérique de la chaleur sont le préambule nécessaire de cette discussion.

Dans la diète absolue, de même que dans l'intervalle plus ou moins long qui sépare deux repas, l'animal au repos ou au travail vit aux dépens des réserves de l'organisme. La chair de ses muscles, la graisse de ses tissus, le sucre élaboré par son foie se brûlent à l'aide de l'oxygène emprunté à l'air dans l'acte respiratoire. Ces combustions engendrent la chaleur nécessaire à l'accomplissement des actes physiologiques nombreux dont le corps est le siège. Cette chaleur est, finalement, dispersée dans l'atmosphère ambiante, en quantité rigoureusement égale à celle qu'ont produite les combustions. Les aliments servent à la reconstitution des réserves ainsi dépensées. Si la restitution est exactement égale à la consommation, le poids du corps revient chaque jour à ce qu'il était la veille ; si l'alimentation est insuffisante, le corps maigrit et perd de son poids ; enfin, si la restitution dépasse la consommation, le poids du corps augmente, par suite de formation de chair et de graisse, en excédent sur les quantités détruites par la combustion : c'est notamment le cas de l'engraissement du bétail.

Tous les phénomènes dont l'organisme est le siège ont donc, pour origine et pour facteur, la chaleur contenue, en puissance, dans les aliments, chaleur que libère l'acte nutritif, après l'avoir transformée en travail interne et en travail extérieur. C'est de ce fait, qui domine la physiologie de la nutrition, qu'on est parti pour évaluer en unités de chaleur tous les actes qui s'accomplissent au sein de l'être vivant. On a admis conventionnellement pour *unité calorifique*, la quantité de chaleur nécessaire pour élever



à l'extrémité de l'axe de la roue qu'ils actionnaient. Le travail de la palette, détruit par la résistance due au frottement, échauffait l'eau de la caisse. Cette expérience délicate, entourée de grandes difficultés d'exécution, a donné, comme moyenne de quarante essais successifs, le résultat suivant :

La quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré 1° centigrade 1 kilog d'eau (soit la calorie) est équivalente au travail développé pour déplacer d'un mètre, en hauteur, p. ex. un poids de 425 kilos. On a donné à ce nombre 425, pris pour unité dans les calculs de transformation de chaleur en travail et réciproquement, le nom de kilogrammètre (1 calorie = 1 kilogrammètre). On le désigne également par le terme, « équivalent mécanique de la chaleur ».

Ces deux notions : conservation de l'énergie, équivalence mécanique de la chaleur, sont, avec la détermination des quantités d'oxygène consommées par l'animal et d'acide carbonique expirées par lui dans les diverses conditions du régime alimentaire où il est placé, les bases solides sur lesquelles les travaux des physiologistes ont établi les lois de la nutrition. Suivant la nature des aliments que nous consommons, le rapport de la quantité d'oxygène utilisé à celle de l'acide carbonique qui en résulte, est variable ; avec Pflüger, on nomme ce rapport *coefficient respiratoire*. On détermine le coefficient respiratoire en divisant le volume d'acide carbonique expiré, par le volume d'oxygène consommé. Dans le cas des hydrates de carbone, glycogène, amidon, sucre le coefficient est égal à l'unité. Il est de 0.729 pour l'albumine, de 0.700 pour la graisse et de 0.666 seulement pour l'alcool. Ce qui veut dire que seuls les hydrates de carbone donnent en brûlant dans l'organisme un volume d'acide carbonique égal à celui de l'oxygène qu'ils consomment ; les trois autres composés exigent à poids égal, beaucoup plus d'oxygène pour se transformer complètement en acide carbonique. Le chiffre relatif à l'alcool est particulièrement intéressant au point de vue des expériences sur la valeur énergétique de ce corps.

Les notions que nous venons de rappeler sont indispensables à l'intelligence du rôle et de la valeur des rations alimentaires de l'homme et des animaux.

#### LE TRAVAIL MUSCULAIRE ET LES PERTES DE L'ORGANISME

Les expériences faites sur eux-mêmes par les physiologistes Ranke et Vierordt nous ont renseigné : la première, sur les pertes





carbonique expiré ; 3° d'azote expulsé par les reins ; 4° d'eau éliminée par les poumons, par l'urine et par la peau ; en un mot, d'établir la statique des échanges pendant le repos et pendant un travail musculaire intense (mise en mouvement d'une roue très pesante). Les expériences ont été faites sur l'homme à jeun et sur l'homme à un régime diététique mixte.

Le tableau ci-dessous résume les 4 séries d'essais (8 expériences) :

#### SITUATION DU SUJET

##### *Jeûne.*

	Azote dans l'urine. (en gram.)	Acide carbonique expiré. (en gram.)	Eau éliminée		Oxygène consommé. (en gram.)
			par l'urine. (en gram.)	par les poumons et la peau. (en gram.)	
Au repos . . . . .	12,4	716	1.006	821	762
Au travail . . . . .	12,3	1.187	746	1.777	1.072

##### *Diète mixte.*

Au repos . . . . .	17	928	1.218	931	832
Au travail . . . . .	17,3	1.209	1.155	1.727	981

Il résulte de la comparaison de ces chiffres : 1° que le travail n'influe pas sur l'élimination de l'azote ; autrement dit, que la part des matières albuminoïdes des réserves du corps ou des aliments dans la production de l'énergie est à peu près nulle (les nombreuses expériences faites depuis celles de Voit et Petteukofer ont confirmé ce fait capital) ; 2° que le travail musculaire augmente dans une proportion considérable la consommation d'oxygène, l'élimination d'acide carbonique et d'eau par les voies respiratoires. C'est, par conséquent, la graisse des réserves et les principes hydrocarbonés des aliments qui fournissent l'énergie et la chaleur, origine et résultat, à la fois, du travail musculaire.

En partant de ces données d'une importance capitale, nous pouvons revenir à la discussion du rôle de l'alcool dans l'alimentation. Nous avons vu précédemment qu'Atwater et Benedict dénie à l'alcool, avec tous les physiologistes, deux des caractères essentiels des aliments véritables : la faculté de concourir à la production et à la restauration des tissus du corps et celle de constituer, à l'instar des aliments vrais, les réserves de graisse et d'hydrates de carbone que l'organisme pourrait utiliser suivant ses besoins. L'alcool traverse rapidement l'organisme en s'y brûlant. Les seules fonctions que l'alcool peut remplir sont la production de la chaleur, en se combinant à l'oxygène et, par suite, la protection des réserves contre la combustion. Dans quelle



	1 <sup>er</sup> jour sans alcool —	2 <sup>e</sup> jour avec alcool —
<i>Consommation :</i>		
Albumine.....	75 gr. 50	76 gr. 75
Graisse.....	51 82	» »
Hydrates de carbone....	305 20	233 50
Alcool.....	» »	150 84
<i>Élimination :</i>		
Acide carbonique.....	749 gr. 42	779 gr. 55
Azote urinaire.....	12 08	12 28
Acide phosphorique.....	1 77	2 19

De la comparaison des chiffres de la consommation dans les deux jours, il résulte que les 150 gr. 84 d'alcool ingéré ont produit une épargne de 51 gr. 8 de graisse et de 71 gr. 7 d'hydrates. Le taux d'azote urinaire n'a pas varié ; l'élimination d'acide phosphorique a augmenté de 0 gr. 42 ; celle de l'acide carbonique de 30 grammes environ.

Il paraît donc bien établi, par cette expérience, que l'alcool a joué un rôle d'épargne vis-à-vis de la graisse et des hydrates.

Cette épargne est-elle économique ? — Si l'on fixe à 2 fr. 50 le prix d'un kilo de graisse, à 35 centimes celui du kilo d'amidon et à 3 fr. 50 celui d'un kilo de cognac,<sup>1</sup> on trouve que les 51 gr. 8 de graisse et les 71 gr. 7 d'amidon que les 167 gr. 6 d'alcool ingérés auraient soustraits à la combustion, avaient ensemble une valeur de 15 centimes et 1/2 environ, tandis que les 407 grammes de cognac représentaient une dépense de 1 fr. 34, en excédent de 1 fr. 19 sur le prix des éléments qu'ils ont épargnés.

L'introduction régulière de l'alcool dans la ration de l'homme à une dose qui ne serait d'ailleurs pas sans danger pour la santé, est donc loin d'être avantageuse au point de vue économique. Si de l'homme on passe aux animaux de la ferme, le résultat financier est bien plus désavantageux encore, car les prix que nous avons indiqués pour la graisse et pour l'amidon sont beaucoup plus élevés que ceux des mêmes principes dans les fourrages. La moyenne de nos expériences de vingt années sur l'alimentation du cheval n'atteint pas 40 centimes par kilogramme, pour la graisse et 15 centimes pour l'amidon. Cela seul suffirait pour s'opposer à l'introduction de l'alcool dans le régime alimentaire du bétail.

Mais si l'alcool n'est pas un élément d'épargne *économique* pour l'animal, a-t-il, comme on l'a soutenu sans s'appuyer d'ailleurs sur aucune expérience, une valeur *énergique* notable au point de

---

<sup>1</sup> Prix indiqués par le physiologiste Suédois.



la question si vivement débattue actuellement des avantages ou des inconvénients de l'usage modéré du vin et de la part qui peut lui revenir dans la production de l'énergie musculaire.

MM. Schnyder et Dubois n'ont pas dirigé leurs recherches du côté des métamorphoses chimiques des réserves du corps, des aliments ou de l'alcool ingéré, en relation avec la production de l'énergie musculaire : leurs expériences ont été conduites exclusivement au point de vue de la mesure du travail effectif des muscles chez l'homme, dans les diverses conditions où l'alcool entre dans son alimentation. Ils se sont servis, pour effectuer exactement cette mesure, de l'ergographe, appareil imaginé par le professeur Mosso et modifié par M. Dubois, qui en a rendu l'usage à la fois simple et rapide.

J'en rappellerai le principe : La main de l'expérimentateur posée à plat sur une table, est maintenue par un cylindre résistant en bois, qui l'embrasse et l'immobilise. Un poids est suspendu à l'extrémité d'une corde de boyau, terminée par un anneau en cuir dans lequel le sujet passe son doigt indicateur, à la hauteur de la phalange intermédiaire. Le doigt conserve donc toute la liberté de ses mouvements. La corde glisse sur une poulie. L'avant-bras repose sans contrainte sur la surface cubitale : il est protégé contre les mouvements latéraux par une double armature métallique. Les élévations et les abaissements du doigt durant l'expérience s'inscrivent à l'aide d'un crayon sur un papier pourvu de divisions millimétriques.

L'inscription des résultats des essais est très simplifiée dans cet ergographe ; une tablette portant le papier inscripteur se meut automatiquement, à chaque traction, par l'intermédiaire d'un engrenage.

*Conditions générales des expériences.* — Elles ont toujours eu lieu à la même heure, de midi à midi et demi (sauf, naturellement dans le cas d'expériences faites après le repas), à jeun, quatre heures environ après le premier déjeuner du matin.

Le travail, pour le professeur Dubois, consistait à soulever avec le doigt, un poids de 5 kilos ; pour le Dr Schnyder, un poids de 8 kilos. Ces poids avaient été choisis, après quelques expériences préalables, comme les plus favorables, chez les deux expérimentateurs, à l'obtention de courbes normales de fatigue du muscle. Un pendule dont l'oscillation exigeait deux secondes a servi, dans toutes les expériences, à mesurer leur durée. On prolongeait les tractions qui élevaient le poids jusqu'à épuisement complet de la force musculaire. Un repos d'une minute séparait deux essais. Le



séries. Le nombre des élévations et leur hauteur vont en diminuant du commencement à la fin de chaque série d'essais, avec la fatigue musculaire; le nombre de kilogrammètres décroît proportionnellement. Je désignerai par la lettre D les chiffres relatifs au début de l'essai et par la lettre F ceux de la fin de l'expérience, négligeant les termes intermédiaires dont on trouverait le détail dans le mémoire original. (Archives de Pflüger, 1903).

#### Kilogrammètres

Sans alcool.	D = 7.254.	F = 1.903.	Total..	27.378
Avec alcool.	D = 8.048.	F = 2.238.	—	30.146

La différence, en faveur de l'alcool, représente 2 kilogram. 768, soit 10, 1 p. 100.

#### Nombre d'élévations

Sans alcool.	D = 48.	F = 19.	Total des élévations,	232
Avec alcool.	D = 56.	F = 20.	—	252

#### Hauteur d'élévations

	Mill.	Mill.
	—	—
Sans alcool. . . . .	D = 42.8	F = 31.5
Avec alcool. . . . .	D = 43.3	F = 33.0

2° Essai. — D<sup>r</sup> Schnyder. — 8 kilog. toutes les deux secondes. Repos : une minute. 40 essais dont moitié sans alcool, moitié avec alcool (150 cc. de vin).

: Résultat général: sans alcool: 37 kilogrm. 134.  
avec alcool: 39 kilogrm. 566.

#### Nombre d'élévations

Sans alcool. . . . .	155
Avec alcool. . . . .	172

#### Hauteurs d'élévations

Sans alcool	D = 42.1	F. = 31.1
Avec alcool	D = 42.6	F. = 37.1

Nous discuterons plus loin les résultats du groupe A.

Série B. — D<sup>r</sup> Schnyder — à jeun. — 150 cc. de vin, quinze minutes avant le travail.

Dans cette série, l'expérimentateur s'est proposé de comparer l'influence de l'alcool à celle d'une substance alimentaire de valeur





Dans le premier cas, l'ingestion du vin a produit un accroissement de force musculaire de 3, 6 p. 100 par rapport à l'abstinence ; dans le second cas, (ingestion trente minutes avant le travail), cet accroissement n'existe plus. Le tropon a donné les bons effets déjà constatés dans la précédente série.

Le nombre des élévations, avant que se produise la fatigue des muscles, a été :

1. Sans alcool. . . . .	191
2. Alcool. . . . .	187
3. Alcool (30 minutes avant). .	184
4. Tropon. . . . .	218

Un aliment farineux, de même valeur calorifique que l'alcool, consommé à quantité équivalente, a donc permis au muscle de fournir un travail très supérieur. Cette constatation a engagé MM. Schnyder et Dubois à faire des expériences comparatives sur l'influence qu'un repas sans alcool, ou le même repas, avec boisson alcoolique, exerce sur l'activité musculaire.

Le professeur Dubois, au début de ses expériences avec le Dr Schnyder, attribuait l'action favorable de l'alcool, constatée dans la série A, à la valeur nutritive qu'aurait l'alcool, qu'il considérait alors comme pouvant, chez l'homme à jeun, remplacer momentanément les aliments. Mais comme, en dehors de cette action nutritive, l'alcool a des propriétés déprimantes bien connues, M. Dubois fut conduit à penser que, ingéré pendant le repas, sa valeur énergétique doit être notablement abaissée. De là, l'institution de la série D, dont il me reste à parler. Dans la dernière hypothèse de M. Dubois, avec une alimentation plus que suffisante pour l'entretien de l'organisme, l'alcool, donné en surplus, ne devra pas accroître la force musculaire, son action toxique intervenant pour diminuer la capacité de travail. C'est ce que l'expérience D va démontrer.

Les repas consommés, pendant cette série D, ont été les mêmes, sauf l'alcool bu sous forme de 300 cc. de bordeaux (corr. à 20 gr. d'alcool) au cours du déjeuner. Cette quantité de vin avait été fixée comme étant celle qu'on regarde généralement comme inoffensive, ou même indispensable. Ces repas se composaient de soupe, viande, légumes et pain. La ration était plus que suffisante pour l'entretien.

8 essais avec alcool — 8 essais sans alcool.

Le tableau ci-dessous résume les résultats représentés par le



valeur alimentaire du sucre tant chez l'homme que chez les animaux (1).

Le sucre nous l'avons vu, se montre l'élément énergétique par excellence dans les conditions les plus diverses d'activité musculaire : sport, ascensions, marches forcées, travail manuel intense, transport et traction de fardeaux. La matière sucrée, incessamment portée par le sang dans l'intimité de tous les organes et tissus de l'organisme, y entretient, par sa combustion, la chaleur et l'énergie dont elle est la source pour ainsi dire unique. Mais à ce rôle capital ne se borne pas la fonction physiologique du sucre. Le muscle consomme d'autant plus de sucre qu'il travaille davantage, ainsi que nous l'avons montré précédemment ; les réserves du corps, la graisse principalement, se chargent de pourvoir, par leur transformation en glycogène, à l'approvisionnement du sang en matière sucrée dont elles assurent le renouvellement, au fur et à mesure de la combustion. (Voir *Journal des Economistes*, mai 1902).

Si l'activité musculaire ne consomme pas, en un temps donné, tout le sucre fourni par l'acte nutritif, le glycogène s'emmagasiné à son tour, sous forme de matière grasse, reconstituant ainsi la partie des réserves utilisées dans le travail physiologique ou musculaire des jours précédents, et provoquant, dans le cas d'un grand excès de sucre, provenant soit directement, soit indirectement des aliments l'augmentation du poids du corps par engraissement.

Production de chaleur et d'énergie, réparation et accroissement des réserves du corps, tels sont les deux rôles fondamentaux dévolus au sucre dans la vie animale.

L'expérience de Poul Bjerre a montré que l'alcool peut, momentanément et dans des limites restreintes, se substituer aux éléments de réserve, mais que cette substitution n'est point économique et ne saurait, par conséquent, entrer en ligne de compte dans l'alimentation des animaux, contrairement à l'assertion que l'alcool devrait un jour, au même titre et mieux peut-être que le sucre et les féculents, figurer dans les rations du bétail.

D'autre part, des expériences ergographiques de Schnyder et Dubois, il est résulté une faible action de la combustion de l'alcool sur la production du travail, dans le cas de jeûne, mais dans ce cas seulement. En présence d'une alimentation suffisante, non

---

(1) Voir. *Journal des Economistes* du 15 mai 1902, pour l'historique complet de la question, la brochure qui vient de paraître à la librairie agricole, rue Jacob, 26, sous le titre : *Valeur et rôle alimentaire du sucre chez l'homme et chez les animaux*, in-8°, 145 pages et figures. Prix franco, 3 fr.



Trois ordres de déterminations rigoureuses exécutées pendant toute la durée de cette longue série d'expériences, ont conduit l'éminent physiologiste à donner une solution du problème dans chaque régime.

Ces déterminations sont les suivantes : 1° l'intensité des combustions respiratoires dont le taux de l'acide carbonique produit et celui de l'oxygène absorbé donne la mesure ; 2° le travail effectué (chemin parcouru et vitesse dans le même temps) ; 3° variation de poids vif du sujet dans chaque période d'expérience.

Dans l'exposé fortement restreint que je puis faire ici du travail magistral de Chauveau, je m'arrêterai particulièrement aux expériences qui concernent le travail produit et l'entretien du sujet aux régimes composés du sucre et de l'alcool, renvoyant le lecteur au mémoire original <sup>1</sup> pour la détermination des échanges respiratoires de laquelle résulte cette première conclusion que l'alcool montre une aptitude extrêmement limitée à servir de potentiel énergétique à la contraction musculaire.

L'animal qui a servi à l'expérience commencée le 7 août 1899 et qui a pris fin le 31 août 1900 est un chien du poids moyen de 20 kilos. Il a été soumis à un travail journalier de courte durée : deux heures de course au trot allongé dans une caisse discoïde étanche. Peu de temps avant d'être placé dans l'appareil, l'animal recevait sa ration composée de 500 grammes de viande crue et 252 grammes de sucre de canne. Dans les expériences sur la substitution de l'alcool, 50 grammes d'alcool à 96° remplaçaient dans la ration, 84 grammes de sucre, ces quantités étant équivalentes, au point de vue de l'énergie que pouvait développer leur combustion.

Les expériences relatives au travail musculaire et à l'entretien du sujet ont duré du 15 avril au 31 juillet 1900. Des cent-huit jours qui séparent ces deux dates, les cinquante-quatre premiers ont été consacrés à l'étude des effets de la ration-type (500 gr. de viande crue et 252 gr. de sucre), les cinquante-quatre derniers à l'étude de l'influence de la ration dans laquelle 50 gr. d'alcool à 96° remplaçait 84 gr. de sucre. Bien entendu, toutes les autres conditions expérimentales ont été identiques, notamment celle de la durée du travail presque toujours exactement limitée à deux heures. L'influence des deux rations a été appréciée de la manière à la fois la plus simple et la plus sûre, c'est-à-dire par la longueur des parcours accomplis pendant la période de travail

---

<sup>1</sup> Comptes rendus de l'Académie des sciences (janvier 1901).



tement. (Vitesse à l'heure 9 k. 333). Pendant la période correspondante de la première série, la moyenne du parcours avait été de 24 kil. 048: différence 5 kil. 382, d'où un déficit considérable de 22 0/0.

D'un autre côté, aucune réserve n'a été constituée par le sujet. Le poids le premier jour de l'expérience était de 20 kil. 315; la pesée à la fin du vingt-septième jour a donné 20 kil. 200. L'entretien s'était donc effectué d'une manière à peine suffisante.

L'infériorité de l'alcool sur le sucre se traduit dans ces résultats par une si grande différence que A. Chauveau s'est demandé, avant de poursuivre l'expérience, si l'intervention d'une cause accidentelle, étrangère à ses conditions régulières, n'aurait pas contribué à cette infériorité. En tous cas, il ne pouvait chercher une telle cause dans le sujet lui-même, dont la santé continuait à être absolument parfaite, malgré l'état de légère ébriété dans lequel il s'était trouvé chaque jour pendant quelques heures. Mais la température ambiante s'était, dans les derniers temps, notablement accrue. A. Chauveau se demanda si cette condition, extérieure au sujet, ne lui aurait pas rendu le travail musculaire plus difficile et plus onéreux.

Pour vérifier le fait, il se décida à faire alterner les deux régimes, semaine par semaine, pendant le temps (27 jours) qui restait à courir pour compléter les cinquante-quatre jours de la deuxième série expérimentale. Dans le tableau ci-dessous, les conditions et les résultats des expériences sont disposés de manière à comparer la première semaine (sucre seul) avec la deuxième (sucre et alcool); puis la troisième semaine (sucre seul) avec la quatrième (sucre et alcool). Pour cette dernière comparaison, la chaleur étant devenue très forte, on a réduit le nombre des heures de travail, afin d'éviter d'avoir à compter avec les malaises que la température aurait pu provoquer chez l'animal d'expérience. Voici les résultats de cette double comparaison :

	RATIONS	
	500 gr. de viande 252 gr. de sucre 1 <sup>re</sup> semaine (5 au 11 juillet)	500 gr. de viande 168 gr. de sucre 48 gr. d'alcool 2 <sup>e</sup> semaine (12 au 18 juillet)
Temps consacré au travail.....	14 h.	14 h.
Parcours total dans la semaine...	152 k. 436	110 k. 244
Parcours moyen par heure.....	10 k. 888	7 k. 874
Poids initial.....	20 k. 200	20 k. 600
Poids final.....	20 k. 600	19 k. 800
Gain ou perte de poids.....	+ 0 k. 400	— 0 k. 800
<i>Observations.</i> — Travail et entretien beaucoup plus avantageux avec le sucre sans alcool.		





ont d'ailleurs appris l'observation et l'expérience sur la haute valeur alimentaire du sucre, me semble découler une conclusion pratique du plus grand intérêt. L'énergie que l'homme croit, à tort, pouvoir emprunter à l'alcool, engageons-le à la demander au sucre qui la lui fournira, au plus grand profit de sa santé et de sa bourse. Opposons aux ravages de l'alcoolisme les bienfaits de l'alimentation sucrée. La part des mesures législatives et répressives dans la diminution des fléaux que l'alcool entraîne à sa suite ne semble pas devoir être bien efficace, tant qu'on n'aura pas fait pénétrer dans la masse des esprits les vraies notions d'hygiène alimentaire. C'est à répandre ces connaissances qu'il faut s'attacher; la propagande par la parole et par la plume atteindra plus aisément le but que l'édiction de pénalités aussi difficiles à appliquer qu'à formuler. Continuons à combattre l'alcoolisme en montrant les dangers, mais n'espérons pas en triompher par des prohibitions et des entraves qui demeureront fictives, tant que l'opinion publique ne sera pas acquise aux idées justes et vraies en matière d'alimentation et d'hygiène.

Comme conclusion à cette étude, j'ajouterai quelques réflexions sur l'usage modéré du vin, qu'il ne faut pas englober dans la réprobation de l'abus ou même de l'usage de l'alcool. Le vin, lorsqu'il est pur, c'est-à-dire fabriqué avec le jus du raisin, ne doit pas être proscrit de l'alimentation humaine, une consommation modérée ne présentant pas, à mon avis, les dangers que certains médecins veulent y voir.

L'alcool dilué que le vin renferme n'a pas sur le système nerveux et sur les voies digestives l'influence fâcheuse des liquides alcooliques concentrés, surtout lorsque ceux-ci sont additionnés de diverses essences dont la nocivité est incontestable.

Mais, au point de vue énergétique, le vin est loin de posséder les qualités du sucre et lorsque l'abaissement du prix de cet aliment de premier ordre permettra à l'homme qui s'adonne à des travaux musculaires intenses de le faire entrer à des doses élevées dans son alimentation, il pourra trouver dans les matières sucrées un élément d'énergie durable que ne lui procure pas le vin et que l'alcool lui donne momentanément aux dépens de sa santé.

L. GRANDEAU.



Depuis dix ans, malgré la concurrence des moyens de transport en commun, de la bicyclette, du téléphone et de l'automobile, le nombre des fiacres a augmenté de 20 p. 100. Il est monté de 9.900 à 12.500. Les bénéfices n'ont pas suivi la même progression. L'Urbaine est en liquidation judiciaire et la Compagnie générale est réduite à suspendre ses distributions de dividende. Il y a donc crise, mais elle est *financière* et non *industrielle*, puisque les fiacres se multiplient encore.

Les principales causes de la crise sont, d'après M. d'Avenel, les exigences toujours croissantes des cochers et du fisc. « Les impôts qui pèsent sur la Compagnie générale dépassent 3 millions de francs, 15 p. 100 de ses recettes brutes près du double des profits qu'elle réalisait jusqu'à ces dernières années, et que les avantages consentis, bon gré mal gré, aux cochers ont fait évanouir. »

Il n'en est pas moins vrai, pour les socialistes, que le capital fait la loi au travail et l'exploite impitoyablement.

Un petit problème que nous proposerons à résoudre aux partisans des retraites ouvrières : Sur les 4.000 cochers dont se compose le personnel des fiacres, 600 ont moins d'un an, 1.800 de 1 à 5 ans et 700 de 6 à 10 ans de présence. « Plus des trois quarts de l'effectif n'est en fonction que depuis une dizaine d'années, et 250 seulement sont depuis plus de 20 ans au service de la Compagnie. » Ces cochers, provenant de tous les points de l'horizon et y retournant, comment s'y prendre pour organiser leurs retraites ?

La situation des omnibus est analogue à celle des fiacres : leur nombre augmente et les profits baissent. La Compagnie générale des omnibus transportait 81 millions de voyageurs en 1861; 122 en 1875; 201 en 1882, 318 en 1900. Les impôts, droits et redevances payés sous diverses formes, tant à l'Etat qu'à la Ville sont passés de 713.000 francs en 1855 à 5.863.000 en 1900. « Il n'y a que le bénéfice net qui ait décrépu ; il est tombé au tiers de ce qu'il était à l'origine : de 1.470.000 à 536.000 francs. Aussi les actionnaires, comme ceux des Petites Voitures, n'ont-ils touché l'an dernier aucun dividende. »

Les impôts, droits et redevances payés par la Compagnie à l'Etat et à la Ville n'ont pas pour résultat que le service en aille mieux, au contraire. Nous sommes, dit M. d'Avenel, perdus, noyés, sous un attirail de visas, de timbres, de papiers, de cartons à promener. Il est clair, pour un observateur sans parti pris, que la Compagnie des Omnibus est très fondée à se plaindre



vent sans sortir de chez elles ou bien réunies quelquefois dans le petit atelier dont une société coopérative fait les frais. Il n'y a pas moins de 17.000 ateliers ou demeures particulières renfermant 35.000 métiers à tisser le coton dans le gouvernement de Moscou. On y tisse de la percale, du madapolam pour 12 millions 1/2 de roubles, dont 2 millions seulement à répartir entre les ouvriers. Les 20.000 tisserands du gouvernement de Wladimir n'ont à se partager par an que 400.000 roubles, 20 roubles pour chacun !

Mme Bentzon trouve que la part des ouvriers est bien modique et qu'ils sont exploités par les intermédiaires, qui fournissent la matière première ou achètent les produits à vil prix. — N'y étant jamais allé voir, je ne dirai pas que ce n'est pas vrai.

Après avoir énuméré les principales industries villageoises, l'auteur conclut : « Certainement toutes ces industries de paysans méritent d'être encouragées, puisque sans remédier tout à fait à la misère, elles peuvent du moins l'alléger et puisqu'elles laissent la famille réunie au foyer, en lui procurant un élément d'intérêt et même de plaisir. Car c'est l'unique plaisir de l'hiver que ces veillées de travail pour tous les âges. On cause, on rit, à la chaleur du poêle. Les jolis contes populaires se propagent ainsi. En outre, les industries de village font partie du trésor des traditions le plus précieux de tous pour chaque peuple. »

Encouragées par qui ? Par l'Etat ? Le plus grand service que l'Etat pourrait rendre aux industries de village serait, à notre avis, de ne pas encourager à leur détriment les industries des villes.

Après avoir fait une bonne description du socialisme contemporain et de ses diverses écoles, dans le *Correspondant* du 25 janvier, M. Jean Steens, se demande si le « Grand Soir », arrivera jamais. Je ne le crois pas, se répond-il. La lutte est de plus en plus âpre et violente au sein même du socialisme, entre étatistes et anti-étatistes, collectivistes et communistes, autoritaires et anarchistes. Bien que ces derniers paraissent conduire les syndicats ouvriers et que les autres triomphent avec la petite bourgeoisie et les paysans, il semble probable que ni ceux-ci ni ceux-là n'auront la joie de faire le grand soir.

S'il n'y avait que les socialistes à y travailler, il est plus que probable qu'ils n'arriveraient jamais à s'entendre pour opérer la révolution sociale, mais aidés comme ils le sont par les protectionnistes d'en haut et d'en bas, il ne faudra pas s'étonner s'ils



publique pendant tout le moyen-âge et l'ancien régime. Sous prétexte de secourir les infirmes, les veuves et les orphelins, les couvents se faisaient accorder des privilèges et des bénéfices exorbitants et n'aboutissaient qu'à encourager la paresse et le vice. La Loge imite l'Eglise. Le couvent est transformé en convent. Une lettre renversée et c'est toute la différence entre l'ancienne religion et la nouvelle. C'est bien la peine assurément !

---

Les méthodes de traitement des aliénés ont fait, en ces derniers temps, des progrès sensibles, dont les revues spéciales et notamment la *Revue philanthropique*, ont souvent entretenu leurs lecteurs. Mais la France, avec sa loi de 1838, n'est pas à la tête de ce mouvement de réforme. C'est ce que montre M. A. Lefèvre, dans la *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> février.

En Allemagne, en Angleterre, en Ecosse, en Belgique, en Russie même, l'aliéné est considéré comme un malade et non comme un malfaiteur. L'établissement où il est reçu n'est pas une maison de fous, c'est un hôpital où l'on soigne des nerveux et des psychiques plus ou moins gravement atteints. « Aussi l'asile n'a-t-il pas mauvaise réputation comme chez nous. Au lieu d'y conduire les malades quand on ne peut plus faire autrement, en les y mène, sans hésitation et sans répugnance au début de la maladie, et les résultats obtenus sont fort bons. »

Non seulement le malade entre facilement dans cet hôpital, mais il en sort de même : on emploie la méthode thérapeutique de la porte ouverte (*l'open door*). Tandis qu'en France, « l'application rigoureuse de la loi de 1838, conduit à dépasser le but. C'est à la fois dans l'intérêt de l'individu et dans un intérêt social qu'elle ordonne l'internement, et l'internement prolongé tourne au contraire au détriment du malade qui ne guérit plus et de la collectivité qui supporte des charges inutiles. »

Les facultés des malades privés de leur liberté s'émoussent. « Ils ne sont plus des fous, mais ils sont devenus peu à peu incapables d'aucun effort, tout au plus justiciables de la colonie d'aliénés ou du traitement familial. Libérés à temps, ils auraient pu redevenir des unités sociales utilisables. L'internement trop prolongé en a fait des incurables ».

Qu'on nous permette, en passant, une réflexion. Si la contrainte et l'internement prolongé émoussent les facultés des hommes et les rendent incapables d'aucun effort, à combien plus forte raison





cats permet de baisser les prix et profite ainsi à l'ensemble de la population. M. de Norvins répond à cette assertion, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> janvier, en donnant les chiffres de l'augmentation du prix des denrées aux Etats-Unis.

« Entre 1897 et 1902, le prix des articles de première nécessité a augmenté dans les proportions suivantes : chauffage, 9,78 ; loyer, 52,43 ; produits de cordonnerie, 16,07 ; produits alimentaires. 11,16, etc., etc. » Le porc, le bœuf, les œufs, le beurre, tout a augmenté. Les sandwiches, qui ont coûté 5 cents en 1901, se vendent aujourd'hui 10 cents ; les tables d'hôte, de 35 cents ont monté à 50. Les jeunes femmes qui avaient jadis pour leur dîner 40 cents se voient obligées de dépenser 60 cents ou de ne pas manger à leur faim.

M. de Norvins constate, ce qui a déjà été fait souvent, que les plus grands ingénieurs, industriels et capitalistes, organisateurs des trusts et accumulateurs de milliards n'ont point fait « leurs études » et qu'ils sont sortis des rangs les plus infimes de la société.

Ces faits prouvent que les écolâtres perdent leur temps et notre argent à multiplier les écoles officielles, et que les socialistes, qui demandent l'égalité du point de départ, n'entendent guère les intérêts de leurs clients.

— M. Camille Mélinand considère, dans *La Revue* du 15 janvier, l'idée de punition comme un préjugé moral. La souffrance ne peut effacer une faute. « Ce qui est intelligible, c'est l'idée de certaines peines qui réparent le dommage causé ; par exemple la restitution d'un objet volé. »

C'est ainsi que l'entendaient les anciens. Ils n'avaient ni prisons, ni guillotines, mais simplement des amendes et des « compositions. » Ils ne s'en portaient pas plus mal, mais cela ne faisait pas l'affaire des trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire et de leurs subordonnés. Et voilà pourquoi...

Si la punition est un préjugé moral, la récompense en est un autre. « Elle n'est même pas *socialement* nécessaire pour exciter les hommes à être honnêtes. » Cependant M. Mélinand fait une concession qui ne nous paraît pas acceptable : « Comme cette idée (de récompense) n'entraîne pas les mêmes conséquences odieuses, comme elle n'inspire pas des sentiments et des pratiques aussi regrettables... »

La punition est barbare en même temps qu'absurde ; mais, à



peuple eut plus confiance en eux que dans les carabiniers du roi ; il s'habitua à croire que le droit était toujours du côté du camorriste ; aussi, actuellement encore, quand un sergent de ville poursuit un malfaiteur dans les rues de Naples, les popolani s'écartent pour lui laisser du large. La police de cette société fait d'ailleurs mieux les choses que l'autre ; elle rend les objets volés. « Pas d'affaires classées, pas d'aveu d'impuissance, une stupéfiante rapidité d'action ».

La mafia sicilienne diffère, à certains égards, de la camorra, mais elle s'en rapproche par sa haine de la magistrature, son mépris des institutions régulières et des morales courantes, les peines sévères qu'elle édicte contre ses membres qui ont recours à la juridiction légale. C'est un reste de la barbarie féodale, une conséquence des mauvais gouvernements qui se sont succédé en Sicile depuis six siècles, des pressurations, des vexations dont cette malheureuse île a été victime de la part de ses conquérants.

J'ai résumé ce que dit M. Aubert de ces deux institutions *popolines* pour montrer : 1° qu'elles tirent leur origine des mauvais gouvernements. Ce qui le confirme, c'est qu'elles perdent dans l'estime publique quand le gouvernement devient moins mauvais ; 2° que les voleurs, même associés, sont pour le moins aussi honnêtes que les gouvernants ; 3° que vers le millièmè siècle, quand les hommes auront épuisé toutes les formes de gouvernement, ils finiront peut-être par découvrir que tous se valent et par y renoncer pour les remplacer, non par la camorra, mais par l'assurance, qui aura les mêmes avantages sans présenter les mêmes inconvénients.

---

On est généralement porté à croire que les petites nations, — comme les petites industries, — sont fatalement destinées à être vaincues, écrasées, absorbées par les grandes dans la lutte économique. Les faits ne paraissent pas venir à l'appui de cette présomption. La Belgique est un bel exemple de la prospérité que peut acquérir un petit peuple. Confiné dans un territoire minuscule, insuffisant pour sa population qui se développe rapidement, ne possédant que quelques kilomètres de côtes, ayant vécu pendant des siècles sous la domination étrangère, ayant été pendant tout ce temps le jouet des appétits voraces de ses puissants voisins, morcelé d'ailleurs en provinces rivales, mixture étrange



périodiques et des négociations qui se poursuivront dans l'intervalle parviendront à concilier les intérêts opposés de l'Angleterre et de ses colonies.

---

Le chômage, dit l'abbé E. Vossen dans la *Réforme sociale* du 1<sup>er</sup> janvier, le chômage est devenu pour l'ouvrier une grande plaie, et pour la société un grave danger. Il importe donc d'en rechercher les causes afin d'y porter remède ; c'est ce que fait l'auteur, mais il nous semble qu'il ne donne pas les principales causes.

Les inventions nouvelles, dit-il, sont les premiers facteurs de l'instabilité de la main-d'œuvre dans l'industrie.

Les inventions nouvelles, quand elles sont abandonnées à elles-mêmes, sans intervention de l'Etat, ne s'introduisent que graduellement dans la pratique ; si elles retirent du travail d'un côté, elles en donnent d'autres côtés, et il y a compensation ; au pis aller, le trouble qu'elles introduisent n'est que de peu de durée.

Nous pourrions indiquer plusieurs causes plus efficaces de l'instabilité de l'industrie et du chômage : les remaniements perpétuels des tarifs douaniers, les institutions qui attirent les paysans vers les villes, etc. ; mais on se lasse de dire toujours les mêmes choses avec toujours le même insuccès.

M. Vossen montre très bien que les moyens essayés jusqu'ici pour combattre le chômage font plus de mal que de bien. Il leur reproche avec raison : 1<sup>o</sup> la concurrence qu'ils font au travail libre ; 2<sup>o</sup> la faveur qu'ils accordent aux éléments les moins intéressants de la classe ouvrière ; 3<sup>o</sup> leur prix excessif ; 4<sup>o</sup> leurs conséquences fâcheuses en ce qui concerne la dépopulation des campagnes.

Que faire donc ? « L'assurance échappe à ces critiques. Mais pour qu'elle porte tous ses fruits, elle doit être obligatoire au sein de l'union professionnelle. »

Ce serait donc le syndicat obligatoire. Nous croyons que ce remède sera plus nuisible qu'utile, tant que les causes que nous avons indiquées subsisteront, et qu'il sera encore inutile quand on les aura supprimées, puisqu'il n'y aura plus de chômage.

— Une importante discussion a eu lieu sur les trusts à la *Société d'Economie sociale*, reproduite dans la *Réforme sociale*.

M. de Lamarzelle a très bien engagé la discussion en montrant que les grands trusts ont commencé à se former à la suite des



de la bourgeoisie et de la noblesse à côté des noms des « momentanées ». Qui a commencé à s'étaler ainsi ?

---

Que ferons-nous du Sahara, se demande M. G. d'Azambuja, dans la *Science sociale* de janvier. Le Sahara n'est pas si désert ni si aride qu'on le croyait. Les oasis sont nombreuses, et l'on peut les agrandir, comme l'expérience en a été faite. On peut aussi en créer de toutes pièces. Il suffit pour cela de creuser des puits dans des endroits appropriés. L'exemple même des localités d'où la végétation a disparu, parce qu'on a négligé d'entretenir les puits existants, montre bien que cette végétation peut reparaitre ou apparaître si le phénomène contraire se produit.

Enfin, le fait qu'il y a des brigands nomades, les Touaregs, prouve qu'il y a des populations pacifiques et sédentaires. « C'est donc sur la population sédentaire des oasis qu'il faut s'appuyer, si l'on veut faire quelque chose dans le Sahara. »

Les brebis sahariennes gagneront-elles à changer de bergers ? Je n'en réponds pas. Et le moyen de les préserver du loup touareg ? Il n'y en a qu'un : la construction du chemin de fer transsaharien. Le difficile est de trouver « qui fera et surtout qui paiera ce gigantesque travail ».

On ne peut, dit M. d'Azambuja, compter sur l'initiative privée, elle est trop timide, et, d'ailleurs, le transsaharien coûtera évidemment très cher, et dans les premiers temps, rapportera fort peu. Il y a bien une certaine personne morale, très morale, l'Etat, à qui rien n'est impossible et dont l'attribution essentielle est de faire ce que ne peut faire l'initiative privée ; mais ce tout-puissant Etat ne peut rien faire sans argent, et il n'a pas d'argent. Tout ce qu'il pourra donc faire, s'il le peut, c'est d'empêcher les autres de mettre en valeur le Sahara.

— Des publicistes s'aperçoivent de temps en temps que les instituteurs manquent d'indépendance et veulent leur en donner en transférant leur nomination du préfet au recteur. Voilà bien, dit M. d'Azambuja, dans la *Science sociale* de février, une des illusions les plus curieuses que l'on puisse voir. Que le transfert soit logique, c'est évident. Qu'il soit efficace, c'est autre chose.

« En réalité, sous un régime aussi centralisé que le nôtre, un fonctionnaire n'est jamais nommé par un préfet ou par un recteur, ou par quelque autre autorité hiérarchique déterminée. Il est





restera fruit sec à tout jamais. Et puis est-ce bien entre 30 et 50 ans qu'on va prendre des inscriptions aux Facultés, qu'on plie son esprit et son travail aux multiples exigences de programmes encyclopédiques, que de maître on redevient élève ? »

— Contre fortune, bon cœur. M. Maurice Blanchard conseille aux catholiques de renoncer aux fonctions publiques, militaires, administratives, etc., puisqu'on ne veut pas d'eux pour les remplir, et de prendre une orientation nouvelle, d'entrer dans les carrières agricoles, industrielles, coloniales. Il s'agit de renoncer une fois pour toutes aux fonctions salariées du gouvernement, à leurs pompes fanées et à leurs œuvres serviles, et de s'attacher aux carrières, dans le sens vrai du terme, *libérales*. »

Le renard trouvait des raisins trop verts, les catholiques les trouvent trop mûrs. C'est un peu tard. M. Blanchard espère qu'on trouvera dans ces nouvelles carrières, « honneur, liberté, et Dieu aidant, fortune, prestige et ascendant social. »

Nous le souhaitons de bon cœur, mais l'Etat aidant de son côté et prélevant la part du lion sur les produits de toute industrie, il est fort possible que l'espérance ne se réalise pas.

---

Heureux pays que l'Inde, s'il est vrai, comme l'assurent les protectionnistes que l'exportation est un signe et une source de prospérité pour un peuple. M. A. Métin nous apprend, dans la *Revue d'Economie politique* de janvier, que l'Inde exporte surtout des produits agricoles, matières textiles comprises, et que ses exportations sont en augmentation croissante. Leur valeur dépasse de beaucoup celle des importations. Elle atteignait en 1899-1900, 1.036.836 961 roupies contre 707.118.634 d'importations ; en 1900-1901, 1.042.033.484 roupies contre 762.778.833 d'importation.

Heureux pays, en effet, à cela près que la famine y est endémique. M. Métin cherche les causes de la misère indienne. Il trouve que le régime financier de l'Inde force le pays à exporter. « L'Angleterre dépense chaque année au dehors un tiers environ des recettes que lui fournit l'impôt. » L'impôt lui-même, tant indirect que direct, est beaucoup trop lourd. « Malgré tout, conclut l'auteur, la comparaison avec les Mogols est en faveur de l'administration financière anglaise. Mais on peut reprocher au régime actuel de ne pas rendre à l'agriculture l'équivalent de ce qu'il lui prend ».



pour *créer* la chute industrielle, et cela suppose des travaux considérables, se chiffrant souvent par plusieurs millions ».

Le Congrès n'a pas pris parti d'une manière explicite entre les différents systèmes d'appropriation proposés, mais un courant très marqué s'y est manifesté contre la concession, à plus forte raison contre la collectivisation.

— Dans les *Annales des Sciences politiques* de mars, un article de M. P. Matter sur le *Code pénal et la clémence* vient en quelque sorte corroborer les idées émises par M. C. Mélinand, dont nous avons parlé plus haut. L'auteur y expose que la théorie du droit pénal s'est lentement et profondément modifiée dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle et qu'elle continue. La pratique a suivi la théorie, si elle ne l'a pas précédée.

« C'est sous l'influence de ces idées (de clémence) que les Chambres ont été saisies de trois propositions de lois, toutes sorties de l'initiative parlementaire : l'une absout la soustraction commise pour satisfaire un besoin d'extrême misère ; l'autre organise des circonstances très atténuantes ; la troisième permet au juge de pardonner au coupable. »

Qui sait si le Code pénal de Jésus : — Que celui qui est sans péché jette la première pierre, — ne va pas renaître, au moins pour les premières fautes ? « Les usages des tribunaux, conclut M. Matter, doivent se modifier comme les mœurs des sociétés. Le temps d'une sévérité rigide n'est plus. S'il est indispensable de mettre hors d'état de nuire les récidivistes et les professionnels, il faut chercher non à écraser, mais à relever ceux en qui tout n'est pas perdu. »

Le Code civil semble lui aussi s'adoucir et suivre l'exemple du Code pénal. « Les lois s'humanisent », dit M. A. Vavasseur dans la *Revue des Sociétés* de janvier. « L'esprit nouveau s'est infiltré aussi dans le réseau, pourtant si serré, si froid, et jusqu'ici si impénétrable, de nos lois civiles. » L'auteur cite plusieurs exemples de ces lois humanisées, et il ajoute : « Souhaitons que le législateur se laisse aller sur cette pente naturelle et corrige toutes les iniquités légales. »

Les iniquités légales ! Elles doivent fourmiller, étant donné, comme dit J. J. Rousseau, qu'il faudrait des dieux pour donner des lois aux hommes ; il y a lieu de s'étonner que les législateurs

et les magistrats ne reculent pas devant la responsabilité qu'ils assument et qu'ils ne se couvrent pas de cendre, ne se frappent pas la poitrine, ne déchirent pas leurs vêtements quand un crime se commet, en se demandant s'ils n'en sont pas les premiers auteurs si ce ne sont pas leurs lois qui causent les crimes.

— Une nouvelle société vient de se fonder, aux Etats-Unis, nous apprend M. Vavasseur. Elle s'appelle la Fidélité et la Garantie et c'est une compagnie d'assurance contre le vol, les détournements et les malversations. Il y a, paraît-il, tant de voleurs aux Etats-Unis qu'on ne saurait trop se garantir. D'après une statistique officielle il n'y aurait pas eu en l'année 1900, moins de 40.093 vols et 7.100 abus de confiance. « Décidément », conclut M. Vavasseur, les fripons nous envahissent, mais leur nombre va encore augmenter, car ils vont perdre leurs derniers scrupules en sachant que leurs victimes seront indemnisées. »

Nous ne partageons pas cette manière de voir. Il est évident, au contraire, que les compagnies d'assurance contre le vol organiseront une police plus active et plus vigilante que la police officielle, tant pour prévenir les vols que pour découvrir les voleurs et que le nombre des affaires « classées » diminuera ; à moins que l'Etat, concurrent de ces compagnies, ne leur mette des bâtons dans les roues.

---

L'épargne française a-t-elle une tendance marquée à fléchir comme quelques uns le prétendent ? M. Joseph Benzacar a voulu s'en assurer et il expose le résultat de ses recherches à ce sujet dans la *Revue Economique de Bordeaux*. Sauf en 1848-1850 et 1870-1873, dit l'auteur, l'accroissement de l'épargne n'a subi aucun arrêt : il est la conséquence, non point d'une concentration plus grande des richesses, mais bien d'une dissémination de la fortune privée, c'est ce qui ressort du coefficient d'épargnants. Ce coefficient, calculé d'après le nombre des déposants par 1000 habitants, n'a baissé que deux fois en 1848 et en 1870. En 1882, le nombre des livrets — un par tête — était de 4.645.393 ; en 1892, de 8.084.435 ; en 1901, de 11.051.979. De la sorte, près du tiers de notre population possède une créance sur la caisse d'épargne.

En 1901, les ouvriers et journaliers agricoles, les ouvriers d'industrie, les domestiques, les employés représentaient les

44.03 p. 100 du nombre total des déposants nouveaux ; au 31 décembre 1901, les livrets de 1 à 100 francs correspondaient aux 51.19 p. 100 de l'ensemble des livrets.

Le chiffre total des dépôts s'est également accru dans des proportions énormes. De 1882 à 1901, les dépôts sont passés de 1.802.497.809 fr. 03 à 4.429.426.571 fr. 35. Ce solde créditeur qui atteint son maximum en 1901 n'a éprouvé que de très courtes oscillations. Après un léger recul en 1900, il a remonté très haut en 1901.

« En définitive, de ce rapide aperçu découle cette impression que le prétendu malaise des caisses d'épargne est purement imaginaire. Malgré la baisse du taux de l'intérêt, la limitation du chiffre des dépôts, les caisses ont conservé à juste titre la confiance du public. Le nombre des livrets, le solde créditeur, la fortune personnelle des caisses s'accroissent sensiblement ; ce sont là autant de signes sûrement caractéristiques d'une prospérité ininterrompue. »

---

Le dernier Congrès national corporatif tenu à Montpellier s'est occupé de l'unification des forces syndicales en France. M. Charles Rist publie, dans le *Musée social*, un mémoire sur les travaux de ce Congrès. Très divisés entre eux, les congressistes ont dû se faire des concessions au cours des débats, mais l'unification n'en paraît pas plus solide. On a créé l'unité au sommet sans qu'elle existe encore à la base.

« Dans la même profession et dans la même ville, les ouvriers sont groupés en syndicats hostiles ; les fédérations de métier et d'industrie se disputent les mêmes syndiqués, les unions locales font concurrence aux Bourses, et l'organisation syndicale est devenue si complexe que les « militants » eux-mêmes ont peine à s'y reconnaître. Pour qu'une unité réelle et durable s'établisse, ce sont ces divisions qu'il faudrait faire disparaître. »

On voit que l'infâme concurrence règne entre les syndicats ouvriers comme parmi de simples capitalistes, ce qui permet de présumer que la société future n'en sera pas plus exempte que la société moderne. On voit aussi que le Congrès national corporatif fait de louables efforts pour mettre la charrue avant les bœufs et pour faire tenir en équilibre la pyramide sociale sur sa pointe.

— Dans la livraison de février du *Musée social*, M. Paul Ghio



danois n'ont pas entamé la réserve des capitaux liquides, ni l'actif des chemins de fer. Une certaine gêne s'est manifestée dans la dernière année; elle est due au grand nombre de travaux entrepris à la fois; les recettes ne sont pas atteintes. »

— Les profits du métier de rentier ne paraissent pas être en progrès. La concurrence y est sans doute trop vive. M. A. Neymarck énumère, dans le *Rentier* du 7 février, les prochaines conversions en France et en Europe de rentes étrangères. Elles sont nombreuses, et M. Neymarck ajoute que la série n'est pas épuisée.

On peut évaluer à l'heure actuelle à environ 10 milliards l'ensemble des rentes étrangères convertibles appartenant à nos rentiers et pouvant être converties d'ici peu d'années. Ces 10 milliards rapportent approximativement 500 à 550 millions sur les premiers prix d'achat au cours d'émission, et 400 à 425 sur les prix actuels. Les conversions qui vont les atteindre à bref délai réduiront à 3 1/2 la majeure partie de ces revenus, soit à 350 millions.

« C'est surtout sur le marché français, dit M. Neymarck, que comptent les gouvernements emprunteurs et conversionnistes pour réussir ces opérations. » Et ils peuvent y compter en toute sûreté, les Français se résigneront toujours à voir baisser le revenu de leurs capitaux plutôt qu'à les faire valoir eux-mêmes.

---

Le gouvernement belge est content de ses consuls. La Section Centrale chargée d'examiner le budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1903 a voté des félicitations au gouvernement pour la réorganisation du corps consulaire et pour les services de plus en plus considérables que rend celui-ci.

Mais qui n'entend qu'une cloche... Il paraît que l'industrie et le commerce belges ne sont pas si contents. Ils se plaignent de l'insuffisance du service consulaire et de la nécessité où se trouvent leurs nationaux de s'adresser aux consuls étrangers, notamment aux consuls allemands pour obtenir les renseignements dont ils ont besoin.

La Section centrale vote des félicitations; les Belges établis à l'étranger se plaignent avec amertume. Qui a raison? Tel est le problème que M. H. de Nimal s'est proposé de résoudre dans une série d'articles publiés dans l'*Echo de l'Industrie*.





duction capitaliste, qui nous est représenté par les économistes comme l'organisation parfaite. »

L'économiste qui considérerait une organisation quelconque comme *parfaite* nous paraîtrait bien osé : puisque tout tend vers la perfection, rien ne peut être parfait, la perfection n'est que relative.

L'exemple en question nous paraît bien mal choisi pour inculper le capitalisme. La pêche est précisément une des rares industries qui sont restées communistes. C'est parce que les eaux sont restées communes que chacun y puise sans restituer, que les chalutiers détruisent le poisson, etc. La contre-épreuve de cette assertion se trouve dans les quelques lieux où les eaux sont propriétés privées et où l'on a toujours du poisson en abondance parce qu'on prend soin de le cultiver.

— Au moment où la guerre est — ou paraît — engagée contre le cléricalisme, il est curieux de constater que les anarchistes, à peu près seuls, n'y prennent pas part. Ils ne demandent pas qu'on supprime les idées religieuses, ce n'est pas possible ; ils voudraient seulement, comme le dit M. Delesalle dans les *Temps Nouveaux*, faire de la religion une chose privée, faire qu'il n'y ait plus de religions d'Etat et que les non-croyants ne soient plus obligés de contribuer aux frais de culte des croyants. Ce n'est pas ainsi que l'entendent ni l'Eglise ni l'Etat. Si les cléricaux étaient sincères, ils se sépareraient de l'Etat et refuseraient son budget. Mais « ils savent bien, dit M. Charles Albert, qu'ils n'ont plus de leur côté la foi, cette grande chose qui transporte les montagnes, c'est-à-dire, en l'espèce, qui nourrit le prêtre et reconstruit le temple. »

---

La nouvelle revue maçonnique l'*Acacia* remue les questions sociales avec impartialité, chose rare de nos jours. Nous y trouvons notamment une discussion engagée pour et contre le socialisme entre le F... Deslinières et le F... Mathieu Vial. Il a été parlé dans le *Journal des Economistes* des idées de M. Deslinières à propos de son livre : *L'Application du système socialiste*. Ses articles sur la réalisation du socialisme sont dans le même esprit : les sociétés civilisées sont constituées et gouvernées dans l'intérêt des riches, des capitalistes. M. Vial répond que cette assertion n'a aucun fondement en régime de suffrage universel. Les classes n'existent pas. Il n'y a qu'un code civil, qu'un code pénal, etc.



maritime donnant une occupation favorable à une population ouvrière nombreuse. »

La Belgique a donc pu prospérer sans marine, ni militaire ni même marchande. On parle beaucoup depuis quelque temps de créer une marine belge. Si ce projet est mis à exécution, on verra si la prospérité actuelle se perpétuera.

M. Yves Guyot répond à M. Piéters : Lorsqu'on songe, dit-il, que la ville d'Ostende est à quelques heures de la Russie, à quelques heures de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France, on se demande comment il peut y avoir encore des frontières de douanes qui établissent une coupure artificielle entre de si proches voisins.

M. Strauss, président du Comité belge d'organisation du Congrès, espère que les travaux de ce Congrès parviendront finalement à faire régner plus de justice dans ce monde, notamment en supprimant les douanes, non pas du jour au lendemain, — le rêve serait trop beau, — mais dans un avenir aussi rapproché que possible. « Nous aurons travaillé ainsi à l'affranchissement et à l'amélioration de la situation matérielle et morale des peuples. »

On voit que ces congressistes sont des niveleurs à leur façon. Ils veulent supprimer, non pas, comme les socialistes, les inégalités naturelles, qui sont les sources du bien-être et du progrès et qui, d'ailleurs, ne peuvent être détruites; mais les inégalités artificielles, desquelles découlent tous les maux curables des sociétés humaines.

Le Congrès international du commerce et de l'industrie d'Ostende a réuni un nombre total de 761 adhérents sur lesquels 226 ont assisté au Congrès. De tout ce mouvement, sortira-t-il quelque réforme? Il ne faut jurer de rien. Les congressistes sont d'ailleurs prêts à recommencer. Leurs assises doivent se tenir tous les deux ans.

ROUXEL.

---







bons gratuits aux assistés. Nous ne parlerons point des bureaux de placement, où l'on s'entête à essayer de faire concurrence, aux frais du public, aux bureaux créés par des particuliers; si ces derniers ont une organisation imparfaite encore, comme l'a dit souvent notre cher maître M. de Molinari, ils répondent cependant mieux que les bureaux municipaux aux besoins de la clientèle. Les maisons ouvrières sont également connues, mais c'est un genre d'entreprises que les corporations anglaises pratiquent bien plus que les municipalités françaises, démolissant de vieux quartiers, où du moins tout le monde trouvait à se loger, pour construire à la place des cités aux larges voies qui sont absolument insuffisantes pour abriter toute la population délogée au moment des démolitions. Nous pourrions encore citer, pour montrer combien est vaste le champ d'activité que prétendent s'attribuer les municipalités anglaises, l'organisation de concerts dans des salles construites *ad hoc* : mais comme ce sont des séances purement gratuites, qui ont sans doute pour but de moraliser les masses tout comme les représentations gratuites exigées par la municipalité parisienne, on ne peut pas dire qu'il s'agisse là d'une exploitation commerciale, bien qu'elle constitue une concurrence déloyale aux commerçants qui entendent vendre de la musique au public que cela intéresse.

D'autre part, il se fait à l'heure actuelle un mouvement considérable en faveur de la création de réseaux municipaux téléphoniques, et, pour s'en rendre compte, il suffit de lire certaines publications qui paraissent en Angleterre et traitent exclusivement des affaires municipales. Une des raisons qu'on fait valoir en faveur de l'intromission des municipalités dans ce service de correspondance, c'est que jusqu'à présent il a été assez mal organisé en Angleterre : et naturellement les socialistes affirment que cela tient à ce que les téléphones étaient entre les mains d'une Compagnie privée et unique. Bien entendu, nous n'avons pas la moindre propension à défendre un monopole, quel qu'il soit; mais ce qu'on oublie de dire, c'est que le développement et le perfectionnement des communications téléphoniques ont été empêchés, tout au moins considérablement gênés, par l'intervention constante de l'administration et les exigences ridicules qu'elle a imposées aux Compagnies qui voulaient se lancer dans ce genre d'exploitation. Dans ces conditions, il a été impossible à la Compagnie Nationale d'abaisser ses prix, et il est bon d'ajouter que le docte savant qui était l'Ingénieur-Conseil du Post Office, au moment où l'on essayait de faire prendre le téléphone, avait déclaré gravement que c'était là un jouet ingénieux, mais sans aucune valeur commerciale. Quand d'ailleurs les téléphones ont commencé à réussir en Angleterre, l'administration s'est empressée





la décision est prise par le Conseil, si elle n'est pas encore mise à exécution ! Il faut entendre les cris d'indignation que suscitent ceux qu'on appelle les renégats de Tunbrige parce qu'ils abandonnent leur ancienne politique et passent le réseau aux mains du « Monopole ». La chose s'explique pourtant aisément, et elle montre tout à la fois que les conseillers de Tunbrige Wells sont gens raisonnables, et aussi que cette exploitation constituait la ville en perte. Sans doute la Compagnie Nationale va-t-elle relever les tarifs appliqués par la ville, mais c'est que seule une entreprise administrative peut se donner le luxe d'exploiter à perte et en tout cas, cette Compagnie prend la charge de tout le capital d'établissement du réseau et, de plus, assure une recette absolument nette au budget de la ville en lui versant une redevance d'une demi-couronne pour tout abonnement normal.

Naturellement, les autres municipalités qui tiennent encore à conserver leur propre réseau téléphonique s'indignent et considèrent cela comme une défection ; mais si nous avons le temps d'entrer dans des détails financiers, nous montrerions que cette défection est simplement de la sagesse. Ce qui n'empêche pas du reste beaucoup d'autres villes, comme par exemple Bournemouth, de poursuivre la création de téléphones municipaux sur leur territoire.

Les municipalités anglaises prétendent aussi faire concurrence à l'Agence Cook et à ses similaires, et nous pouvons citer la ville d'Oxford comme ayant créé une agence des Touristes, qui non seulement fournit des renseignements gratuits aux visiteurs de la vieille Cité (ce qui peut parfaitement se défendre et se pratique souvent dans les villes d'eaux), mais encore et surtout organise des excursions à prix réduits pour les touristes. Nous voyons aussi des Corporations qui vendent du lait à bon marché pour les jeunes enfants, pratique adoptée également dans plusieurs villes de France ou de l'étranger, dans l'intention fort louable de lutter contre la mortalité infantile en mettant à la disposition des mères du lait stérilisé à bas prix. C'est en somme ici une forme d'assistance publique, bien plus qu'une entreprise commerciale ; toutefois, ce n'est pas seulement aux gens sans ressources qu'on cède ce lait, mais également à des personnes qui devraient former la clientèle normale des marchands de lait ou des pharmaciens, et qui se procurent à bon compte cet aliment, aux dépens de la masse des contribuables. Aussi bien, n'avons-nous pas grande confiance dans la façon dont est stérilisé ce lait, cette besogne étant confiée à des fonctionnaires qui doivent la faire avec leur négligence habituelle.

Si d'ailleurs on s'engage dans cette voie qui consiste à confier à l'administration la préparation des matières alimentaires, ou quasi alimentaires, dont la pureté est susceptible d'avoir une influence sur



à ne plus recourir aux capitaux qui cherchent une rémunération des risques qu'ils courent. Il y a bientôt trois années qu'on a commencé un mouvement dans la vaste agglomération londonienne pour la création d'un organisme d'assurance mutuelle municipale, ayant principalement pour but de former un fonds d'assurance pour les bâtiments municipaux, qui sont actuellement assurés aux compagnies privées. Une conférence s'est tenue récemment à Eastbourne sur la même question, et les tendances se sont montrées assez nettement favorables à un système d'assurances s'appliquant à tous les risques, et non pas uniquement à l'assurance des bâtiments municipaux : on fait toujours briller le même miroir alléchant devant ces pauvres alouettes que sont les contribuables, on leur répète que chez eux, comme pour les édifices de la Corporation, aucun incendie ne s'est produit depuis des années, qu'aucune indemnité n'a été payée par les Compagnies, et que néanmoins celles-ci ont encaissé régulièrement de belles primes. Mais on oublie plus ou moins volontairement qu'un jour ou l'autre éclatera un incendie qui nécessitera une lourde indemnité et mangera la plus grosse partie des primes encaissées. Et les défenseurs des assurances municipales affirment tranquillement que l'assurance n'est pas une entreprise de nature commerciale.

Nous pourrions encore signaler en Angleterre la ville de Glasgow, où le municipalisme bat son plein à l'heure actuelle, puis le centre de Nottingham. Enfin, en dehors de la Grande-Bretagne, nous voyons que dans le milieu essentiellement socialiste de l'Australie, beaucoup de municipalités se sont lancées, elles aussi, dans les entreprises d'assurances, ou tout au moins ont renoncé à recourir aux services des compagnies d'assurances; l'Allemagne, de son côté, nous fournirait de nombreux exemples, si nous ne devions pas nous arrêter.

En somme, on ne doit point s'étonner de toute cette floraison d'entreprises socialistes municipales du moment qu'on admet le principe pour telle ou telle classe d'exploitation ou d'entreprise, sous prétexte qu'il doit y avoir là une source de bénéfices pour le budget municipal ou que les recettes réalisées diminueront d'autant les impositions, il est logique de porter les choses à l'extrême; on arrive ainsi à supprimer tout commerce, toute industrie libre, en faisant de tous des fonctionnaires, et ce pour sombrer finalement dans un déficit général que le budget ne pourra plus combler puisque l'on aura fait disparaître ces entreprises particulières qui sont, en réalité, la seule source à laquelle puissent être puisées les impositions.

DANIEL BELLET.



et le bien-être du viticulteur méridional. Les maladies qui, comme le phylloxera, atteignent dans son principe la vitalité du vignoble, la mévente, qui paralyse l'écoulement de ses produits, sont pour lui la pire des révolutions sociales. Le problème de la viticulture est ici, en un mot, une question de vie et de mort.

## II

L'histoire des crises, traversées par la production viticole, forme un chapitre émouvant de la vie rurale.

La première en date de ces crises, celle de l'oïdium, qui éclata en 1851, fut précédée comme les autres par des récoltes abondantes. La production, qui avant 1840 s'était maintenue au-dessous de 40 millions d'hectolitres, s'éleva en 1847 à 54 millions, et en 1848 à 52. Cette abondance, trop grande pour la consommation fit baisser le prix des vins : ceux du Roussillon, titrant 14° et 16°, s'offraient à 30 francs l'hectolitre : dans l'Hérault les vins de commerce se vendirent de 4 fr. 50 à 5 francs. L'Assemblée nationale, saisie des doléances de la viticulture, nommait une grande commission d'enquête. Une loi, votée à peu près en même temps, et que devait sanctionner le décret du 17 mars 1852, réduisit de moitié les droits d'entrée et accorda la faculté du vinage à six départements du Midi. La surproduction ne tarda pas d'ailleurs à disparaître et, la cause cessant, l'effet devait cesser à son tour : les prix se relevèrent d'eux-mêmes. Mais un danger plus grave allait menacer la viticulture française. Un fléau inconnu jusqu'alors, un petit champignon, qui s'attaquait au raisin, l'oïdium, vint mettre en péril son existence même.

Observée pour la première fois dans les environs de Paris en 1847, cette maladie se répandit avec une rapidité effrayante, à partir de 1851. Sa présence fut constatée à la fois dans toutes les parties de la France. Aussi la production, qui avait été de 39 millions d'hectolitres en 1851, s'abaissa à 28 en 1852, à 22 en 1853, pour tomber à 10 millions d'hectolitres en 1854. Le désastre semblait complet, et les viticulteurs croyaient n'avoir plus qu'à arracher leurs vignes improductives quand le remède fort heureusement fut trouvé : la fleur de soufre.

Pour conjurer la crise, le gouvernement avait abaissé les droits d'entrée sur les vins étrangers à 0 fr. 30 par hectolitre : cependant les importations augmentèrent peu. Les envois étrangers, ne compensant pas la disette, les cours remontèrent d'eux-mêmes : de 9 fr. en 1849 l'hectolitre s'éleva à 49 fr. en 1856. Les viticulteurs, rassurés par le soufrage sur le sort de leurs futures récoltes, se mirent activement à replanter.

Ce fut l'époque de la création des chemins de fer. Les grandes lignes



là, dans la commune de Marseillan, phénomène qui semblait inexplicable avant que les entomologistes eussent établi que la *nymphé ailée* est une des transformations de l'insecte.

On a cherché à évaluer le nombre d'hectares qu'il a détruit. M. Foex<sup>1</sup> dit 2 millions ; M. Convert tient pour 1.300.000 hectares. Le département de l'Hérault a été un des plus profondément atteints : en 1862, la superficie, plantée en vignes, était de 162.000 hectares ; en 1882, après l'invasion du phylloxéra, elle n'était plus que de 69.000 hect. dont 49.000 seulement en plein rapport. Pendant les années de crise, la viticulture y perdit 120 millions par an.

Ce qui rendit la ruine plus cruelle à subir pour les propriétaires, c'est qu'elle les frappait en pleine prospérité, alors que les résultats, obtenus les années précédentes, devaient leur inspirer une confiance absolue dans l'avenir. Tel d'entre eux auquel son vignoble avait laissé, en 1875, un revenu net de 108.000 francs, ne récolta pas, en 1877, de quoi couvrir ses frais d'exploitation. Ce fut, pour certaines familles, passant sans transition de l'opulence à la gêne, une chute si profonde que beaucoup ne s'en sont pas relevées, bien que le désastre soit réparé aujourd'hui. Aux échelons inférieurs, l'effet de la crise ne fut pas moindre, beaucoup de petits propriétaires se firent ouvriers, et les états de recensement pour ces années d'épreuve permettent de constater une forte émigration à l'intérieur et en Algérie.

Une conséquence de la crise, qui ne fut pas particulière à l'Hérault et fut observée dans tous les départements phylloxérés, c'est que la consommation de l'alcool allait en augmentant au fur et à mesure que celle du vin baissait : de 755.000 hectolitres qu'elle atteignait en 1870 pour tout le pays, elle arrivait à 1.313.000 hect. en 1880 et en 1893 à 1.735.000 hect. doublant et au-delà en 23 ans. Pendant cette période, les hygiénistes et les criminalistes signalèrent l'accroissement rapide de l'alcoolisme et de ses effets désastreux. Ce ne fut pas le moindre des méfaits du phylloxéra. Une fois passé dans les habitudes des populations, l'usage des liqueurs, sous forme d'apéritifs ou de petits verres, ne devait pas disparaître avec la cause qui l'avait fait naître. Il subsiste encore aujourd'hui, comme une habitude intangible, malgré la reconstitution du vignoble.

En face du fléau, les viticulteurs cependant n'étaient pas restés inactifs et avaient cherché à lutter vigoureusement. Le gouvernement vint à leur aide, en instituant en 1874 un prix de 300.000 francs pour l'inventeur du meilleur remède. Le prix ne fut jamais décerné ; mais plusieurs procédés, d'une efficacité reconnue, furent successivement

---

<sup>1</sup> Foex, Rapport au Congrès de viticulture, 1901.





98	—	1887
105	—	1890

La ruine du vignoble avait, d'autre part, amené une augmentation croissante de l'importation des vins étrangers avec lesquels les viticulteurs et les commerçants coupaient le peu qui restait des vins français. Les vins d'Espagne et d'Italie furent surtout employés à ces coupages. Avant la crise, ce mouvement d'affaires était nul ; car la France était la grande exportatrice dans le monde entier. Pendant les années de pénurie, les importations allèrent croissant, comme en fait foi le tableau suivant :

Années	Millions d'hectolitres
1878.....	1.600
1880.....	7.200
1883.....	8.800
1886.....	10.800
1887 .....	12.282
1889.....	10.430
1890 .....	10.800

Ce mouvement ascensionnel ne subit d'arrêt que lorsque la viticulture, qui avait prospéré avec le libre-échange, son intérêt aidant, devint protectionniste, et demanda au gouvernement de la défendre contre l'invasion étrangère par des taxes douanières plus élevées. Le tarif de 1881 avait marqué la première étape dans cette voie : au lieu de 2 francs par hectolitre, les vins de toutes sortes devaient payer 4 fr. 50. Au-dessus de 15°9, ils étaient en outre astreints aux droits d'importation de l'alcool pour la quantité d'esprit en excédent. Mais les vins pesant plus de 16° étant fort rares, la surtaxe ne produisit que peu d'effet sur les importations. Le gouvernement songea à relever encore les tarifs douaniers. Pendant les discussions, qui eurent lieu devant la Chambre, le commerce s'empressa de remplir ses magasins, ce qui fit qu'en 1891 les importations se chiffèrent à 12.280.000 hectolitres. La nouvelle loi du 11 janvier 1892, remplaçant la taxation au volume par la taxation au degré, frappait les vins étrangers d'un droit de 0 fr. 70 au tarif minimum et de 1 fr. 20 au tarif général, par degré et par hectolitre de liquide. Cette fois les importations cédèrent, et nous les voyons baisser pendant les années suivantes :

Années	Millions d'hectolitres
1892.....	9.400
1893.....	5.895
1894.....	4.492
1895.....	6.337



1 <sup>re</sup> année.	
Défoncement.....	200 fr.
Fumure, engrais.....	400
4.200 pieds de vigne (y compris les remplacements), à 20 fr. le 1.000.....	840
Plantation de 4.200 ceps..	125
Culture.....	300

2 <sup>e</sup> année.	
Intérêts à 3 p. 100.....	56
Culture....	300
Traitements.....	50

3 <sup>e</sup> année.	
Intérêts.....	66
Culture.....	300
Traitements, engrais.....	150
Fûts, pressoirs.....	800

---

3.587 fr (1).

Si l'on évalue le prix de l'hectare à 8.000 fr. pour les terres de moyenne qualité, on voit que c'est près de la moitié de ce prix qu'a dépensé le propriétaire pour la replantation.

Ce courageux effort ne devait pas tarder à porter ses fruits. En 1892, dans le département de l'Hérault, 154.500 hectares avaient été replantés. L'année suivante, la production totale du pays s'éleva à 30 millions d'hectolitres, ce qui ne s'était pas vu depuis 1877. Cette belle récolte fut même la cause d'un commencement de mévente qui, heureusement, n'eut pas de suites, les vignes n'ayant donné que 39 millions d'hectolitres en 1894 et 26 millions en 1895. 1896 fut une bonne année, avec une récolte de 44.656.000 hectolitres ; mais en 1897 et 1898, le mal fait à la vigne par les gelées empêcha la production de s'élever au-dessus de 32 millions d'hectolitres. Ces deux mauvaises récoltes préparèrent la situation dont souffrit l'année 1899.

Au mois d'août de cette année-là, le commerce des vins était démuni. Par suite de la médiocre production de 1898, les négociants n'avaient plus en cave les vins légers avec lesquels on coupe les vins d'Espagne et d'Italie : le stock général, au lieu d'une moyenne habituelle de 10 millions d'hectolitres, ne comprenait que 3 millions. Une hausse

---

(1) Pouriau. *La crise de la viticulture*. Paris, 1901.



La crise véritable de la mévente commença en juin 1900. Jusque-là, le marché avait souffert d'un sourd malaise, provenant de la rareté et de la lenteur des transactions. Après la période des gelées, la situation empira. Cette année, la température s'était maintenue favorable. Les vignes, surchargées de grappes, offraient toutes les promesses d'une belle récolte, la période critique étant passée. A mesure que s'affirment les réalités de cette récolte superbe, négociants et viticulteurs s'affolent. Les premiers liquident leurs vins vieux ; plusieurs cèdent à perte. Les viticulteurs, dont beaucoup ont leurs celliers pleins, ne savent où loger la future récolte et sont pris de panique : ils offrent leurs vins à des prix chaque jour plus bas, sans s'apercevoir qu'ils précipitent ainsi la débâcle du marché. Le commerce repousse tous les vins médiocres et ne consent à prendre les bons ordinaires qu'à 10 et 12 francs. La crise de la production se complique d'une crise de la futaie. Des négociants et des propriétaires, prévoyant l'abondance de la récolte avaient, en effet, accaparé une grande quantité de fûts disponibles : le prix des barriques tripla et quadrupla bientôt, et leur location suivit la même marche ascensionnelle.

Après les vendanges, le mouvement ne reprend pas. Il n'y a plus d'affaires. Les quelques échantillons, qui sont portés sur le marché, sont à peine regardés. Le producteur ne cherche qu'à céder à n'importe quel prix, une partie de ses vins qu'il ne peut loger ; et, malgré ses offres dérisoires, il ne trouve pas d'acheteur. Il a ses caves pleines et descend chaque jour, par une pente fatale, à la misère.

Cette situation angoissante, qui se prolonge sans qu'on puisse deviner d'où viendra le salut, n'est pas moins démoralisante pour la région vinicole que la crise phylloxérique elle-même. C'est une ruine d'un autre genre, plus sournoise, plus lente, mais non moins sûre.

Enfin les viticulteurs s'émeuvent et s'agitent pour échapper à ce cauchemar. Ils tiennent meetings sur meetings dans les pays de vignobles.

C'est d'abord le congrès de Pezénas, du 9 septembre 1900, qui demande aux pouvoirs publics : 1° la réforme de l'impôt sur les boissons, telle qu'elle a été soumise aux Chambres par le gouvernement ; la suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques ; 2° l'unification des tarifs de transport.

Les autres réunions, qui se tiennent à peu de distance l'une de l'autre, à Narbonne, à Draguignan, à Carcassonne, Bordeaux, Châlons-sur-Marne, Toulon et Albi, concluent toutes à réclamer un ensemble de mesures qui libèrent de ses entraves la circulation du vin, et facilitent l'écoulement des stocks, accumulés dans les celliers des récoltants.



tionnelle du Midi s'en déduit non moins facilement. Les deux années dernières ont donné des résultats à peu près pareils. On voit qu'avec ce train de choses, le retour de la crise de 1900 ne saurait tarder bien longtemps.

En face d'un tel avenir, les théoriciens, qui se sont occupés de la question, se sont demandés, s'il ne serait pas possible d'étendre davantage la consommation, et de lui faire suivre un développement parallèle à celui de la production. Mais la limite de la consommation étant donnée par le chiffre de la population, tant que cette dernière restera stationnaire, la consommation, d'après M. Gide, ne peut dépasser 60 millions, tandis que la production, si l'on en juge d'après le progrès constaté jusqu'à présent, doit s'élever, d'ici peu, à 70 et 75 millions.

En proie à l'obsession de la mévente, le viticulteur appelle de ses vœux toutes les mesures susceptibles de faciliter l'écoulement des vins et de prévenir la stagnation du marché et l'engorgement de ses celliers. Il a accueilli, comme un instrument de salut, la loi du 29 décembre 1900, proposée par le ministre Caillaux, qui n'a laissé subsister sur les vins qu'un droit de 1 fr. 50 par hectolitre, uniforme pour toute la France. Ce n'est pas la liberté complète, mais c'est un grand pas fait vers elle. En même temps, il restait insensible au droit de consommation sur l'alcool, porté à 220 francs par hectolitre, et qui était la contre-partie de la réforme. Dans les pays de grande production vinicole, qui ne produisent que peu d'alcool pur, ce dernier ne sert, en effet, que comme auxiliaire, pour relever les vins en degrés.

Par la même raison, les articles qui restreignaient le privilège des bouilleurs de cru, ne devaient toucher que faiblement le propriétaire méridional, qui d'ordinaire ne fait usage de l'alambic que pour brûler ses vins malades, aigris ou tournés. Il entend toutefois que le récoltant soit maître chez lui, et que si une moitié de sa récolte est mauvaise tandis que l'autre est bonne, il puisse brûler la mauvaise moitié pour augmenter le titre de la bonne. Dans ces limites, le privilège du bouilleur de cru lui paraît devoir être respecté : plusieurs congrès, tenus dans la région, ont émis des vœux dans ce sens.

L'interdiction du vinage n'a pas non plus, pour le Midi, grande importance. Le vinage n'avait, en effet, d'utilité que pour lutter contre la concurrence étrangère lorsque les vins italiens et espagnols entraient en France survinés, ne payant qu'un droit de 2 francs par hectolitre à la frontière. Mais depuis que la loi du 1<sup>er</sup> février 1899 a fortement relevé les taxes douanières, en imposant les vins au volume, cette nécessité ne paraît plus exister. Le viticulteur, qui était libre-échangiste avant les épreuves du vignoble, est devenu protectionniste, depuis que les maladies de la vigne ont diminué ses moyens de lutte dans la concurrence universelle.





salaire. Rien de pittoresque comme la rencontre des trains spéciaux qui les emportent, à l'aller et au retour, aux mois d'août et de septembre, sur la ligne du Midi.

Telle est, dans ses traits essentiels, l'organisation rurale du Midi vinicole, qui varie peu d'une localité à l'autre et qui ne ressemble guère, on le voit, aux organisations patriarcales, conservées ailleurs pour d'autres cultures.

Somme toute, malgré ses frais élevés d'exploitation et les aléas de toute sorte, qui la menacent, la viticulture méridionale a en elle des ressources suffisantes pour faire face aux éventualités de l'avenir. Les épreuves terribles dont elle est sortie victorieuse, sont une garantie qu'elle saura lutter sans défaillance contre les nouvelles épreuves qu'elle ne manquera pas de rencontrer sur sa route. Mais la nécessité de combattre chaque année des maladies nouvelles et de maintenir le haut rendement du vignoble font chaque jour plus étroite la marge des bénéfices pour le propriétaire. Après avoir amené à maturité sa récolte à force de soins patients et de dépenses, il suffira toujours d'une crise passagère de mévente pour déjouer ses calculs et emporter le gain sur lequel il pouvait légitimement compter. Et, ne l'oublions pas, la mévente est un accident que la viticulture ne saurait éviter, à intervalles plus ou moins rapprochés, avec le système de culture intensive qu'elle a adoptée.

Il faudrait à la viticulture plusieurs années de bonne récolte, avec un solide maintien des cours pendant cette période, pour qu'elle retrouvât une ère durable de prospérité. Débarrassé alors de la préoccupation du rendement, le propriétaire pourrait revenir aux vins de coteaux et chercher, par une fabrication soignée, à développer leurs qualités de terroir. Il relèverait ainsi les vins du Midi du discrédit où ils sont tombés, par suite de l'habitude prise depuis longtemps de vendre sous ce nom des vins inférieurs et affreusement truqués. La rénovation serait complète, si le commerce fermait pour toujours ses laboratoires où la chimie joue, dans la fabrication vinicole, un rôle prépondérant aux dépens des raisins frais. Le Midi se présenterait alors sur le marché dans la loyauté de ses produits et reconquerrait la place qui lui revient légitimement dans la concurrence des vins français.

PAUL BONNAUD.

---



second, plus fort peut-être numériquement, sont les propriétaires terriens, les propriétaires de mines d'argent, les industriels. Celui-là recrute principalement ses partisans parmi l'élément étranger, celui-ci parmi les Mexicains.

C'est dans le but de mettre en contact ces deux groupements que l'habile ministre des Finances a nommé, le 4 février dernier, une commission monétaire à laquelle il a pris soin de tracer un programme des plus détaillés. Cette commission, qui a commencé ses travaux le 19 du même mois, a pour mission, non pas d'émettre un jugement sous forme de votes, mais d'enregistrer individuellement l'avis de chacune des personnalités éclairées « dont le gouvernement a sollicité le concours ».

La première séance a été présidée par M. Limantour. Le ministre des Finances, après avoir rapidement passé en revue les grandes lignes du memorandum adressé au gouvernement des Etats-Unis du Nord, en janvier dernier, a examiné les différents aspects de la question et il a insisté sur ce point que : le principal danger auquel il est indispensable de parer au plus vite n'est pas tant la baisse du métal argent que les fluctuations continuelles du change ; celles-ci apportent, en effet, dans les transactions avec l'extérieur aussi bien que dans le commerce intérieur de graves perturbations qui, si elles se prolongeaient, pourraient mettre en péril la fortune du pays et détruire son crédit.

Le Président de la République, parlant de cette commission dans son message <sup>1</sup> lu aux Chambres le 1<sup>er</sup> de ce mois, s'exprime en termes très brefs : « Les conditions, dit-il, dans lesquelles se trouve le Mexique et la nécessité de déterminer la ligne de conduite qu'il lui convient de suivre à l'égard de l'argent et du système monétaire, — indépendamment des conséquences que pourront avoir les démarches internationales, — ont été les principaux mobiles qui ont poussé l'exécutif à consulter les intérêts de l'agriculture, des mines, de l'industrie et du commerce. De la sorte, il est certain que les études entreprises par la conférence sur la matière auront toute l'amplitude et toute la perfection possibles ».

Et plus haut, il disait : « Le tableau favorable que je vous ai présenté de la situation du Trésor fédéral par suite des augmentations des recettes, a cependant de légers nuages qui projettent une certaine ombre sur l'avenir. La dépréciation rapide et continue du métal blanc, depuis la fin de 1901, etc..., etc... »

La partie relative aux finances du précédent message dont j'ai rendu

---

<sup>1</sup> Deux fois par an, le 1<sup>er</sup> avril et le 16 septembre, le Président est tenu par la Constitution d'envoyer un message au Congrès fédéral sur la situation au cours des six mois précédents.



d'arriver à l'établissement de la mesure qu'ils préconisent les partisans de l'or signalent de suite l'interdiction de la frappe libre de l'argent, la création d'un nouveau type de piastres n'ayant cours que dans l'intérieur du pays et la démonétisation des piastres actuellement en circulation.

Les partisans du *statu quo* s'appliquent plutôt, au lieu de rechercher des arguments directs, à répondre aux arguments de leurs adversaires : ils signalent principalement les perturbations que ne manqueraient pas de provoquer l'adoption de l'étalon d'or et le trouble que ferait naître l'emploi d'une monnaie nouvelle. D'autre part, le gouvernement obligé de recourir à un fort emprunt, augmenterait sa dette; l'industrie payant les salaires en or ne pourrait plus lutter contre les similaires du dehors; l'agriculture souffrirait et les mines seraient sérieusement atteintes. Certains esprits considèrent même que la mesure préconisée par les financiers ferait disparaître « une nécessité » sous l'empire de laquelle l'énergie nationale doit s'accroître. Une autre considération enfin est relative à l'introduction au Mexique des capitaux étrangers. Jamais cette introduction n'a été aussi abondante, assure-t-on, que depuis que la piastre a baissé; — l'examen des chiffres produits à l'appui de cette opinion est, je dois le reconnaître, assez convaincante.

En somme, il faut reconnaître que les défenseurs du monométallisme or reproduisent les arguments de principe, mais négligent quelque peu de tenir compte de la situation particulière du pays qui nous intéresse. Les partisans de l'étalon unique d'argent, au contraire, trouvent d'excellentes raisons, incontestablement, — au moins pour le présent, — dans cet important facteur.

Mais la note qui paraît le plus se rapprocher des idées que l'on croit pouvoir attribuer à l'exécutif a été donnée, semble-t-il, par M. Henri Creel, grand financier mexicain, dans un discours prononcé, le 7 février dernier, à New-York. M. Creel ne parlait pas à titre officiel; mais ses paroles avaient néanmoins une allure quelque peu — je ne dis pas absolument — officieuse.

« Il s'agit, a-t-il dit en substance, d'attribuer à notre piastre une valeur fixe de 50 cents. Nous ne nous engagerons nullement à rembourser à ce taux les piastres actuellement en circulation hors de chez nous; notre nouvelle piastre sera sous la protection de nos exportations qu'on paye en or. Les *financiers mexicains* sont d'accord à ce sujet avec les autorités américaines en ces matières; et je ne vois aucun obstacle à la *mise en pratique immédiate de ce projet*. D'autres pays dans le monde emploient l'argent et se trouvent à peu près dans les mêmes conditions que nous; nous les invitons à nous imiter... Un autre



pays depuis douze ans et le connaît admirablement, ses affaires l'obligeant à de nombreux voyages dans l'intérieur. Je ne suis pas allé moi-même en Equateur depuis quatre ans ; aussi, je me garderai bien de parler du présent sur la foi des statistiques ou en ne me servant que d'articles de journaux — les revues sérieuses faisant défaut dans ce pays ; — mais les notes très simples que je reçois d'amis laissés un peu sur tous les points du continent latino-américain me permettent de tenir les lecteurs de cette Revue au courant de ce qui se passe sur cette partie de la côte du Pacifique si peu connue et si peu fréquentée par les Français. — Les lignes qui suivent sont datées du 15 janvier.

« La situation économique au cours de l'année 1902 n'a pas été brillante : le commerce a été sérieusement éprouvé par la faillite de la maison Martin Reinberg dont le chef était gérant de la Banque Commerciale et agricole et par la suspension de paiements de MM. Seminaris Hermanos, la raison sociale qui jouissait à Guayaquil du plus de crédit. Plusieurs maisons de moindre importance ont suivi ces deux grands établissements et, pendant quelques mois, il y a eu une véritable panique dont on commence à peine à se remettre.

« Et comme pour noircir la situation, Guayaquil, le principal port de l'Equateur, a eu à souffrir d'une épidémie de fièvre jaune et d'un immense incendie. Celui-ci a détruit, du 16 au 17 juillet, plus de vingt blocs de maisons, *cuadras* de 10.000 mq. chacune. La fièvre jaune a fait de nombreuses victimes et, à l'heure où j'écris, elle sévit encore, avec moins d'intensité cependant. Depuis sept ans, elle n'avait pas fait son apparition et on suppose qu'elle a dû être importée de Panama, le service d'hygiène laissant beaucoup à désirer dans les deux ports.

« Un autre centre important par sa situation comme point de transit obligé entre l'intérieur et la côte, capitale de la province la plus riche comme valeur territoriale, la ville de Babahoyo a été complètement réduite en cendres ; le feu n'a épargné que l'hôpital ; elle commence à se relever, mais il paraît difficile qu'elle retrouve sa prospérité passée. Au contraire, son importance semble appelée à décroître par suite des travaux du chemin de fer entrepris hors de la région que commande Babahoyo.

« L'événement heureux de l'année a été l'arrivée du chemin de fer transandin jusqu'à Alausi, petite ville située à mi-hauteur de la Cordillère ; on pense qu'en fin juillet prochain, la Compagnie pourra envoyer des trains jusqu'à Guamate. De là, des diligences feront le service jusqu'à Quito et il ne sera plus besoin d'aller à mules.

« Dans l'ordre politique, les Chambres ont voté une loi instituant le mariage civil. Cette initiative a été combattue d'une façon enragée par tout le clergé guidé par les évêques. Elle n'a pu passer, d'ailleurs, que







On sait que par le paragraphe 7 de l'amendement Platt, inséré dans la constitution cubaine, le gouvernement de cette République s'engageait à vendre ou à louer aux Etats-Unis les terrains nécessaires à la création et au maintien, sur certains points de l'île, de stations navales ou de dépôts de charbon.

Les négociations en vue d'arriver à un accord sur ce point furent quelque peu retardées par celles du traité de commerce dont je viens de parler. Mais elles furent reprises peu après et le traité politique prévu par l'amendement Platt ne tarda pas à être signé. M. Squiers, ministre des Etats-Unis, fut chargé de poursuivre, à la Havane, le règlement de l'affaire. Les pourparlers ont eu lieu entre ce ministre et le président cubain en personne; ils ont abouti à un accord au bas duquel M. Roosevelt et M. E. Palma ont apposé directement leur signature pour donner à l'instrument diplomatique en question une forme plus solennelle.

Les Nord-Américains demandaient quatre stations navales : Bahia Honda (baie profonde), Nipe, Quantanamo et Cienfuegos et un dépôt de charbon à la Havane. Les Cubains ont réussi à ne céder qu'une station navale à Quantanamo et un dépôt de charbon à Bahia Honda; ils ont obtenu également que ces cessions ne soient pas faites à titre perpétuel, mais seulement à bail, *pour le temps* que les Etats-Unis en auront besoin.

A Quantanamo, au sud de l'île, sur la mer des Antilles, la surface cédée mesure environ 100 kilomètres et occupe la partie orientale de la baie. Les Américains y jouissent du droit d'expropriation forcée. C'est un excellent refuge en eaux profondes, entouré de montagnes très faciles à défendre. On signale cependant le manque d'eau potable et l'absence de voies ferrées vers l'intérieur. Bahia Honda où sera établi le dépôt de charbon se trouve à 120 kilomètres à l'ouest de La Havane et commande la passe du Yucatan. On estime que la profondeur du port est, en moyenne, de 20 mètres. L'enclave cédée a une surface quelque peu inférieure à celle de Quantanamo. Elle a l'avantage d'être assez éloignée des dernières communes cubaines; le voisinage des Yankees sera de la sorte moins pesant à l'amour-propre des indigènes.

Il ne s'agit, d'ailleurs, pour le moment, que d'un accord signé par les présidents cubain et américain. Les Chambres doivent le sanctionner, mais on prévoit que cette sanction ne sera pas obtenue sans lutte. Quoi qu'il en soit, il faut rendre cette justice à M. Estrada Palma qu'il

n'a agi que sous la contrainte d'engagements antérieurs et qu'il n'a cédé que le minimum de ce qu'il était forcé de donner. Mais la possession de ces deux points assure définitivement la prédominance des Etats-Unis dans les Antilles, et si Cuba pouvait redouter pis de son libérateur, il n'en est pas moins vrai qu'elle commence à trouver ce libérateur, gênant et exigeant.

J. CH. T.

---

## L'ACCROISSEMENT DU LOISIR

---

Sous ce titre, la *Revue populaire d'Économie sociale* publie, dans son numéro du 1<sup>er</sup> avril, un très intéressant et très remarquable extrait d'un rapport de M. Charles Gide, sur la section d'économie sociale à l'Exposition de 1900.

De cet article, qu'il faut lire en entier pour avoir une idée exacte de l'importance du phénomène justement constaté par M. Gide, il résulte, avec des différences plus ou moins marquées, suivant les pays et les époques, que, d'une façon générale, sous l'influence du perfectionnement des machines et des moyens de transport, de la suppression des lois restrictives de la liberté d'association et de coalition aussi et, par suite, tant des réclamations ou des exigences du personnel ouvrier que des initiatives intelligentes des chefs d'industrie, la longueur de la journée de travail a été diminuée dans des proportions considérables, non seulement sans que le salaire fût proportionnellement réduit, mais en même temps que celui-ci, salaire nominal et salaire réel, s'accroissait de son côté très sensiblement.

C'est une remarque que nous avons faite bien des fois la plupart d'entre nous, que j'ai faite, pour ma part, et dans mes cours et à la tribune de la Chambre, lorsque j'avais le droit de m'y faire entendre, et dont M. Léon Say, en particulier, a fait l'objet principal d'un remarquable discours à la solennelle distribution des prix de vertu, à Reims.

Il semble en résulter, sans méconnaître en rien les avantages que peuvent procurer dans bien des cas ces formes plus ou moins nouvelles de salaire, que l'on appelle la coopération, la participation aux bénéfices et le reste, que la vieille forme du salaire fixe ne s'oppose pas autant que quelques-uns, parmi lesquels notre très distingué confrère, paraissent le croire, à l'amélioration de la condition du personnel salarié.

M. Gide, il est vrai, en faisant avec son talent supérieur cette constatation, a l'air de se refuser à y voir l'effet de l'action des lois naturelles, et en particulier de la loi de l'offre et de la demande. C'est,



et toutes les préventions qui entravent la libre discussion et l'appréciation des droits et des intérêts réciproques venaient supprimés ? Parce que la liberté, dont la violation est au fond de toutes les souffrances et de tous les abus, tend naturellement, dans la mesure dans laquelle elle est respectée, à la conciliation des intérêts, et au progrès commun. Pourquoi l'esclavage, condamné au nom de la justice, non moins qu'au nom de l'humanité, a-t-il fini par être prosaïquement droit au moins, par les nations dites civilisées ? Et pourquoi ces énormes et abominables abus, ces journées de quinze et seize heures d'exploitation criminelle des forces de l'homme et de la faiblesse de l'enfant ont-ils peu à peu disparu et tendent-ils à disparaître complètement ? Parce qu'au nom d'une loi naturelle, entrevue par les philosophes et par les moralistes, et vérifiée par l'expérience, il a été démontré que le travail esclave est moins productif que le travail libre, et que, passé une certaine limite, le travail libre lui-même coûte plus qu'il ne rapporte. Parce que tandis que les Villermé, les Blanqui, les Simon dénonçaient les horreurs des bagnes industriels de l'époque, de l'autre côté de la Manche, un grand industriel, le premier ministre Robert Peel, s'écriait : « Sauvez les enfants ! » d'autres industriels comme Jean Dollfus démontraient par l'expérience qu'une journée de travail réduite correspondait une production augmentée, ou, comme M. Snoeck, en Belgique, et le signataire d'une pétition adressée du ban de la Roche au gouvernement de Louis-Philippe s'écriaient, celui-ci : « C'est la dernière heure qui mange le pain du fabricant ! » et celui-là : « Si nous ne pouvons pas soutenir la concurrence contre les filateurs anglais, c'est que nous travaillons trop heures de trop. »

Et Charles Le Hardy de Beaulieu, dans sa monographie du *salut*, l'une des plus belles peut-être des études qui aient été faites sur ce sujet, concluait, au nom de la science économique, qu'avec un salaire bas l'ouvrier n'obtient qu'un travail cher, et que le salaire élevé est celui qui donne le moins et qui rend le plus.

C'est la science économique, en effet, d'accord, comme le conclut Charles Le Hardy de Beaulieu, avec la morale, qui a mis en évidence ce qui est si consolant et salutaire. Et si elle n'est pas mieux obéie, c'est bien peu peut-être parce que les représentants de la science économique ne sont pas suffisamment écoutés.

Je ne voudrais pas, dans une question d'une si haute portée, l'air d'intervenir à titre personnel. Peut-être cependant, puisque nous sommes constamment accusés d'être les auteurs du mal que nous combattons et les ennemis du bien qui nous est dû, me sera-t-il permis de rappeler que cette doctrine de l'adoucissement de l'effort

l'accroissement du loisir qui se traduit par la réduction non pas aveugle et officielle, mais raisonnée et volontaire de la journée de travail il y a bientôt un demi-siècle qu'à la suite de mes maîtres je ne cesse de la prêcher, et qu'il y a précisément trente-quatre ans — c'était en avril 1869 — que les ouvriers d'un grand établissement métallurgique, aujourd'hui hors de France, les forges d'Ars-sur-Moselle, m'envoyaient, pour avoir contribué à faire diminuer d'une heure leur journée de travail, un ouvrage de leurs mains, qu'ils me priaient de recevoir « avec autant de plaisir qu'ils en avaient eu à le faire ».

Cela ne nous empêchera pas sans doute de continuer à être dénoncés, par ceux qui vivent de l'exploitation des préjugés et des antagonismes sociaux, comme les ennemis des ouvriers et les défenseurs intéressés de l'impitoyable loi d'airain des salaires. Mais cela peut nous aider à nous consoler de l'injustice dont nous sommes victimes et à ne pas désespérer de la diminution des erreurs dont nous essayons de préserver ceux qui en souffrent.

FRÉDÉRIC PASSY.

---

## CHEZ LE MARCHAND

DE TABLEAUX

---

M. MÉLINE. — Qu'est-ce que c'est que ce petit tableau-là ? Une pochade de quelque caricaturiste flamand ?

LE MARCHAND. — Oh ! M. Méline, ne faites pas semblant de ne pas vous y connaître. C'est un Téniers, vous le voyez bien ; et cet autre, que vous regardez sans en avoir l'air, c'est un Van Ostade ni plus ni moins.

M. MÉLINE. — Vous croyez ?

LE MARCHAND. — Non, j'en suis sûr ; et vous aussi. Et vous en avez envie. Voyons, allons-y rondement. Qu'est-ce que vous en offrez ?

M. MÉLINE. — Je n'achète rien aujourd'hui. Je n'ai pas d'argent : les monométallistes m'ont ruiné.

LE MARCHAND. — Allons, allons, vous n'êtes pas encore aussi bas que cela. Et puis vous avez du bric-à-brac chez vous. On peut faire affaire sans argent. Les produits s'échangent contre des produits. Vous savez je suis arrangeant. Tenez, vous avez un petit Guido Reni, un bronze de Benvenuto et un secrétaire de Boulle dont un de mes clients m'a parlé. Si vous voulez, je vous les échange contre ces deux toiles qui vous tentent.

M. MÉLINE. — Trois objets pour deux ! Et trois objets de cette valeur ! Vous plaisantez, M. Guillaume.

LE MARCHAND. — Non pas, vraiment ; et je m'étonne que vous ne m'offriez pas davantage. Car, enfin, n'est-ce pas vous qui avez démontré que plus on donne et moins on reçoit plus on s'enrichit, et que l'excédent des entrées sur les sorties est une perte ? Je vous offre l'occasion de faire sortir de chez vous trois objets en n'en faisant entrer qu'un ou deux : c'est tout bénéfice ; et vous devriez m'en proposer un quatrième.

M. MÉLINE. — Pourquoi pas me demander ma collection tout entière pour rien pendant que vous y êtes ?

LE MARCHAND. — Eh ! mais ce serait logique. Toujours exporter, c'est-à-dire donner et jamais importer, c'est-à-dire recevoir, c'est votre idéal,



**M. Méline.** Et s'il est bon pour les peuples, pourquoi et comment ne serait-il pas bon pour les individus? Allons, soyez conséquent, et mettez une fois au moins vos actes d'accord avec vos principes.

**M. Méline.** — Vous êtes un mauvais plaisant, M. Guillaume, et vous ne savez pas distinguer. Je ne suis pas la France, moi ; je suis un particulier. Les particuliers s'enrichissent quand ils reçoivent beaucoup en donnant peu. Pour les nations, c'est le contraire.

**Le Marchand.** — Et pourquoi, s'il vous plaît?

**M. Méline.** — Pourquoi, pourquoi? En vertu du principe des contradictions, morbleu! Et parce que quand je traite avec vous j'entends traiter librement. Mais quand c'est la France qui traite avec l'étranger, il faut qu'elle ne traite que selon mes directions. L'échange libre, à la bonne heure! Mais le libre-échange, jamais!

FRÉDÉRIC PASSY.

---

## FÉDÉRATION LIBRE ÉCHANGISTE INTERNATIONALE

---

### *Le prix du pain et le droit de 7 francs.*

Le prix du pain, s'est élevé dans certains quartiers de Paris à 0 fr. 85 les 2 kilos ; car le boulanger est un producteur comme les autres : il fabrique une marchandise pour la vendre avec gain.

Si la matière première monte, il augmente le prix du produit. Or le blé et la farine ont suivi la progression suivante depuis l'ouverture de la campagne 1902-1903.

	farine 100 kilos	blé
1902		
2 août.....	32	21.60
1 <sup>er</sup> octobre....	30.50	20.70
1903		
7 janvier.....	31	21.65
5 février.....	33	23.20
4 mars.....	33	22.55
2 avril.....	34	23.70
1 <sup>er</sup> mai.....	34.15	25

Le *Journal Officiel* vient de publier les adjudications en blé effectuées par l'intendance militaire dans le mois d'avril. Le prix moyen pratiqué ressort à 25 fr. 31.

Cette augmentation du prix du blé vient surtout de la mauvaise qualité de la dernière récolte.

Comme toujours, quand le prix du blé s'élève, le droit joue complètement, car voici le prix moyen du blé donné sur les marchés étrangers par le *Journal d'agriculture pratique* du 7 mai : Londres, 16 fr. 50 les 100 kil. Vienne, 16 fr. 80 ; Budapest, 16 fr. 40 ; Anvers 16 fr. 50 ; New-York, 15 fr. 94.

En 1898, M. Méline, le leader du protectionnisme, alors président du conseil, devant une hausse du prix du blé, suspendit le droit de 7 fr. Il invoquait dans le rapport précédant le décret « le caractère de la situation exceptionnelle qui autorisait évidemment des mesures excep-



recommencer la vieille politique romaine du *panem et circenses* qui transforma les vainqueurs du monde en une population de mendiants, prête à subir toutes les tyrannies et apte à toutes les lâchetés ?

Mais les socialistes français n'ont pas comme les socialistes allemands engagé une lutte contre le pain cher.

Tandis qu'en Angleterre, un ministre conservateur supprime au bout d'une année le droit de 3 pence par cwt (50 kil. 8), soit un peu moins de 0.60 centimes par quintal métrique le blé, en France, pays démocratique, l'année dernière, sur les 2.500 candidats qui se sont disputé les suffrages, on ne pouvait pas en compter une demi-douzaine qui aient fait allusion à ces centaines de millions prélevés sur un objet d'alimentation de première nécessité au profit de quelques centaines de milliers de grands et de petits propriétaires ! On peut en conclure que la majorité des électeurs préfèrent la promesse de chimères à la réalité du pain quotidien.

Cependant quand le boulanger annonce une augmentation de 0.05 ou de 0.10 centimes sur le kilogramme de pain, l'émotion est grande dans chaque famille. On regarde vers l'autorité : et on a raison, car elle est responsable de toute la cherté que le droit de douane ajoute au cours naturel du blé ; mais au lieu de lui demander de cesser son intervention, on lui demande une autre intervention, celle de forcer le boulanger à ne pas tenir compte du prix du blé dans le prix du pain !

*Le Président de la Fédération  
libre-échangiste internationale.*

G. DE MOLINARI.

*Le secrétaire général,*  
JULES FLEURY.

---



11. — **Rapport** au Président de la République sur les opérations des banques coloniales pendant l'exercice 1901-1902 (page 2333).

17. — au Président de la République, suivi d'un décret relatif à la circulation des bons de caisse à la Guadeloupe (page 2437).

18. — au Président de la République sur les opérations effectuées aux halles centrales pendant l'année 1901 (page 2470).

19. — **Loi** déclarant d'utilité publique l'établissement, dans Paris, de la ligne de chemin de fer métropolitain d'Auteuil à l'Opéra, par Grenelle (page 2493).

— relative aux pensions des veuves et des orphelins des fonctionnaires civils et des militaires qui ont trouvé la mort dans la catastrophe de la Martinique (page 2494).

21. — **Décret** ouvrant le bureau de douane de Rouen (Seine-Inférieure) aux opérations d'admission temporaire des tissus de soie puer destinés à être teints, imprimés, apprêtés ou gaufrés (page 2557).

23. — **Notification** au gouvernement de la République française par le gouvernement austro-hongrois de l'accession de la compagnie anglaise « Eastern Extension Australasia and China Telegraph Co » à la convention internationale télégraphique de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875 (page 2589).

— **Errata** à la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1903 (page 2599).

26. — **Arrêté** portant modification à l'arrêté du 23 décembre 1900 sur les conditions d'admission dans les écoles nationales professionnelles (page 2645).

28. — **Circulaire** relative aux formules de politesse et de salutation dans la correspondance échangée entre les autorités militaires et les fonctionnaires des différents départements ministériels (page 2718).

**Les Caisses d'épargne dans l'État de New-York États-Unis, en 1902.** — Au 1<sup>er</sup> janvier 1903, les 127 caisses d'épargne de l'État de New-York comptaient 2.275.383 livrets ou déposants, avec une somme d'épargnes en dépôt de cinq milliards six cents millions de francs = 1.077.283.743 dollars. Dans le seul comté de New-York, le nombre des déposants était de 1.147.601 et le stock des sommes en dépôt, de trois milliards de francs = 780.210.471 dollars.

Pour les 127 caisses d'épargne de l'État, le surplus qui représente ce que nous appelons en France : Fonds de dotation, était de 560 millions de francs = 133.286.775 dollars.

Dans le cours de l'année 1902, 451.317 comptes avaient été ouverts et 313.323 fermés : d'où augmentation dans l'année, de 137.992 comptes ou livrets ou déposants. La somme des versements en 1902, a été de



# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

RÉUNION DU 5 MAI 1903.

---

Echange d'adresses entre la Société d'Économie politique et le Cobden Club.

COMMUNICATION. — La situation économique de la République Argentine.

DISCUSSION. — Le rapport de la Commission d'enquête anglaise sur les subventions accordées à la marine marchande.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. E. Levasseur, de l'Institut, président. Il fait part des regrets de M. Frédéric Passy, qui n'a pu assister à la réunion, retenu chez lui par une indisposition dont il est déjà, du reste, à peu près remis.

A l'occasion du passage en France du roi d'Angleterre, MM. Frédéric Passy, président et Jules Fleury, secrétaire perpétuel de la Société d'Économie politique, ont eu l'idée d'envoyer au Cobden Club de Londres, par télégramme, une adresse dont voici le texte :

« Harold Cox, esq., Secrétaire du Cobden Club,  
6, Raymond Buildings, Gray's Inn, W. C. Londres.

» Paris, 2 mai 1903.

» La Société d'Économie politique, présidée par M. Frédéric Passy, saisit l'occasion de la présence à Paris de S. M. Edouard VII pour renouveler au Cobden Club l'expression de sa fraternelle sympathie.

» Elle forme des vœux ardents pour la consolidation, sur la base de nos communes convictions, de l'entente cordiale entre deux nations dont l'union importe tant au bien de l'humanité.

» PASSY, LEVASSEUR, FLEURY. »





chaleur des intérêts mutuels, et représentent, déjà, des chiffres considérables. Les capitaux français — en général peu aventureux et ennemis de l'émigration — se dirigent de plus en plus, sous différentes formes, dans cette lointaine contrée sud-américaine ; ils atteignent, suivant une récente statistique officielle, près d'un milliard de francs.

Si ces différents points de contact ont, depuis longtemps, rapproché les deux pays, un nouveau besoin s'accroît aujourd'hui : celui de rendre plus intimes, si toutefois cela est possible, les relations intellectuelles ! Beaucoup de Français vont dans l'Argentine.

Le chiffre total du commerce d'importation et d'exportation établi entre l'Argentine et la France est représenté par des sommes énormes ; l'orateur fait remarquer qu'il est susceptible d'avoir un développement beaucoup plus important, en tenant compte des intérêts réciproques des deux pays, et surtout qu'il est nécessaire d'empêcher qu'il soit devancé par celui d'autres marchés qui plus tard sont entrés en rapports commerciaux avec le Sud-Amérique.

Quant à la République Argentine, elle constitue aujourd'hui un vaste champ ouvert à l'activité humaine et aux capitaux du monde.

Elle possède un territoire fertile très étendu (3 millions de kilomètres carrés) ; elle est favorisée par un climat tempéré et, dans sa plus grande extension, elle ne connaît pas les températures extrêmes ; elle est arrosée par des fleuves très larges qui semblent des mers ; elle jouit de la navigation la plus sûre et la plus tranquille de la terre, qui la met en communication rapide avec les centres de consommation du vieux monde, et elle se trouve admirablement préparée pour expérimenter et appliquer toutes les cultures. Afin d'apprécier dans toute sa grandeur l'extension que peut prendre l'agriculture dans la République Argentine, il suffit de considérer ce fait que, si de 300 millions d'hectares, dont se compose son territoire, on déduisait 30 p. 100 occupés par les bois, les fleuves, les lacs, les villes et les villages, il reste, disponibles pour l'agriculture et le pâturage, environ 200 millions d'hectares, qui pourraient faire vivre de 35 à 40 millions d'habitants.

L'Argentine possède actuellement un stock de 130 millions d'animaux de race ovine et de 30 millions de race bovine, stock qui, si grande que soit la consommation, intérieure et extérieure, doit nécessairement s'accroître dans une proportion extraordinaire.



Comme résultat de cette situation économique si prospère, tous les titres cotés, tant à la bourse de Buenos-Aires qu'à celle de Londres, ont éprouvé une hausse considérable.

Le total des valeurs mobilières existant dans l'Argentine, à la fin de 1900, arrive au chiffre de 7.650 millions de francs.

Les capitalistes qui ont placé cette masse considérable d'argent en Argentine peuvent être tranquilles quant à leurs rentes et ne doivent pas regretter les placements qu'ils y ont faits.

Certes, l'Argentine ne doit pas regretter le service des intérêts dus aux capitaux étrangers, comme ceux-ci non plus ne doivent regretter leur placement dans la Pampa. Ce terrain vaste et fécond est capable de supporter tout le poids des emprunts ; il ne demande qu'une chose : la continuité des efforts de ses citoyens et des nations étrangères pour pouvoir montrer au monde le plus grand triomphe économique moderne.

C'est le triomphe du travail appliqué sur une terre vierge et puissante sous un régime de liberté et de fraternité complètes, telles que l'école classique, qui trouve en France ses plus forts disciples, l'a toujours rêvé, depuis Adam Smith, jusqu'aux Molinari, aux Passy, aux Leroy-Beaulieu, aux Levasseur, aux Neymarck de notre temps.

M. le Président, en remerciant M. Martinez de cet intéressant exposé, fait remarquer à ses confrères que ce travail est digne de la plus grande confiance, l'auteur étant un économiste consciencieux qui a poursuivi, dans son pays, une enquête analogue à celle que M. Neymarck, en France, a si magistralement menée à bien.

M. C. de Lestrade profite de la présence de M. Martinez pour remercier le gouvernement argentin, en la personne de l'ancien directeur de la Statistique, de l'envoi régulier aux membres de la Société du *Bulletin de statistique municipale* de la ville de Buenos-Aires, si bien fait et si intéressant pour les économistes français.

M. Jules Fleury, secrétaire perpétuel, présente les publications reçues par la Société, et dont on trouvera la liste ci-après.

M. le Président propose comme sujet de discussion la question suivante, indiquée par M. A. Raffalovich :



taire d'une grande marine de commerce (croiseurs auxiliaires, transports, réserve de marins, etc.).

L'Etat, sans nationaliser l'industrie maritime, peut exercer une influence considérable au point de vue de la construction et de l'exploitation : par des instituts de classification des navires, par une réglementation concernant la charge du bâtiment, par des dispositions d'ordre hygiénique, par des contrats postaux, par des primes de navigation, des primes de construction, par des dégrèvements fiscaux, par l'interdiction de nationaliser les navires achetés à l'étranger, par la réserve du cabotage à la marine nationale, par l'entrée en franchise des matières premières nécessaires à la construction, par des tarifs de chemins de fer favorables à l'exportation.

Il faut noter en passant que, dans l'industrie maritime, il y a des intérêts particuliers qui sont ceux des constructeurs, ceux des armateurs, ceux des consommateurs (expéditeurs, passagers) qui sont souvent en opposition et entre lesquels il n'est pas facile de rétablir l'harmonie, lorsqu'on abandonne le principe de la liberté commerciale ; on doit tenir compte aussi des intérêts des contribuables et se préoccuper de la répercussion sur les relations internationales, certaine mesure en apparence d'ordre intérieur pouvant provoquer des représailles.

A des intervalles plus ou moins longs, on assiste à des accès de panique, qui saisissent la presse et une partie des intéressés : « La marine nationale est en décadence, la concurrence des marines étrangères, favorisées par des lois que nous n'avons pas, devient de plus en plus menaçante ; il faut aviser, il faut légiférer et ouvrir des crédits pour accorder des primes, des subventions ». La France n'a pas le monopole de ces paniques ni des récriminations et des sollicitations. Plus l'esprit protectionniste est fortement ancré dans un pays, plus le tapage est violent et l'appel au concours du Trésor bruyant.

Si complexe que soit l'industrie maritime, envisagée aussi bien au point de vue de la construction qu'au point de vue du transport, elle présente cependant un ensemble de phénomènes dont la manifestation est assez facile à suivre, qui se traduit d'une façon assez claire pour qu'on puisse observer les faits et constater qu'ils n'échappent pas à la sanction économique, c'est-à-dire que la transgression des principes économiques amène des conséquences fâcheuses et que des lois qualifiées de protectrices aboutissent à des résultats tout à fait différents de ce qu'espéraient, promettaient et escomptaient leurs promoteurs. Les ques-



A en juger par l'expérience du sujet, ces conditions doivent continuer afin de garantir l'existence de la marine qu'elles ont encouragée à naître. A une nation dont les intérêts commerciaux sont vastes, les primes des autres nations peuvent apporter des avantages sous forme de taux abaissés de frêt, qui résulte de l'augmentation de concurrence. »

Cette citation d'un rapport adressé au Président des Etats-Unis vous paraîtra peut-être opportune, dit M. Raffalovich.

En France vous avez eu la grande Commission de 1873, qui proclama que le seul moyen efficace de venir en aide à la marine de commerce, c'était de lui allouer des primes ; on fit valoir les services rendus par la marine de commerce, en entretenant gratuitement une réserve pour la flotte de guerre. Des travaux de la Commission de 1873 sortit la loi de 1881, qui accordait une prime à la construction, une prime à l'armement de 1 fr. 50 sur la jauge nette pour les navires construits en France, une demi-prime pour l'armement pour les navires construits à l'étranger.

Puis est venue la loi de 1893, qui porte la prime à la construction de 60 à 90 francs, qui supprime la demi-prime pour l'armateur achetant son navire à l'étranger et qui augmente la prime aux voiliers. La somme de 90 francs dépassait sensiblement les droits de douane sur les matières nécessaires à la fabrication du navire. On pronostiqua que la suppression de la demi prime amènerait la diminution des effectifs et ne servirait nullement les constructeurs français. On sait ce que l'élévation de la prime aux voiliers à 1 fr. 70, sans restriction pour les gros tonnages, a coûté. Les capitaux sont revenus, a-t-on dit, à l'industrie maritime, mais beaucoup plus au profit des voiliers qu'à celui des vapeurs, qui restaient cependant le véritable instrument de progrès. Trois années s'écoulaient, la situation s'aggrave, la Chambre des députés adopte à l'unanimité une résolution invitant le gouvernement à faire étudier par une Commission spéciale les moyens de venir en aide à la marine marchande. Une Commission extraparlamentaire, présidée par M. Raynal, procéda à une vaste enquête dont le rapport fut présenté par M. Estier et dont résulta la loi de 1902.

En 1901, la Chambre des communes, sur la proposition de M. Evelyn Cecil, nomma une Commission d'enquête, chargée d'examiner la question des subventions accordées par les gouvernements étrangers aux navires à vapeur et à voile et d'en rechercher l'influence sur le commerce britannique.

Cette Commission, qui a tenu 32 séances et recueilli les déposi-





promulgation de la loi, les 500.000 tonneaux étaient absorbés, dont 300.000 par une seule personne ».

Nous ne pouvons suivre M. Raffalovich dans le résumé de la législation italienne, russe, japonaise, américaine, austro-hongroise. Reproduisons seulement les tableaux ci-dessous.

*Tableau comparé du tonnage. (Steamers de plus de 100 tonneaux.)*

	1890-1891			1902-1903		
	Navires	Mille T.	0/0	Navires	Mille T.	0/0
Royaume-Uni.....	5.574	7.774	59.9	7.358	12 897	49.9
Colonies.....	829	461	3.5	994	754	2.9
Total.....	6.403	8.235	63.4	8.352	13.652	52.8
Etats-Unis.....	416	517	4.0	1.094	1 954	7.6
Autriche-Hongrie...	130	151	1.2	259	529	2.0
Pays-Bas.....	162	217	1.7	320	555	2.1
France.....	526	809	6.2	690	1.104	4.3
Allemagne.....	741	928	7.2	1.365	2.636	10.2
Italie.....	212	300	2.4	361	691	2.7
Japon.....	165	138	1.1	535	554	2.1
Norwège.....	395	246	1.9	905	866	3.4
Russie.....	236	156	1.2	544	556	2.2
Espagne.....	389	414	3.2	464	736	2.8
Suède.....	471	181	1.4	719	464	1.8
	11.108	12.985	—	17.156	25 859	—

*Voiliers.*

	1890-1891			1902-1903		
	Navires	Mille T.	0/0	Navires	Mille T.	0/0
Royaume-Uni.....	3.593	2.467	26.9	1.685	1.533	23.3
Colonies.....	2.075	894	9.8	1.004	360	5.5
	5.668	3.361	36.7	2.689	1.894	28.8
Etats-Unis.....	2.856	1.306	14.2	2.214	1.382	21.0
Autriche-Hongrie...	238	118	1.3	42	26	4
Pays-Bas.....	382	161	1.8	109	57	9
France.....	854	235	2.6	601	415	6.3
Allemagne.....	1.135	640	7.0	500	502	7.6
Italie.....	1.343	515	5.6	862	467	7.1
Japon.....	124	33	4.0	998	135	2.1
Norwège.....	2.974	1.337	14.6	1.345	766	11.6
Russie.....	945	271	2.9	751	244	3.7
Espagne.....	494	119	1.3	150	48	7
Suède.....	999	294	3.2	789	225	3.4
	21.190	9.166	—	12.472	5.774	—

Après avoir exposé ce qui se fait à l'étranger, le rapport de la Commission anglaise examine les différents éléments du problème, notamment les conditions dans lesquelles les subventions sont accordées et la répercussion sur les intérêts britanniques. Voici



important. Ailleurs les subventions n'ont pas donné des résultats satisfaisants. La concurrence des armateurs anglais avec leurs concurrents commerciaux, dans des conditions raisonnables, sans intervention de l'Etat ni contrôle des frets par lui, est plus saine et plus utile qu'un système subventionné et consolidé par l'Etat, dans lequel l'armateur dépendrait moins de son énergie et de son habileté industrielle, davantage de la faveur et du secours du gouvernement.

**M. Cabart-Danneville**, sénateur de la Manche, invité du Bureau, est prié par le Président de présenter à la réunion quelques observations sur cette question de la marine marchande, sur laquelle il est particulièrement compétent.

M. Cabart-Danneville envisage la législation de 1893 et celle de 1902. Il montre qu'en réduisant la prime des voiliers et en augmentant celle des vapeurs, en repoussant la compensation d'armement, on aurait pu obtenir une loi excellente et qui aurait donné des résultats au point de vue de la construction et de l'armement. Il fait toucher du doigt les contradictions de la loi, celles de la loi et du règlement d'administration publique.

Il passe en revue les législations anglaise, allemande, américaine, japonaise, italienne et espagnole au point de vue des subventions données à la marine marchande.

Le sénateur de la Manche croit qu'on pourrait arriver à supprimer les primes en examinant les facteurs personnels, matériels, politiques dont est fonction la marine marchande. Ces éléments, les lois et règlements qui, par leurs variations entraînent la prospérité, la stagnation ou la décadence de notre commerce maritime, doivent être étudiés et en France, dont l'histoire doit être mise à profit, et chez les nations étrangères dont les marines marchandes progressent.

**M. Colson** considère l'étude des subventions à la marine marchande comme tout particulièrement intéressante, parce que l'industrie navale est par excellence l'industrie protégée, à laquelle ont été appliqués tous les procédés préconisés par les écoles interventionnistes ; aussi quand on voit les mesures prises en sa faveur tantôt échouer complètement tantôt devenir ruineuses pour le Trésor, on peut y trouver l'exemple le plus topique de l'impuissance des encouragements officiels.

L'un des prétextes principaux de ces interventions c'est l'inscription maritime, qui constituait autrefois une charge militaire spéciale assez lourde, mais qui ne diffère guère aujourd'hui, des



a établi une décroissance des primes pour les navires de plus de 3.000 tonneaux et la suppression de toute allocation pour le tonnage excédant 7.000 tonneaux pour un navire. Ainsi les très grands cargo-boats de 10.000 ou 12.000 tonneaux ou même davantage, dont l'emploi tend à se développer dans les grands pays maritimes et qui paraissent constituer l'instrument réel du progrès naval, ne recevront que des encouragements limités. Par contre, sur les instances, dit-on, des capitaines au long cours désireux de voir les commandements se multiplier le plus possible, on accorde aux voiliers de 3.000 tonneaux des primes disproportionnées avec leur intérêt réel.

Dans ces conditions, il est probable que le budget se fût trouvé promptement engagé au delà de toute raison si le Sénat n'avait eu la prudence de limiter les sacrifices de l'Etat à 150 millions qui joints à 50 millions admis pour la construction, représentent déjà un joli denier.

Mais du moment où on limitait les sacrifices du Trésor, il fallait savoir qui aurait droit aux 150 millions. Les primes à la marine marchande ont en grande partie pour objet de couvrir les charges répondant à l'écart de 60 à 80 p. 100 qui subsiste entre le coût des navires de construction anglaise et ceux de construction française, même après paiement à ceux-ci de la prime à la construction représentative du droit de douane. Il faut donc pour qu'un armateur commande un navire qu'il sache que, sur les 150 millions il lui est réservé une somme permettant de lui allouer pendant les 12 années pour lesquelles la prime est promise, les sommes auxquelles les parcours effectués lui donneront probablement droit. Il a donc fallu régler les *prises de rang* au moyen desquelles les navires acquièreront un droit sur les 150 millions, au fur et à mesure des commandes, jusqu'à épuisement de ce crédit, et instituer des déchéances en cas de prise de rang fictive pour constater que l'inscription n'a pas été suivie d'effet.]

D'où cette conséquence que les intéressés se sont précipités pour arriver en temps utile, si bien que quelques mois après la promulgation de la loi les rangs pris absorbaient tout le crédit; les chantiers vont pousser la construction à faire, pour ne pas exposer les navires inscrits à la déchéance, puis ils s'arrêteront court, et tout aliment leur sera enlevé puisque les navires qui seraient construits sans arriver en rang utile ne pourraient espérer aucune prime. C'est la crise organisée à l'avance, à échéance fixe. Il est bien invraisemblable qu'on la laisse se produire et de nouveaux crédits seront réclamés.



la capacité du navire. La place disponible pour les voyageurs et les marchandises étant réduite presque à rien, il faudrait leur demander des prix colossaux pour qu'une exploitation de ce genre fût rémunératrice. Le public apprécie beaucoup la vitesse, mais il se refuse absolument à la payer ce qu'elle coûte, et les grands paquebots qui donnent les vitesses de 21, 22, 23 nœuds dont on parle aujourd'hui, seraient bien vite abandonnés, s'ils n'étaient largement subventionnés. En Angleterre, comme en Allemagne, comme en France, on reconnaît qu'on va beaucoup trop loin dans la voie de l'accélération des services, et cette coûteuse folie ne subsiste que par les subsides des administrations postales entraînées dans tous les pays à dépasser toute raison dans cette voie.

C'est ainsi que les subsides de l'Etat faussent complètement le développement de la marine. Tantôt il soutient les voiliers, les vapeurs de petites dimensions et les outillages que le progrès condamne; tantôt il devance le progrès en imposant aux contribuables des charges écrasantes pour obtenir des vitesses ruineuses dans l'état actuel de l'art nautique. Il expose l'activité des chantiers et par suite de la métallurgie aux soubresauts les plus malfaisants pour les entrepreneurs, comme pour les travailleurs, et avec tout cela il arrive à ce résultat que les industries navales pour lesquelles le budget s'impose les plus lourds sacrifices seraient incontestablement celles de France dont les plaintes seraient les plus continues, n'était l'industrie sucrière où les mêmes procédés ont amené les mêmes résultats.

Un échange d'observations entre MM. Cabart-Danneville, J. Fleury, Colson, Giraud succède à l'exposé de M. Colson.

**M. Cabart-Danneville** répète que si l'on veut avoir une marine marchande rendant de véritables services au commerce, il ne faut pas instituer de primes. Sans quoi, pour gagner ces primes, les armateurs feront naviguer des bateaux chargés de n'importe quoi dans le seul but de gagner les subventions.

**M. Jules Fleury** dit que la seule chose à faire, après avoir supprimé toute protection, c'est de dire à chacun de nos constructeurs, de nos armateurs : « Sois habile, sois ingénieux, applique-toi à faire mieux que tes concurrents, et le succès est à toi ! »

**M. Levasseur** ne résumera pas cette fois la discussion. L'heure est trop avancée et le sujet, tel qu'il a été présenté dans le rapport très documenté et bien instructif de M. Raffalovich, est une étude de détail et d'application pratique plutôt que de principe



scientifique ; c'est en hommes pratiques, bien versés dans la connaissance du détail que l'ont traité MM. Colson et Cabart-Danneville. Le témoignage des Anglais n'est pas favorable à la prime ; il est vrai qu'ils ont dans la construction et la navigation une situation prépondérante qui les dispense de songer à ce genre de protection ; ils y recourent cependant, peut-être indirectement, par des conventions postales, et ils viennent de le faire directement en vue de soutenir la concurrence du trust de l'Océan. D'autres peuples moins favorisés emploient le système des primes. En ont-ils réellement recueilli le bénéfice qu'ils espéraient ? L'expérience de la France depuis 1881 est loin de le démontrer. Il est certain que l'impulsion que le gouvernement a donnée ainsi aux constructions de bâtiments à voiles n'est pas logique. Comme le dit M. Colson, la prime est destinée à soutenir des parties faibles et souvent par suite engage l'activité économique dans des directions qui ne sont pas les plus conformes au progrès. D'autre part, comme le dit l'enquête anglaise, elle amène une baisse anormale du fret, une fraction de la dépense de navigation étant payée par l'Etat. Elle risque ainsi de fausser doublement l'équilibre économique qui résulterait d'une libre concurrence. Aucun des orateurs qui ont pris la parole ce soir n'a d'ailleurs défendu ce système ; M. Cabart-Danneville est partisan de la protection, mais par d'autres moyens. Un des meilleurs assurément est le développement du commerce extérieur d'importation et d'exportation qui procure le fret et qui est d'intérêt général. Les législateurs devraient, en matière de protection, mettre toujours cet intérêt en balance avec l'intérêt particulier d'une industrie quelconque.

La séance est levée à 11 h. 15.

CHARLES LETORT.

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

A. NYMARCK. *Une statistique nouvelle sur le morcellement des valeurs mobilières.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1903, in-8°.

E. D'EICHTHAL. *Le lendemain de la révolution sociale.* — Paris, 1903, in-8°.

GEORGES CAHEN. *Le gouvernement législateur. La loi et le règlement.* — Paris, 1903, 8°.

*Le nouveau port de Bizerte. Tunisie.* — Paris, 1903, in-8°.

*Institut des actuaires français. Bulletin trimestriel, n° 51 et 52.* — Paris, 1902 et 1903, in-8°.

*Le Manifeste du Tzar. Le point de vue russe.* — Paris (s. d.), in-8°.

G. DE MOLINARI. *Étalon d'or et étalon d'argent.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1903, in-8°.

A. NEYMARCK. — *La statistique internationale des valeurs mobilières ; IV<sup>e</sup> rapport.* — Rome, 1903, gr. in-8°.

HENRI ONFROY. *Les papeteries à la cuve d'Arches et d'Archettes.* Supplément aux Annales du « Musée social ». — Paris, 1903, in-8°.

*Règlement définitif du budget de l'Empire (russe). Exercice 1901.* — Saint-Petersbourg, 1902, in-4°.

CHARLES RENARD. *De la coopération des médecins à l'œuvre de la mutualité et particulièrement au traitement des blessés du travail.* — Paris, 1902, gr. in-8°.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Direction du travail. *Statistique annuelle du mouvement de la population*, t. XXXI. — Paris, 1902, gr. in-8°.

*Monthly summary of commerce and finance of the United States.* N<sup>o</sup> 4-7. — Washington, 1902, in-4°.



lions d'augmentation du fait des lois sur la durée du travail des agents, et les dépenses supplémentaires prévues et dont on ne peut fixer le chiffre.

M. Henry Haguet insiste sur le développement du fonctionnarisme, pour des intérêts politiques et électoraux, dû à l'absorption des chemins de fer par l'Etat. Cependant ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué, ceux, entre autres, de M. Numa Droz qui écrivait : « Que l'Etat s'en tienne à son rôle de régulateur et de stimulant de tous les efforts. Cela vaudra infiniment mieux pour la prospérité nationale que la création d'une dette et d'une bureaucratie qui seront comme un manteau de plomb dont le pays ne pourra plus se débarrasser. »

On n'a plus voulu d'actionnaires qui cependant ne touchaient leur part de bénéfices que s'il y avait des bénéfices. Qui paie maintenant ? c'est le contribuable, et l'on ne voit pas qu'il puisse y avoir pour lui de compensation. C'est lui, dit M. Henry Haguet, « qui devra supporter les conséquences du rachat, notamment les frais de la bureaucratie fédérale. On a payé le réseau plus cher qu'on ne pensait : on boucle les premiers budgets d'exploitation par des déficits : on consent à faire des économies sur les tarifs et à négliger les commerçants ; mais on persiste à s'endetter pour les fonctionnaires. C'est le grief qui saute aux yeux lorsqu'on étudie cette question du rachat en Suisse, pays de suffrage universel où le parti radical pousse à la centralisation à outrance, démocratie républicaine où les traitements des seuls fonctionnaires fédéraux absorbent plus de 33 0/0 du budget total de la Confédération ?

S'il est impossible, sur les résultats de deux années, de se prononcer absolument, il est toutefois difficile, dans ces conditions, d'augurer de l'avenir mieux que du présent.

Nous pouvons, de l'excellent livre de M. Henry Haguet, tirer de profitables leçons pour nous-mêmes. La Suisse avait quelques raisons, bonnes ou mauvaises, des prétextes tout au moins, pour procéder au rachat : l'unification désirable d'un réseau qui ne dépasse pas 2.700 kilomètres, les échéances des concessions qui ne se représentaient guère que tous les quinze ans et les conditions du rachat à dire d'experts, l'intérêt stratégique, etc. Si, malgré toutes ces raisons, il semble bien que la Suisse se soit trompée, combien plus se trompent en France les partisans d'un rachat pour lequel il est impossible d'indiquer un motif sérieux !

MAURICE ZABLET.

---



L'Etat prussien retire assurément des bénéfices considérables de sa production houillère, avec d'assez grandes variations : les années de baisse ne lui ont laissé que 6 à 8 millions de marks, mais en 1898 et 1899, les bénéfices se relèvent à plus de 12.300.000 marks, en 1900 ils vont à près de 16 millions. Toutefois ces résultats ne sont pas supérieurs à ceux réalisés par l'industrie privée des bassins houillers voisins pendant les périodes correspondantes.

D'où l'on peut conclure que la prospérité des mines de Sarrebrück est obtenue non par l'exploitation étatiste, mais malgré cette exploitation. Cependant, la direction a dû, en faisant payer ses charbons plus cher à l'étranger qu'en Allemagne, se créer un monopole de fait dans ce dernier pays, en même temps qu'elle profitait des besoins des industriels de France, de Suisse, etc. Elle se conduit d'ailleurs fort durement avec sa clientèle. C'est le même caporalisme qu'envers les ouvriers. « Elle vend la houille, dit M. Weiss, de la même manière que la Régie, en France, ses tabacs. » D'où bien des mécontentements dont les mines de Sarrebrück pourraient un jour ou l'autre avoir à subir les conséquences.

D'après cet exemple, que gagnerait la France à entrer dans la voie étatiste de l'exploitation des mines ? Les propriétaires, en supposant même leurs mines rachetées sans dépréciation, verraient leurs actions industrielles transformées en valeurs d'Etat peu susceptibles de plus value. Les salaires des ouvriers ne pourraient s'améliorer : il est un niveau normal que les nécessités budgétaires ne permettront jamais de dépasser. Et leur indépendance serait-elle mieux tolérée par l'Etat que par les Compagnies privées ? On ne le pense pas en Allemagne. Aussi au Congrès d'Essen, en 1894, la nationalisation des mines, demandée par quelques adhérents, fut-elle « repoussée nettement et même rudement ». Quant aux consommateurs, on sait le compte qu'en tient le fisc en tous pays.

Il arrivera sans doute un moment où, suivant M. Paul Weiss, l'Etat fera bien de reprendre les mines, c'est quand elles seront sur leur déclin, car alors il y aura à pourvoir à un service public. Nous n'en comprenons pas la raison. L'Etat retirera-t-il plus de charbon de mines épuisées que des compagnies privées ? Et si c'est pour éviter des pertes à ces compagnies, on ne voit pas pourquoi l'Etat les endosserait. M. Paul Weiss a aussi des tendances favorables aux associations réglant les prix de vente. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet.

Où est-il mieux inspiré, où il l'est tout à fait bien, c'est quand il s'élève contre le protectionnisme. La France ne produit qu'une partie de sa consommation de houille ou de coke. Pourquoi donc le droit de douane de 1 fr. 20 par tonne ? Il va directement



Wurtemberg, Bavière et Saxe, à laquelle tend toute la politique de Berlin, mais que les populations intéressées repoussent avec énergie, y voyant une menace pour ce qui leur reste d'autonomie. L'Alsace-Lorraine est jusqu'ici à part de ce mouvement ; mais du jour où les Etats du Sud auront cédé leurs réseaux au ministère prussien des chemins de fer, il est bien certain que les lignes d'Alsace-Lorraine et du Guillaume-Luxembourg, qui sont exploitées en réseau unique par l'Empire allemand, passeront du rang de chemins d'Empire à celui de voies prussiennes. »

Tout, en Alsace-Lorraine, comme dans l'Allemagne entière, mais en Alsace-Lorraine plus qu'ailleurs, est constitué et aménagé au point de vue stratégique. Les agents sont une véritable armée et absorbent 50 p. 100 des dépenses. Aussi tout marche-t-il militairement. On voudrait bien y adjoindre quelques petites lignes complémentaires dont le besoin, pour le commerce, se fait vivement sentir. Mais on se heurte à une réglementation inflexible et immuable. Il ne faut rien déranger à la mécanique.

« Les Chemins d'Alsace-Lorraine sont l'arme la plus puissante aux mains des centralisateurs germaniques. Le territoire des deux provinces est parcouru par une des plus grandes routes de fer de l'Europe. La gare de Strasbourg est un confluent de voies à circulation intense. Là s'unissent les lignes conduisant d'Anvers et de Rotterdam à la Suisse, au Danube et à l'Adriatique. L'une vient de l'Escaut par Luxembourg et Metz, l'autre des bouches du Rhin par Cologne. »

Les lignes de l'Allemagne du Sud, prises entre ces grandes voies et les lignes du réseau prussien, sont à la merci des visées de Berlin qui peut détourner leur trafic et les amener ainsi à composition.

L'étude du réseau d'Etat prussien forme une partie importante du livre de M. Ardouin-Dumazet. Retenons seulement ici que ce réseau, si florissant pendant quelques années et qui fournissait aux recettes du budget de l'Etat de 30 à 150 millions, voit son trafic et ses bénéfices diminuer considérablement. Constitué en même temps que se produisait la grande activité industrielle de l'Allemagne, il a profité de cette activité. Il subit aujourd'hui le contre-coup de la crise qui sévit. Et l'auteur, s'appuyant sur l'opinion d'Allemands qui ont fait de la question une étude approfondie, fait prévoir la ruine d'un système où l'union intime des Chemins de fer et du budget d'un Etat peut mettre celui-ci dans une situation financière dangereuse.

Le livre de M. Ardouin-Dumazet, par la forme un peu humoristique qu'il lui a donnée, est plutôt difficile à analyser. On ne fait pas un compte rendu des traits de mœurs, de coutumes et d'habitudes, des attitudes d'un chef de gare ou d'un garde-barrière, toutes choses





mêmes documents donnent, pour l'année 1900, par exemple, comme chiffres d'affaires réalisé entre l'Empire du Milieu et les nations européennes ainsi groupées, 10.273.405 hk. taëls soit 39.131.573 francs, à l'importation, et 24.976.619 hk. taëls, soit 95.190.918 francs, à l'exportation, alors que, d'après les documents européens, ce même mouvement d'affaires, dans les ports du continent, est estimé à 112 millions de francs à la sortie, et 274 millions à l'entrée.

Ces chiffres, il est vrai, comprennent aussi le commerce avec Hong-Kong et Macao, lequel n'est naturellement pas inclus dans les statistiques des douanes chinoises. Mais, d'autre part, le trafic avec la Hollande, le Portugal, la Scandinavie tout entière, reste en dehors des sommes indiquées.

De même, les rapports annuels publiés au Japon fournissent d'utiles informations. Il n'en est pas moins vrai, par exemple, que dans *Foreign Trade of the Empire of Japan*, les importations d'Allemagne figurent, en 1900, pour 18.183.953 yens, soit 43.816.080 francs, tandis qu'à la sortie du territoire douanier germanique, la valeur des marchandises expédiées sur le Japon est estimée à 70.400.000 marks, soit 82.500.000 francs, le double !

On voit donc que l'étude entreprise par M. Clavery n'était pas sans rencontrer, de prime abord, des difficultés sérieuses. Il les a surmontées. Il est parvenu à réunir une masse de renseignements précis et détaillés, notamment sur les articles allemands, belges, russes, autrichiens et italiens, qui, pendant les années 1900 et 1901, ont été placés, en quantités plus ou moins considérables, sur les marchés de l'Extrême-Orient.

S'il est vrai qu'en matière économique surtout, l'expérience d'autrui, parfois, soit instructive, souhaitons que les exportateurs français en relations d'affaires avec les mêmes régions sachent mettre à profit les renseignements si judicieusement réunis par M. Clavery sur les opérations de leurs compétiteurs des pays voisins.

EMILE MACQUART.

DE LA PROTECTION ET DE LA TUTELLE DES ENFANTS NATURELS, par M. GASTON MAJOT. 1 vol. in-8. Jouve, 1903.

La proportion des naissances illégitimes a augmenté en France, depuis un siècle, d'une manière considérable. En 1801, l'on comptait 42.000 naissances illégitimes pour 875.000 légitimes, soit moins de 5 p. 100. En 1900 : 72.851 naissances illégitimes pour 754.176 légitimes, soit près de 10 p. 100. Plus de 30 p. 100 des enfants venant au monde dans le département de la Seine sont des enfants naturels.



M. Laughlin se livre à une charge à fond contre la théorie quantitative de la monnaie, qui lui semble négliger des éléments essentiels dans l'établissement des prix. Il reproche à ceux dont il diffère, d'avoir des vues étroites. Les prix sont modifiés par d'autres causes que le plus ou moins de signes monétaires. M. Laughlin, après avoir été convaincu de la justesse des théories de Ricardo, est arrivé à les contester. Il s'appuie sur des exemples tirés des fluctuations de prix pendant et après la guerre de sécession.

L'ouvrage de M. Laughlin mérite d'être signalé à ceux qui s'intéressent aux questions monétaires et qui veulent les approfondir.

RAFFALOVICH.

DIE BEZIEHUNGEN RUSSLANDS ZU PERSIEN (LES RELATIONS DE LA RUSSIE AVEC LA PERSE), par VON KRAHMER. Leipzig. Zugschwerdt, 1903.

Le général prussien en retraite, Krahmer, s'est fait une spécialité de la compilation d'ouvrages concernant la Russie en Asie, et après avoir consacré un volume à l'Asie Centrale, un autre à la Sibérie, un troisième à la Russie en Extrême-Orient, un quatrième à la Côte septentrionale (mer d'Okhotsk, districts de Pétropawlovsk et d'Anadyr), il a été amené à étudier dans un cinquième les relations de la Russie et de la Perse.

Après un exposé historique, qui va de 1474 à 1854, M. Krahmer fait le tableau de la Perse, au point de vue de ses ressources, de ses industries primitives, de son agriculture, de son commerce avec l'étranger. Il est bien curieux, ce souvenir évoqué en 1561 : le négociant anglais, Antoine Djarkinson, établi à Moscou, d'où il entretenait un trafic considérable pour l'époque avec l'Angleterre, fut envoyé par le tzar Jean IV et la reine Elisabeth d'Angleterre, comme une sorte d'ambassadeur commun en Perse, afin d'expliquer au Shah les avantages qui résulteraient de relations amicales et suivies entre les trois pays. Il n'y avait pas, au xvi<sup>e</sup> siècle, les rivalités qui ont surgi depuis lors entre la Russie et l'Angleterre, et qui sont peut-être destinées à disparaître un jour, avec le progrès des voies de communication, avec la jonction des chemins de fer russes et anglo-indiens. Ce n'est pas impossible : on a pu voir, dans les trente dernières années du xix<sup>e</sup> siècle, la clef des Indes, c'est-à-dire la position dominante dont la possession est dangereuse pour les maîtres de ce pays, se rapprocher sans cesse davantage de la frontière indienne ; avec les progrès des Russes en Asie centrale, les susceptibilités anglaises sont devenues moindres, et c'est heureux, car la Russie en Asie accomplit incontestablement une œuvre de civi-



rexie », la soif du gain, l'agiotage, la jalousie, les manœuvres souterraines, le mécontentement et l'esprit de sédition ? Tel à peu près M. Purgon foudroyant Argan, coupable d'avoir négligé le remède qu'il lui avait prescrit.

Moins impressionnable que le malheureux Argan, M. Dietzel persévère dans son crime de lèse-Faculté et dans sa démonstration que, même comme producteurs, les ouvriers ont tout à gagner à la liberté des échanges. En premier lieu, cette liberté tend à régulariser la demande de travail et à relever le niveau des salaires. Reprenant en second lieu les théories émises jadis, par Thornton et par Walker, le jeune professeur allemand constate que le niveau des salaires monte et s'abaisse avec la productivité du travail industriel ; il va plus loin que ses prédécesseurs, car il aboutit à ce qu'il appelle la théorie des contraires (*die Konträrtheorie*). Cette théorie, on pourrait la formuler en ces termes : « Toutes choses égales d'ailleurs, les salaires tendent à s'établir dans le sens suivi par la productivité et dans le sens contraire à celui suivi par les prix. » Il s'agit, bien entendu, de tendances durables et non de simples fluctuations temporaires. C'est donc la productivité générale et non pas la productivité du seul travail proprement dit, qui règle la rétribution de ce dernier. Ainsi, quand par suite de progrès techniques, la réduction des frais de production d'un article aura permis de baisser son prix, le salaire des ouvriers employés augmentera en raison de l'accroissement de la productivité de cette branche du travail. Le système protecteur ne peut pas accroître la somme totale de la production d'un pays, puisqu'il pousse les capitaux vers des entreprises d'une productivité inférieure à celle des établissements rivaux de l'étranger, et que, par l'appât de bénéfices surélevés, il les fait au contraire se retirer d'emplois normalement productifs ; c'est donc au détriment des salaires qu'il agit.

En dernière analyse, sur le marché intérieur comme sur le marché extérieur, les produits ne s'achètent que par les produits ; plus il y aura de produits dans un pays, plus il y aura de puissance d'acquisition, et plus il y aura par conséquent de demande de travail. Loin de se nuire, l'intérêt général des consommateurs et l'intérêt particulier des ouvriers, en tant que producteurs, sont donc identiques.

On voit que les appétits désordonnés des agrariens suscitent enfin une réaction scientifique, dont nous sommes heureux de saluer le réveil.

E. CASTELOT

---



phiques et mystiques. Religieux, il l'est essentiellement ; mais c'est là une chose que les catholiques n'admettraient pas volontiers car on ne saurait asséner de plus rudes coups de massue à ce clergé, à ces moines et à ces dévots qui passent l'éponge sur tous les désordres, sur toutes les vilenies pourvu que des dons et des pratiques viennent les racheter. Peut-être même cette singulière morale de trop de soi-disant chrétiens empêche-t-elle l'amiral de voir les quelques bons côtés qui leur restent ; certes la perfection n'est pas de ce monde, mais ce serait manquer d'équité que de croire au vice absolu. Au reste il le sait mieux que personne lui qui a été en contact avec tant d'individus de tous genres. Parmi ceux qu'il a connus, il en est de si excellents qu'on leur est presque reconnaissant de si bien témoigner par leur vie en faveur de l'humanité. Telle cette brave marchande de légumes, restée veuve avec quatre enfants qui, perdant sa sœur cadette (veuve aussi) mère de trois enfants, les adoptait en disant : « Quand'il y en a pour cinq il y en a pour huit », et répondait à ceux qui la plaignaient de ses épreuves : « J'ai trop à travailler pour avoir le temps de me faire de la bile. » Ces admirables dévouements, assez rares dans la bourgeoisie, sont fréquents dans le peuple féminin de province, dit l'amiral, là où les modernes doctrines de la fraternité n'ont pas appris que l'on n'avait point à venir au secours de ses proches, cela étant l'affaire de la commune ou de l'Etat. Ce n'est pas le seul témoignage favorable à notre espèce qu'apporte l'auteur et, chose à noter, c'est encore la partie féminine, parfois si décriée, qui le lui fournit : Un médecin d'hôpital, consciencieux observateur des mœurs et des besoins populaires, me disait, écrit-il : « Pour élever leurs enfants, les veuves font des miracles ; trop souvent les veufs émigrent en laissant leurs enfants sur le pavé ». Il n'y a pas que des veufs qui soient si grandement dénués de l'instinct paternel ! Mais détournons nous de ces échantillons inférieurs de l'humanité, faisons seulement ce qui est en notre pouvoir pour que le nombre en diminue chaque jour. Il n'est du reste pas nécessaire, pour les améliorer, de tenter de leur inculquer des principes de très haute moralité qu'ils ne s'assimileraient sans doute pas ; il suffit de leur dire avec l'amiral Réveillère : « L'expérience démontre que le meilleur moyen d'être le moins malheureux possible est encore de vivre pour autrui — probablement parce qu'on souffre moins du mal des autres que de son propre mal. » Mais n'est-ce pas encore d'une moralité trop élevée pour de tels êtres ? N'importe, il faut toujours prêcher de parole et d'exemple ; si le bien est loin de s'étendre aussi promptement que le mal, il finit quand même par gagner de proche en proche. Et c'est ainsi que peu à peu l'humanité progresse.

Les progrès, en toutes choses, paraissent lents, c'est que nous nous





France et dans le monde, des cultures auxquelles ils se livrent, cette géographie agricole — recueil de leçons professées par l'auteur — traite non seulement de la production mais encore de l'utilisation industrielle des produits. Elle est divisée en trois parties : la première, entièrement consacrée à la France ; la seconde, aux possessions coloniales françaises ; la troisième, au reste du monde. Cette dernière partie est bien un peu succincte, surtout en comparaison de l'étude sur notre pays, mais enfin elle contient l'essentiel. Traitant de tout ce qui intéresse l'agriculture, cette géographie indique ce qui, sous le rapport du terrain, du climat, de la facilité des voies de communication, de la proximité des marchés, etc., lui présente les conditions les plus favorables.

Le territoire agricole comprend les 94 centièmes du sol de la France, soit 50.468.000 hectares sur lesquels 6.226 000 restaient encore incultes lors de la dernière enquête ; de 1882 à 1892, 533.320 hectares de terres improductives avaient été amendés et augmentaient ainsi le domaine agricole. Sur nos 6.500.000 travailleurs ruraux actifs, 3 millions 400.000 possèdent quelque propriété. On évalue à 27.000 le nombre total des cours d'eau parmi lesquels 450 à peine sont autre chose que des ruisseaux ; pour n'être ni navigable ni flottable, le reste n'en est pas moins fort utile aux cultures. Peu de régions laissent actuellement à désirer en ce qui concerne les routes, les voies ferrées ou les canaux. Quant au climat, il est loin d'être uniforme ; on compte sept zones climatiques : les climats girondin, armoricain, adouanien, vosgien, rhodanien, central et méditerranéen, ce qui permet une grande diversité de cultures dont nous ne noterons que quelques-unes.

Les cultures industrielles, c'est-à-dire celles qui n'entreront dans la consommation que complètement transformées, occupent dans leur ensemble, les terres les plus fertiles et les régions les mieux soignées : le nord et l'ouest du bassin de Paris, les plaines de la Saône, de la Limagne, de Vaucluse, l'Anjou et la haute Bretagne. Elles couvrent 450.000 hectares environ et rapportent près de 295 millions, soit en moyenne 650 fr. par hectare ; la vigne seule les dépasse à cet égard.

On sait la renommée universelle de certains de nos vignobles, nous ne nous arrêterons un peu qu'à ceux de Champagne. Le sous-sol est formé d'argile plastique, de sable et de roches crayeuses dans lesquelles on a pu aisément creuser les caves nécessaires à la fabrication des vins mousseux. Sur ces assises, à force d'amendements, les viticulteurs sont parvenus à constituer un sol arable artificiel dans lequel est plantée la vigne. Celle-ci appartient presque partout à l'une ou l'autre des variétés du pinot noir et n'est pas greffée. Des façons nom-



mier plan apparaissent des Etats pourvus de territoires immenses : Empire russe, Chine, Etats-Unis, Brésil, Australie, Afrique australe, République argentine, Canada, Empire des Indes, les uns encore à leur début, les autres plus avancés, tous ayant un grand avenir mais à des degrés divers. Viennent ensuite les contrées de l'Europe centrale et occidentale qui, malgré l'excellence de leur sol, de leur climat et de leur agriculture, ne peuvent guère dépasser de beaucoup les limites de leur productivité actuelle ; il en est différemment pour les régions méridionales d'Autriche-Hongrie, l'Italie et l'Espagne. Le Japon, le Chili, le Mexique, et plus encore les Etats des Andes, de l'Amérique centrale et de l'Asie occidentale, ainsi que la Turquie et la Grèce, ne paraissent pas devoir prendre une très grande importance agricole mondiale. Quant aux régions tropicales de l'Afrique, leur avenir dépend de la régénération de la race nègre qui ne paraît pas prochaine. Et pour en revenir à notre pays, agriculture et colonisation telle est la double base sur laquelle doivent reposer désormais la fortune et la puissance de la France, si elle ne veut pas devenir au point de vue agricole la première des nations de second ordre. Mais qu'on sache bien que c'est en perfectionnant les méthodes de culture conformément aux enseignements de la science, en améliorant sans cesse l'outillage rural, en connaissant les ressources agricoles de son pays et des autres contrées du globe afin d'être capable de s'informer, de prévoir et d'agir en temps opportun qu'on se maintiendra à un rang honorable car ce sont-là les seuls moyens d'une sûre et durable efficacité.

Étant donné l'égide sous laquelle il a placé son ouvrage et les références au livre protectionniste presque seul invoqué au cours de ce volume, nous ne pensions pas trouver sous la plume de M. du Plessis de Grenédan des réflexions aussi excellentes et avec lesquelles nous puissions tellement sympathiser.

M. L. R.

---

LA RUSSIE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, par PHILIPPE DESCHAMPS, 1 vol. in-8° Paris, Guillaumin et Cie 1902.

Depuis quelque temps, la Russie a subi tant de transformations et réalisé tant de progrès, qu'elle pourrait bien, dans notre xx<sup>e</sup> siècle, jouer un rôle plus important qu'on ne s'y attend. Il est donc bon de voir quel est son état actuel, afin de prévoir son état futur. C'est sans doute ce qu'a pensé M. Philippe Deschamps et ce qui l'a déterminé à recueillir et à publier les renseignements que renferme ce volume. Les lecteurs curieux y trouveront résumés les faits historiques, poli-



L'adoption des tarifs de zone très modiques a exercé une influence considérable sur l'augmentation de la circulation des voyageurs qui, de 37.885.000 personnes en 1886, a passé à 65 500.000 en 1896. Grâce à ces tarifs, on peut aller de Saint-Pétersbourg à Odessa (1.926 kilomètres) pour 32 fr. 50 en 3<sup>e</sup> classe et 50 francs en 2<sup>e</sup> classe. Le voyage de Saint-Pétersbourg à Tomsk, en Sibérie (3.430 kilomètres), coûte seulement 75 francs en 2<sup>e</sup> classe. Ces bas prix n'ont pas empêché les recettes des voies ferrées russes de s'accroître de 11 0/0 en 1901.

La Russie est un des rares pays où le budget est en équilibre. En 1901 les recettes ordinaires ont dépassé les évaluations du budget de 73.443.450 roubles et l'excédent des recettes ordinaires sur les dépenses de même nature s'est élevé à 134.569.904 roubles. L'excédent budgétaire est donc de 90 millions de roubles, soit près de 240 millions de francs.

Le gouvernement despotique ne paraît donc pas plus onéreux, peut-être moins, pour les contribuables que le régime parlementaire. Je ne veux pas dire pour cela que l'un vaille mieux que l'autre : toute médaille a deux faces. Voici un exemple : La Russie est un véritable grenier d'abondance, blés et farines y foisonnent. Eh bien ! M. Deschamps nous apprend que chaque habitant ne consomme que 43 kil. de pain par an, tandis que cette consommation est : en France, de 212 kilos par tête ; en Italie, 140 ; en Angleterre, 114 : aux Etats-Unis, 109 ; en Autriche, 105.

Nous avons vu quels sont les objets d'exportation et d'importation de la Russie. Nous devons ajouter que la France ne tient qu'un rang assez modeste dans les transactions commerciales de sa « grande amie et alliée ». M. Deschamps nous assure que les relations commerciales entre la France et la Russie s'élèvent à 261 millions, dont 236 pour les importations en France et 25 seulement pour les importations de France en Russie.

A qui la faute si le commerce franco-russe est si restreint ? Au tarif douanier français, disent les Russes. Au tarif douanier russe disent les Français. M. Deschamps fait des vœux pour que les uns et les autres de ces tarifs soient modifiés de manière à favoriser le progrès des rapports commerciaux. Il indique aussi les causes qui font la supériorité des commerçants allemands en Russie et, par suite, les moyens que les commerçants français doivent employer s'ils veulent donner de l'extension à leurs affaires avec la Russie.

ROUXEL.

---

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — La visite du roi Edouard VII à Paris. — La proposition d'arbitrage de M. Barclay. — Le budget anglais et l'abolition du droit sur les blés. — L'union douanière de l'Europe centrale au Congrès agricole de Rome. — Une statistique des bénéficiaires de la protection dressée par M. Atkinson. — La tolérance religieuse en Russie. Le massacre de Kitchinef. — L'antisémisme en Roumanie. — L'anti-polonisme en Allemagne. — Fiscalisme et fonctionnarisme à Madagascar. — Opinions et pensées de M. Henry Maret.

La réception cordiale que la population parisienne a faite au roi Edouard VII, malgré les excitations malsaines et encore plus surannées d'un petit nombre de nationalistes, a inauguré une nouvelle ère de concorde et de paix dans les relations des deux pays. Quoique l'anglophobie ait en France des racines séculaires, elle pourrait bien avoir reçu une atteinte mortelle. Aux souvenirs des luttes du passé et des haines qu'elles avaient engendrées, le roi a opposé avec un rare bonheur d'expressions les espérances que fait concevoir l'union croissante des intérêts et les sentiments de mutuelle bienveillance dont elle est la source naturelle.

Les jours d'hostilité entre les deux pays sont, j'en ai la ferme confiance, heureusement finis, a-t-il dit notamment dans sa réponse à l'adresse de la Chambre de commerce britannique, et j'espère que, dans l'avenir, l'histoire, quand elle étudiera les relations anglo-françaises pendant le siècle où nous sommes, ne pourra trouver qu'une amicale émulation dans le domaine commercial et industriel ; j'espère que, dans l'avenir, comme dans le passé, la France et l'Angleterre pourront être regardées comme les champions et les pionniers de la civilisation et du progrès pacifique.

Je ne connais pas deux pays dans le monde dont la prospérité mutuelle dépende plus l'un de l'autre. Il a pu y avoir des malentendus et des causes de dissentiment dans le passé, mais tout cela est, je le crois, heureusement fini et oublié.

Le journal de M. Méline, la *République Française*, faisait ressortir à ce propos toute l'importance des relations industrielles et commerciales qu'invoquait l'auguste orateur. « Aucun bon esprit ne pourrait nier, disait-elle, que les statistiques qui font ressortir que nous exportons encore aujourd'hui en Angleterre pour 1.277.055.000 francs contre 582.897.000 qui sont importés de Grande-Bretagne constituent pour notre diplomatie une de ces données fondamentales qu'aucun gouvernement ne saurait méconnaître sans trahir certains des intérêts les plus vitaux dont il a la garde ». Ces intérêts vitaux croîtront encore en nombre et en importance, quoi qu'ait pu faire le patron de la *République Française* pour arrêter leur croissance, et ils constitueront de plus en plus « les données fondamentales de la politique des deux pays ».

\*  
\* \*

La visite du roi Edouard VII à Paris a mis à l'ordre du jour la proposition pacificatrice de M. Barclay, ex-président de la Chambre de Commerce britannique. On sait que cette proposition a pour objet de remettre à un tribunal arbitral la solution des différends qui surviennent inévitablement entre les deux pays. Quoique nous n'ayons qu'une confiance limitée dans l'efficacité des tribunaux qui n'ont point de gendarmes à leur service, nous souhaitons bon succès à M. Barclay, et nous croyons que l'adoption de sa proposition pourra contribuer, au moins dans quelque mesure, à empêcher des politiciens et des financiers sans scrupules d'invoquer l'honneur national pour envenimer les difficultés internationales — et faire baisser la rente.

\*  
\* \*

D'après l'exposé du budget de 1903-1904, que le Chancelier de l'Echiquier, M. Ritchie, a présenté à la Chambre des communes, la guerre du Transvaal a coûté à l'Angleterre 217 millions de liv. st. 62 p. 100 de cette somme ont été fournis par l'impôt et 38 p. 100 mis à la charge de la dette. Celle-ci a monté de 627 millions de liv. st. au 31 mars 1899 à 770.778.000 au 31 mars 1902. A titre de circonstance atténuante, la part de l'amortissement a été augmentée : de 0,53 p. 100 en 1875, elle a été portée à 85 p. 100 en 1902, en sorte que la dette de l'Angleterre pourrait se trouver éteinte dans cinquante ans... si de nouveaux emprunts ne





gleterre n'est pas encore disposée à abandonner la politique du libre-échange.

\*  
\* \*

M. Pierre Baudin rappelait dernièrement dans le *Journal* notre projet d'union douanière de l'Europe Centrale publié en 1879 par le *Journal des Débats*. C'était naturellement un projet libre échangiste. « Supposons, disions-nous, qu'une association douanière unifie les marchés de l'Europe centrale en remplaçant ces marchés morcelés par un vaste débouché de 130 millions de consommateurs, débouché librement accessible à tous les membres de l'Union, la sécurité de l'industrie ne se trouvera-t-elle pas sensiblement accrue ? Elle sera sans doute encore exposée aux fluctuations des tarifs des pays qui demeureront en dehors de l'Union ; mais sa base d'opérations se trouvera agrandie, et elle sera, en outre, grâce à cet accroissement de l'importance de son marché intérieur, mieux garantie contre les fantaisies protectionnistes des législations étrangères. » . . . . .

Les protectionnistes se sont emparés de ce projet en l'accommodant à leur façon. D'abord, ils en ont fait un blocus continental dirigé contre l'Angleterre, puis le péril américain ayant remplacé avec avantage le péril anglais, ils l'ont tourné contre les Etats-Unis. C'est sous ce nouvel avatar que le délégué de la Société nationale d'agriculture de Hongrie, M. Rubinek, appuyé par M. le comte Schwerin-Lowitz, délégué allemand, l'a présenté au Congrès international agricole de Rome. Seulement il ne s'agirait plus d'une union complète, mais de simples traités de commerce, avec engagements réciproques d'établir des tarifs prohibitifs contre l'ennemi commun : l'industrie américaine. Toutefois ce projet n'a eu qu'un médiocre succès. Combattu par M. Luzzatti et qui l'aurait cru ? par M. Méline, il a été retiré de l'ordre du jour. Nous n'avons aucune envie d'intenter à ses auteurs un procès en contrefaçon, mais pourquoi ne le reprendrions-nous pas, en le débarrassant de ses verrues protectionnistes ?

\*  
\* \*

M. Yves Guyot reproduit dans le *Siècle* les conclusions d'une brochure de l'économiste américain Atkinson sur les *professions à l'égard du tarif*. Il résulte des statistiques relevées par M. At-

kinson que la proportion des gens intéressés au maintien de la protection aux Etats-Unis ne dépasse pas 3 p. 100.

Le *Census* de 1900, dit M. Yves Guyot, considère que sur une population de 76.303.000 habitants, il y a 29.074.000 personnes, travaillant soit comme salariants soit comme salariés : 23.754.000 hommes et 5.319.000 femmes.

M. Atkinson considère que 10.331.000 personnes engagées dans les professions agricoles n'ont rien à redouter de la concurrence extérieure. Elles seraient intéressées à payer meilleur marché leurs outils et les objets qu'elles consomment.

Tous les employés et fonctionnaires, tous les domestiques personnels ou professionnels, toutes les personnes engagées dans le commerce et les transports, formant un total de 21.783.000, ont un intérêt à acheter bon marché et à multiplier les échanges. Le tarif leur est nuisible et ne saurait leur être d'aucune utilité.

M. Atkinson énumère ensuite les personnes engagées dans des industries à l'abri de toute concurrence étrangère ; l'industrie de la construction, 2.112.000 ; les mineurs et les carriers, 563.000 hommes, et il arrive à un chiffre de 4.289.000 personnes.

Il énumère ensuite les personnes qui, pratiquement, seraient à l'abri de toute concurrence étrangère si elles recevaient les matières premières d'origine étrangère libres de tout droit : et il trouve le chiffre de 2.396.000.

Restent comme exposées à la concurrence étrangère :

	Personnes
	—
Dans l'agriculture.....	200.000
Dans les pêcheries en haute mer..	8.000
Dans les tissages.....	67.000
Dans l'habillement.....	7.460
Dans les fabriques de gants.....	2.270
Manufactures.....	3.080
Plus un chiffre de.....	312.100
engagées dans les classes I (textiles) et II (produits chimiq. etc.)	
Total.	<u>600.000</u>

Ainsi, 600.000 personnes sur 29 millions peuvent être intéressées au maintien du tarif, mettons un million, soit 3 p. 100 ! Moins d'une personne sur 30. J'avais calculé, pour la France, qu'il n'y avait pas 5 p. 100 de personnes intéressées à la protection. On voit que ces chiffres concordent.

Cependant, les démocraties française et américaine maintiennent la protection. Le président Roosevelt part en guerre contre les trusts, mais dit qu'il ne faut pas toucher au tarif, à l'abri desquels ils peuvent se constituer.

Malheureusement, il suffit de 3 loups pour venir à bout de 100 moutons. Cela explique suffisamment que M. Roosevelt, soigneux de sa candidature à la prochaine élection présidentielle, ait cru devoir hurler avec les loups.

\*  
\*  
\*

Le Tzar a fait publier dernièrement un manifeste promettant l'établissement d'un régime de tolérance religieuse. Quelques jours plus tard avait lieu à Kitchinef, dans la Bessarabie, un massacre de Juifs, accompli avec des raffinements de barbarie, sans que les autorités s'en soient émues.

Les horreurs commises par les Turcs contre les Arméniens, et par les fanatiques Albanais contre les chrétiens, nous écrit un témoin, sont des enfantillages de brutes en comparaison des crimes abominables qui ont été commis pendant trois jours dans cette cité prospère de la Bessarabie. Quels ont été les promoteurs de ces actes de sauvagerie, personne ne peut le dire jusqu'à présent. On a soufflé sur une étincelle et propagé un horrible incendie. Un petit journal de Bessarabie, dont le rédacteur est un mangeur de Juifs, les accusa d'avoir égorgé un jeune chrétien pour accomplir avec son sang les rites de leur culte. Des gens encore inconnus, venus on ne sait d'où, firent courir le bruit, dans la classe ouvrière, que les Juifs avaient souillé et brisé des fenêtres de la cathédrale orthodoxe. Ces bruits suffirent pour soulever la population. Une rage folle de destruction s'empara des plus fanatiques. La ville fut mise à sac, sans que les autorités prissent des mesures sérieuses pour réprimer les désordres et arrêter le massacre. Pendant trois jours, dès le matin de Pâques, toutes les maisons juives furent dévastées, et plus de 300 victimes trouvèrent une mort affreuse. Des bandes de pillards commencèrent en même temps leurs exploits dans les rues principales. Les meubles, les vêtements, la vaisselle, les marchandises, tout fut saccagé ou brisé. Des scènes épouvantables qu'aucune imagination ne saurait inventer eurent lieu dans l'ardeur effrénée du pillage. Des femmes enceintes étaient piétinées jusqu'à ce que l'enfant fut sorti de leurs entrailles, des jeunes filles de 14 et 15 ans, encore des enfants, étaient violées sous les yeux de leurs parents, des enfants



202 millions de marks pour l'achat de 186.501 hectares de terrain, dont d'ailleurs la moitié seulement appartenait aux Polonais. Elle n'a réussi à établir en Posnanie et dans la Prusse occidentale que 4.000 familles de colons, environ 27.000 habitants, ce qui n'a fait augmenter que d'un pour cent l'élément german dans ces pays, — tandis que, d'un autre côté, la colonisation polonaise prospère dans des proportions beaucoup plus considérables.

Le bureau statistique de la Prusse donne le résultat du dernier recensement du 1<sup>er</sup> décembre 1900, d'où l'on voit que la population polonaise en Posnanie qui, en 1890 était de 2.922.475 habitants, atteignait, en 1900, le chiffre de 3.305.749. C'est uniquement dans la Prusse Orientale que la proportion des Polonais a légèrement baissé, tandis qu'en Posnanie, durant les dix dernières années, elle s'est élevée de 60,37 à 61,75, en Silésie — de 24,05 à 25,22 et en Westphalie de 1,00 à 3,16.

Donc les 200 millions dépensés par la Commission de colonisation n'ont pas porté leurs fruits. Les 30 millions votés au budget pour l'œuvre de germanisation n'auront pas non plus une grande influence.

Les hakatistes s'en rendent bien compte et crient au *danger polonais* ! Ils demandent encore des crédits supplémentaires pour la création de nouvelles récompenses aux instituteurs qui font preuve de zèle dans l'œuvre de germanisation, et ils se consolent en chantant leur nouvel hymne : *Die Wacht im Osten*.

\*  
\* \*

La culture du riz et l'élevage du bétail sont les deux branches principales de l'agriculture de Madagascar. Voici comment la fiscalité et le protectionnisme s'unissent pour les faire croître et fleurir. Les droits sur les rizières sont de 18 francs par hectare.

Or, lisons-nous dans l'*Echo de Madagascar*, dans les régions d'Antolomoty, Madirovalo, Ambato, qui sont des pays de grande production, le prix auquel les indigènes vendent le paddy est cette année de 40 francs les 1.000 kilog. On admet généralement que le rendement d'une rizière est de 2 tonnes par hectare, de sorte que le cultivateur doit payer 15 francs de droits pour une récolte de 80 francs, soit en chiffres ronds le 20 p. 100 de la valeur de sa récolte. Le petit cultivateur en consomme la moitié et sur le produit de l'autre moitié, il doit fournir au fisc la taxe personnelle de 20 francs. Ajoutons que les vêtements et les autres articles qu'il achète avec le reste (?) sont renchérissés par les droits protecteurs de l'industrie de la métropole. Voilà comment on encourage



le quitte. Tout homme qui veut commander aux autres hommes commence par leur dire qu'il a leur bonheur dans sa poche.

Le gouvernement et les lois doivent être réduits au strict indispensable pour que les hommes [qui n'ont d'autre souci que de se molester les uns les autres se fassent souffrir le moins possible.

Le protectionnisme est du socialisme à rebours, puisqu'il consiste à prendre à ceux qui n'ont pas pour donner à ceux qui ont.

Personne à notre époque n'a l'idée de rétablir les douanes intérieures et l'on n'a pas le bon sens de se dire que, province à une autre, ou nation à une autre, c'est exactement le même système et la même stupidité.

M. Henry Maret se dit et se croit socialiste. Il se trompe. Il est un économiste égaré parmi les socialistes.

G. DE M.

Paris, 14 mai 1903.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

*Le Trust du pétrole aux Etats-Unis*, par YVES GUYOT, broch. in-8°, 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Une statistique nouvelle sur le morcellement des valeurs mobilières* (chemins de fer, rentes, Banque de France, Crédit Foncier, etc.), par A. de NEYMARCK, broch. in-8°, 1 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*Revue Internationale du Commerce, de l'Industrie et de la Banque* n° du 31 mars 1903, 238 pages, 7 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*La prospection des mines et leur mise en valeur*, par M. Lecomte-Denis, 1 vol. gr. in-8°, 550 pages, 1903. Paris, Schleicher frères.

*La chimie dans l'industrie, dans la vie et dans la nature*, par A. PERRET, 1 vol. in-18°, 1903, 2 fr. 50. Paris, Schleicher frères.

*Les primitifs, études d'Ethnologie comparée*, par ELIE RECLUS, 1 vol. in-18°, 4 fr., 1903. Paris. Schleicher frères.

*Les esprits directeurs de la pensée française du moyen âge à la Révolution*, par TH. SURAX, 1 vol. in-18°, 3 fr., 1903. Paris, Schleicher frères.



. *A travers l'Amérique équatoriale. L'Amazonie*, par AUG. PLANE, 1 vol. in-18°, 284 pages, 15 grav. 2 cartes, 1903. Paris, Plon, Nourrit et Cie.

*La question d'Orient. La Macédoine. Le chemin de fer de Bagdad*, par ANDRÉ CHÉRADAME, 1 vol. in-18°, 397 pages, 1903. Paris, Librairie Plon.

*Situation internationale de l'Egypte et du Soudan* (juridique et politique), par JULES COCHERIS, 1 vol. gr. in-8°, 616 pages, 1903. Paris, Plon, Nourrit et Cie.

*Manuel élémentaire d'Economie politique à l'usage des étudiants en droit de première année*, suivi d'un résumé en tableaux synoptiques et d'un Recueil méthodique des principales questions d'examen, par R. FOIGNET, 1 vol. in-18°, 2<sup>e</sup> édit., 374 pages, 1903. Paris, A. Rousseau.

*La crise agricole dans ses rapports avec la baisse des prix et la question monétaire*, par D. ZOLLA, 1 vol. in-8°, cart., 246 pages, 1903. Paris, Naud.

*L'accaparement et les formes modernes d'ententes entre producteurs devant le droit pénal*, par R. DE BIRAGUE D'APREMONT, 1 vol. in-8°, 165 pages, 1903. Paris, Giard et Brière.

*Autarchie. Ferments et Levains*, par le contre-amiral RÉVEILLÈRE, broch. in-8°, 91 pages, 1903. Paris, Fischbacher.

*La betterave de distillerie et la betterave fourragère*, par L. MALPEAUX, 1 vol. in-18°, 194 pages, 1903. Paris, Masson et Cie, et Gauthier Villars.

*La lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés*, par J. L. DE LANESSAN, 1 vol. in-8°, cart., 280 pages. Paris, Alcan.

*Un Bagne Russe* (Ile de Sakhaline), par P. LABBÉ, 1 vol. in-18°, 272 pages, 1903, Paris, Hachette et Cie.

*L'expansion de la Nationalité française*. (Coup d'œil sur l'avenir), par J. NOVICOW, 1 vol. in-18°, 245 pages, 1903, 3 fr. Paris, A. Colin.

*L'esprit moderne* par EMILE PIERRET, 1 vol. in-18°, 405 pages, 1903, Paris, Perrin et Cie.

*Etudes complémentaires de représentation politique vraie*, par SÉVERIN DE LA CHAPELLE, 1 vol. in-8°, 173 pages, Paris, Pichon et Guingamp, Eveillard-Bréban.

*L'impôt sur les revenus professionnels*, Alsace-Lorraine, Liège, par J. HENRY, 1 vol. in-8°, 103 pages, 1903. Paris, Larose et Louvain, Peeters.

*Le syndicalisme anglais*. (Résumé historique 1799-1902), par F. FAGNOT, br. in-18°, 115 pages, 1903, Paris, Bellais.

*La question de la Martinique*, par J. LAGROSILLIÈRE, br. in-8°, 93 pages, 1903, Paris, *Mouvement socialiste*.

*Physiologie der deutschen Banken*, von Dr O. WARSCHAUER, 1 vol. in-8°, 112 pages, 1903, Berlin, Baensch.

*Freimaurerei und Loge*, von D. BISCHOFF, br. in-8°, 42 pages, 1903, Leipzig, Max Hesse.

*Zur theorie und Geschichte der privatwirtschafts-statistik*, von Dr G. SCHNAPPER-ARNDT, br. in-8°, 45 pages. 1903, Leipzig, Duncker et Humblot.

*Le Corporazioni delle industrie Tessili in Milano*, par E. VERGA, br. in-8°, 64 pages, 1903, Milano, Tip. Gogliati.

*Lezioni di Economia politica*, par A. GIOVANNINI, 1 vol. in-8°, 199 pages, Parma, L. Battei.

*Le Imposte nello stato moderno*, vol. I. *L'Imposizione personale*, par A. GARELLI, 1 vol. in-8°, 478 pages, L. 8, Milano, Hoepli.

*Colonial Government an introduction to the study of colonial institutions* by, P. S. REINSCH, 1 vol. in-18°, cart., 386 pages, 1902, New-York, Macmillan Cie.

*Centralizing tendencies in the administration of Indiana*, by W. A. RAWLES, 1 vol. in-8°, 336 pages, 1903, New-York, Macmillan et Cie.

*Annual Report of the comptroller of the currency to the second session of the fifty-seventh Congress of the United-States*, vol I. 1902, 1075 pages, Washington Government printing office

---

*La Gérante* : PAULINE GUILLAUMIN



la mise en œuvre d'une autre forme du capital, — et que l'une et l'autre sont régies par les mêmes lois d'utilité et de justice.

## 1

Si nous voulons connaître la cause de l'intérêt du capital, il nous faut d'abord savoir en quoi consiste le capital. Le capital se compose de valeurs. Les valeurs sont les molécules du capital. Il nous faut donc remonter à la source de la valeur et chercher en quoi elle consiste. Cette recherche nous apprend, en premier lieu, que la valeur n'existe point dans la nature, qu'elle est une création de l'homme ; en second lieu, qu'elle est un pouvoir d'une espèce particulière. Pourquoi l'homme crée-t-il ce pouvoir ? Il le crée pour satisfaire à une nécessité primordiale et inéluctable de son existence. L'homme est un composé de matières et de forces vivantes, mais dans lesquelles la vie ne peut subsister, si elles ne sont point continuellement entretenues et renouvelées par l'assimilation ou, pour nous servir de l'expression économique, par la consommation de matières et de forces adaptées à leur nature. L'homme est averti de cette nécessité par une sensation de peine, une souffrance, à laquelle succède, lorsqu'il y pourvoit, une sensation de plaisir, une jouissance. Tel est le mobile de la peine et du plaisir qui détermine son activité, comme celle de toutes les autres créatures. Que fait-il sous l'impulsion de ce mobile ? Il s'approprie les matières et les forces nécessaires à la conservation de sa vie et il les consomme. Parmi ces matières et ces forces vitales, il en est qu'il peut s'approprier sans faire aucun effort, sans se donner aucune peine, car elles existent en abondance, et la nature les lui fournit gratis, telle est la lumière du soleil, mais il en est d'autres qu'il est obligé de rechercher et de transformer, — recherche et transformation que l'on désigne sous le nom générique de production, — pour y investir le pouvoir d'alimenter sa vie. Les pouvoirs vitaux contenus dans les choses que la nature fournit gratuitement à l'homme sont des utilités, ceux qu'il est obligé de créer au prix d'un effort, partant d'une peine, sont des valeurs. Comment les crée-t-il ? Il les crée en exécutant les différentes opérations qui constituent la production, recherche, appropriation, transformation, transport dans l'espace et le temps, des matériaux et des forces que la nature met à sa disposition. La valeur se compose ainsi de deux éléments : un pouvoir vital dépensé, impliquant une peine, et un pouvoir acquis impliquant une jouissance.



Pour qu'on se décide à lui donner de préférence la troisième destination, il faut donc que l'on en puisse tirer une somme de jouissance ou d'épargne de peine supérieure ou tout au moins égale à celle que procurerait la consommation actuelle ou future. Cette somme de jouissance ou d'épargne de peine, à défaut de laquelle on n'aurait aucun motif de soustraire le produit net à la consommation et de le capitaliser pour l'employer à la production est la raison d'être de la rétribution du capital. Supprimez cette rétribution, aussitôt la privation qu'impose l'abstention de la consommation demeurant sans compensation, on ne se privera point et, par conséquent, on ne constituera point de capital.

Dira-t-on que la constitution d'un capital n'implique pas nécessairement une privation, que l'on peut tirer d'une entreprise de production un produit net assez grand pour dépasser la demande des appétits de luxe de la consommation actuelle et des besoins de la consommation future ? Soit ! Mais si le produit net est surabondant, on peut le réduire en restreignant la production, partant la somme de forces et de peine qu'elle coûte. En sorte que la constitution d'un capital représente, en ce cas, la peine d'un travail supplémentaire, sinon celle d'une privation, mais toujours une peine.

Le capital constitué, celui qui le possède est excité, — sous l'empire du même mobile qui l'a déterminé à le former — à lui donner la destination la plus avantageuse, celle qu'il croit devoir lui procurer le profit, le loyer ou l'intérêt le plus élevé, le profit s'il l'emploie lui-même, le loyer ou l'intérêt, s'il le loue ou le prête. Le taux du profit, du loyer ou de l'intérêt se réalise et s'exprime par un pourcentage qui s'ajoute au bout d'un certain espace de temps, une semaine, un mois, un an, au montant du capital.

Cependant ne se peut-il point que l'emploi d'un capital n'exige l'adjonction d'aucun profit, loyer ou intérêt ? Parmi les motifs qui déterminent la constitution d'un capital se trouve la nécessité de satisfaire des besoins éventuels plus ou moins éloignés. Jusqu'à ce que cette nécessité vienne à échoir, le capital doit demeurer disponible. Mais s'ensuit-il qu'il doive demeurer inactif ? Même en supposant qu'il soit enfoui sous forme de monnaie dans le bas de laine de la ménagère, ou dans la cassette de l'avare, sa conservation ne comporte-t-elle pas des risques ? On peut donc concevoir qu'il soit employé dans l'intervalle à la production non pas gratuitement, mais à un taux de profit, d'intérêt ou de loyer qui ne dépasse que d'une quantité infinitésimale le montant des risques de sa conservation inactive. Ceci toutefois à la condition : 1° que







Il doit donc être un agent productif, et, comme tel, coopérer à l'œuvre de la production. Il cesse alors d'être un simple produit pour devenir un capital.

Que l'homme, considéré comme agent productif, soit un capital, cela est de toute évidence, lorsqu'il est réduit à la condition d'esclave. Avant l'abolition de l'esclavage dans les États du Sud de l'Union américaine, aux Antilles et au Brésil, les esclaves constituaient, comme nous l'avons remarqué précédemment<sup>1</sup>, la plus forte part du capital des plantations. Ce capital humain ne différait point, quant à son origine, de celui qui était investi dans le bétail, les machines, les outils et les autres agents et matériaux de la production. Il provenait, comme celui-là, de la soustraction à la consommation actuelle d'une portion du produit net. Au lieu de consommer cette portion, sous forme d'articles de confort ou de luxe, les planteurs économes et industriels l'employaient à élever ou à acheter des esclaves, afin de développer leur exploitation et, par conséquent, d'augmenter leur profit. Mais de quels éléments se composait ce capital humain ? Des mêmes éléments que ceux des capitaux investis dans le bétail et les autres agents productifs ; savoir, d'une part, des frais d'élève ou d'acquisition, d'entretien et d'amortissement de cet agent particulier de la production, d'une autre part, du produit net qu'il pouvait rapporter pendant la durée de sa productivité. La valeur de l'esclave était d'autant plus considérable que la somme de ce produit net était plus grande, autrement dit, qu'il coûtait moins et rapportait davantage. Il en était ainsi pour les esclaves les mieux doués physiquement et moralement, les plus forts, les plus intelligents, les plus obéissants et les plus laborieux. Ceux-ci étaient cotés le plus haut dans l'inventaire d'une plantation et se vendaient au prix le plus élevé. Comment un propriétaire d'esclaves exploitait-il ce capital humain ? Il pouvait l'employer lui-même à son industrie, et, dans ce cas, il en tirait un profit, ou bien il pouvait le prêter ou le louer et, dans ce cas, il en tirait un intérêt ou un loyer. Entre le profit et l'intérêt ou le loyer, il y avait cette différence que le premier était aléatoire, tandis que le second était fixe et plus ou moins assuré. Mais ils tendaient naturellement à s'équivaloir, car, lorsqu'un de ces deux modes d'emploi était plus avantageux que l'autre, les propriétaires y portaient de préférence leur capital-esclaves, jusqu'à ce que l'augmentation de l'apport, en faisant baisser soit le profit, soit l'intérêt ou le loyer eût rétabli l'équivalence. Enfin, entre le profit, l'intérêt

---

<sup>1</sup> *Journal des Économistes*, n° du 15 mars 1902.



l'industrie agricole, cette branche d'exploitation demandant moins de bras que la culture du blé, on observe une tendance moindre aussi à investir, sous la forme d'un capital humain, le produit net soustrait à la consommation par l'opération de l'épargne.

Il en est de même dans les classes moyenne et supérieure, où la formation du capital humain exige des frais considérables d'élève et d'éducation, tandis que le débouché de ce capital se trouve artificiellement restreint par l'exclusion d'un grand nombre de métiers réputés inférieurs, dont l'exercice implique une déchéance. Dans ces classes, l'investissement du produit net sous la forme de capitaux humains se solde matériellement en perte. La production de cette sorte de capitaux y est déterminée seulement par la satisfaction d'un instinct physique et d'un sentiment moral. Mais cette satisfaction n'agit pour multiplier les capitaux humains qu'autant que la jouissance qu'elle procure, non seulement compense les sacrifices que coûte leur formation, mais encore dépasse celle de tout autre emploi du produit net. De là, la lenteur du mouvement de la reproduction des classes supérieures en comparaison des classes inférieures, qui s'est observée de tous temps, mais qui s'est encore accentuée depuis un siècle. Ce ralentissement devenu général chez tous les peuples appartenant à notre civilisation peut être attribué à plusieurs causes : 1° à l'accroissement des matériaux, partant des moyens de jouissance, que les progrès de l'industrie ont mis à la disposition de la consommation et qui ont fait, à mesure qu'ils se multipliaient, une concurrence plus active à l'épargne ; 2° à l'agrandissement extraordinaire que les mêmes progrès ont valu au débouché du capital investi dans les choses ; 3° à l'augmentation des frais qu'exige la formation du capital humain adapté à une industrie progressive.

C'est uniquement, avons-nous dit, l'appât d'un profit matériel qui déterminait le planteur, sous le régime de l'esclavage, à investir un capital sous la forme de cette machine vivante qu'était l'esclave. Ce profit consistait dans le produit net qu'il en tirait, car ce produit net lui appartenait comme celui du travail du bœuf, du cheval et de tout autre instrument de production, animé ou inanimé. Mais, de même qu'il pourvoyait à l'entretien et à la reproduction de son troupeau de bœufs ou de chevaux, il devait pourvoir aussi à ceux de son troupeau d'esclaves et reconstituer ainsi le capital investi sous cette forme. Si les résultats de la production à laquelle ce capital était appliqué demeuraient insuffisants, soit que la récolte du coton ou du



lesquelles se présente le capital, et que la quantité en est naturellement limitée comme celle de tous les autres agents productifs; qu'elle doit être proportionnée à la demande de la fonction particulière que remplit la monnaie. Suivant l'expression pittoresque d'Adam Smith, celle-ci n'est, en effet, autre chose qu'une machine à transporter les valeurs, une voiture. Or, si l'insuffisance de cette sorte de véhicule cause une gêne, un dommage à ceux qui ont des valeurs à transporter, la surabondance n'en est pas moins dommageable à l'industrie des voituriers, et l'une aussi bien que l'autre engendrent des crises qui retardent, en la troublant, la marche régulière de la production. On a donc reconnu que la monnaie n'est pas l'unique générateur de la richesse, et l'on a étendu la qualification de capital à l'ensemble des instruments et des matériaux engagés dans la production ou disponibles, en les distinguant, suivant leur nature, en capitaux immobiliers et mobiliers. On a toutefois établi une catégorie spéciale pour la terre, que l'on a désignée sous le nom d'agent naturel approprié, quoique rien ne la distingue des capitaux immobiliers, et qu'elle doive, comme eux, toute sa valeur aux opérations diverses, découverte, assurance de la sécurité, défrichement, etc., qui l'ont transformée en agent productif (1).

A ces capitaux investis dans les choses, les socialistes ont dénié le caractère de productivité. L'homme seul, disent-ils, travaille et produit. C'est, par conséquent, au travailleur seul que doit revenir la totalité des fruits de la production. Le capitaliste n'y a aucun droit. A quoi on peut répondre d'abord que l'emploi du capital exige la mise en œuvre, sinon de la force physique, au moins des facultés intellectuelles et morales, c'est-à-dire un travail, une série d'efforts, qui exigent aussi bien que le travail physique une réparation appropriée à leur nature. On peut répondre encore que toute force en mouvement, qu'elle provienne d'êtres animés, de machines ou de matériaux quelconques, exécute un travail, impliquant une dépense, une usure et exigeant une restitution; que ce travail, de l'espèce la plus haute à la plus basse, soit productif, il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les résultats du travail de l'homme, réduit à ses seules forces à ceux qu'il obtient avec l'auxiliaire des bêtes de somme, et des autres agents et instruments qu'il met en œuvre pour produire. Les matériaux mêmes sur lesquels il agit accomplissent un

---

1. *Notions fondamentales d'économie politique.* chap. IV. La production de la terre.



qu'il obtient une part de produit net, cette part est entamée plus profondément par les vices de l'intempérance, de l'incontinence, et autres, qu'elle ne l'est par les mêmes vices dans les classes supérieure et moyenne. Enfin, la pratique de l'épargne ne lui est-elle pas d'autant plus difficile et pénible, que sa part de produit net est plus faible ? Cependant la multitude a réalisé, malgré tout, en matière de prévoyance et d'économie un progrès manifeste, progrès attesté par l'accroissement général des dépôts aux caisses d'épargne et le développement des assurances sur la vie.

Nous ne connaissons que d'une manière approximative le montant de la production annuelle des capitaux, investis soit dans les hommes, soit dans les choses mais l'accroissement extraordinaire de la population et de la richesse, dans les pays appartenant à notre civilisation peuvent en donner une idée.

## VI

Une entreprise de production quelconque, agricole, industrielle ou autre, ne peut se constituer et subsister qu'à la condition de rétablir dans leur intégrité les agents productifs qui y sont engagés et de donner, en sus, un produit net, lequel est la matière du profit.

Ce produit net, ce profit, répond, comme nous l'avons constaté plus haut, au mobile même de l'activité de l'homme, aussi bien que de tous les autres êtres vivants. Tout travail impliquant une dépense de force vitale, partant une sensation de peine, l'homme n'est excité à travailler que par l'espoir d'acquérir une jouissance ou une épargne de peine supérieure. S'il produisait pour lui-même, s'il était à la fois le producteur et le consommateur de ses produits, il recueillerait lui-même aussi, la totalité du produit net ou du profit, — celui-ci d'autant plus grand que son travail aurait été plus productif. Il en jouirait comme consommateur, après avoir pourvu au rétablissement des forces qu'il aurait dépensées, des instruments et des matériaux qu'il aurait employés et usés comme producteur, mais l'homme civilisé ne produit qu'une faible partie, et le plus souvent même ne produit aucune des choses qu'il consomme. Chacun produit, ou, pour mieux dire, coopère à la production d'un article destiné à satisfaire l'un ou l'autre des besoins d'autrui et se procure, par l'échange, les articles propres à satisfaire les siens. En lui, le producteur est séparé du consommateur. Cependant, grâce à un merveilleux mécanisme que l'homme n'a point fait et qu'il lui suffit





A mesure que la quantité d'un produit offert à l'échange augmente ou diminue en raison arithmétique, la valeur de ce produit s'abaisse ou s'élève en raison géométrique <sup>1</sup>.

Sous l'impulsion de ces deux lois combinées, la valeur des produits tend donc continuellement à se fixer au taux nécessaire <sup>2</sup> pour rembourser au producteur ses frais de production avec adjonction du profit non moins nécessaire pour le déterminer à produire, ni plus ni moins. C'est toutefois à la condition que le milieu soit libre, qu'aucun obstacle naturel ou artificiel n'entrave l'opération régulatrice des lois de la concurrence et de la valeur. Enfin, sous l'impulsion des mêmes lois, les producteurs sont incessamment excités à perfectionner leur industrie et à diminuer leurs frais de production, afin d'augmenter leurs profits. Ils recueillent eux-mêmes le bénéfice de ce progrès jusqu'à ce que des progrès nouveaux supprimant le monopole temporaire des anciens, ce bénéfice aille au consommateur. C'est ainsi que tous les progrès qui ont augmenté et augmentent chaque jour la productivité de l'industrie humaine sont recueillis par la généralité des consommateurs c'est-à-dire par l'humanité tout entière.

Les mêmes lois naturelles qui agissent pour établir la valeur des produits au niveau des frais de production et du profit nécessaire déterminent le partage des résultats de la production entre les agents productifs.

## VII

Toute entreprise de production exige la coopération, dans une proportion déterminée par sa nature, d'un capital investi dans l'homme et d'un capital investi dans les choses. De tout temps, c'est aux propriétaires de celui-ci qu'a appartenu la direction des entreprises, et c'est à ce régime de production dite capitaliste que les socialistes attribuent l'asservissement et l'exploitation des travailleurs. C'est pourquoi ils veulent remettre aux ouvriers le gouvernement de la production, en subordonnant ainsi le capital au travail. En cela ils ne tiennent aucun compte des conditions naturelles d'existence des entreprises.

---

<sup>1</sup> Cours d'économie politique, 3<sup>e</sup> leçon. *La valeur et le prix.*

<sup>2</sup> Ce taux, c'est le prix qu'il ne faut pas confondre avec la valeur. La valeur est un pouvoir. Le prix est un rapport, rapport entre la valeur des quantités de deux produits au moment où ils s'échangent, et, dans la pratique ordinaire, entre la valeur de la quantité d'un produit et celle de la quantité de monnaie contre laquelle il s'échange.



avons remarqué nous même <sup>1</sup>, qu'on ne constitue pas seulement un capital pour l'employer à la production mais encore pour le réserver à la consommation future. Dans ce cas, il doit demeurer toujours disponible. Si donc on l'engage dans une entreprise de production au lieu de le laisser inactif, il faut qu'il soit, toujours aussi, immédiatement réalisable ou qu'il fournisse une compensation pour le dommage que peut causer son indisponibilité. Or, en supposant qu'un progrès du mécanisme des entreprises rende le capital immédiatement réalisable et disponible, ne pourra-t-il pas être mis gratuitement au service de la production? On fait observer à l'appui que la conservation d'un capital inactif comporte toujours des frais et des risques, qui peuvent égaler et même dépasser ceux de l'emploi d'un capital sous de sûres garanties. Et, conclut-on, la gratuité de ce capital n'emporterait-elle pas celle des autres? Il en serait ainsi peut-être si les capitaux réservés pour la consommation future suffisaient seuls à tous les emplois de la production, sinon ils recevraient simplement une rétribution égale à celle des autres.

Il n'en est pas moins vrai qu'un progrès réalisé dans le mécanisme des entreprises a rendu, dès à présent, possible, l'élimination de cette portion de la rétribution du capital qui constitue la compensation de la privation afférente à son indisponibilité. Et cette élimination procure aux entreprises collectives à capital mobilisable un tel avantage sur les entreprises individuelles à capital immobilisé qu'elle assure leur prépondérance à venir, en abaissant, en même temps, le niveau naturel vers lequel gravite le taux courant du profit et de l'intérêt du capital investi dans les choses.

## VIII

Le capital investi dans l'homme a la même origine que le capital investi dans les choses. L'un et l'autre proviennent de la soustraction à la consommation actuelle d'une portion du produit net de la production. Cette portion épargnée, cette épargne, peut recevoir deux destinations différentes : 1<sup>o</sup> Etre réservée pour la consommation future et demeurer inactive ; 2<sup>o</sup> être transformée en l'un ou l'autre des agents productifs dont la coopération est nécessaire à la production, et qui constituent le personnel et le matériel des entreprises. Le personnel aussi bien que le matériel

---

<sup>1</sup> Lettre sur le prêt à intérêt. *Journal des Economistes*, n<sup>o</sup> du 15 juin 1849.



moyens d'attendre les résultats et de supporter les risques de la production, le plus grand nombre d'entre eux continueraient de préférer une rétribution fixe et assurée, un salaire, à une part éventuelle et aléatoire dans les bénéfices.

Si le régime de la liberté du travail n'a pas porté tous les bons fruits que ses promoteurs en attendaient, si la condition de la multitude des travailleurs ne s'est pas améliorée dans la mesure des progrès de l'industrie, cela ne tient donc pas, comme le prétendent les socialistes, à la forme de leur rétribution, et la suppression du salaire ne serait pas plus avantageuse aux ouvriers que celle de l'obligation aux capitalistes. C'est à de tout autres causes qu'il faut attribuer les mécomptes que le régime de la liberté a laissés aux émancipés de la servitude; ces causes que nous avons analysées <sup>1</sup>, et sur lesquelles nous aurons à revenir, résident, au moins pour une forte part dans les obstacles que rencontre l'opération des lois naturelles de la concurrence et de la valeur dans le partage des résultats de la production entre le capital investi dans l'homme et le capital investi dans les choses.

## IX

Mais que le capital investi dans les choses doive avoir sa part dans le produit net de la production, soit sous forme de profit, de loyer ou d'intérêt, que cette part ne consiste point « en une partie du produit du travail d'autrui acquise en abusant de la situation précaire des ouvriers », cela ressort clairement de l'analyse du mobile qui excite l'homme à produire. On produit en vue d'obtenir une rétribution, une jouissance ou une épargne de prime supérieure à la dépense de forces et de peine que la production a coûtée, c'est-à-dire en vue d'un profit. Ce profit, le producteur le tire du produit net et en jouit par la consommation. Pour qu'il se décide à soustraire à sa consommation actuelle ou future une portion de son produit net, il faut donc que cette portion soustraite, épargnée, lui procure une satisfaction au moins équivalente à celle qu'il obtint de l'une et qu'il attend de l'autre. Sinon, il ne trouverait non seulement aucun profit à la transformer en capital, mais il subirait une perte, celle du travail et de la peine qu'il a dépensée pour la produire. La rétribution de cette dépense de travail et de peine apparaît ainsi comme le premier élément constitutif de

---

<sup>1</sup> *Journal des Economistes* numéro du 15 novembre 1901.

l'intérêt. Le second consiste dans la couverture des risques dont le capital investi dans les choses a la charge exclusive et la troisième dans le salaire du travail intellectuel et moral qu'exige sa conservation et son emploi utile. C'est vers l'ensemble de ces frais nécessaires que gravite incessamment, sous l'impulsion des lois naturelles de la concurrence et de la valeur, le taux courant de l'intérêt du capital.

G. DE MOLINARI.

---

## MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL

---

**SOMMAIRE :** La dilapidation du combustible dans la machine à vapeur, le charbon dans les fumées industrielles. Les inconvénients de ces fumées au point de vue de la dépense comme de l'hygiène; leur influence sur la morbidité et la mortalité, le problème de la fumivoricité. L'emploi du nitrate, le procédé Tobiansky. Filtration des fumées, récupération des particules charbonneuses, la formation du pyrogaz et son utilisation à l'éclairage ou à la force motrice. — La disparition de la voile dans la marine de commerce et ses inconvénients dans la flotte de pêche. Nouveau progrès du machinisme : la vapeur à bord des navires de pêche, et son remplacement avantageux par le moteur à pétrole. Commande des cabestans, levée mécanique des filets, propulsion d'une hélice; adaptation de ce propulseur aux petites embarcations. — Les applications innombrables de l'électricité comme force motrice dans les usines métallurgiques; son emploi comme agent calorifique pour la fabrication des métaux; le haut-fourneau électrique. — Une des plus importantes usines hydro-électriques d'Europe : la station de Saint-Georges, une chute d'eau distribuant force et lumière dans tout un département.

En dépit de tous les perfectionnements apportés à la machine, notamment grâce à la triple et à la quadruple expansion, qui permettent de tirer parti de la puissance contenue dans la vapeur d'une manière bien plus effective, nous avons montré que le rendement de cette machine, dont les services ont été et sont encore inappréciables, laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'utilisation complète de l'énergie renfermée en germe, peut-on dire, dans le combustible qui brûle sous la chaudière de la machine. Nous ne reviendrons pas pour l'instant sur ces curieux appareils qu'on nomme les turbines à vapeur, qui sont en train de faire fortune, et qui donnent un rendement bien supérieur à celui des machines à piston; mais il y a une autre voie, où l'on peut suivre une amélioration sensible des conditions dans lesquelles on tire parti du calorique contenu dans le charbon.





nant beaucoup mieux partagé que Londres. Les foyers industriels se sont multipliés, notamment par la centralisation des moyens de transport, la création d'usines de force motrice pour leur fournir le courant électrique; en même temps, le chauffage au bois disparaît de plus en plus, lui qui ne donnait lieu qu'à l'émission de fumées peu denses, et la multiplication des calorifères dans les grandes maisons neuves, calorifères dont l'alimentation est souvent mal faite par les concierges des immeubles, est venue accroître considérablement l'émission des fumées noires et mal odorantes. Nous pouvons ajouter à ce propos, et ce n'est pas un des côtés les moins importants de la fumivorité, que ces fumées sont fort malsaines à toutes sortes d'égards : par les poussières qu'elles tiennent en suspension, par les acides qu'elles contiennent également, elles irritent mécaniquement et chimiquement la muqueuse des organes respiratoires, et toute attaque même superficielle de cette muqueuse prépare admirablement le terrain pour la pénétration des germes, notamment de la tuberculose. De plus, les gaz des fumées se mêlent à l'air et lui donnent une composition essentiellement favorable à l'anémie. Enfin l'épais nuage de fumée qui couvre normalement les grandes villes arrête une bonne partie des rayons solaires, et par conséquent ne peut que développer la morbidité et la mortalité, le soleil étant par excellence le grand antiseptique que la nature met gratuitement à notre disposition.

Des efforts ont sans doute été faits pour trouver une solution à ce problème de la fumivorité des foyers, mais jusqu'à présent on n'a point créé d'appareil répondant pleinement aux besoins, et, en dépit des réglementations prises, notamment à Paris, pour obliger les industriels à ne point émettre de fumées épaisses, le mal continue : nous devons même noter qu'il est particulièrement intense dans toutes les usines municipales parisiennes, l'administration ayant la coutume de ne respecter nullement les règlements qu'elle établit pour le vulgaire.

Ces temps derniers on annonçait une vraie découverte qui serait aussi remarquable par sa simplicité que par les excellents résultats qu'elle donnerait : le procédé que l'on aurait trouvé à Londres consisterait simplement à mélanger au charbon jeté dans les foyers une certaine quantité de nitrate, nitrate de potasse ou de soude, ce qui assurerait la combustion complète de la houille, et ne laisserait plus par conséquent les gaz chauds en entraîner de fines particules dans les cheminées d'évacuation. Il resterait des gaz plus ou moins toxiques, mais du moins il n'y aurait plus de fumées.



Ces derniers gaz une fois carburés, une fois enrichis, suivant l'expression très pittoresque, sont susceptibles de brûler dans les meilleures conditions, ils constituent ce que l'inventeur désigne sous le nom de pyrogaz, et l'on en peut tirer le meilleur parti, soit pour alimenter des appareils d'éclairage, soit pour faire marcher des moteurs à gaz et produire de la force motrice. Nous avons dit tout à l'heure que, parmi les gaz contenus dans les fumées, il y en avait de combustibles et d'autres, au contraire incombustibles : on peut donc se demander si la présence de ces derniers ne gêne point l'emploi du pyrogaz à l'alimentation par exemple des becs d'éclairage ; on se trouve en présence de proportions assez fortes d'azote, d'acide carbonique, et ils ne brûleront certainement pas. Mais l'azote ne gêne pas la combustion, et l'acide carbonique, des expériences multipliées l'ont démontré, trouble si peu la formation d'un mélange carburé susceptible de brûler ou de détoner dans un moteur, qu'on peut préparer un mélange de cette nature, rien qu'avec des vapeurs d'hydrocarbure dans de l'acide carbonique absolument pur. Le seul résultat serait alors, qu'après la combustion dans des becs ou des moteurs du pyrogaz de M. Tobiansky, il s'échapperait dans l'atmosphère des quantités énormes d'acide carbonique et d'azote ; mais, pour ce dernier, l'air que nous respirons en contient normalement 79/100, et l'augmentation de teneur, par suite de cette émission, ne sera que bien faible et sans inconvénient ; quant à l'acide carbonique, les plantes suffiraient rapidement à le décomposer et à lui faire rendre son oxygène, et il n'est même pas démontré que, dans la combustion du pyrogaz, il ne se transforme pas complètement en gaz combustible qui ne laisserait aucun résidu.

Nous n'insisterons que fort peu sur les dispositifs mêmes combinés par M. Tobiansky, parce que ce sont là des détails un peu techniques ; cependant nous dirons que, au sortir des foyers, les fumées ordinaires sont aspirées dans un récipient plein de matière poreuse, le plus généralement du coke (et nous allons voir pourquoi). Cette matière poreuse retient toutes les particules écharbonneuses en suspension dans la fumée, et aussi des goudrons ; au bout d'un certain temps, le coke, chargé de substances qui sont essentiellement combustibles, peut être jeté dans un foyer et brûlé, ce qui réalise en somme la récupération de tout le combustible que, sans ce traitement, la fumée aurait emporté en pure perte dans l'atmosphère. Mais, tout en abandonnant les particules de charbon, les gaz de combustion rencontrent, dans le même récipient, des vapeurs d'hydrocarbure, naphte, pétrole,



des députés pour demander une législation fiscale rétrograde qui aurait pour but d'arrêter le progrès.

Encore maintenant, il est bien malaisé de faire comprendre à l'ouvrier qu'il a intérêt à voir perfectionner les méthodes employées par ses patrons ; mais, dans le cas qui nous occupe, un bon argument de fait à présenter au pêcheur, c'est de lui montrer que lui-même, dès qu'il a des ressources assez modestes, peut doter une petite embarcation de pêche d'un engin mécanique de propulsion. Assurément ce n'est pas à la vapeur qu'il faut recourir, car le moindre moteur à vapeur, avec la réglementation à diplôme dont nous jouissons, exige la présence d'un mécanicien dont un examen d'Etat ait prouvé ou plutôt (ce qui est bien différent) certifié les connaissances techniques ; de plus, une machine à vapeur est assez encombrante et relativement compliquée, parce qu'elle nécessite une chaudière qu'il faut alimenter en eau et en combustible. Si d'ailleurs l'engin est conduit de façon imprudente ou inhabile, il peut causer des accidents toujours graves ; et enfin le fonctionnement, comme le prix d'achat d'une installation de ce genre, représente une somme élevée pour une industrie où les chances de perte totale du matériel sont considérables, et ne sont généralement pas couvertes par une assurance.

L'automobilisme, cet automobilisme qui fait tant parler de lui par ses excès et ses exagérations, est venu heureusement montrer la voie nouvelle dans laquelle on doit s'engager de façon bien déterminée, sous la forme de ce qu'on appelle maintenant la navigation automobile, d'un nom assez inexact en lui-même. Il n'a sans doute pas inventé les moteurs à pétrole, mais c'est grâce à lui qu'ils se sont perfectionnés de telle manière qu'on est sûr de leur fonctionnement. Mettez à bord d'un bateau un de ces moteurs qui font merveille sur une voiture mécanique, et vous aurez la possibilité de commander très facilement la marche de votre bateau, au moyen d'une hélice à laquelle ce moteur donnera le mouvement. On peut dire que le moteur à pétrole offre toutes les qualités qui lui permettent de supplanter avantageusement le moteur à vapeur à bord des bateaux de pêche : il ne nécessite point de chaudière, les gaz qui assurent sa marche se préparent pour ainsi dire d'eux-mêmes dans ce qu'on appelle le carburateur ; la substance qui sert à alimenter l'engin en formant la partie essentielle des gaz explosifs, est de l'essence, qui occupe extrêmement peu de place relativement à la puissance qu'elle contient virtuellement ; et, par suite, un réservoir de dimensions modestes suffit à un bateau pêcheur pour faire une sortie de plusieurs jours



l'appareil à vapeur, pour cette simple manœuvre du cabestan, présentait les inconvénients caractéristiques que nous avons reprochés à la machine à vapeur ; mais cela n'empêche point qu'on avait réalisé là une amélioration considérable augmentant la productivité de chaque sortie, diminuant les risques professionnels et la peine des travailleurs. Quand le moteur à pétrole a commencé de se perfectionner, il s'est trouvé immédiatement quelques esprits ouverts pour l'adopter, soit à la place de moteurs à vapeur, soit sur des bateaux où l'on n'avait encore rien modifié aux anciennes pratiques ; et si les premiers essais n'ont pas été pleinement satisfaisants, c'est que le moteur à pétrole était encore sujet, à cette époque, à des pannes trop fréquentes. Aujourd'hui, il en est bien différemment, et les engins employés, répondant à tous les besoins et étudiés en conséquence, permettent de lever en vingt minutes un filet qui demandait jadis une heure et demie. On n'hésite donc plus à lever le filet souvent, ce qui donne du poisson en meilleur état, et l'on peut aussi utiliser le moteur à d'autres travaux, grâce à des câbles de renvoi, comme à hisser les voiles, à lever les ancres.

Du moment où l'on disposait à bord d'un moteur mécanique pour la commande des cabestans, il était assez logique de lui demander également, en augmentant sa puissance en conséquence, d'actionner une hélice qui viendrait assurer la marche du bateau : nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit des avantages de la propulsion mécanique pour un bateau de pêche, cependant nous ferons remarquer qu'elle influe des plus heureusement sur la pêche en elle-même, sur le trainage du filet, puisque souvent, avec les bateaux à voile, le vent manque quand il faut remorquer le chalut immergé.

Nous sommes enchanté de constater que la première idée d'adoption du moteur à pétrole à bord des bateaux de pêche, en raison de sa supériorité sur le moteur à vapeur (qui n'est guère pratique que sur de grands bateaux) a pris naissance dans ce petit pays du Danemark, toujours à l'affut du progrès, et qui préfère l'effort salutaire aux illusions de la routine. Mais nous devons reconnaître que l'on semble commencer à bien comprendre les avantages de cette pratique dans les milieux pêcheurs français un peu éclairés. L'adoption du système est d'ailleurs facilitée aux armateurs français, par suite de ce fait que le pétrole nécessaire à l'alimentation du moteur leur est cédé au tarif d'exportation, déduction faite des droits énormes que paye le consommateur ordinaire.





vent à la fabrication du métal, minerais, charbon, puis, pour transporter ce métal lorsqu'il sort du haut fourneau jusqu'aux presses, aux marteaux-pilons, aux laminoirs qui doivent le modeler plus ou moins tandis qu'il est chaud encore. D'autres appareils sont ensuite chargés de déplacer blocs, poutres, tôles métalliques jusque dans les ateliers où on les taille, les martèle à froid, les perce, les assemble pour leur donner leur forme définitive.

Or, on peut dire que l'on tend à ne plus demander qu'au courant électrique la commande de tous les chariots, de tous les ponts roulants, de tous les appareils de manutention qui servent à accomplir cette besogne, et comme toujours (avantage bien caractéristique de la distribution de la puissance motrice par le courant électrique) la production de cette force motrice peut être centralisée dans une usine unique, la centralisation ayant ici des avantages énormes que nous avons eu occasion de signaler, et que l'on ne retrouve pas précisément dans la centralisation administrative. Les grandes fabriques de rails des États-Unis, en dehors même de celles du fameux Trust de l'acier, qui n'est pas seul à introduire les bonnes méthodes industrielles, sont complètement installées électriquement. Le minerai, le coke et la castine nécessaires à la fusion du fer sont chargés dans le haut-fourneau par des grues et plans inclinés électriques; ce sont des tracteurs ou locomotives électriques également qui tirent sur des voies ferrées spéciales les wagonnets où le métal en fusion a été versé à la sortie du haut-fourneau, et c'est ainsi qu'il arrive dans les convertisseurs qui vont le transformer, le convertir en acier : c'est du reste encore une grue électrique qui saisit ces wagonnets et les soulève pour en assurer le déversement. Quand le métal est prêt, avant de passer entre les rouleaux du laminoir qui lui donneront la forme caractéristique du rail, il doit être réchauffé; introduit un certain temps dans un four, pour y être de nouveau élevé à une température qui le rende suffisamment malléable, et ce sont des sortes de gigantesques pinces, mues électriquement toujours, qui saisissent les masses métalliques et les introduisent dans les fours à réchauffer : ici encore la machine rend les plus grands services aux ouvriers en les dispensant d'approcher trop près de ces foyers ardents qui les cuisaient jadis.

Et nous n'insistons pas sur les détails techniques, mais, en réalité, c'est toute une série d'opérations de soulèvement, de transport des lingots, coupés en morceaux plus ou moins gros par des scies mues électriquement, opérations que le courant électrique assure grâce à des dispositifs des plus ingénieux. Quand les rails



qu'on ait recours à ce combustible minéral qui, forcément, doit aller s'épuisant dans les entrailles de la terre. Quand nous disons qu'on se passe de charbon pour la transformation du minerai en fer, pour sa réduction, ce n'est point tout à fait exact, en ce sens que quelques-uns des systèmes nouvellement inventés pour réaliser le haut-fourneau électrique font bien un peu appel au charbon, mais dans une mesure extrêmement faible, et simplement pour lui demander le carbone nécessaire à cette véritable opération chimique de vastes proportions qui se passe dans un haut-fourneau. C'est qu'en effet, dans cette opération, il faut une source de chaleur, un agent épurateur et aussi une provision de carbone pour en donner la proportion voulue au fer ou à l'acier que l'on désire produire. Si nous considérons le procédé italien de production directe de l'acier au four électrique, nous voyons que l'arc électrique, formé au-dessus des matières placées dans le haut-fourneau, fournit la chaleur exigée par l'opération et la transformation du minerai; on opère dans un four garni de briques de magnésie, et où sont disposés deux énormes crayons de charbon entre lesquels on fait jaillir l'arc électrique qui doit assurer l'élévation de température. On met dans le four 1.000 kilogr., par exemple, du minerai à traiter, et seulement 160 kilogr. de charbon, en ajoutant à ces deux éléments des quantités minutieusement déterminées de chaux, de carbone, de magnésie, de pétrole, etc. En deux heures l'opération est terminée, et l'on recueille un métal extrêmement pur, auquel on a eu la possibilité d'ajouter pendant l'opération une faible quantité d'un de ces métaux plus ou moins rares qui donnent à l'acier des qualités toutes spéciales. Cela se fait avec une simplicité, une rapidité et aussi une sûreté remarquables. Ce procédé, dont nous n'avons indiqué, bien entendu, que les grandes lignes, est dû à M. Stassano, et, quoiqu'il ne soit pas pleinement entré dans la voie de la pratique, on peut considérer, dès maintenant, qu'il donnera les meilleurs résultats dans les pays où l'on a des chutes d'eau à sa disposition et où, au contraire, le combustible est rare et cher.

Nous aurions à citer un autre type de haut-fourneau électrique des plus intéressants, dû à M. Chavarria Contardo, et dans lequel le carbone nécessaire à la production du métal est fourni sous la forme la plus simple par un gaz dont l'arrivée, et par suite l'action peuvent être exactement réglées.

Mais nous tenons à signaler un peu plus longuement une méthode qui a été imaginée par deux ingénieurs français, MM. Keller et Leleux, et qui est pratiquée industriellement et couramment



utilisée, et aussi pour l'étendue considérable du réseau de distribution, qui porte à travers tout un département la lumière et la force motrice. Il faut songer que le réseau des canalisations qui envoient le courant sous haute tension vers les différents centres où il est consommé par l'industrie et les particuliers, représente dès maintenant un développement de plus de 400 kilomètres, et qu'il atteindra avant peu 600 kilomètres. Souvent les centres de consommation dont il s'agit se trouvent à 100, 120 et même 130 kilomètres de l'usine génératrice, et ce sont là des conditions fort intéressantes, car l'idéal de l'avenir consistera évidemment à envoyer le courant électrique des points où les chutes d'eau abondent, par conséquent principalement des régions montagneuses, vers les agglomérations les plus éloignées, situées dans les plaines.

L'usine de Saint-Georges se trouve dans les Corbières à l'entrée des gorges de Saint-Georges, près d'Axat, et elle utilise une dénivellation de l'Aude qui dépasse 100 mètres; mais, comme les rivières de montagne sont toutes ou plus ou moins torrentueuses, que leur débit est irrégulier, on a prévu la construction d'un réservoir qui assurera un débit à peu près constant à toute époque. Les travaux ont été considérables, car il a fallu notamment établir un canal de dérivation de plus de 5 kilomètres de long, percé en partie dans la montagne, et qui amène l'eau prise dans la partie supérieure de la rivière. Comme d'ordinaire dans les usines de cette sorte, l'eau qui arrive par des conduites métalliques de l'extrémité du canal d'amenée, vient faire tourner ces roues hydrauliques toutes particulières qu'on nomme des turbines, et celles-ci actionnent à leur tour des machines génératrices d'électricité; pour l'instant on se contente de 4 groupes mécaniques donnant chacun une puissance de 800 chevaux, mais on en montera ultérieurement quatre autres de même puissance. Le courant part de l'usine sous une forte tension, comme on dit, ce qui équivaut à une forte pression pour les conduites d'eau, et cela est nécessaire pour éviter une déperdition trop considérable de courant dans le long parcours que celui-ci doit faire avant d'arriver sur les lieux où il sera consommé.

Tout d'abord les conducteurs, qui sont au nombre de trois, doivent franchir une distance de 70 kilomètres avant de parvenir à un premier poste situé à Fabrezan, d'où le courant se dérive sur les divers points principaux du département: de ces points, il se fera une nouvelle distribution, le courant se ramifiant sur une série de centres plus ou moins importants où sera consommée

l'électricité. Il y a, en effet, trois dérivations qui partent de Fabrezan, et qui se dirigent l'une sur Narbonne, l'autre sur Carcassonne (à des distances respectives de 30 et de 35 kilomètres) et la troisième sur la Nouvelle : ici le courant est encore sous une forte tension, mais plus faible cependant que primitivement. Nous ne suivrons pas le courant électrique jusqu'à son arrivée chez les consommateurs, mais nous ferons remarquer que des conducteurs se ramifient de côté et d'autre pour desservir les agglomérations traversées ou celles qui sont plus ou moins loin de la ligne principale, et des dispositifs sont installés partout pour ne faire arriver sur les lieux même d'utilisation que du courant à faible tension, de manière à éviter les accidents que pourrait causer du courant à haute tension circulant au milieu de centres habités.

Grâce à cette installation, d'étendue énorme vraiment, plus de 100 communes d'importance variable sont déjà desservies, où l'on dispose et de la force motrice et de l'éclairage dans d'excellentes conditions à faire envie à bien des grandes villes ; les moteurs assurent notamment l'élévation des eaux d'alimentation des communes, tout comme la manutention des vins dans les chais ; et quant à l'éclairage, comme les particuliers font les frais d'installation des fils aériens qui les réunissent à la petite station de distribution de chaque agglomération, le prix de vente du courant peut être très faible : pour 32 francs par an par exemple, on peut disposer d'une lampe électrique de belle puissance. L'entreprise paraît être un succès à tous les points de vue, et elle n'est due qu'à la seule initiative particulière.

DANIEL BELLET.

---

**REVUE**  
**DE**  
**L'ACADÉMIE DES SCIENCES**  
**MORALES ET POLITIQUES**  
*(Du 1<sup>er</sup> février au 16 mai 1903).*

---

**SOMMAIRE :** Le premier Tribunal d'arbitrage. — Les conséquences financières de la lutte contre la tuberculose. — L'histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France. — L'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat. — La solidarité sociale et ses nouvelles formules. — La défense sociale contre la tuberculose. — Un moyen d'augmenter la natalité en France. — Communications diverses. — Décès. — Nominations.

**I**

M. Descamps, correspondant de l'Académie, a lu un important mémoire sur *Le fonctionnement du premier Tribunal d'arbitrage constitué au sein de la Cour permanente de La Haye*.

Le 15 septembre 1902, une date qui marquera dans l'histoire des institutions organiques de la paix, s'est réuni à La Haye le premier tribunal d'arbitrage constitué suivant le régime qu'a instauré la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. L'honneur d'avoir inauguré l'organisme juridique nouveau revient à deux républiques du Nouveau-Monde, les Etats-Unis et le Mexique. Les Californies, qui ont relevé de l'Espagne, puis du Mexique, ont été démembrées par le traité du 30 mars 1848. La Haute-Californie a passé sous la domination des Etats-Unis, la Basse-Californie est demeurée au Mexique. Il existait avant cette séparation une ancienne et riche fondation, le « Fondo piasoso des Californias », destinée aux missions ; lorsque fut créé un évêché des Californies, les revenus de ce fonds furent dévolus au





interprète disant comment les choses se sont passées. En réalité il conviendrait d'examiner le régime suivant : chaque Etat nommerait deux arbitres, mais n'en nommerait qu'un de sa nationalité; l'on aurait ainsi dans le Tribunal deux arbitres appartenant aux pays en litige et non à des pays désintéressés; le surarbitre n'aurait pas une situation prépondérante et les deux Etats en litige seraient sûrs que leurs raisons seraient exposées avec autorité aux arbitres. C'est ce qui a été pratiqué dans l'arbitrage sur les Pêcheries de Behring. Dans les procès de ce genre, s'il doit y avoir une plaidoirie, elle doit être restreinte, il faut surtout une procédure écrite et encore à la condition de ne pas être excessive. C'est ce qui s'est passé dans l'affaire actuelle. On a plaidé dans deux langues : le Tribunal avait décidé que la langue qui serait adoptée serait la langue française, et il n'y avait pas un seul Français dans le Tribunal. Toutes les communications du Tribunal, la sentence, les procès-verbaux ont été rédigés en français, mais la langue française n'a pas été la seule employée. Le Tribunal a autorisé les avocats à employer la langue anglaise. Il pourrait y avoir des difficultés dans ce mélange de langues. On a beaucoup insisté sur ce fait que la sentence a été rendue à l'unanimité. C'est un très mauvais précédent, il serait fâcheux qu'on voulût l'imiter. Au premier abord on dit : le Tribunal a augmenté l'autorité morale de sa sentence. Mais il n'est pas à espérer que tous les arbitres seront toujours d'accord. Il y aura des sentences qui auront des valeurs morales différentes. A un moment donné les arbitres pourront être mis dans une situation impossible. Il faut songer à la nécessité de sauvegarder les amours-propres. La sentence doit être rendue par le Tribunal ; il n'y a pas à regarder si c'est à la majorité ou à l'unanimité, c'est le tribunal qui statue. Les sentences arbitrales ont été jusqu'à présent très bien exécutées, c'est que l'arbitrage n'a fonctionné que d'une façon volontaire. Il importe de repousser l'arbitrage obligatoire. Quand on fait volontairement appel au tribunal arbitral, on se rend compte des conséquences possibles de la sentence et c'est qu'on aime mieux être condamné que de faire la guerre. Si on va là, comme on va devant un tribunal, parce qu'on y est contraint, il est probable que les sentences ne seront pas exécutées avec le même entrain.

A la suite de la communication (résumée plus loin) de M. le Dr Proust des observations sur *les conséquences financières de la lutte contre la tuberculose*, ont été présentées :

Il y a tous les ans, a fait remarquer M. Paul Leroy Beaulieu,



mais cette solution exige que l'architecte, qui met aujourd'hui sa gloire à élever des monuments, consente à changer son point de vue et à s'attacher avant tout à obtenir le maximum d'effet utile avec le minimum de sacrifice. Cette réduction de dépenses est nécessaire au succès de la campagne entreprise contre la tuberculose.

En Allemagne il a paru au début que l'assurance obligatoire devait tendre à réparer les effets des crises auxquelles sont en butte les travailleurs, la maladie, les accidents, l'invalidité, la vieillesse ; mais bientôt on s'est demandé s'il n'y avait pas mieux à faire que d'attendre patiemment les sinistres pour en réparer les maux et au lieu de songer à soigner, de maintenir à l'état de santé. Quand on a voulu passer à la réalisation de l'idée, construire des sanatoria, des hôpitaux de mécano-thérapie, des postes de secours, des maisons de convalescence, on a reconnu qu'il fallait de grosses sommes. On a fait les prélèvements nécessaires sur les capitaux entassés dans les caisses d'assurances. Bien que ce régime ait soulevé de vives critiques car on peut se demander si ce n'est pas détourner de leur but les réserves mathématiques de l'assurance qui doivent avant tout servir à cautionner les engagements pris par ces caisses vis-à-vis de leurs assurés, ce système est très populaire dans le peuple allemand qui ne considère plus l'assurance comme le but suprême, mais surtout comme un moyen de réunir les ressources pour la rendre utile et se passer de ses services. On ne saurait songer à importer cette organisation chez nous avec son appareil d'organisation. Le caractère français s'y oppose. Mais le problème peut être résolu par l'initiative privée, notamment celle de la mutualité qui vient tout récemment de couronner son organisation par la Fédération nationale mutualiste. Ainsi outillée, elle peut désormais aborder sans témérité les entreprises sociales qui dépassaient jusqu'ici ses forces. Ses amis ont pour elle l'ambition de lui voir jouer dans notre pays, et en particulier pour la lutte contre la tuberculose, le rôle que jouent en Allemagne les corporations.

D'une notice lue par M. Levasseur, sur *l'histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France*, il y a lieu de retenir une série de renseignements statistiques particulièrement intéressants.

Pendant la dernière décade (1890-1900), il s'est produit un progrès considérable pour l'ensemble des nations civilisées. La longueur des chemins de fer s'est accrue de 30 p. 100; la production du charbon de terre a augmenté de 56 p. 100;



aux ouvriers et employés de nouveaux droits et édicté quelques règles nouvelles sur leurs rapports avec leurs patrons. Ainsi le droit de coalition a été légalement reconnu, la formation des syndicats professionnels a été autorisée; en cas de rupture abusive du contrat de travail, même à durée illimitée, le droit d'obtenir des dommages-intérêts a été admis au profit de l'ouvrier ou de l'employé congédié; la conciliation et l'arbitrage ont été organisés pour prévenir les grèves ou les faire cesser. On a vivement discuté sur le point de savoir si les lois qui ont consacré toutes ces innovations, qui ont apporté ces différentes améliorations à la condition des salariés s'appliquent aux ouvriers et employés de l'Etat. La négative a été soutenue en ce qui concerne le droit de former des syndicats professionnels, sous le prétexte que l'Etat n'est pas un patron ordinaire: il est, dit-on, inadmissible, contraire à toute discipline et à toute administration régulière, que des agents puissent s'associer pour discuter leurs intérêts avec leurs chefs de service; quand il s'agit de l'Etat, le salarié n'est pas en présence d'un simple intérêt privé, mais d'un intérêt public et de la souveraineté même; on ajoute que des dépenses inscrites au budget, comme les salaires et traitements des ouvriers et employés de l'Etat, ne peuvent être l'effet d'une discussion entre l'Administration et un syndicat. Des raisons analogues ont été données pour refuser aux ouvriers et employés de l'Etat le droit de coalition.

Cette doctrine est-elle bien exacte? Peut-on admettre que l'Etat fasse des lois au profit des ouvriers et puisse s'y soustraire lui-même? Aussi a-t-on affirmé que la difficulté doit être résolue par la distinction à raison des fonctions, par la distinction entre les agents d'autorité et les agents de gestion. Les agents d'autorité ont reçu une partie plus ou moins grande de l'autorité publique, ils ont un pouvoir de commandement et de contrainte à l'égard des citoyens; parmi eux sont,—outre les agents de l'ordre le plus élevé, comme les ministres, les préfets, les magistrats—les agents de la force publique les plus modestes qui ont le droit de verbaliser. Les agents de gestion, au contraire, ne détiennent aucune parcelle de la puissance publique; ils sont chargés de gérer certains services; tels sont les facteurs des postes et les ouvriers des manufactures de l'Etat, les maîtres répétiteurs et les professeurs de tout ordre. Les agents d'autorité ne peuvent être assimilés à des salariés ordinaires; il serait contraire à la notion même de souveraineté qu'ils eussent, à l'égard de l'Etat, les mêmes droits que les ouvriers de l'industrie



solidarité et l'ont interprétée dans le sens d'une interdépendance étroite des différents éléments sociaux, et cela non seulement dans le temps, mais dans l'espace. La doctrine solidariste a un postulat comme point de départ : l'établissement de la justice constitue l'objet suprême de la société humaine. Sous quelle forme aperçoit-on cette justice ? Les hommes ne sont pas libres les uns à l'égard des autres ; ils sont liés entre eux par une association nécessaire, antérieure à leur naissance, et dont il ne leur est pas possible de se dégager, car s'ils en sortaient il leur serait désormais impossible de vivre. La situation de l'individu social réel diffère autant de celle de l'homme complètement libre que diffère au point de vue juridique la situation d'une personne qui ne s'est engagée à rien envers qui que ce soit, qui agit dans la plénitude de sa liberté et celle d'une personne qui a contracté, qui a formé avec d'autres une association. Il y a là une contradiction. En premier lieu on affirme la solidarité naturelle et de fait que personne ne nie ; en second lieu, on veut transformer cette solidarité naturelle et de fait en solidarité contractuelle, mais on omet de démontrer l'existence du contrat. Mais, dit-on, un contrat formel est-il nécessaire ? Ne suffit-il pas qu'il intervienne seulement après coup pour qu'on puisse dire qu'il existe entre tous les membres d'une société ce qu'en droit civil on nomme un *quasi-contrat* ; or, un quasi-contrat impose à chacune des parties des obligations qui ne pourront être autres qu'une représentation et une interprétation de l'accord qui eût dû s'établir préalablement entre eux si elles avaient pu être consultées ; la présomption du consentement qu'auraient donné les volontés libres et égales sera le fondement du droit : et ce droit l'Etat sera là pour le sanctionner. C'est une bien discutable extension du sens de « quasi contrat », car ce dernier suppose des actes *volontaires*. De ce soi-disant quasi contrat au point de vue de la justice sociale, l'on déduit que les hommes reconnaissent qu'en naissant, ils sont débiteurs. débiteurs envers leurs ancêtres qui leur ont légué outre l'existence, un ensemble de civilisation indispensable, que toute dette devant être payée, l'homme a vu substituer à la créance des morts celle des vivants, des contemporains ; parmi ces derniers la situation est inégale, les uns ont reçu plus d'avantages sociaux que les autres ; la justice exige qu'une compensation se fasse, qu'il y ait redressement de compte. Seulement la forme du « redressement de compte » reste dans une indétermination complète soit au point de vue de la quotité, soit au point de vue de l'incidence. D'autre part, il y a les créanciers puisque le quasi contrat établit





propres idées. Ils restent, en matière d'application, dans un vague inquiétant. La seule proposition relative à l'action législative est la suivante : « Les lois doivent exclure toute inégalité de valeur sociale entre les contractants. Elles doivent aussi, dans la mesure du possible, donner à l'effort de chacun l'appui de la force commune et garantir chacun contre les risques de la vie commune. » Le moyen d'assurer l'équité du contrat social par la compensation de la Dette sociale peut se résumer en ces trois termes principaux : 1<sup>o</sup> assurance contre le défaut de culture des facultés intellectuelles ; 2<sup>o</sup> assurance contre les incapacités naturelles ; 3<sup>o</sup> assurance contre les risques sociaux. C'est là, sous une forme concise, un très vaste programme et où il faudrait établir qui, dans chaque cas, fera les frais de l'assurance. Vise-t-on l'extension de la *mutualité* à laquelle on a souvent donné le nom même de *solidarité* ? Alors ce n'est pas l'acquittement d'une dette par les plus favorisés, puisque le principe de la mutualité c'est l'assurance et la garantie réciproques. Vise-t-on, au contraire, des sacrifices comparés à une partie des citoyens, pour accorder aux autres, grâce au budget de l'Etat grossi par l'impôt rapidement progressif, certains bienfaits sociaux comme l'instruction gratuite à tous les degrés, ou l'existence assurée à tous ceux qui sont dans l'incapacité de se la procurer par eux-mêmes ? C'est ce qui se lit entre les lignes et ce que beaucoup en concluent rapidement et résolument ; mais il faudrait le dire avec netteté. Voici d'ailleurs déjà qu'aux desiderata posés plus haut, des disciples en ajoutent d'autres, tels que « l'obligation du travail pour tous, l'interdiction pour un membre du corps social de jouir du superflu, tant que l'un quelconque des autres membres est dans l'impossibilité de se procurer sa subsistance ; puis la réforme de l'héritage, conséquences déjà aperçues par certains esprits comme découlant du principe de solidarité sociale. » Elles n'en découlent qu'en admettant la solidarité sous cette forme de solidarisme juridique qu'on a voulu déduire de la solidarité sociale, à l'aide d'une argumentation aussi ingénieuse que fragile. Ce solidarisme la conduirait vite à un socialisme avancé, proche lui-même et avant-goût du collectivisme. C'est également dans son appel à la solidarité des choses très différentes : le devoir et la dette, le domaine moral et le domaine juridique, l'utilité sociale et l'obligation contractuelle.

M. le Dr Proust a été admis à lire un mémoire sur *la Défense sociale contre la tuberculose*.

La tuberculose est une maladie virulente, transmissible et inoculable. La science moderne l'a établi. Mais elle ne s'est pas con-



intervient ; tous les groupements sociaux interviennent pour créer et soutenir les *sanatorium*. En Belgique, ce sont les conseils provinciaux jouissant d'une certaine autonomie en matière d'hygiène qui ont pris l'initiative de ces créations. C'est en France que l'initiative privée a tenté les premiers efforts par la création en 1888 de la Ligue contre la tuberculose, par les Congrès périodiques qui, quatre fois depuis 1888, se sont réunis à Paris ; à chacune de ces sessions les Congrès ont indiqué les mesures prophylactiques dont l'urgence s'imposait pour enrayer le progrès de la maladie. Il s'est produit un véritable engouement pour les *sanatorium*. Mais la question financière se dresse, menaçante. Il meurt par an en France 150.000 tuberculeux dont les deux tiers au moins peuvent demander l'hospitalisation ; ces malheureux ont eu au moins trois ans de maladie ; ce sont donc 300.000 tuberculeux à héberger dont 100.000 disparaissent chaque année pour faire place à d'autres. Au taux actuel, c'est une dépense de 3 milliards au moins de frais de premier établissement. De plus, il faut nourrir et entretenir ces malades et même les nourrir bien ; c'est une dépense annuelle et et par tête de 2.000 fr., d'où un budget annuel de 600 millions. En outre, comme l'hospitalisation du chef risque de mettre la famille dans le besoin, il convient de lui allouer une indemnité ; si elle porte seulement sur la moitié des hospitalisés et exige simplement une dépense de 100 francs par famille, c'est encore 150 ou 200 millions à trouver. [Au total c'est une dépense d'un milliard par an. Il a été question aussi de créer des dispensaires tant pour soigner que pour donner des conseils, indiquer les mesures d'hygiène à prendre, donner des secours en espèces et en nature.

En France où l'on n'a pas la ressource des assurances allemandes, on ne peut guère avoir recours qu'à l'Assistance publique, à des sociétés, à des œuvres émanant de l'initiative privée ; l'on peut compter aussi sur la fédération des œuvres anti-tuberculeuses françaises, sur le concours des sociétés de secours mutuels qui, en se réunissant, pourraient construire des *sanatorium*. Il importe aussi de veiller à la mortalité dans l'armée et pour éviter l'élévation du chiffre des décès, de recommander la plus grande sévérité dans la sélection des conscrits et d'insister pour que l'appel de la classe n'ait point lieu à l'ouverture de la plus mauvaise saison de l'année. La tuberculose étant une maladie sociale, déterminée par des causes prédisposantes et adjuvantes, la misère en particulier, présente pour son extinction toutes les difficultés que soulève la solution des questions sociales. Toutefois, comme l'a écrit Pasteur, il est au pouvoir de l'homme de faire disparaître toutes les maladies parasitaires.



de 132.000 conscrits par an, d'une natalité d'environ 400.000 âmes de plus.

Il suffirait d'intercaler un article (art. 744 *bis*) dans le Code civil : *Toutes les successions donnent lieu à partage. A chaque héritier sont attribuées, en outre de sa part, autant de parties égales à la sienne qu'il a d'enfants vivants ou représentés. Tout enfant unique appelé à succéder à ses ascendants ou de leur chef reçoit à ce titre la moitié de leur héritage; l'autre moitié allant à celui ou à ceux auxquels la succession reviendrait à son défaut.* L'esprit de cette modification est, par le premier paragraphe, d'introduire les petits enfants dans le partage, en transportant sur eux la préoccupation d'égalité dans l'héritage que la loi actuelle limite aux enfants du premier degré; le second paragraphe a pour but de rendre vains les efforts des ménages qui, en se restreignant à un seul enfant, tenteraient de se soustraire pour un temps aux conséquences de la première disposition.

Une objection se présente aussitôt à l'esprit; la modification proposée serait sans effet sur les miséreux, elle n'agirait que sur les ménages ayant quelque héritage en vue. Pense-t-on que les 180.000 ménages dissous par la mort en 1898 fussent si bien lotis? Les fortunes déclarées à l'enregistrement ne s'élèvent pas, en moyenne à 10.000 francs, et dans le nombre il doit y en avoir, par compensation, un grand nombre de très modestes. Eh bien, cela étant, croit-on qu'il soit bon de partager ces mêmes héritages en un plus grand nombre d'enfants qu'à l'heure actuelle? Assurément on n'est pas misérable parce qu'on partage un héritage de 10.000 fr. en quatre, au lieu de le partager en deux. Réduite à ces proportions, la fortune acquise pèse d'un poids bien minime dans les conditions de l'existence, en regard des facteurs autrement puissants qui mettent au service de l'individu le produit de son industrie et l'épargne journalière. Que d'ailleurs, si l'on envisage des héritages plus considérables, on doit observer que la gêne ou l'aisance ne dépendent pas uniquement de la quotité des fortunes, mais de leurs relations avec celles du milieu où nous vivons et que, précisément, l'un des résultats de la division des héritages, en tenant compte des petits enfants, sera d'égaliser les conditions de vie des gens d'une même famille, de mieux proportionner leurs ressources à leurs charges et s'ils sont moins riches, de faire qu'ils soient moins gênés, parce que leurs relations les entraîneront à un moindre train de vie. Et enfin si la gêne, non plus relative, mais absolue vient à étreindre nos descendants plus que nous-mêmes,



MM. Carré, Baguenault de Puchesse, Arnauné, Bonet Maury et Ferdinand Dreyfus ont fait des lectures sur *La révision du procès de Lally Tollendal*, *la Journée des barricades d'après les mémoires de Catherine de Médicis*, *le Bimétallisme français et le Bimétallisme italien*, *les Précurseurs latins de la Réforme et de la liberté de conscience au Moyen-Age*, *la Conférence internationale de Paris pour la répression de La traite des blanches*; MM. Combes de Lestrade, Brunot et Morizot Thibault ont présenté des travaux sur *La Principauté de Ratzebourg*, *la Solidarité sociale comme principe des lois et l'Habeas corpus français*.

### III

L'Académie a perdu M. Lefèvre Pontalis qui, le 2 juin 1888, avait succédé à M. H. Carnot, comme académicien libre, et M. Joseph Ferrand élu le 7 janvier 1888 correspondant pour la section de la législation, en remplacement de M. Demolombe.

Elle a nommé, le 7 février, comme associé étranger, en remplacement de M. le prince G. Bibesco, décédé, M. d'Olivecrona (de Stockholm) qui, le 29 décembre 1877, avait succédé à la place de correspondant que l'élection de M. Edouard Charton, en qualité d'académicien libre, laissait vacante pour la section de morale. D'autre part, M. Ed. Caird, professeur à l'Université d'Oxford, a été nommé à l'une des trois places de correspondants pour la section de philosophie que créait le décret du 28 novembre 1901.

J. LEFORT.

---





sier *pour*, vous rendez à la solution, même opposée à la vôtre, de réels services. Vous signalez des écueils, vous envisagez des difficultés, vous soulevez des objections et, par là même, vous permettez d'éviter des causes d'échec et d'erreur. C'est pour cela, même lorsque vous n'êtes pas d'accord, avec le gouvernement, qu'il me plaît de vous féliciter du travail que vous avez accompli.»

« Ce qui est vrai à Paris, cesse-t-il de l'être chez nous ? » demande la Chambre de Commerce de Maine-et-Loire.

C'est surtout au président de la Chambre de commerce que le ministre fait remonter la responsabilité de la rebellion ; mais il ne paraît pas que la Chambre soit disposée à désavouer son président, puisqu'elle vient de le réélire à l'unanimité, malgré l'opposition ministérielle. Le différend ne paraît donc pas près d'être résolu.

— *La Chambre de Commerce du Mans* adopte les termes et conclusions d'un rapport de M. Chappée sur les avaries de route et le convertit en délibération. Il s'agit de faire assurer les avaries par les Compagnies de transport. M. Chappée observe que les Compagnies assurent déjà jusqu'à concurrence de 500 francs et moyennant 0 fr. 10, les colis postaux, qui ne sont postaux que de nom. La Poste, de son côté, assure les valeurs, et beaucoup d'objets divers.

« La perspective que les Compagnies, quand elles pratiqueront l'assurance, apporteront un peu plus de soin dans la manutention, n'est-elle pas suffisante pour nous encourager à la réclamer ? ... Avec l'assurance contre les avaries, plus de contestations ; l'expéditeur a acquitté la prime, la Compagnie est rendue responsable, donc plus de recours aux tribunaux, plus de procédure lente et coûteuse, mais un règlement immédiat du litige. »

— *La Chambre de Commerce de Besançon* adopte un rapport de M. G. Jouvanceau sur les ports francs, dont voici les principaux points :

Les ports francs ont fait leur temps ; ce système n'est pas réalisable sous le régime des lois actuelles. L'entrepôt réel, l'entrepôt fictif, l'admission temporaire ne donnent pas non plus satisfaction à tous les besoins du commerce. Ce qu'il faut, c'est des zones franches. La zone franche est une bande de terrain dénationalisée au point de vue douanier, sur laquelle s'effectuent en liberté toutes les manipulations et transformations de marchandises.



l'Office colonial fût représenté dans chaque département par un correspondant qui assurerait la formation d'un réseau de correspondance dans les arrondissements et les cantons. Chaque mois, l'Office colonial enverrait à ses correspondants la liste des emplois disponibles dans les colonies françaises et des conditions requises pour les remplir. L'existence de ces agences de l'Office colonial serait portée à la connaissance du public, et des jeunes gens qui cherchent une situation pourraient ainsi trouver un emploi de leurs facultés et de leurs capitaux.

Vous pensez si l'Office colonial a saisi la balle au bond. Son Directeur répond en exposant sa manière d'organiser les Agences. Puis : « Je crois devoir ajouter que toutes les fonctions dont il s'agit, seront gratuites, nos crédits ne nous permettant pas de rémunérer ces concours. Par contre, il nous sera peut-être possible de récompenser, par des distinctions honorifiques coloniales, nos nouveaux collaborateurs les plus dévoués. »

Du moment qu'il y a « à la clé » des distinctions honorifiques, ne fussent-elles que coloniales, tout va bien. Cependant, la Chambre de commerce résiste à la tentation. Si les Chambres de commerce se mettaient sur le pied d'installer des agences de l'Office colonial, « ce précédent ouvrirait la porte à beaucoup de demandes qu'il serait utile de ne pas accueillir. »

Je le crois sans peine. Combien de désœuvrés, de déclassés, de déracinés, incapables de rien faire dans leur pays où ils ont tout en mains pour réussir et s'imaginant qu'aux colonies il pleut de la manne et des alouettes, viendraient solliciter l'agence coloniale. Quelle responsabilité assumée par les Chambres de commerce ! Que de frais de transport, aller et retour, retomberaient sur nos épaules, à nous, contribuables !

— *Le Syndicat national du commerce en gros des vins, spiritueux et liqueurs de France* se réjouit du vote de la nouvelle loi des boissons. Il existe, dit M. Turpin, en plein pays d'Auge, comme ailleurs, des entrepositaires dont le seul commerce consiste à faire la fraude. Ils reçoivent de l'alcool, l'écoulent sans payer de droits et se couvrent de leurs manquants par des introductions d'eaux-de-vie de cidre fournies par les bouilleurs de cru de la contrée, les fraudeurs sont les fournisseurs attitrés de certains débitants auxquels ils font remise de la moitié des droits, au détriment du Trésor et du commerce régulier. Il est temps que ces pratiques deshonnêtes prennent fin et ce sera le premier résultat de la loi qui vient d'être promulguée.



l'avenir : c'est la Pallice. Ce magnifique port peut être considéré comme l'un des abris les plus surs et les plus commodes de toute la côte de l'Océan. « Il convient donc de prévoir dès maintenant quel est le devoir des pouvoirs publics pour que la Pallice soit à la hauteur de son rôle et ne trahisse pas la fortune, qui lui sera favorable malgré ses détracteurs, et malgré la coalition de tous les intérêts opposés... »

Nous sommes loin de contester les avantages du port de la Pallice, mais nous n'en trouvons pas moins regrettable que son avenir se trouve à la discrétion des pouvoirs publics, quelles que soient leurs lumières et leur bonne volonté.

— *Chambre de commerce d'Alger.* La création des zones franches va donner matière à de nombreuses discussions et réclamations. Voici déjà que le chef de cabinet du ministre a laissé entendre qu'une zone franche ne pourra être établie à Alger que lorsque le port de Marseille en sera déjà pourvu. La Chambre de commerce d'Alger s'élève contre cette décision et charge son député d'intervenir auprès du ministre du Commerce en faveur du port d'Alger, où une zone franche peut être établie immédiatement sans aucun retard et pour ainsi dire sans frais, alors que dans la plupart des ports de France et à Marseille notamment la question voies et moyens n'a pas encore été envisagée.

La Chambre de commerce conclut : « A ce qu'une zone franche soit créée à Alger à titre d'essai. Qu'à défaut, la première zone franche à créer soit celle d'Alger. Ou, enfin, si l'une ou l'autre de ces solutions ne peut être accordée, que tout au moins une zone franche soit établie à Alger, en même temps que la première zone franche qui sera créée en France. »

En attendant les zones franches, les taxes et surtaxes vont leur train. La taxe municipale sur les vitrines était de 3 francs à Alger. Elle a été récemment élevée à 24 francs. A la suite des récriminations des intéressés, elle a été réduite à 18 francs ; mais cette imposition de 18 francs frappe encore trop lourdement le commerce déjà si surchargé. Aussi les commerçants ont-ils signé une pétition, et la Chambre de commerce est unanime à reconnaître la légitimité de leur réclamation.

Outre que le commerce est déjà fortement taxé, on fait valoir que les possesseurs de vitrines se trouvent, pour la plupart, dans cette situation : ou de subir le nouveau droit, ou de faire de nouveaux frais pour déplacer des installations coûteuses établies, à poste fixe, à une époque où rien ne faisait prévoir une pareille surélévation du droit de vitrine.



pense que l'on pourrait remplacer les houilles importées par les charbons gras que nous possédons à Ving-Phuoc, dont la qualité paraît très supérieure à celles des houilles japonaises. « Si, d'autre part, nos relations avec le Yun-Nan deviennent plus fréquentes et plus faciles, nous trouverons là aussi des charbons gras de grande valeur qui pourraient être employés soit seuls, soit en briquettes avec nos anthracites. »

Les huiles d'abrasin et de bancoulier, étudiées par M. Lemarié, pourraient sans doute être employées avantageusement à divers usages. Même non purifiée, l'huile de bancoulier brûle avec une flamme claire et brillante, sans carboniser la mèche le moins du monde. Ces qualités sont encore rehaussées par le raffinage. Elle fournit un excellent savon; on peut l'employer comme succédané de l'huile de coco, de préférence aux huiles de lin ou de chénevis.

M. Eug. Duchemin indique aussi quelques applications de l'huile d'abrasin, déjà pratiquées par les Chinois. On l'emploie comme mortier, comme mastic, comme vernis pour entretenir les boiseries et parquets. « Nul doute, conclut l'auteur, que dans ces trois genres l'huile d'abrasin puisse trouver, ici et en France, de très larges débouchés, et cette question intéresse à un très haut degré les colons tonkinois qui, depuis six ou sept ans, ont planté de sérieuses quantités de ces arbres. »

— *Chambre de Commerce belge de Paris.* La Société d'agriculture de Meaux s'est occupée dernièrement de la question des ouvriers étrangers; elle a adressé au maire de chacune des communes de l'arrondissement une circulaire et un questionnaire à ce sujet. La Chambre de Commerce belge résume les résultats de ce referendum.

Sur 154 communes consultées, 116, représentant environ 100.000 hectares ont répondu que la culture est impossible sans le concours d'ouvriers étrangers; 38, représentant environ 25.000 h. et dont la situation est un peu spéciale (villes, communes industrielles, communes de petite propriété, de vignobles, etc.), ont répondu que l'élément étranger n'est pas indispensable.

Il s'agit donc de choisir : ou laisser une bonne partie des terres incultes, ou admettre les ouvriers étrangers. Mais, dit-on, l'exclusion ou la taxation des ouvriers étrangers ramènera à la terre les travailleurs français. La Société d'agriculture de Meaux n'en croit rien : Quoi qu'il en soit, dit le rapporteur, si une taxe devait jamais être perçue sur les travailleurs étrangers, il y aurait lieu d'insister pour que le produit en résultant n'entrât pas dans les





472-126 en 1900 et 361.318 en 1899. Il est à remarquer que les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes : 527.301 et 211.988 pour 1902, contre 362.470 et 160.163 en 1901, 313.953 et 158.173 en 1900.

Sous le rapport de la nationalité des 739.289 immigrants débarqués en 1902, 51.338 venaient de la Grande-Bretagne; 32.736 d'Allemagne; l'Italie en a fourni 201.266; la Russie 123.883, et l'Autriche-Hongrie 185.659. L'Italie n'a envoyé que 39.122 femmes contre 162.244 hommes; l'Autriche-Hongrie, 50.849 contre 134.810 et la Russie 40.180 contre 83.702.

La Russie, l'Italie et l'Autriche-Hongrie, dont les immigrants sont considérés comme étant moins à désirer que ceux des autres pays, ont fourni à elles trois 510.807 individus sur les 739.289.

En janvier, 801 immigrants ont été renvoyés dans leurs pays pour causes diverses : 501 indigents ou pouvant le devenir; 271 atteints de maladies contagieuses; 1 convict; 1 fille publique et 27 ouvriers engagés par contrat.

L'année 1902 a été marquée aux Etats-Unis par une forte diminution dans les exportations et une augmentation sensible des importations. Cette balance commerciale est largement due à la demande toujours croissante des matières premières étrangères employées dans l'industrie et, d'autre part, à la diminution des exportations de céréales. La récolte du maïs a été de 25 p. 100 au-dessous de la moyenne par suite de la sécheresse, et il s'en est suivi, non seulement une diminution sensible dans les exportations de ce grain, mais aussi dans celle des autres céréales et des salaisons qui sont largement le produit du maïs.

— *Chambre de Commerce française de Montréal.* On a demandé à cette Compagnie son avis sur l'opportunité de conseiller à certaines classes de la population française d'émigrer au Canada. La réponse est qu'il y a place dans ce pays pour une saine émigration française, mais à peu près exclusivement dans la classe des agriculteurs. Dans la province de Québec, au Manitoba et dans certaines localités du Nord-Ouest, l'émigré français se trouvera au milieu d'une population de sa race et de sa langue, avantage qu'il ne rencontrera pas ailleurs.

Pour éviter les tâtonnements et les erreurs de direction, il serait très à propos que le chef de famille vint seul, d'abord, passer une saison au Canada, pour se mettre au courant des changements



lequel la question des zones franches est traitée par plusieurs auteurs. L'opposition que rencontrent de divers côtés les zones neutres, dit M. Amengual, est fondée sur le concept complètement erroné que l'on s'en fait. L'auteur définit la nature des zones neutres ; il cite les principales nations qui en possèdent déjà ; il montre qu'elles ne peuvent occasionner aucun préjudice à personne et, qu'au contraire, elles seront profitables à l'agriculture aussi bien qu'à l'industrie, au commerce, à la navigation. Il observe, ce qui est le fin mot de la question, que les franchises, sous forme d'entrepôts ou de zones, sont une conséquence logique et un complément indispensable du système protectionniste. « Où règne le libre-échange, les zones neutres et les ports francs n'ont aucune raison d'être. »

Le protectionnisme est donc un système économique — ou plutôt anti-économique — qui consiste à se donner une maladie pour avoir le plaisir de la soigner.

ROUXEL.

---



tion des caves, celliers et magasins : aux termes de l'art. 23 de cet arrêté, l'entrepôt général est ouvert pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre de 7 heures du matin à 5 heures du soir et pendant les autres mois de 6 heures du matin à 6 heures du soir.

L'entrepôt ou plutôt les entrepôts de Bercy, établis sur le territoire de l'ancienne commune de ce nom, ont été créés par décret du 27 novembre 1869 et arrêté préfectoral du 16 décembre suivant, mais à titre provisoire : en fait, ce provisoire est devenu définitif. Sur le même point se trouvent réunis les trois entrepôts suivants : Grand Bercy, Petit Château, enfin caves de la Berge, le long de la Seine. Les décret et arrêté précités ont permis à la Ville de Paris de constituer deux autres entrepôts, ceux du pont de Flandre et d'Ivry, ce dernier supprimé en 1875. Les prescriptions qui réglementent l'entrepôt de Bercy ont été édictées par un arrêté préfectoral du 11 février 1870, toujours en vigueur : les heures d'ouverture et de fermeture sont les mêmes qu'à l'entrepôt général. Toutes les issues des trois établissements de Saint-Bernard, de Bercy et du Pont de Flandre sont gardées par des postes d'octroi placés à demeure et qui perçoivent les droits dus au Trésor et à la Ville sur tous les liquides imposables à destination de Paris. La Régie, de son côté, exerce à l'intérieur des entrepôts de boissons, tient des comptes et fait payer sur les manquants qui se produisent. Pour terminer ce rapide exposé général, nous ajouterons que le conservateur de Saint-Bernard est, en même temps, un des inspecteurs divisionnaires de l'administration de l'octroi de Paris, tandis que Bercy a un conservateur spécial relevant de la direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.

Si l'on se reporte au budget des dépenses de la Ville de Paris pour l'exercice 1903, on constate que les crédits de personnel et de matériel s'élèvent à 55.800 francs en ce qui concerne l'entrepôt général, et à 109.362 francs en ce qui concerne Bercy. Dans ces chiffres figurent, détail amusant, une somme de 650 francs destinée à assurer l'entretien et la nourriture des chiens chargés de protéger, la nuit, le premier établissement contre les tentatives des malfaiteurs, et une somme correspondante de 550 francs pour les chiens du second entrepôt. Un crédit de 17.000 francs est, en outre, prévu pour les réparations à effectuer, en 1903, à Saint-Bernard et un crédit de 63.000 francs pour Bercy, plus un 2<sup>e</sup> crédit de 80.000 francs pour grosses réparations à ce dernier entrepôt.

D'après des renseignements statistiques émanant de l'administration de l'octroi de Paris, nous avons relevé dans les deux tableaux reproduits ci-dessous les quantités de boissons et de liquides introduites dans les entrepôts réels de 1893 à 1902.



arrivé 1.949.822 par les voies ferrées, 201.224 par les voies de terre et 760.570 par les voies d'eau.

Il résulte des tableaux reproduits plus haut que l'année où il est entré le moins de vins dans les entrepôts est l'année 1901, c'est-à-dire celle à partir de laquelle les boissons hygiéniques ont été exonérées des droits perçus jusque là au profit du Trésor et de la Ville aux entrées de Paris. Et le fait est d'autant plus à noter que, cette même année, la consommation du vin par la population parisienne a augmenté — précisément en raison de la suppression des taxes coïncidant avec une récolte très abondante en 1900 — dans des proportions considérables (6.802.483 hectolitres en 1901 contre 5.178.209 hectolitres en 1900). Comment donc expliquer la particularité anormale que nous venons de signaler ? Tout d'abord par ce motif qu'un grand nombre de consommateurs ont cru pouvoir se passer des intermédiaires, les marchands entrepositaires, et se sont adressés directement aux producteurs. Puis, les débitants, eux aussi, ont procédé de même pour leurs approvisionnements, parce qu'ils n'avaient qu'une avance de fonds relativement peu importante à faire, d'une part les vins s'achetant à des cours très bas et d'autre part le droit unique de circulation ne s'élevant qu'à 1 fr. 50 l'hectolitre, au lieu des anciennes taxes qui étaient de 18 fr. 87 l'hectolitre jusqu'en octobre 1898 et de 15 fr. 65 depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1900. Lorsque ces derniers droits subsistaient, les marchands en gros, entrepositaires, bénéficiaient en quelque sorte, par comparaison avec les débitants, d'une situation privilégiée, puisqu'ils n'avaient à acquitter des sommes souvent considérables que lors de la livraison des vins à la consommation locale. La perte de la plus grande partie du crédit dont ils jouissaient a certainement été une cause d'affaiblissement de leur situation commerciale. Puis, il faut ajouter qu'il s'est malheureusement établi dans Paris des officines et des dépôts suspects dans lesquels certains industriels fabriquant des vins à l'aide de sophistications, d'ailleurs dangereuses pour la santé publique, font une concurrence déloyale aussi bien aux marchands en gros qu'aux débitants honnêtes.

Néanmoins, il convient de signaler une amélioration sensible dans les introductions de vins effectuées à Saint-Bernard de même qu'à Bercy en 1902 et dans celles du 1<sup>er</sup> trimestre de 1903, ces dernières accusant pour ces deux établissements, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars du présent exercice, une augmentation de 125.270 hectolitres sur le trimestre correspondant de l'année précédente. Les marchands en gros ont d'ailleurs toujours pensé que les clients qui les avaient quittés pour se fournir directement auprès des producteurs leur reviendraient, après avoir subi des déboires dus à ce que ces clients faisant leur





Années	A St-Bernard	A Bercy	Totaux
—	francs	francs	francs
1893....	1.222.161	1.647.080	2.869.241
1896....	1.153.339	1.587.689	2.741.028
1897....	1.103.275	1.507.371	2.610.646
1898 ...	1.052.815	1.461.899	2.514.714
1899....	877.825	1.227.833	2.105.658
1900....	748.477	1.088.638	1.837.115
1901....	754.293	1.113.783	1.868.076
1902....	723.379	1.079.764	1.803.143
1903....	715.000 (1)	1.075.000 (1)	1.790.000

Encore convient-il de remarquer que, dans ces sommes figurent, en dehors du produit des locations, quelques minimes recettes accessoires qui ne sont d'ailleurs que des remboursements soit de contributions, soit de frais de surveillance ou de balayage.

Ainsi, en dix années de 1893 à 1902, le rendement des recettes de l'espèce a fléchi de 42 p. 100 environ. Il se comprend qu'en face de ces résultats la Ville se demande, comme elle l'avait déjà fait, il y a quelques années, s'il n'y aurait pas lieu pour elle de désaffecter un de ses entrepôts ; celui de Saint-Bernard — dont le nombre des locataires a diminué dans la proportion de 28 p. 100 (310 en 1893 contre 223 en 1902), — et de mettre en vente les terrains qui le composent. A vrai dire, la désaffectation ne paraît pas très commode à opérer actuellement, car la question, posée en 1899 alors que la municipalité avait ses coudées presque franches, a été formellement et à dessein résolue à cette époque dans le sens de la négative. Au cours de sa séance du 26 juin 1899 en effet, le Conseil municipal, sur la demande des entrepositaires représentés par la Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de la Seine et conformément aux conclusions d'un rapport présenté par M. Desplas au nom de la 2<sup>e</sup> commission, a voté la diminution, à partir du 1<sup>er</sup> juillet suivant, du tarif des loyers à Saint-Bernard, comme il avait été décidé par délibération du 24 mars précédent en ce qui concerne le tarif des locations à Bercy. C'est même ce qui explique le fléchissement important que l'on constate cette année là et l'année suivante dans le rendement des recettes.

En 1899, les boissons dites hygiéniques n'avaient pas encore été exonérées des droits du Trésor et de l'octroi et, par la diminution du taux des loyers, on espérait non seulement retenir les anciens locataires dont un certain nombre paraissaient vouloir s'installer, comme certains de leurs confrères, dans les magasins généraux de la banlieue, mais encore en attirer d'autres : surtout on tenait à les rassurer tous,

---

(1) Chiffres prévus au budget.



exemple. D'autre part, dans le livre foncier de la Ville de Paris, ouvrage qui contient les documents réunis tout récemment par la commission des Contributions directes que préside M. Albert Fontaine, directeur à la Préfecture de la Seine, chargé d'établir le cadastre municipal, le prix moyen du mètre dans le quartier Saint-Victor est fixé à 265 francs.

Si nous considérons les frais de toute sorte qui incomberaient à la Ville (viabilité, indemnités, etc) et tout en tenant compte des économies qu'elle réaliserait d'ailleurs par la suppression du personnel placé dans l'établissement et des travaux d'entretien — nous estimons que le terrain ne donnerait pas, en moyenne, une recette nette de plus de 520 francs par mètre. L'emplacement est trop rapproché du Jardin des Plantes qui ne sera jamais considéré comme un voisinage agréable, surtout pendant les chaleurs de l'été; puis, comme le faisait remarquer le Préfet dans son mémoire sur le budget de 1903, à propos précisément de recettes à provenir de ventes d'autres terrains du domaine municipal, la situation actuelle du marché immobilier est peu favorable. A 250 francs le mètre et pour 10 hectares, la Ville retirerait donc de l'opération une somme de 25 millions qui, à 3 p. 100, — car il serait imprudent d'escompter un intérêt plus élevé — rapporterait 750.000 fr. guère plus que ce que perçoit actuellement la caisse municipale. Encore serait-il à craindre que, pour boucher plusieurs trous, la Ville ne se servît des 25 millions mis à sa disposition et ne se trouvât quelques années plus tard n'avoir plus ni le capital, ni la rente.

Toutefois, il est évident que si les recettes provenant des locations venaient à diminuer encore d'une manière sensible — ce qui, il faut le reconnaître, est probable — et si les frais d'entretien devenaient trop coûteux en raison de la vétusté des magasins, il serait nécessaire de reprendre la question de la désaffectation et de la résoudre, cette fois, dans le sens de l'affirmative; mais il ne semble pas qu'en tout état de cause il en soit ainsi avant quelques années tout au moins. Ce qui vient à l'appui de cette assertion, c'est que les services municipaux examinent — simple étude, il est vrai, pour le moment — s'il n'y aurait pas lieu de relier par un raccordement l'entrepôt Saint-Bernard avec la voie ferrée de la compagnie d'Orléans, comme d'ailleurs l'entrepôt de Bercy avec la voie ferrée de la compagnie de Lyon.

E. LETOURNEUR.

---



direction au départ. C'est dans sa jeunesse que l'individu adopte la profession criminelle. Le grand objet du moraliste, du magistrat, du législateur doit donc être de prévenir le crime ou délit chez les jeunes gens.

Et n'allons pas accuser l'instruction de nuire au sens moral de la jeunesse. D'après les statistiques de 1872 à 1898, la proportion des illettrés a diminué de 36,45 à 15,17 p. 100. En 1874, sur un total de 283.768 conscrits, 18 p. 100 ne savaient ni lire ni écrire, et en 1894, sur un total de 337.109 conscrits, seulement 5,34 p. 100 étaient illettrés.

A quoi donc attribuer le recrutement de la classe professionnelle du crime, par les jeunes criminels. On note plusieurs causes capitales :

La multiplication des cabarets, dans tous les quartiers des villes et dans les villages les plus reculés, où les jeunes gens, seuls ou en compagnie de leurs parents, vont se dégrader corps et âme, par la consommation de boissons malsaines, et par des entretiens qui leur font perdre tout sens moral, tout respect des parents, tout esprit de famille. Depuis trente ans, le nombre des cafés ou cabarets a triplé, sous l'influence de politiciens, désireux de multiplier le nombre de leurs agents électoraux.

L'expansion d'une certaine presse immorale. Un ministre d'Etat a déclaré à la tribune de la Chambre des députés, que journellement à Paris, dans les rues, on expose aux passants et l'on vend plus de 30.000 journaux obscènes. Dans un discours au Sénat, M. Béranger a déclaré qu'on trouverait difficilement en France un village où ne pénétrèrent pas ces feuilles pestilentielles.

Ainsi, par ces écoles pornographiques, les passions les plus basses sont excitées chez l'enfant ; ainsi par ces cabarets du vice, la fainéantise et l'abrutissement détournent le jeune garçon de l'atelier, du travail, de la vie réglée ; et pour comble de désordre, on lui offre en perspective, comme ressource, le vol ou l'aumône.

Tous ces fléaux ont sévi dans bien d'autres pays qu'en France ; mais dans quelques pays, en Angleterre et aux Etats-Unis, par exemple, les lois et certains efforts de bons citoyens ont agi vaillamment et avec succès ; les cabarets ont été limités, surveillés et interdits aux enfants ; les publications immorales ont été frappées de peines judiciaires ; et des associations se sont constituées pour assurer les poursuites ; il s'est même formé librement entre familles d'ouvriers des associations de tempérance, dont les membres s'engagent sur l'honneur à ne pas fréquenter les cabarets, et à s'abstenir chez eux de boissons fermentées.

Et enfin, et surtout, à l'action négative, on a ajouté l'action active.



sous la garantie de l'Etat, de la nation française, riche et honnête. Et les écoliers ont rapporté ces leçons de choses, le soir dans leurs familles; et la confiance a pu renaître, sous la parole de ces petits apôtres. Et ces petits apôtres se sont ainsi consacrés professionnels de la sagesse, au lieu de devenir clients professionnels de l'aumône, du vice, de la débauche, du crime.

Les administrateurs de nos Caisses d'épargne comprennent bien ces enseignements d'expériences, car ils ont à cœur de maintenir en bonne voie, en état prospère leurs Caisses d'épargne, dont ils ont accepté le patronage et la direction; et ils savent que les Caisses d'épargne scolaires ont été et peuvent être encore les séminaires de la saine et forte éducation populaire, l'apprentissage des bonnes mœurs, le recrutement des classes économes, des clients des Caisses d'épargne : éléments de l'ordre social dans la liberté.

Malheureusement, l'action moralisatrice de nos Caisses d'épargne scolaires a été trop souvent, en France, diminuée, combattue, par les causes que nous avons signalées, et aussi par certains procédés qui, sous couleur d'un certain système de prévoyance scolaire prétendue « mutuelle », tendent à affaiblir la virilité de l'ouvrier, à le courber sous la main de l'aumône; et cela dans la pensée de gouverner plus aisément des serfs, des serfs « émasculés » (ont dit les éducateurs allemands) au lieu de former des hommes, des hommes libres, capables de bien user de leur liberté, travailleurs se soutenant par le travail et la prévoyance, citoyens capables d'obéir, non à des pourvoyeurs de pain et de plaisir (*panem et circences*), mais à des chefs sincèrement dévoués à l'élévation morale et économique du peuple, qu'ils veulent servir et non exploiter, qu'ils veulent voir debout et non pas courbé sous l'aumône, avili.

A. DE MALARCE.

---

---

## ESQUISSES DE LA VIE AMÉRICAINE

---

### I

L'Américain du Nord est le cauchemar de l'Europe. Les hommes d'état, les publicistes, les producteurs, les travailleurs du vieux monde perdent le sommeil quand ils y pensent. Ils se diminuent et le grandissent. Leur imagination lui prête une taille colossale. Ils se figurent n'être que des Lilliputiens tandis que leur progéniture de ce côté de l'Atlantique aurait acquis les proportions énormes de Gulliver. Photographions-le. Nous allons le montrer travaillant, buvant, mangeant, s'habillant et s'abritant.

Nous sonnons au n° 7039 de Ridge-Avenue, à Roxborough, Pensylvanie.

### II

« Madame Macclennen, s'il vous plaît ? »

« Je suis madame Macclennen. Vous désirez ? »

« Prendre ma pension chez vous. »

« Avez-vous des références ? »

« Oui, M. Edmunds, maraîcher, chez lequel je travaille. ».

« Très bien. Je connais M. Edmunds. Le prix de la pension est de 22 fr. 50 par semaine, y compris le blanchissage et le raccommodage. »

« C'est entendu. Je gagne 45 francs par semaine comme journalier. En payant 22 fr. 50 pour une pension, il me reste 22 fr. 50 par semaine pour mes autres dépenses. Je viendrai demain à midi, pour le dîner. »

### III

#### *Le journalier*

Nous étions cinq à table : trois charretiers gagnant 70 francs par semaine. Leur journée était, en moyenne, de quatorze heures, dont trois pour le pansement et les soins à donner aux chevaux. Il y avait ensuite un carrossier, artisan travaillant pour son propre compte et réparant des voitures. Enfin madame a ses deux fils.



Afin que le lecteur puisse se rendre compte de la quantité de travail fournie par le journalier de ce pays, nous allons lui mettre sous les yeux le menu de nos repas :

12 avril 1903. *Déjeuner* : Œufs à la coque.

Pain beurre.

Jambon rôti.

Fromage de Chester.

Compote de porc.

Tarte au fromage.

Chocolat, thé, café.

12 avril 1903. *Dîner* : Poulet casserole.

Pommes au jus.

Fromage Chester.

Tarte aux pêches.

Fruits, dessert.

Cacao, café, thé.

*Souper* : Perche frite.

Pommes de terre au beurre.

Compotes, confiture, tarte.

Thé, café.

13 avril 1903. *Déjeuner* : Jambon rôti.

Crêpinettes aux mirabelles.

Compote de pêches.

Chocolat, thé, café.

*Dîner* : Poule au blanc.

Rosbif sauce tomate.

Fromage Chester.

Tarte aux pêches.

Compote de poires.

Chocolat, thé, café.

*Souper* : Perche frite au beurre.

Pommes à l'anglaise.

Fromage, tarte, compote.

Thé, café.

14 avril 1903. *Déjeuner* : Œufs à la coque.

Pain beurre.

Jambon rôti.

Pommes au beurre.

Fromage, compotes.

Chocolat, café, thé.



charretier. Vous y ajoutez les bénéfices que Madame tire annuellement des quatre pensionnaires, et une douzaine de poules, d'un jardin de 20 ares qu'elle cultive soigneusement, en se faisant aider, un jour par semaine, d'avril à fin octobre, par un journalier auquel elle donne 7 fr. 50 pour dix heures de travail.

Bien nourris, bien logés, mes charretiers sont aussi bien vêtus et bien chaussés. Chacun d'eux a une paire de bottines fines, une paire de bottes de gendarmes, une paire de bottes de caoutchouc, un imperméable.

Ils sont bien élevés, très réservés dans leur langage, écrivent, lisent les journaux.

### *La famille du Journalier.*

Nous venons de voir la maison, l'ameublement, le vêtement, la nourriture. La famille nous intéressera davantage. M. Macclennen est d'origine écossaise, probablement ; il est presbytérien. Taille : 1 m. 75 environ. Ni gras, ni maigre, énergique. Sa femme, d'une taille au-dessus de la moyenne, est plus large des épaules que lui, ce qui est assez généralement le cas ici. Elle a du sang allemand, et du sang anglo-saxon dans les veines ; mais elle ne ressemble ni aux Anglais ni aux Allemands, ce qui est toujours le cas ici. Parmi les descendants des diverses races européennes, vous ne retrouvez jamais le type originaire. Ils ne sont ni Allemand, ni Anglais, ni Irlandais, ni Ecossais, ni Français, ni Hollandais, quoiqu'ils portent des noms de ces divers peuples. Le climat, le sol, la nourriture, les mariages en font des « Yankees ». Physiquement, intellectuellement, et moralement, entre celui-ci et l'Européen, son aïeul, il y a un abîme.

Avant son mariage Mme Macclennen était couturière. Elle a neuf frères et sœurs. J'en ai vu une, couturière aussi. Mais c'est une demoiselle. Elle a les allures et l'éducation de la fille d'un gros propriétaire français. Mon hôtesse fait toute la besogne de la maison. Elle cuisine pour son mari, ses quatre pensionnaires, ses deux enfants, fait leur lessive, et repasse leur linge.

Son fils aîné, portrait du père, a neuf ans. Aussitôt qu'il est levé, sa mère l'envoie à son piano, dans le salon, pendant une heure, et après régulièrement à l'école. Le cadet, portrait de la mère, a 7 ans. Aussitôt debout, il a aussi quelque travail avant la classe. Après ils vont vendre aux amis et connaissances la verdure du jardin. « Voyez-vous, Monsieur, me dit Mme Macclennen : il faut qu'ils travaillent ; mais il faut aussi qu'ils s'instruisent. Ça leur permet de se mieux diriger dans la vie. L'exercice fortifie leur intelligence ; mais aussi la nourriture. C'est pourquoi nous mangeons assez souvent du poisson. Le médecin m'a dit que « cet aliment développe le cerveau. »



travaux forcés un ancien maire qui était également un meneur politique tout puissant. » Qu'avait-il fait ? Dans l'exercice de ses fonctions il extorquait de l'argent aux femmes soumises. En voici un deuxième autrement influent : Il présidait le Sénat, il était vice-gouverneur de l'un des grands Etats de l'Union. L'agent législatif — remarquez l'appellation, elle est suggestive — du Baking Power Trust de New-York, lui dit devant un autre sénateur : « J'ai pour le Sénat 75.000 francs. Je désire que vous les distribuiez. » Il décline cette offre, mais déclare avoir reçu, après, 7.500 francs pour sa part, plus 50.000 francs à répartir entre sept sénateurs. Toujours dans le même Etat, un autre sénateur, tourmenté par sa conscience, raconte au procureur ce qui suit : « Quand il s'est agi de passer la loi créant une commission des livres scolaires, le Trust des livres scolaires offrit une forte somme. Je touchai 5.000 francs, d'autres autant, quelques-uns peut-être plus. Une autre fois il fut résolu d'étouffer tous les projets de loi en commission. De ce chef, je touchai 1.250 francs. L'on nous offrait de l'argent pour toute chose de quelque importance. Les chemins de fer, les tramways étaient toujours très actifs et leurs représentants nous payaient.

La prescription étant acquise après trois ans pour ces crimes, des délinquants cités par ce sénateur ne peuvent pas être poursuivis. Aux Etats-Unis il y a des législateurs prévoyants.

Mais les conseillers municipaux le sont moins. Témoin ceux de Philadelphie. Deux capitalistes sollicitent la concession des chemins de fer aériens et souterrains à construire. L'un d'eux se présente les mains vides. L'autre offre à la ville 12.500.000 francs pour la concession. Naturellement les conseillers municipaux ont donné la préférence au concessionnaire qui n'offrait rien à la ville. Qu'a-t-il fait des 12 millions et demi dont une municipalité munificente lui fait cadeau. Cela ne se dit pas. Cela se siffle.

Dans cette même ville des administrateurs d'écoles, tous politiciens, viennent d'être condamnés à la prison. Ils levaient tribut sur les institutrices sollicitant un emploi. La police vient de donner la chasse aux maisons de jeu, commanditées par de gros capitalistes. A Philadelphie toujours. Un détective fait la déclaration suivante : « Certains policiers spéciaux des districts qui louaient des cottages sur les bords de la mer, portaient des diamants aux doigts et des panamas sur la tête, devront chercher d'autres ressources que celles qu'ils prélevaient sur les vendeurs de boissons alcooliques sans licences, et sur les maisons de jeu. » Certains agents tirent de cette source des revenus princiers. A Brooklyn l'un d'eux vient d'être révoqué. Il a, pour se consoler une fortune d'un million au bas mot. Inutile d'ajouter que le jeu, l'alcool et les belles, florissaient dans son quartier. Aussi ces sortes d'emplois sont avidement recherchés.



quand on a sous la main les écuries d'Augias à nettoyer ? le trafic des suffrages dans toutes les élections, l'élection présidentielle comme les autres. Comme on vient de le voir, les adversaires du Président ont préparé leurs batteries et arrêté leur plan de campagne. Il semble donc naturel qu'il consacre tous ses soins à les déjouer dans son intérêt et dans l'intérêt de la nation entière. Loin d'agir en ce sens, il donne des gages à la protection douanière qui élève progressivement le prix de toutes les choses indispensables. Malgré l'opposition de la commission du Sénat de Washington, il maintient dans son emploi un procureur de district, appuyé par les acheteurs de suffrages du Delaware, et place leurs protégés dans toute espèce d'emplois. Personne mieux que lui ne sait que toutes les corruptions qui soulèvent le cœur de la population honnête sont l'œuvre de ce qu'il nomme, dans l'un de ses ouvrages, « *la classe riche perverse* », the « *wicked rich class*. » C'est dans cet arbre pernicieux, ce mancenillier, qu'il devrait porter la hache. Il est pénible d'être témoin d'une aussi soudaine élévation, accompagnée d'une chute aussi prompte et aussi profonde.

LABORER.

Philadelphie, 27 avril 1903.

---





Washington, le 27 février 1903, entre la France et les États-Unis du Venezuela pour le règlement des réclamations contre le Venezuela (page 3069).

— ouvrant un crédit supplémentaire de 20.000 têtes pour l'admission en franchise, à l'entrée en France, de moutons d'origine et de provenances tunisiennes (page 3070).

— **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur les sociétés d'habitations à bon marché (page 3073).

13. — suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des indigènes de Madagascar et dépendances (page 3106).

— suivi d'un décret réglementant l'immigration à Madagascar et dépendances (page 3107).

15. — au Président de la République, suivi d'un décret portant réglementation des contrats de travail au Congo français (page 3151).

16. — **Décret** sur la clavelisation des animaux de l'espèce ovine en Algérie (page 3177).

— **Rapport** au ministre de l'Agriculture sur l'épandage des eaux d'égout (page 3179).

17. — **Décret** relatif à l'attribution, en 1903, des majorations de pensions de la caisse nationale des retraites (Loi du 31 décembre 1895) (page 3189).

18. — **Rapport** adressé au Président de la République par la commission de classement pour l'application de la loi sur la relégation pendant l'année 1901 (page 3205).

20. — suivi d'un décret prononçant la dissolution de congrégations et la fermeture d'établissements congréganistes dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie (page 3243).

— **Décret** portant règlement d'administration publique pour les conditions de livraison et les justifications d'emploi de la saccharine ou de toute autre substance édulcorante artificielle (page 3246).

22. — **Rapport** suivi d'un décret portant suppression du conseil général de Tahiti et Mooréa et création d'un conseil d'administration des établissements français de l'Océanie (page 3288).

27. — au ministre de la Guerre par la commission de recherche des meilleurs procédés d'achats de denrées agricoles par l'administration de la guerre (page 3371).

28. — au garde des sceaux, ministre de la Justice, sur les résultats de l'application, pendant l'année 1902, des dispositions du code civil relatives à la nationalité et à la naturalisation (page 3397).

— adressé au ministre des Travaux publics par la commission de surveillance des épandages des eaux d'égout de la ville de Paris dans les régions de Méry-Pierrelaye et Carrières-Triel (page 3401).

30. — suivi d'un décret modifiant les frais de service et les abonnements pour frais de bureau, chauffage et éclairage des chefs du service colonial dans les ports de commerce (page 3432).

31. — Décret portant promulgation de la convention relative au régime des sucres conclue à Bruxelles, le 5 mars 1902, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède et du protocole de clôture qui y est annexé (page 3446).

---

## SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

RÉUNION DU 5 JUIN 1903.

---

**NÉCROLOGIE.** — MM. Clamageran.

**COMMUNICATION.** — Le Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, en août 1903.

**DISCUSSION.** — De la répercussion des droits de douane.

**OUVRAGES PRÉSENTÉS.**

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, président. A la réunion assiste, comme invité par le Bureau, M. William H. Tolman, directeur de l'American Institute of Social Service, de New-York.

M. Frédéric Passy, président, en ouvrant la séance, annonce à la Société la perte qu'elle vient de faire de l'un de ses membres les plus anciens et les plus distingués, M. Clamageran, sénateur inamovible, auteur de nombreux travaux de la plus haute valeur et notamment d'une étude historique des impôts, en quatre volumes, qui restera comme l'un des meilleurs ouvrages sur cette importante matière. M. Clamageran, dit-il, à qui sont dues, en outre, de remarquables études sur diverses questions politiques, morales et économiques, et que sa compétence avait un moment désigné pour le ministère des Finances, était avant tout un caractère. Sa santé, depuis plusieurs années déjà, sans l'empêcher de travailler, le tenait éloigné de nos réunions ; mais il n'avait pas cessé de s'y intéresser, et ceux d'entre nous qui ont pu le connaître lorsqu'il y venait encore ont conservé de lui un souvenir dont ils me sauront gré de me faire l'interprète.

M. Jules Fleury, secrétaire perpétuel, présente les publications reçues par la Société depuis la précédente séance, et dont on trouvera la liste ci-après. Il y signale particulièrement une



Le public, qui ne se rend pas compte de ce qui appartient aux prix et de ce qui appartient aux droits, voyant à la suite de l'établissement d'un droit les prix hausser moins qu'il ne l'attendait, est disposé à croire que les économistes exagèrent l'influence du droit de douane.

La baisse sur les marchés voisins qui réagit sur le marché national est un phénomène relativement peu important à côté de la concurrence intérieure.

Au début de l'application du droit, celui-ci joue à peu près pour sa pleine valeur, mais il donne aux protégés des profits exceptionnels. Il y a là un véritable phénomène de rente, tout le monde veut en profiter, on augmente la production des usines existantes, on en crée de nouvelles et, sous la pression de cette concurrence, les prix baissent si bien que les plaintes des protégés sont toujours aussi vives.

On n'a pas besoin de rappeler la mévente des vins et les réclamations des producteurs de blé. Les industriels des Etats-Unis, qui sont pourtant vigoureusement protégés, ont déclaré devant l'*Industrial commission* que sans les trusts et les combinaisons industrielles, ils auraient dû s'arrêter faute de bénéfices.

En réalité, même avec la protection, il s'établit un état d'équilibre défini par la condition que les échanges se font sans profit ni perte. Cet équilibre se réalise toujours à moins que les industriels n'obtiennent des primes à l'exportation ou que le gouvernement ne fasse de la fausse monnaie. Dans ces cas, les prix parcourent une courbe de poursuites à la recherche d'une position d'équilibre qui se déplace incessamment.

Si aux causes qui viennent d'être énumérées, on ajoute les conditions spéciales à chaque marché : change, taux de l'escompte, délais de livraison et de paiement, etc., on comprendra que la courbe des prix en soit fortement influencée et que la tentative d'exprimer les prix du marché protégé en fonction des prix du marché libre et du droit de douane, doive, dans l'état de nos connaissances, être considérée comme à peu près chimérique.

Il ne s'ensuit pas toutefois que l'on doive considérer le protectionnisme comme inoffensif ou indifférent. L'orateur croit pouvoir démontrer, au contraire, qu'il atteint rudement le consommateur.

Pour se rendre compte de la manière dont il agit, M. des Essars a d'abord examiné, à la même date, 14 articles identiques, exempts des droits en France et en Angleterre. Il a ramené les prix anglais aux unités françaises de poids et de mesure, et ensuite additionné prix français et prix anglais. L'*index number* ainsi obtenu est



cours est extrêmement délicat ; il s'agit d'éliminer successivement les causes d'erreur et de préciser des différences de prix qui puissent être réellement attribuées à l'influence des taxes protectrices à l'exclusion des autres faits économiques ayant agi dans le même sens ou en sens inverse.

La méthode qui lui a paru, tout d'abord, la plus sûre consiste à choisir des marchandises d'un type uniforme et de qualité équivalente ou très sensiblement équivalente sur la plupart des grands marchés, et de comparer les variations simultanées de leurs cours : 1° sur le marché protégé par des droits de douane ; 2° sur un ou plusieurs marchés libres, dans des pays, par exemple, où les marchandises choisies ne sont pas taxées à l'entrée.

Comme denrées agricoles d'un type à peu près uniforme et de qualité sensiblement équivalente M. Zolla a trouvé : 1° le froment et 2° la viande fraîche de boucherie provenant d'animaux abattus dans les pays mêmes dont les marchés pouvaient être étudiés.

Comme exemples de marchés différents sur lesquels ces deux marchandises sont frappées d'un droit de douane ou admises en franchise, il a désigné les marchés français et anglais.

Voici quelles ont été les variations du prix de l'hectolitre de blé-froment en France et en Angleterre depuis 1876 jusqu'à 1898. Durant cette période de vingt-et-un ans, aucune taxe n'a frappé les blés étrangers chez nos voisins. En revanche, la législation douanière de la France a beaucoup varié dans le même intervalle. Avant 1885 le froment n'acquittait qu'un droit de 0 fr. 60 par quintal ; en 1885 ce droit est porté à 3 francs, puis à 5 francs en 1887 et à 7 francs en 1894.

L'orateur relève en même temps l'écart constaté entre les prix français et anglais.

*Prix de l'hectolitre de blé en France et en Angleterre<sup>1</sup>.*

PÉRIODES TRIENNALES	Prix en France.	Prix en Angleterre.	Ecart entre les deux cours.
—	—	—	—
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1876-1878.....	22 38	21 40	0 98
1877-1879.....	22 80	21 10	1 70
1878-1880.....	22 63	19 30	3 33
1879-1881.....	22 33	19 10	3 23

<sup>1</sup> Les chiffres du tableau ont été empruntés : 1° pour la France, aux statistiques officielles et notamment au *Bulletin du ministère de l'Agriculture* ; 2° pour l'Angleterre, aux mercuriales publiées par le *Board of Agriculture*.





PÉRIODES QUINQUENNALES	Angleterre	France	Ecart
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1871-1875.....	23 60	23 70	0 10
1876-1880.....	20 40	21 80	1 40
1881-1885.....	17 20	19 40	2 20
1886-1890.....	13 50	18 40	4 70
1891-1895.....	11 90	16 90	5 ..
1896-1900.....	12 20	16 70	4 50

Les faits déjà signalés plus haut apparaissent ici avec la même netteté. Nous constatons :

1° La baisse du prix en Angleterre et en France ;

2° Un écart de prix qui s'accroît brusquement, à partir de 1886, c'est-à-dire au moment où nous commençons à taxer fortement les blés étrangers ;

3° La persistance de cet écart jusqu'à 1900.

Il y a lieu de faire ici une observation très importante. Depuis 1871 jusqu'à 1885, nos droits de douane sur les froments étrangers n'ont pas dépassé 0 fr. 60 par quintal ou 0 fr. 45 par hectolitre à 75 kilos. Nous voyons, cependant, que le froment s'est vendu en France avec une plus-value sur les cours anglais, plus-value qui atteint :

10 c. seulement	de 1871 à 1875
1.40	— de 1876 à 1880
2.20	— de 1882 à 1885

L'écart de prix constaté est donc très notable, et il augmente nettement de 1876 à 1885, avant qu'on n'établisse en France des droits protecteurs.

De 1871 à 1875, cet écart était, au contraire, inférieur au droit fiscal de 45 centimes par hectolitre.

Ces bizarreries sont explicables quand on étudie, en même temps, les variations des céréales et des importations.

La période 1871-75 a été marquée par des récoltes exceptionnelles de 120 et 133 millions d'hectolitres en 1872 et 1874 ; la production de la période 1871-75 s'élève à 101 millions d'hectolitres, malgré la perte de l'Alsace-Lorraine, tandis que la moyenne décennale 1862-71<sup>1</sup> n'atteint que 97 millions d'hectolitres. Nos importations, devenues presque inutiles, restent donc faibles. Elles ne dépassent pas 8 millions d'hectolitres. L'écart entre les prix anglais et français est, en conséquence, insignifiant.

---

<sup>1</sup> L'année 1870 ne figure pas dans la moyenne.



protecteurs devient visible. L'écart constaté entre les cours anglais et français varie de 4 fr. 50 à 5 francs par hectolitre, ce qui correspond à une différence de 6 francs à 6 fr. 65 par quintal.

De 1886 à 1890, avec des droits de douane variant de 3 à 5 fr. par quintal, la majoration des cours français s'élève à 4 fr. 70 par hectolitre ou à 6 fr. 25 par 100 kilos.

De 1891 à 1895, le droit de 5 francs est appliqué, sauf pendant la période qui s'écoule du 10 juillet 1881 au 1<sup>er</sup> juin 1892 — la taxe ayant été réduite à 3 francs. En revanche, cette taxe est portée à 7 francs, dès le mois de mars 1894 (1). L'écart constaté entre les cours anglais et français s'élève en moyenne à 6 fr. 65 durant cette période quinquennale.

De 1896 à 1900 le droit est de 7 francs par quintal, mais sa perception a été suspendue en 1898 du 4 mai au 1<sup>er</sup> juillet.

Malgré cette exemption provisoire, malgré une récolte moyenne de 115 millions d'hectolitres et, la réduction des importations qui s'abaissent en moyenne à 7 millions d'hectolitres, l'écart constaté entre les cours anglais et français s'élève encore à 4 fr. 50 par hectolitre ou à 6 francs par quintal.

De 1871 à 1875, avec un droit de 0 fr. 45 par hectolitre, une production moyenne de 101 millions d'hectolitres, des importations s'élevant à 8 millions d'hectolitres, l'écart relevé entre les cours anglais et français ne dépassait pas 0 fr. 10 ! Il y a là une comparaison instructive, un rapprochement qui s'impose.

On peut donc soutenir sans invraisemblance ou exagération que nos droits actuels ont provoqué un renchérissement ou une hausse relative de 4 fr. 35 par hectolitre ou de 5 fr. 80 par quintal durant la dernière période quinquennale. Admettons même que cet écart de 0 fr. 10 par hectolitre, constaté de 1871 à 1875, se soit élevé plus haut, avec le même droit de douane, pendant la période 1896-1900. Supposons un écart de 1 franc par hectolitre ou de 1 fr. 33 par quintal ; la hausse relative résultant du droit de 7 francs atteint encore 3 fr. 35 par hectolitre ou 4 fr. 50 par 100 kilos en chiffres ronds.

Voilà ce que coûte la protection douanière au consommateur français.

Voilà ce qu'elle rapporte au producteur non pas pour l'ensemble des quantités consommées, mais pour la fraction de la production qui est effectivement vendue.

**M. Raffalovich** fait observer que l'étude de la répercussion

---

(1) Loi du 27 février 1894.



Un relèvement des droits sur les céréales impose une surtaxe de 30 francs par an, c'est beaucoup. L'écart dans les prix de la viande en Allemagne d'une part, en Autriche, en Russie de l'autre est considérable. L'Allemagne est protégée par des droits d'entrée et par une police vétérinaire protectionniste. La qualité inférieure coûtait par kilo :

	A Berlin	A Vienne
Bœuf .....	1 10	0 78
Veau .....	1 20	0 90
Porc.....	1 30	0 80

L'écart entre deux localités voisines, russes et allemandes est de 15 pfennings (30 p. 100) pour la viande de porc, de 28 pfennings (28 p. 100) pour le jambon.

**M. Paul Leroy-Beaulieu** rend hommage à l'ingéniosité et à l'esprit critique de MM. des Essars et Zolla, qui ont essayé d'élucider cette question si difficile, celle de la répercussion de l'impôt.

Il fait remarquer, pourtant, contrairement à certaines observations formulées ci-dessus, que l'on ne peut porter un jugement un peu positif qu'en comparant des prix de gros. En effet, ce serait se faire illusion que de comparer, par exemple, une épicerie française et une épicerie de détail anglaise. Bien d'autres éléments que les droits de douane interviennent pour déterminer et influencer les prix de détail. Toute l'organisation du commerce intérieur est bien meilleure en Angleterre qu'en France, où les produits, du reste, sont grevés de droits de toutes sortes bien plus élevés.

On commet souvent une grave erreur en parlant de l'incidence des droits de douane sur le blé, par exemple. On veut les calculer comme si la taxe de protection portait sur l'ensemble de la consommation totale du pays. Or, sur 115 millions d'hectolitres environ, il en est à peu près 45 millions qui sont absorbés par les semailles, d'une part et, d'autre part, par la consommation même des agriculteurs. Il est évident que le droit ne saurait porter sur ces quantités.

M. Zolla a montré, fait remarquer M. Paul Leroy-Beaulieu, que, avant même l'établissement du droit sur le blé, il y avait un écart de 2 fr. 10 ou 20 entre les prix à Londres et à Paris, alors qu'il n'existait qu'un droit de statistique de 0 fr. 60 par quintal (0 fr. 45 par hectolitre). On ne pouvait, à cette époque, invoquer une influence quelconque des taxes douanières sur ces différences de prix.



délaisse les autres, dont la vente, on l'observe à Paris, devient de plus en plus difficile.

Chez l'ouvrier anglais, dont la situation économique s'est régulièrement élevée, on remarque, particulièrement au point de vue de la viande, une tendance à rechercher des morceaux de qualité toujours meilleure.

En réalité, conclut M. Paul Leroy-Beaulieu, tout en reconnaissant l'intérêt de ces sortes de recherches, il faut aussi s'avouer qu'il est impossible d'arriver à des résultats d'une exactitude absolue.

**M. Schelle** veut faire remarquer que l'examen des prix de vente ne saurait rendre compte de l'effet exercé sur eux par les droits de douane. Le consommateur est dans une situation très défavorable, en tout état de cause, car la protection l'empêche d'aller librement acheter au-dehors tout ce dont il aurait besoin.

**M. Yves Guyot** rappelle que sur l'initiative de M. Arthur Raffalovich, en 1901, l'Institut international de statistique nomma une commission chargée d'étudier la question de la répercussion des droits de douane. M. Raffalovich a bien voulu se charger du rapport et il demande à toutes les personnes qui ont fait des travaux sur ce sujet de lui donner les renseignements qu'ils possèdent et de lui indiquer la méthode qu'ils ont suivie. M. Yves Guyot a reçu un important travail de M. Atkinson, de Boston; M. Nicolai, de Belgique, l'a prévenu qu'il allait envoyer incessamment un important rapport; M. Hendriks, qui représente la commission pour l'Angleterre, a répondu dans une note serrée que l'Angleterre ayant le bonheur de posséder le libre-échange, la question ne s'y posait pas.

Dans le travail de M. des Essars, il y a eu une petite confusion. Le coton brut n'est frappé de droits de douane ni en France ni en Angleterre; les droits qui frappent le café, dans les deux pays, sont des droits fiscaux et non des droits de douane: par conséquent la question de répercussion des droits de douane ne se pose pas à propos de ces objets.

M. Yves Guyot ne partage pas l'avis de M. Leroy-Beaulieu que la comparaison des prix de détail ne peut donner aucun résultat. Un exemple précis montre que l'influence d'un régime peut être déterminé par les prix de détail: le sucre vaut 1 fr. 10 le kil. chez l'épicier français, quand il vaut 0 fr. 50 chez l'épicier anglais.

On peut apprécier aussi la répercussion des droits de douane et d'une prohibition hypocritement déguisée sous le prétexte d'hy-





du blé. Mais les cultivateurs ou propriétaires de petites exploitations de 1 à 10 hectares, qui sont au nombre de 2.235.000, vendent-ils du blé? Avec l'assolement triennal, ils ne sont pas susceptibles en moyenne d'avoir plus de 2 hectares de blé. D'après la moyenne de 17 hectolitres de blé à l'hectare, qui équivalent chacun à 76 kilos, chacun de ces exploitants peut obtenir 26 quintaux et demi de blé.

D'après la formule 1 kilo de blé égale 1 kilo de pain, la consommation d'une famille de 5 personnes étant de 200 ou 300 kilos par tête et par an, ne laisserait pour une famille qu'une douzaine de quintaux; mais ce ne sont pas les petites exploitations qui produisent du blé. Les seuls à profiter du droit de 7 francs, ce sont ceux des 711.000 propriétaires de la moyenne propriété de 10 à 40 hectares, des 138.000 propriétaires de la grande propriété au-dessus de 40 hectares qui ont des terres à blé.

Si la petite propriété compte 4.800.000 propriétaires, sa contenance n'est que de 12.571.000 hectares. La propriété moyenne représente 14.313.000 hectares, la grande 22.806.000 hectares. Si les petites exploitations occupent 100 hectares, les grandes occupent 292 hectares, près des deux tiers en plus, mais relativement au nombre, la proportion est renversée : pour 100 propriétés au-dessus de 10 hectares, il y en a 565 au-dessous, et si le droit sur les blés joue, c'est au détriment de ces 565 petits propriétaires et au profit de cette centaine.

De même pour les droits sur le bétail; les petites propriétés de 1 à 5 hectares occupent 942.000 hectares de prairies; celles de 5 à 10 hectares 977.000, total : 1.929.000 hectares.

La moyenne propriété a 2.388.000 hectares de prairies; la grande 2.039.000, total : 4.300.000 hectares de prairies.

La part des prairies, dans la moyenne et la grande propriété, est, relativement à cette part dans la petite propriété, comme 223 est à 100.

Par conséquent, les droits sur le bétail n'ont été établis qu'au profit des grands et non des petits propriétaires qui ne forment qu'une minorité.

D'après l'enquête de 1892, il y avait une superficie de 1.900.300 hectares cultivés en vignes, représentant moins de 4 p. 100 du territoire agricole. On ne trouve que 8 départements où elle dépasse 9 p. 100. Ce n'est donc qu'au profit d'une très petite minorité agricole que le vin est frappé.

D'après le recensement des professions établi en 1896 et publié en 1901, les établissements agricoles comptant de 1 à 4 salariés, par conséquent les plus petits, non vendeurs de blé ou très petits



Cette parole de M. Léon Say pourrait être la philosophie et la conclusion des observations échangées ce soir. Les droits de douane ont une répercussion indéniable, inévitable, et pour s'en rendre compte, il faut, comme le disaient MM. Zolla et Leroy-Beaulieu, comparer surtout des matières comparables entre elles ainsi que les prix en gros des marchandises et objets comparés, plutôt que les prix de détail. Vu l'heure avancée, M. Alfred Neymarck se bornera à citer un seul exemple. Nous possédons, en Algérie, l'alfa, qui couvre tous les hauts plateaux. Les commerçants anglais l'achètent, le transportent en Angleterre et en font du papier sur lequel sont imprimés tous les journaux anglais. Le papier d'alfa coûte 20 à 25 p. 100 meilleur marché en Angleterre qu'en France. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous avons, en France, des droits de douane sur les produits chimiques qui servent à faire la pâte à papier. Les journaux anglais sont tirés sur du papier qui provient d'un des principaux produits de notre belle colonie, et ce papier qui est très beau, très résistant, leur revient à bien meilleur marché que le nôtre.

C'est une illusion de croire que les droits de douane constituent un avantage pour un pays. Il y a, comme disait Bastiat, ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas. Le producteur vend plus cher; or, le consommateur, c'est tout le monde, y compris le producteur, et c'est la majorité des contribuables. La vérité économique est que le consommateur doit se procurer et payer ce dont il a besoin, le plus abondamment et le meilleur marché possible. Les droits de douane faussent cette vérité.

M. **Frédéric Passy**, président, n'essaye pas de résumer la discussion. Il ne pourrait que constater l'unanimité des opinions. Mais, puisque M. Neymarck vient de rappeler le nom de M. Améline de la Briselaine, il se permettra de compléter le souvenir qui vient d'être visé. M. Ameline, dit M. Passy, dans une séance où l'on avait parlé comme aujourd'hui de la liberté commerciale et de la protection, avait, à la dernière heure, avec beaucoup de verve, soutenu cette dernière, et fait violemment le procès de la liberté. Il espérait, évidemment, pouvoir faire dire le lendemain, dans les feuilles protectionnistes, que la séance s'était terminée sur un discours protectionniste. Je crus devoir, malgré l'heure très avancée, demander la parole et obtenir le résultat contraire. Comme nous nous retirions, je lui exprimai mon étonnement de le voir, avec de telles opinions, occuper une chaire d'économie politique à l'Ecole supérieure du commerce. « Oh ! me répondit-il en

souriant, là-bas j'ai d'autres opinions ». Quelque temps après, en effet, j'examinais les élèves de cette Ecole, et leurs réponses n'avaient pas lieu de me scandaliser. « Vous le voyez, me dit alors avec le même sourire notre collègue, ici j'enseigne les bonnes doctrines ; les autres sont pour la Société des agriculteurs, dont je suis membre ». Il connaissait son La Fontaine. Dans notre Société, en général, nous n'avons pas l'art de ces convictions contradictoires et simultanées.

La séance est levée à onze heures un quart.

CHARLES LETORT.

---

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

JACQUES VAVASSEUR. *Les Sociétés commerciales en Allemagne*. — Paris, 1903, 8°.

*Comité des Compagnies d'assurances à primes fixes sur la Vie (Compagnie d'Assurances générales, Union, Nationale). Tables de mortalité (1900) des rentiers et assurés en cas de vie établies par le Comité des trois Compagnies*. — Paris, 1902, 8°.

*Comptoir national d'Escompte. Assemblée générale ordinaire du 23 avril 1903*. — Paris, 1903, 4°.

*Ligue pour la Représentation proportionnelle. Proposition de loi ayant pour objet l'application de la représentation proportionnelle aux élections législatives*. Avril 1903. — Paris, 178, rue Montmartre, 1903, 8°.

PAUL MELON. — *Problèmes algériens et tunisiens. Ce que disent les chiffres*. — Paris, 1903, 8°.

*Annales du Conservatoire des Arts et Métiers*. 3<sup>e</sup> série. T. IV. Paris, 1902, 8°.

## UNE VÉRITÉ DE LA PALICE

---

Tout le monde sait ce qu'on doit entendre par une vérité de La Palice. C'est ce que, dans un langage plus moderne, on appelle un *truisme*, mot nouveau, né, d'après Littré, de l'anglais *true* qui signifie *vrai* ou, si vous voulez, de l'allemand *treu* qui veut dire *fidèle*.

Et le savant lexicographe définit le truisme une vérité banale qui ne mérite pas d'être répétée. C'est déjà quelque chose d'être une vérité, puisque la vérité est la qualité par laquelle les choses apparaissent telles qu'elles sont. Et c'est dans ce sens que Pascal a pris le mot vérité, quand il a dit (Geomet. II): « Il y a un art pour faire voir la liaison des vérités avec leurs principes. » Mais en réalité, il n'y a plus lieu de faire une telle liaison, il n'y a plus ni nécessité, ni intérêt d'entreprendre la démonstration d'une vérité lorsque cette vérité est devenue *banale*, c'est-à-dire, tellement évidente qu'elle s'impose impérieusement à tous les esprits. A y trop insister, on risque d'importuner les gens. On s'expose à s'entendre dire : « Vous nous rebattez les oreilles! Vous nous dites une vérité de La Palice. »

Il arrive que certaines vérités douées de cette évidence qui dispense d'en établir la liaison avec leurs principes, sont désagréables à certains. Tel est le cas de la plupart des vérités économiques. Pourtant elles ne plaisent point aux protectionnistes, dont, en effet, elles condamnent les agissements. Ils les traitent aussi de vérité de La Palisse, voulant par là donner à entendre que ce sont des sortes de naïvetés, dont il serait oiseux d'entreprendre la démonstration.

Mais ce n'est pas avec cette intention à la fois ironique et prudente que, à la dernière séance de la Société d'Economie Politique l'un de ses membres les plus éminents a qualifié de vérité de La Palice cette proposition si souvent démontrée, notamment par Adam Smith, par Cobden, par Bastiat, et, parmi les plus modernes, par M. Paul Leroy-Beaulieu (Traité d'Economie Politique IV, page 117-121), sans en nommer beaucoup d'autres, proposition que justement MM. des Essars et M. Daniel Zolla venaient d'établir de la façon la plus brillante, à

savoir, que les consommateurs supportent en définitive les frais de la protection.

L'orateur dont il s'agit a certainement voulu dire que c'était là une vérité si claire, si évidente qu'il n'y avait plus besoin d'en refaire la démonstration.

Les libre-échangistes ont, sans aucun doute, éprouvé une vive satisfaction à entendre affirmer, sous cette forme persuasive, et avec une si agréable éloquence, l'évidence de leurs principes.

Le temps n'a pas permis, cette fois, d'en développer les conséquences nécessaires, de faire voir, par exemple, que, si les consommateurs paient ainsi aux producteurs des taxes arbitrairement fixées par le législateur, ils sont victimes d'une spoliation qui a pour effet de troubler leur notion du juste, de mal utiliser le produit de leurs efforts et de faire de la loi un moyen d'enrichir quelques-uns aux dépens de tous. M. Schelle en a bien dit quelques mots. Ils étaient trop brefs, malheureusement. Ces vérités, il est vrai, conséquence de la première, ont été comme celle-ci souvent démontrées ; cependant, il est permis de croire qu'il serait utile d'y revenir, d'en faire pénétrer la conviction dans les intelligences de tous, d'amener les peuples et les gouvernements à les traduire en actes. C'est un service que les économistes ont souvent tenté de rendre ; ils devront encore l'essayer au risque de froisser les bénéficiaires de la protection.

Ce serait paraître vouloir fuir la bataille que de se borner à dire avec une spirituelle désinvolture : Baste ! ce sont des vérités, mais des vérités de la Palice !

J. FLEURY.

---

## COMPTES RENDUS

**FERMENTS ET LEVAINS, par le contre-amiral REVEILLÈRE.**

Broch. in-12 de 91 p. Paris, Fischbacher.

C'est encore une de ces intéressantes, originales et suggestives brochures dans lesquelles, de temps à autre, l'amiral Réveillère développe, sous ses différents aspects, sa thèse favorite, sa thèse vraiment libérale de l'autarchie. Comme les précédentes, celle-ci est une suite de réflexions piquantes et profondes, formulées dans ce style ferme, précis et vivant dont il a au plus haut degré le secret.

J'en cite au hasard quelques-unes, car il est difficile d'analyser ces pages primesautières et sans autre lien que l'unité de la foi économique et morale qui les inspire.

« Qu'est-ce qu'un homme ? C'est un enfant dans lequel on a investi du capital » ; du capital moral surtout et du capital matériel aussi ; destinés à se reproduire, s'il en est fait bon usage, et à produire, en se transformant et retransformant de l'un dans l'autre.

« L'histoire est le tableau, jamais terminé, de la transformation de l'homme naturel en homme social »...

« Il faut posséder un cerveau collectiviste pour songer à établir sur le même type les industries de la pêche et de la métallurgie »...

« On dirait nos programmes d'instruction secondaire rédigés par des culs-de-plomb pour l'usage de culs-de-jatte »...

« Dans une société parfaite, le rôle de l'État se bornerait, à peu près, à celui de surveillant des contrats librement consentis. »

« Sans doute, il y a des industries nationales ; mais qu'est-ce qu'une industrie nationale ? C'est une industrie dont la supériorité s'impose, une industrie vivant d'elle-même et par elle-même — c'est se moquer du public de qualifier industrie nationale une industrie qui vit aux frais et dépens des nationaux. »

« C'est à la libre concurrence sur le marché universel à désigner les industries ayant droit au titre de nationales. »

« Les partisans des industries soi-disant nationales, soutenues avec





Il ajoute — et c'est encore une constatation dont il fait honneur à Bastiat — que plus nous allons, plus la richesse se développe, plus l'activité industrielle prend d'extension, et plus la part proportionnelle du capital, par rapport à la part du travail, va en diminuant. Il réfute, et d'une façon qui ne souffre pas de réplique, le sophisme qui consiste à voir dans la possession du capital une supériorité une fois définitivement acquise, dont on n'a plus qu'à jouir sans souci, et il montre, avec Stanley Jevons, que le capital, représenté par des choses périssables, incarné sous des formes dont le progrès, à toute heure, anéantit la valeur en les dépassant, ne subsiste qu'à la condition d'être incessamment entretenu par une bonne administration et renouvelé par un travail heureux. En sorte que, comme l'établit M. de Molinari, et comme l'expérience journalière permet de le constater, la force même des choses, lorsque des privilèges abusifs n'y font point obstacle, suffit à enlever rapidement aux mains ou aux cerveaux qui n'y ont point de titres directs la richesse légitimement acquise par ceux qui l'ont créée.

Mais cependant, dit l'amiral, dans cette richesse produite par le travail, il y a une part qui est personnelle et une part qui ne l'est pas : il y a l'individu, d'un côté, et il y a la société de l'autre, qui, sciemment ou non, collaborent. Un grand inventeur, un chimiste, un physicien, un mécanicien fait des découvertes ou des applications des découvertes antérieures qui lui procurent des bénéfices peut-être considérables. Y serait-il parvenu sans l'aide qu'il a reçue de son milieu et de son temps, sans les connaissances qui résultent des recherches de ses prédécesseurs, sans l'existence des matériaux qu'il a mis en œuvre ? Une part de sa propriété, par suite, n'appartient-elle pas réellement à la société, et n'est-il pas juste qu'il lui en tienne compte ?

Et comme il est impossible — l'amiral Réveillère le reconnaît — de faire avec quelques chances de succès la ventilation qui serait nécessaire pour distinguer ce qui revient à la société et ce qui revient à l'individu, et que l'on ne peut dès lors faire par approximation qu'une cote mal taillée : nous admettrons, dit-il, que les deux parts sont égales : et dans toutes les successions nous considérerons une moitié de la fortune comme étant la juste rémunération de l'œuvre personnelle du défunt ; l'autre comme étant l'œuvre de la société. La première, inviolable, transmise intégralement à ses héritiers, sera exempte de tout prélèvement fiscal ; la seconde, soumise à revendication, sera frappée d'un impôt d'autant plus lourd qu'elle sera plus forte, impôt qui pourra et devra aller, pour les très grosses fortunes, jusqu'à la confiscation absolue.

Il est difficile, ou en conviendra, de mieux raisonner. Mais il est difficile, me semble-t-il aussi — j'en demande pardon à mon ami

l'amiral Réveillère — de se mieux contredire et de se réfuter soi-même, ou plutôt de s'être réfuté soi-même par avance avec plus de force.

Eh ! oui sans doute chacun de nous doit à la société dans laquelle il a trouvé des éléments d'existence de toutes sortes : idées, matériaux, outils, à la préparation desquels il n'a point contribué, chacun de nous doit à la société une grande partie, la majeure partie de ce qu'il est et de ce qu'il fait. Et le chancelier Bacon a eu raison de dire que tout homme naît débiteur. Mais la société, de son côté, cette société qui, dites-vous, mon cher amiral, n'existe que par les individus, seule réalité vivante, doit à son tour à ses membres tout ce qu'elle est, tout ce qu'elle fait, et tout ce qu'elle a. Et si elle a, sur le fruit de leur travail, une créance dont il est impossible de déterminer le chiffre, chacun d'eux, de son côté, puisqu'en augmentant son actif il a augmenté l'actif social, a, sur celui-ci, une créance semblable, plus considérable, dites-vous vous-même, à propos de Bessemer, de Giffard, de Jacquart ou de Stephenson. Et si vous prétendez faire valoir la vôtre, de quel droit leur interdirez-vous de faire valoir la leur ? Le mieux n'est-il pas de renoncer, d'un côté comme de l'autre, à des prétentions qui se refusent à toute évaluation même approximative, et de se borner à demander à la richesse, fruit du travail, soit pendant la vie de son possesseur, soit à sa mort, les prélèvements nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la société et acquitter les frais de l'imparfaite, mais indispensable sécurité sans laquelle la richesse ne pourrait ni s'obtenir ni se conserver ?

Il y a, à mon avis, bien autre chose encore à dire contre la progression et en faveur de la proportionnalité de l'impôt. Je l'ai dit ailleurs à mainte reprise. Je n'essaierai pas de le redire ici. Mais il y a une chose tout au moins contre laquelle je ne puis m'abstenir de protester : c'est le sentiment qui fait regarder la fortune transmise comme moins sacrée que la fortune acquise. Celui qui la reçoit peut y avoir moins de droit que celui qui la lui laisse. Et c'est pourquoi j'estime que la loi française, avec son partage égal obligatoire et sa réserve, cause de tant de troubles dans les familles et de tant de désastres dans les fortunes, a dépassé la mesure et méconnu l'intérêt social, en même temps que le droit du père de famille. Mais, pour celui-ci, qui pouvait de son vivant disposer de son avoir et le dépenser tout entier, et qui, en l'acquérant et en le conservant, a moins songé à lui-même qu'à ceux qui viendraient après lui, elle est, et elle reste inviolable. Le frapper dans ses représentants, c'est le frapper lui-même : c'est le priver, dans une mesure plus ou moins forte, de son salaire ; c'est lui enlever, selon l'admirable vers de La Fontaine, le fruit qu'il goûtait par avance ; c'est diminuer, avec l'intensité de ses espérances posthumes,

du blé. Mais les cultivateurs ou propriétaires de petites exploitations de 1 à 10 hectares, qui sont au nombre de 2.235.000, vendent-ils du blé? Avec l'assolement triennal, ils ne sont pas susceptibles en moyenne d'avoir plus de 2 hectares de blé. D'après la moyenne de 17 hectolitres de blé à l'hectare, qui équivalent chacun à 76 kilos, chacun de ces exploitants peut obtenir 26 quintaux et demi de blé.

D'après la formule 1 kilo de blé égale 1 kilo de pain, la consommation d'une famille de 5 personnes étant de 200 ou 300 kilos par tête et par an, ne laisserait pour une famille qu'une douzaine de quintaux; mais ce ne sont pas les petites exploitations qui produisent du blé. Les seuls à profiter du droit de 7 francs, ce sont ceux des 711.000 propriétaires de la moyenne propriété de 10 à 40 hectares, des 138.000 propriétaires de la grande propriété au-dessus de 40 hectares qui ont des terres à blé.

Si la petite propriété compte 4.800.000 propriétaires, sa contenance n'est que de 12.571.000 hectares. La propriété moyenne représente 14.313.000 hectares, la grande 22.806.000 hectares. Si les petites exploitations occupent 100 hectares, les grandes occupent 292 hectares, près des deux tiers en plus, mais relativement au nombre, la proportion est renversée : pour 100 propriétés au-dessus de 10 hectares, il y en a 565 au-dessous, et si le droit sur les blés joue, c'est au détriment de ces 565 petits propriétaires et au profit de cette centaine.

De même pour les droits sur le bétail; les petites propriétés de 1 à 5 hectares occupent 942.000 hectares de prairies; celles de 5 à 10 hectares 977.000, total : 1.929.000 hectares.

La moyenne propriété a 2.388.000 hectares de prairies; la grande 2.039.000, total : 4.300.000 hectares de prairies.

La part des prairies, dans la moyenne et la grande propriété, est, relativement à cette part dans la petite propriété, comme 223 est à 100.

Par conséquent, les droits sur le bétail n'ont été établis qu'au profit des grands et non des petits propriétaires qui ne forment qu'une minorité.

D'après l'enquête de 1892, il y avait une superficie de 1.900.300 hectares cultivés en vignes, représentant moins de 4 p. 100 du territoire agricole. On ne trouve que 8 départements où elle dépasse 9 p. 100. Ce n'est donc qu'au profit d'une très petite minorité agricole que le vin est frappé.

D'après le recensement des professions établi en 1896 et publié en 1901, les établissements agricoles comptant de 1 à 4 salariés, par conséquent les plus petits, non vendeurs de blé ou très petits



Cette parole de M. Léon Say pourrait être la philosophie et la conclusion des observations échangées ce soir. Les droits de douane ont une répercussion indéniable, inévitable, et pour s'en rendre compte, il faut, comme le disaient MM. Zolla et Leroy-Beaulieu, comparer surtout des matières comparables entre elles ainsi que les prix en gros des marchandises et objets comparés, plutôt que les prix de détail. Vu l'heure avancée, M. Alfred Neymarck se bornera à citer un seul exemple. Nous possédons, en Algérie, l'alfa, qui couvre tous les hauts plateaux. Les commerçants anglais l'achètent, le transportent en Angleterre et en font du papier sur lequel sont imprimés tous les journaux anglais. Le papier d'alfa coûte 20 à 25 p. 100 meilleur marché en Angleterre qu'en France. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous avons, en France, des droits de douane sur les produits chimiques qui servent à faire la pâte à papier. Les journaux anglais sont tirés sur du papier qui provient d'un des principaux produits de notre belle colonie, et ce papier qui est très beau, très résistant, leur revient à bien meilleur marché que le nôtre.

C'est une illusion de croire que les droits de douane constituent un avantage pour un pays. Il y a, comme disait Bastiat, ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas. Le producteur vend plus cher; or, le consommateur, c'est tout le monde, y compris le producteur, et c'est la majorité des contribuables. La vérité économique est que le consommateur doit se procurer et payer ce dont il a besoin, le plus abondamment et le meilleur marché possible. Les droits de douane faussent cette vérité.

M. Frédéric Passy, président, n'essaye pas de résumer la discussion. Il ne pourrait que constater l'unanimité des opinions. Mais, puisque M. Neymarck vient de rappeler le nom de M. Améline de la Briselaine, il se permettra de compléter le souvenir qui vient d'être visé. M. Ameline, dit M. Passy, dans une séance où l'on avait parlé comme aujourd'hui de la liberté commerciale et de la protection, avait, à la dernière heure, avec beaucoup de verve, soutenu cette dernière, et fait violemment le procès de la liberté. Il espérait, évidemment, pouvoir faire dire le lendemain, dans les feuilles protectionnistes, que la séance s'était terminée sur un discours protectionniste. Je crus devoir, malgré l'heure très avancée, demander la parole et obtenir le résultat contraire. Comme nous nous retirions, je lui exprimai mon étonnement de le voir, avec de telles opinions, occuper une chaire d'économie politique à l'Ecole supérieure du commerce. « Oh ! me répondit-il en

souriant, là-bas j'ai d'autres opinions ». Quelque temps après, en effet, j'examinais les élèves de cette Ecole, et leurs réponses n'avaient pas lieu de me scandaliser. « Vous le voyez, me dit alors avec le même sourire notre collègue, ici j'enseigne les bonnes doctrines ; les autres sont pour la Société des agriculteurs, dont je suis membre ». Il connaissait son La Fontaine. Dans notre Société, en général, nous n'avons pas l'art de ces convictions contradictoires et simultanées.

La séance est levée à onze heures un quart.

CHARLES LETORT.

---

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

JACQUES VAVASSEUR. *Les Sociétés commerciales en Allemagne*. — Paris, 1903, 8°.

*Comité des Compagnies d'assurances à primes fixes sur la Vie (Compagnie d'Assurances générales, Union, Nationale). Tables de mortalité (1900) des rentiers et assurés en cas de vie établies par le Comité des trois Compagnies*. — Paris, 1902, 8°.

*Comptoir national d'Escompte. Assemblée générale ordinaire du 23 avril 1903*. — Paris, 1903, 4°.

*Ligue pour la Représentation proportionnelle. Proposition de loi ayant pour objet l'application de la représentation proportionnelle aux élections législatives*. Avril 1903. — Paris, 178, rue Montmartre, 1903, 8°.

PAUL MELON. — *Problèmes algériens et tunisiens. Ce que disent les chiffres*. — Paris, 1903, 8°.

*Annales du Conservatoire des Arts et Métiers*. 3<sup>e</sup> série. T. IV. Paris, 1902, 8°.

## UNE VÉRITÉ DE LA PALICE

---

Tout le monde sait ce qu'on doit entendre par une vérité de La Palice. C'est ce que, dans un langage plus moderne, on appelle un *truisme*, mot nouveau, né, d'après Littré, de l'anglais *true* qui signifie *vrai* ou, si vous voulez, de l'allemand *treu* qui veut dire *fidèle*.

Et le savant lexicographe définit le truisme une vérité banale qui ne mérite pas d'être répétée. C'est déjà quelque chose d'être une vérité, puisque la vérité est la qualité par laquelle les choses apparaissent telles qu'elles sont. Et c'est dans ce sens que Pascal a pris le mot vérité, quand il a dit (Geomet. II) : « Il y a un art pour faire voir la liaison des vérités avec leurs principes. » Mais en réalité, il n'y a plus lieu de faire une telle liaison, il n'y a plus ni nécessité, ni intérêt d'entreprendre la démonstration d'une vérité lorsque cette vérité est devenue *banale*, c'est-à-dire, tellement évidente qu'elle s'impose impérieusement à tous les esprits. A y trop insister, on risque d'importuner les gens. On s'expose à s'entendre dire : « Vous nous rebattez les oreilles ! Vous nous dites une vérité de La Palice. »

Il arrive que certaines vérités douées de cette évidence qui dispense d'en établir la liaison avec leurs principes, sont désagréables à certains. Tel est le cas de la plupart des vérités économiques. Pourtant elles ne plaisent point aux protectionnistes, dont, en effet, elles condamnent les agissements. Ils les traitent aussi de vérité de La Palisse, voulant par là donner à entendre que ce sont des sortes de naïvetés, dont il serait oiseux d'entreprendre la démonstration.

Mais ce n'est pas avec cette intention à la fois ironique et prudente que, à la dernière séance de la Société d'Economie Politique l'un de ses membres les plus éminents a qualifié de vérité de La Palice cette proposition si souvent démontrée, notamment par Adam Smith, par Cobden, par Bastiat, et, parmi les plus modernes, par M. Paul Leroy-Beaulieu (Traité d'Economie Politique IV. page 117-121), sans en nommer beaucoup d'autres, proposition que justement MM. des Essars et M. Daniel Zolla venaient d'établir de la façon la plus brillante, à

savoir, que les consommateurs supportent en définitive les frais de la protection.

L'orateur dont il s'agit a certainement voulu dire que c'était là une vérité si claire, si évidente qu'il n'y avait plus besoin d'en refaire la démonstration.

Les libre-échangistes ont, sans aucun doute, éprouvé une vive satisfaction à entendre affirmer, sous cette forme persuasive, et avec une si agréable éloquence, l'évidence de leurs principes.

Le temps n'a pas permis, cette fois, d'en développer les conséquences nécessaires, de faire voir, par exemple, que, si les consommateurs paient ainsi aux producteurs des taxes arbitrairement fixées par le législateur, ils sont victimes d'une spoliation qui a pour effet de troubler leur notion du juste, de mal utiliser le produit de leurs efforts et de faire de la loi un moyen d'enrichir quelques-uns aux dépens de tous. M. Schelle en a bien dit quelques mots. Ils étaient trop brefs, malheureusement. Ces vérités, il est vrai, conséquence de la première, ont été comme celle-ci souvent démontrées ; cependant, il est permis de croire qu'il serait utile d'y revenir, d'en faire pénétrer la conviction dans les intelligences de tous, d'amener les peuples et les gouvernements à les traduire en actes. C'est un service que les économistes ont souvent tenté de rendre ; ils devront encore l'essayer au risque de froisser les bénéficiaires de la protection.

Ce serait paraître vouloir fuir la bataille que de se borner à dire avec une spirituelle désinvolture : Baste ! ce sont des vérités, mais des vérités de la Palice !

J. FLEURY.

---



## COMPTES RENDUS

**FERMENTS ET LEVAINS, par le contre-amiral REVEILLÈRE.**

Broch. in-12 de 91 p. Paris, Fischbacher.

C'est encore une de ces intéressantes, originales et suggestives brochures dans lesquelles, de temps à autre, l'amiral Réveillère développe, sous ses différents aspects, sa thèse favorite, sa thèse vraiment libérale de l'autarchie. Comme les précédentes, celle-ci est une suite de réflexions piquantes et profondes, formulées dans ce style ferme, précis et vivant dont il a au plus haut degré le secret.

J'en cite au hasard quelques-unes, car il est difficile d'analyser ces pages primesautières et sans autre lien que l'unité de la foi économique et morale qui les inspire.

« Qu'est-ce qu'un homme ? C'est un enfant dans lequel on a investi du capital », du capital moral surtout et du capital matériel aussi ; destinés à se reproduire, s'il en est fait bon usage, et à produire, en se transformant et retransformant de l'un dans l'autre.

« L'histoire est le tableau, jamais terminé, de la transformation de l'homme naturel en homme social »...

« Il faut posséder un cerveau collectiviste pour songer à établir sur le même type les industries de la pêche et de la métallurgie »...

« On dirait nos programmes d'instruction secondaire rédigés par des culs-de-plomb pour l'usage de culs-de-jatte »...

« Dans une société parfaite, le rôle de l'Etat se bornerait, à peu près, à celui de surveillant des contrats librement consentis. »

« Sans doute, il y a des industries nationales ; mais qu'est-ce qu'une industrie nationale ? C'est une industrie dont la supériorité s'impose, une industrie vivant d'elle-même et par elle-même — c'est se moquer du public de qualifier industrie nationale une industrie qui vit aux frais et dépens des nationaux.

« C'est à la libre concurrence sur le marché universel à désigner les industries ayant droit au titre de nationales.

« Les partisans des industries soi-disant nationales, soutenues avec



Il ajoute — et c'est encore une constatation dont il fait honneur à Bastiat — que plus nous allons, plus la richesse se développe, plus l'activité industrielle prend d'extension, et plus la part proportionnelle du capital, par rapport à la part du travail, va en diminuant. Il réfute, et d'une façon qui ne souffre pas de réplique, le sophisme qui consiste à voir dans la possession du capital une supériorité une fois définitivement acquise, dont on n'a plus qu'à jouir sans souci, et il montre, avec Stanley Jevons, que le capital, représenté par des choses périssables, incarné sous des formes dont le progrès, à toute heure, anéantit la valeur en les dépassant, ne subsiste qu'à la condition d'être incessamment entretenu par une bonne administration et renouvelé par un travail heureux. En sorte que, comme l'établit M. de Molinari, et comme l'expérience journalière permet de le constater, la force même des choses, lorsque des privilèges abusifs n'y font point obstacle, suffit à enlever rapidement aux mains ou aux cerveaux qui n'y ont point de titres directs la richesse légitimement acquise par ceux qui l'ont créée.

Mais cependant, dit l'amiral, dans cette richesse produite par le travail, il y a une part qui est personnelle et une part qui ne l'est pas : il y a l'individu, d'un côté, et il y a la société de l'autre, qui, sciemment ou non, collaborent. Un grand inventeur, un chimiste, un physicien, un mécanicien fait des découvertes ou des applications des découvertes antérieures qui lui procurent des bénéfices peut-être considérables. Y serait-il parvenu sans l'aide qu'il a reçue de son milieu et de son temps, sans les connaissances qui résultent des recherches de ses prédécesseurs, sans l'existence des matériaux qu'il a mis en œuvre ? Une part de sa propriété, par suite, n'appartient-elle pas réellement à la société, et n'est-il pas juste qu'il lui en tienne compte ?

Et comme il est impossible — l'amiral Réveillère le reconnaît — de faire avec quelques chances de succès la ventilation qui serait nécessaire pour distinguer ce qui revient à la société et ce qui revient à l'individu, et que l'on ne peut dès lors faire par approximation qu'une cote mal taillée : nous admettrons, dit-il, que les deux parts sont égales ; et dans toutes les successions nous considérerons une moitié de la fortune comme étant la juste rémunération de l'œuvre personnelle du défunt ; l'autre comme étant l'œuvre de la société. La première, inviolable, transmise intégralement à ses héritiers, sera exempte de tout prélèvement fiscal ; la seconde, soumise à revendication, sera frappée d'un impôt d'autant plus lourd qu'elle sera plus forte, impôt qui pourra et devra aller, pour les très grosses fortunes, jusqu'à confiscation absolue.

Il est difficile, on en conviendra, de mieux raisonner. Mais il est difficile, me semble-t-il aussi — j'en demande pardon à mon é



l'énergie de son travail et, par conséquent, la part qu'il apporte à la richesse sociale. Vous croyez n'atteindre que des héritiers dont vous contestez les titres; vous atteignez la société tout entière, que vous déshéritez dans une bien plus large proportion.

Je demande pardon, encore une fois, de m'être laissé entraîner, à propos de ces quelques pages, à une si longue discussion. Mais la question était trop grosse et l'autorité de l'amiral Réveillère est trop grande pour qu'il me parût possible de m'en abstenir.

FRÉDÉRIC PASSY.

---

LE CONTRAT DE TRAVAIL, AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE, ET L'UTILITÉ DE SA RÉGLEMENTATION LÉGISLATIVE, par M. H. PASCAUD, conseiller à la Cour d'appel de Chambéry, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Albert Fontemoin, 1903.

Le contrat de travail est une convention qui se forme entre le patron et l'ouvrier par le seul accord des parties, et en vertu de laquelle l'employeur s'engage à faire travailler l'employé à une besogne déterminée, moyennant un salaire convenu, et l'employé à exécuter cette besogne aux conditions de prix et autres arrêtés entre lui et l'employeur. Le Code civil qui divise le contrat de travail en louage de services et en louage d'ouvrage, ne lui consacre que quelques dispositions très sobres. Ce laconisme est regrettable. Assurément on a cherché à l'expliquer en disant que les rédacteurs du Code civil ne pouvaient prévoir l'importance qu'allait prendre le contrat de travail, ou que, sous l'empire des souvenirs laissés par les corporations, tracer quelques règles était se mettre en contradiction avec les lois abolitives de 1791. Ce qui est certain c'est qu'une réglementation législative s'impose. C'est ce que démontre fort bien M. Pascaud, dans un ouvrage qui n'a pas tardé à rencontrer un accueil favorable, et dont nous tenons à présenter la seconde édition aux lecteurs du *Journal des Économistes*.

Le savant magistrat, dont le nom est connu aussi bien des économistes que des jurisconsultes, expose à la fois ce qu'ont fait les nations étrangères et les bases de la réglementation du contrat intervenant entre l'employeur et l'employé.

Selon M. Pascaud, le législateur doit édicter des prescriptions pour la capacité des contractants ; le droit commun ne suffit pas, il importe d'imposer des dérogations relativement à la faculté de louer son activité à un tiers ; ainsi, par exemple, si le mari veut exciper de la nullité d'un contrat de travail conclu par la femme, on doit décider qu'il



se trouvent trop souvent à l'état de conflit, chacun des membres qui composent ce tribunal industriel pouvant subir parfois les antagonismes professionnels : il faudrait, dans ces conditions, donner à un homme de profession différente, ayant de plus, certaines notions de droit toujours utiles en affaires, la mission de départager les ouvriers et les patrons ; cette tâche reviendrait au juge de paix, impartial par situation, puisant dans ses fonctions une autorité incontestable.

Au moment où le problème du contrat de travail se pose, l'ouvrage de M. Pascaud présente un caractère d'actualité qui en augmente la valeur même, et qui en assure le succès. Le lecteur y trouvera à côté d'appréciations personnelles, résultat d'observations directes, de longues années d'études et d'expérience, une abondance de renseignements et de documents qui lui fourniront le moyen d'apprécier en connaissance de cause, ce qu'il importe de faire pour mettre un terme à une situation qui n'a que trop duré, et qui doit être modifiée.

J. LEFORT.

STUDIES IN CONTEMPORARY BIOGRAPHY, (*Etudes de biographie contemporaine*), par JAMES BRYCE, 1 vol. 1903, Macmillan et Cie.

M. James Bryce, l'un des hommes les plus considérés du parti libéral, et connu surtout par un magistral ouvrage sur la République américaine, a réuni en un volume une vingtaine d'esquisses biographiques, qui ont d'autant plus d'intérêt que l'auteur a connu et observé de près les personnes dont il parle. Il a été lié d'amitié avec la plupart d'entre elles.

M. Bryce qui a occupé une chaire d'histoire à l'Université d'Oxford, qui a été sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui a consacré une bonne partie de sa vie à l'étude comparée des phénomènes politiques en Europe, en Amérique, en Asie et qui a parcouru l'Afrique méridionale, a tracé des portraits de M. Disraeli et de M. Gladstone, de Sir Stafford Northcote et de M. Robert Lowe ; c'est la partie politique de la galerie, dans laquelle figurent ensuite des théologiens comme le dean Stanley, comme R. Smith, des archevêques protestants, des cardinaux, des historiens, des romanciers.

Le premier portrait est celui de Disraëli. Jusqu'ici, Lord Beaconsfield n'a pas rencontré de biographe. Est-ce parce qu'une biographie demande à être caressée par un homme qui appartient au parti de ses héros ? est-ce que le vieux parti tory, reconstitué par Disraëli, ne présente pas d'homme de talent, désireux de faire revivre la figure de son ancien chef ?





causes du mal irlandais « a starving peasantry, an alien church, an absentee aristocracy ». La même clairvoyance se retrouve en 1861, lorsque, presque seul de son parti, il ne prit pas position en faveur des Etats du Sud. Elle se retrouve encore lorsqu'il considéra l'extension du suffrage comme pouvant consolider le parti *tory* et qu'il sut faire du chauvinisme, du nationalisme, du jingoïsme *une planche* de sa plateforme<sup>1</sup>.

Spirituel et cynique, ambitieux et libre de scrupules, passionnément dévoué à la satisfaction de son égoïsme, lord Beaconsfield a apporté plus de démoralisation encore dans la politique et, dans une certaine mesure, avec toutes sortes de réserves, on peut dire que son meilleur élève, c'est M. Chamberlain, cynique, ambitieux, brutal, qui a fait le tour du cadran politique et qui, de radical, libre-échangiste, pacifique, est devenu unioniste, protectionniste et jingo.

Bien autrement vivant et clair est le portrait de Gladstone, que M. Bryce a connu et aimé. Comme je l'ai déjà dit, pour bien peindre son héros, il faut que le biographe y mette de la tendresse. « Gladstone était formé de deux hommes différents : joignant à la sensibilité la plus passionnée et la plus impulsive, une intelligence éminemment prudente et conservatrice. Toujours prêt à reviser ses opinions, il s'enfermait dans un silence absolu jusqu'à ce qu'il eût achevé son travail de revision. Cette réticence était volontiers prise pour de la déloyauté. En toute chose, Gladstone a été entièrement droit ; il avait l'amour exalté du bien. Il n'a jamais flatté ni suivi la foule. L'intensité du sentiment religieux est un trait frappant de la physionomie de M. Gladstone, c'est par là qu'il a le plus différé de son rival. Il a aimé le pouvoir, il a excellé dans les mêmes combinaisons de la tactique parlementaire. Mais l'univers ne lui apparaissait pas comme borné à sa propre personne. Que d'admirables qualités, quelle largeur de vues et quelle tolérance, quelle charité surtout en politique !

M. Bryce a droit à la gratitude de tous ceux qui admirent M. Gladstone, et parmi ses admirateurs figurent les économistes et les partisans d'une stricte administration financière.

---

<sup>1</sup> M. Bryce tient de M. John Bright qu'un jour, dans le vestiaire de la Chambre des Communes, Disraëli dit à M. Bright : « Après tout, qu'est-ce qui nous conduit ici, vous et moi ? la renommée. Ici, c'est la véritable arène. J'aurais pu occuper un trône littéraire, j'y ai renoncé pour la carrière politique... » L'ironie de Disraëli, son habileté à frapper des mots qui restent, sont célèbres. Un jour qu'en sa présence, le doyen de Westminster se plaignait de l'importance excessive attribuée au dogme dans l'église d'Angleterre, lord Beaconsfield lui répondit : « Permettez-moi de vous rappeler une chose, c'est que sans dogme pas de doyen. »



qui a déjà été singulièrement controversée et qui ne présente plus, désormais, qu'un intérêt relatif, après les substantielles études surtout de tant de personnalités appartenant au monde économique et politique.

Cependant M. Lallier a tenu à nous soumettre quelques idées originales. Ainsi, tout en nous faisant remarquer que l'octroi de la ville de la Ferté-sous-Jouarre coûte environ 20 0/0 de frais de recouvrement, il émet cette opinion que pour parer au déficit que produirait sa suppression, il y aurait lieu d'ajouter 74 centimes aux quatre contributions, ou établir une surtaxe de 30 francs par hectolitre d'alcool pur, et une taxe de 8 0/0 sur la valeur locative de l'habitation, comme signe distinctif de fortune. Chaque habitant paie 15 francs d'impôt d'octroi.

Un ouvrier se logeant avec un loyer de 200 francs, réduit d'un quart, soit 150 francs, paierait 12 francs par an d'imposition. Sa famille se composant très souvent de six personnes et la charge de chaque personne étant de 15 francs par an, il paie donc  $6 \times 15 = 90$  francs. Il ne paierait, d'après le système de M. Lallier, que 12 francs; économie pour l'ouvrier: 78 francs.

M. Julien Faure, directeur de l'octroi de Limoges, présente un mémoire très étudié et très documenté sur la même question; mais il est loin de partager les idées de M. Lallier. Selon l'honorable fonctionnaire, la loi du 29 décembre 1897 est plutôt politique que fiscale, et les municipalités n'ont pas tardé à s'apercevoir que le dégrèvement, même intégral, ne pouvait avoir pour conséquence une diminution du prix que pour les achats par barrique. La classe pauvre, qui s'approvisionne par petites quantités, n'aurait donc rien à attendre de la suppression des droits d'octroi, *a fortiori* de la réduction des taxes; d'où cette vérité que la réforme n'a pas le caractère démocratique que lui attribue le législateur.

Quant aux taxes de remplacement, non seulement elles ne sont pas, ainsi que le démontre M. Faure, compensatrices, mais presque toutes peuvent être considérées comme se superposant à celles existantes, et ce qui le prouve surabondamment, c'est que, presque partout, on les a dédaignées pour demander le contingent nécessaire à des surélévations de droits figurant déjà dans les tarifs.

M. Faure va plus loin. Il signale en effet la méfiance des municipalités contre les moyens de remplacement indiqués par la loi du 29 décembre 1897, de même que les insuccès de quelques villes qui ont voulu faire grand, et il se prononce nettement en faveur du maintien des octrois.

Avec notre distingué et estimable confrère M. Letort, nous abordons un des problèmes les plus épineux qui aient été livrés jusqu'ici aux



trétient la réunion des *projets se rapportant à nos grands travaux publics et à leurs conséquences économiques*. Il s'agit d'abord du canal latéral du Rhône, de Lyon à Arles; ensuite du canal de jonction d'Arles à Marseille, de l'utilisation de l'étang de Berre, des ports francs et des voies ferrées. M. Henriet fait ressortir les avantages qu'on pourrait retirer de ces grands travaux; mais de nombreuses objections lui sont faites — avec raison, selon nous — par quelques membres du congrès, notamment par MM. Loiselet et Thellier de la Neuville.

Suit une *étude démographique* de M. Gustave Cauderlier intéressant le département de Tarn-et-Garonne et qui provoque une assez longue discussion. M. le Dr Maurel, entre autres, fait remarquer que M. Cauderlier, comme Malthus et comme M. Levasseur, subordonne le mouvement d'une population au rapport des *ressources aux besoins*. Mais tandis que Malthus, dans sa première loi, limite les besoins au côté matériel de l'existence; tandis que M. Levasseur, tout en les étendant un peu plus, comprend encore les besoins et les ressources dans le sens économique, M. Cauderlier étend tellement le facteur *besoins* qu'on peut dire qu'il est sans limite, puisqu'il comprend également sous ce nom les besoins moraux, intellectuels et artistiques. Or, dit le Dr Maurel, cette manière de comprendre les besoins rend l'argumentation impossible; et, en effet, quelques progrès qu'aient faits les ressources dans un groupe de population, si sa natalité a diminué il sera toujours loisible de supposer que ses besoins, soit moraux, soit intellectuels, soit artistiques ont augmenté encore davantage.

M. le Dr Maurel termine en disant que la diminution de la natalité française n'est pas due à la diminution des ressources par rapport aux besoins, au moins en donnant à ces deux termes le sens qu'on leur donne généralement en économie politique. Il semble même que ce soit une loi inverse qui ait réglé le mouvement de la population de ce pays, puisque d'une part la natalité a diminué au fur et à mesure que ses ressources augmentaient, et que, d'autre part, ce sont les régions dans lesquelles les ressources ont le plus augmenté qui ont la natalité la plus faible.

M. le Dr Maurel, mis en goût par la discussion précédente, creuse de plus en plus son sujet. Dans une communication portant sur la fécondité et la natalité de la nation française, il examine successivement les questions suivantes : 1° la fécondité de la nation française s'est-elle modifiée ? 2° cette fécondité a-t-elle augmenté ou diminué ? 3° les causes de cette modification sont-elles d'ordre physiologique ou pathologique ?

Or, les documents qu'il a réunis et les développements dont il les fait suivre le conduisent aux énonciations ci-après :



dans toutes les communes du département, et cela d'une manière à peu près générale. Cette diminution tient à un abaissement énorme de la natalité, et conséquemment à un excédent de la mortalité par rapport aux naissances. La natalité est tombée à 17 0/0 avec une tendance à diminuer encore.

Nous avons ensuite de M. de Montricher une excellente *démographie des Bouches-du-Rhône et des départements voisins* ; de M. Dumont une communication sur la *natalité chez les Lendais*. Puis un débat s'engage entre MM. les docteurs Maurel, Delbet et M. Zaborowski sur la question déjà traitée de la dépopulation et au courant duquel les divers orateurs précisent leur pensée et s'étendent sur les moyens préconisés par eux pour enrayer le fléau. Chacun donne son avis et fait connaître ses préférences ; mais il est évident que si les moyens diffèrent pour améliorer la situation, tous les orateurs sont d'accord pour en constater le danger.

M. Levasseur clôt la discussion en invitant ses collègues à porter un instant leur attention sur le tableau de l'accroissement de la population en Europe depuis le commencement du siècle et du rang qu'y a occupé et qui y occupe encore la France. Il fait un court résumé des phases par où a passé le chiffre de la population et expose le résultat des divers recensements opérés parmi les principales nations du continent. Il constate que si la population de l'Europe représente un accroissement d'environ 129 0/0 depuis 1800 jusqu'à nos jours, la France n'a augmenté, dans cet espace de temps, que de 44 0/0. Or, au point de vue politique, dit M. Levasseur, c'est là un changement défavorable à la puissance de la France. Au point de vue économique, s'il est désirable que le progrès de la richesse soit plus rapide que celui du nombre des habitants, il est très désirable aussi qu'il y ait un grand nombre de producteurs contribuant à l'activité des entreprises et de consommateurs.

Nous ne pouvons que nous associer à cette opinion.

EUGÈNE ROCHETIN.

ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE DES AIDE-MÉMOIRE, publiée sous la direction de M. LEAUTÉ, membre de l'Institut. — *L'huitre perlière. — Nacre et perles*, par L.-G. SEURAT, zoologiste du Laboratoire colonial du Muséum. 1 vol. Masson et Cie, et Gauthier-Villars, édit. Paris, 1903.

L'un des plus prisés parmi les produits de luxe fournis par la nature est assurément la perle fine ; on sait combien, depuis les temps les plus reculés, elle est appréciée, et quels prix toujours croissants elle





de pierres ou de gros gravier est bon, mais le meilleur est celui qui est formé de graviers conchylières dégagés de coraux colorés, car les huîtres en empruntent souvent la couleur. Les madrépores vivants favorisent le développement des huîtres perlières. La force plus ou moins grande des courants et la profondeur du gîte ont aussi leur valeur.

La pêche de l'huître perlière, dont on obtient la majeure partie de la nacre et des perles utilisées dans l'industrie — est une source de richesse pour les pays où on la pratique, à la condition qu'elle soit organisée d'une façon méthodique et raisonnée ; sinon les profits disparaissent avec le produit comme cela est arrivé à Panama et à l'île de Margarita où l'huître perlière autrefois abondante n'existe plus guère qu'à l'état de souvenir. Les pêcheries de l'île de Ceylan paraissent être celles dont la réglementation et la surveillance sont le mieux comprises. Les bancs perliers de la côte nord-ouest de l'île de Ceylan ont été exploités à intervalles très irréguliers par les rois cinghalais, les gouvernements portugais, hollandais et anglais. Le revenu des pêcheries a toujours été incertain et les périodes improductives furent parfois très longues (jusqu'à 30 années). Au cours du xix<sup>e</sup> siècle les récoltes les plus mauvaises ont été vendues 250.000 francs et les meilleures ont dépassé 2 millions de francs. La récolte de l'année 1888 fut vendue 1.810.625 francs, celle de 1891 réalisa 2.159.375 francs. Le nombre des huîtres perlières recueillies à chaque saison de pêche est assez considérable ; en 1887, 120 barques ont pêché pendant vingt-neuf jours, récoltant un total de 30.947.905 méléagrines ; en 1891 on en recueillit 44 millions.

Les pêcheries du Golfe Persique sont considérées comme les plus riches qui soient au monde ; leur revenu annuel est estimé à 10 millions de francs. Les perles de cette région ne sont pas aussi blanches que celles de Ceylan, mais elles sont plus grosses, plus résistantes et plus régulières ; en outre, leur éclat est plus durable. Environ 4 à 5.000 bateaux, affrétés dans les divers ports du golfe, sont employés à cette pêche ; ce sont le plus souvent de petits bateaux montés par 7 hommes, toutefois il y en a un grand nombre de 50 tonnes montés par 14 à 20 hommes. Le classement des perles se fait à l'aide de tamis ; il y a 24 tamis de grosseurs de mailles différentes.

Les perles, achetées par des marchands hindous, se vendent sur le marché de Bombay (où l'on préfère les perles parfaitement sphériques, de couleur jaunâtre) et sur le marché de Bagdad (qui choisit surtout les blanches). Les perles de très petites dimensions désignées sous le nom de « semences de perles » servent dans toute l'Asie pour la composition d'électuaires où l'on fait aussi entrer toutes sortes de pierres précieuses, sauf le diamant. L'électuaire qui contient le plus



L'industrie française emploie encore à Méru (Oise) une certaine quantité de perles de mulettes pour en faire des parures assez estimées. Dans certaines rivières des Etats-Unis d'Amérique on trouve aussi de jolies perles et de belle nacre. Perles de mulettes et perles de mélégrines ont une composition chimique identique : elles sont formées uniquement d'eau, de matières organiques et de carbonate de calcium. Il faut noter l'absence totale dans la constitution des produits de l'huitre perlière, de magnésie et des autres sels minéraux dissous dans l'eau de mer. Un auteur prétend, toutefois, qu'il existe des phosphates dans la composition des perles. Les perles sont plus denses que la nacre et ont une dureté plus grande. Le travail de la nacre est déjà fort délicat, car cette substance, formée d'une série de lamelles superposées, est excessivement dure et très difficile à entamer. Les Japonais et les Chinois ont évidemment des procédés spéciaux car ils donnent à leurs nacres gravées et à leurs incrustations un fini et un poli que les artistes les plus habiles de l'Europe admirent et envient. Les Italiens ont la spécialité de la fabrication des camées de nacre; Naples en est le centre le plus renommé, puis viennent Florence, Rome et Milan.

Le grand marché de la nacre est Londres; l'importance de cette matière première croît de jour en jour. L'industrie française en utilise une grosse quantité pour la fabrication des boutons, des manches de couteaux et de canifs, des éventails, de différents objets de luxe et, pour les incrustations, dans la marqueterie et la tabletterie.

Exploités depuis si longtemps d'une façon inconsidérée, les bancs d'huitres perlières ont montré en divers endroits des signes manifestes d'épuisement; on a tenté de remédier à cet appauvrissement soit par une étroite réglementation prohibant la pêche à certaines époques, soit par la culture artificielle du mollusque. Les essais de culture artificielle ont prouvé que l'ostréiculture perlière était susceptible de donner des résultats pratiques, mais il ne sera possible de l'étendre, que lorsqu'on connaîtra à fond l'anatomie et la biologie de la mélégrine et quand seront résolues les nombreuses questions encore obscures qui la concernent.

Ce qu'on ne devrait pas moins étudier et améliorer, c'est les conditions du travail dans la plupart des pêcheries. L'esprit humain est assez ingénieux, assez inventif pour épargner à l'homme une chose aussi pénible que la plonge et la recherche des perles dans les matières en putréfaction. Il a été constaté que la vie des plongeurs est grandement abrégée par ce métier; en songeant à remédier au gaspillage des huitres nacrières et perlières — ce qui est fort juste, du reste — ne serait-il pas sage de penser aussi à parer au gaspillage des vies humaines ?

M.-L. R.



haine contre l'esprit moderne. Vous admettez que des débauchées vivent ensemble dans des lupanars, et vous n'admettez pas que des croyantes vivent ensemble dans des monastères. Moi, je l'admets. »

On trouve, dans les opinions de M. Joseph Fabre, un mélange qui étonne un peu. Je le crois libéral, mais plus républicain, dans le sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot, que libéral. Il est anti-clérical et religieux, mais sa religion, il faut en convenir, sent un peu le fagot, et il lui serait difficile de faire croire qu'il est un fervent catholique. Je note la chose uniquement parce qu'il se défend d'être franc-maçon en protestant contre ceux qui l'en accusaient. On pouvait s'y tromper.

D'autre part, M. Joseph Fabre a de belles pages littéraires : ses esquisses de certaines physionomies, telles que celles de Jules Simon, Jules Ferry, Clémenceau, Brisson, Goblet, de Freycinet, de Mun, de Cassagnac, etc., sont d'une grande finesse. Il se souvient qu'il fut professeur de philosophie en se montrant philosophe — c'est la meilleure manière — et quelques pages d'une belle envolée feraient volontiers regretter qu'il soit descendu des hauteurs où se plaît sa noble intelligence, pour batailler sur des questions électorales avec l'abbé Couzery ou le Dr Durand.

Il y aurait à élaguer dans ces deux volumes. Nous pensons que l'on pourrait supprimer sans inconvénient quelques pavés un peu lourds. On a dit de M. Fabre, quand il était sur les bancs du Lycée : « Voilà un élève qui ira loin. » M. Joseph Fabre est un brave homme, sa bonté est presque proverbiale, et cette bonté est l'impression dominante qui reste, à ceux qui ne le connaissent pas, de la lecture du livre. Ses panégyristes la lui jettent à la face de manière à l'écraser. Mais j'ai dit que tout cela était pour les besoins de sa candidature, et peut-être qu'à Rodez... Vraiment, la politique nous a enlevé un excellent professeur de philosophie. C'est dommage.

MAURICE ZABLET.

---

LE RACHAT DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, par J. RICARD. — Brochure in-8°, imprimerie des Arts et Manufactures, 1903.

Dans cette brochure de 24 pages, M. J. Ricard chiffre les résultats du rachat par l'Etat de quatre de nos grandes Compagnies de chemins de fer, l'Est, l'Ouest, l'Orléans et le Midi. Il ne parle ni du Nord, ni du Paris-Lyon-Méditerranée dont la situation exigerait de la part de l'Etat, pour être rachetés, une indemnité trop considérable. Il n'y a ici qu'un simple calcul financier ; la question économique et politique est, à dessein, laissée de côté. Et voici sa conclusion, d'après les annuités



que ne l'indiquent ses chiffres. Mais peut-être bien que s'il n'est pas assez pessimiste de ce côté, il l'est trop en ce qui concerne les actionnaires. Pour Sans-Souci, il y avait des juges à Berlin. Les Compagnies en trouveront peut-être au besoin à Paris. Qui sait ? Tout arrive.

MAURICE ZABLET.

---

LES RICHESSES MINÉRALES DE L'AFRIQUE, par L. DE LAUNAY.

1 vol. in-8°, Ch. Béranger, 1903.

Sous ce titre, M. de Launay fait le dénombrement, autant qu'il est possible de le faire, d'après les observations déjà recueillies et les données de la science géologique, des richesses minérales de l'Afrique. Il s'occupe successivement des gisements d'or, du cuivre et des métaux divers, tels que le zinc, le plomb, l'argent, le mercure, l'étain, etc. ; puis des minerais de fer, des diamants du Cap, des phosphates du nord de l'Afrique, des matières salines, des combustibles minéraux, des sources thermales. Il a un chapitre spécial pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Un autre chapitre est également consacré aux richesses minérales de quelques régions dont les données n'ont pu trouver place dans les précédents.

L'ouvrage de M. de Launay est surtout un livre de science. La géologie et toutes les questions qu'elle soulève y sont abordées et traitées avec la compétence bien connue de l'auteur, mais il a aussi un côté pratique. C'est un guide pour les ingénieurs à la recherche d'exploitation. Les données scientifiques les empêcheront de chercher de l'or, des diamants ou autres produits, là où il n'y a nulle chance d'en trouver. Le champ d'action se trouve ainsi mieux délimité. Ce n'est pas que l'Afrique soit complètement connue. M. de Launay n'a pas la prétention de donner des résultats définitifs et complets. « Quand on a essayé soi-même, dit-il, de faire un peu de géologie dans un pays aussi connu en apparence que la France, et qu'après quinze ou vingt ans d'efforts, on doit constater la quantité des problèmes capitaux encore restés sans solution, on est réellement épouvanté d'échafauder un raisonnement sur une observation consignée en courant par un explorateur, souvent (comme il y en a eu des exemples mémorables) incapable de distinguer un calcaire d'un grès ou un granité d'une lave, sur un échantillon recueilli au hasard par un incompetent, et dont la provenance réelle peut se trouver à quelques mille kilomètres de celle qu'un souvenir vague ou une étiquette confondue lui attribuent. Lorsqu'il s'agit surtout de minerais, aux erreurs d'observations inévitables s'ajoutent les enthousiasmes irréfléchis, *emballlements* de l'homme qui, ayant risqué sa





est nécessaire pour notre propre satisfaction dans les études que nous faisons ; il est, de plus, indispensable dans la discussion.

Le « Sillon » a raison. Les hommes ont toujours besoin d'une théorie quelconque, si fruste soit-elle, pour y ramener les faits et les autres théories comme à une commune mesure, quitte à la rejeter au besoin quand ils finissent par en découvrir une meilleure.

Le but de ce catéchisme est donc de présenter aux « sillonnistes », l'ensemble très varié des problèmes économiques et sociaux, pour les aider, en face d'une question à résoudre, à en bien saisir toutes les relations, et à l'aborder par où il convient.

En tête du catéchisme se trouve une petite Introduction dans laquelle un coup d'œil d'ensemble est jeté sur les problèmes sociaux et les écoles qui prétendent en avoir la solution ou qui la cherchent. C'est d'abord la question du déterminisme et du libre-arbitre. Le « Sillon » se prononce, on le pense bien, pour le libre arbitre. « Toutes les objections contre la liberté, dit Bossuet, sont moins claires que la conscience que nous avons de notre liberté ».

Nous ne nous arrêterons pas à examiner s'il n'y a pas un moyen terme entre le libre arbitre et le déterminisme, car l'Introduction nous amène sur un terrain qui est plus nôtre ; il s'agit des écoles économiques et sociales dites *libérales*, *socialistes*, *anarchistes*, etc.

Les principes fondamentaux de chacune de ces écoles sont bien résumés ; mais il nous semble que la critique qui en est faite laisse un peu à désirer.

Après avoir exposé que l'école libérale croit à la liberté humaine et à la nécessité de restreindre le plus possible le nombre des lois positives, afin de laisser un plus vaste champ à l'exercice de cette liberté, et que « sa fameuse maxime *laisser faire, laisser passer*, formule de son optimisme, veut dire que le jeu des lois naturelles et les spontanéités de la liberté humaine convergent nécessairement vers le progrès et vers l'accroissement du bien-être pour le plus grand nombre » ; l'auteur de l'introduction ajoute :

« Sans doute les lois générales du monde sont bonnes ; sans doute aussi, la liberté humaine, guidée par la droite raison, se conforme spontanément à ces lois ; mais combien de fois l'erreur et la passion ne troublent-elles pas cette harmonie ! Combien de fois, sur le chemin du progrès, les sociétés ne rétrogradent-elles pas au lieu d'avancer.

Le *laisser faire, laisser passer* n'est admissible que dans une société dont les membres connaissent leurs droits et leurs devoirs et sont habitués à pratiquer ceux-ci et à faire respecter ceux-là ».

Nous ne voulons pas discuter point par point les citations que nous venons de reproduire ; nous dirons seulement que, même en admettant



magne dans la conquête des marchés. C'est ce que fait M. Clerget dans cet ouvrage. Les divers facteurs de ce progrès : race, milieu, Etat, éducation, presse, etc., sont étudiés avec soin et, certes, il en ressort pour nous des enseignements de la plus grande utilité.

Les écoles, par exemple, auxquelles, à tort ou à raison, on attache tant d'importance, sont organisées, en ce qui concerne le commerce, sur un plan tout différent des écoles françaises. Les unes, dit M. Clerget, sont des créations particulières, les autres sont dues aux municipalités ou aux Chambres de Commerce. Ces créations locales peuvent ainsi être diversifiées et adaptées aux besoins des localités; tandis qu'en France, où l'Etat intervient si largement, ne fût-ce que par ses subventions, l'uniformité et l'inutilité sont la règle.

En Allemagne, l'école de commerce ne dispense pas de l'apprentissage, qui commence à 16 ans, à la sortie de l'école de commerce, et dure trois ans. « Le jeune Allemand débute par les plus minimes travaux de bureau, copiant les lettres, faisant les courses, épelant ainsi l'A B C du commerçant avant d'être mis au courant des besognes plus compliquées. » En France, le jeune homme qui sort d'une école de commerce, muni de son diplôme, est loin de songer à se mettre en apprentissage et personne n'y songe pour lui; il se croit, et ses parents le croient, capable d'être, pour le moins, contre-maître, et comme personne n'en veut, il devient fonctionnaire ou professeur.

Le jeune Français, croyant tout savoir quand il est sorti de l'école avec un diplôme, ne cherche plus à s'instruire. De là le très petit nombre et le peu d'expansion des revues techniques et spéciales, le peu de succès des livres de science, la crise de la librairie, etc. En Allemagne il en est autrement. « L'éducation commerciale des Allemands se continue par le journal... Parmi les publications périodiques, la revue hebdomadaire *Export* a principalement pour but de faire connaître la situation des Allemands à l'étranger et de défendre dans le monde entier les intérêts du commerce allemand. Le journal hebdomadaire : *das Echo* rend le même service. Quant aux nombreuses revues techniques de toutes sortes, elles sont beaucoup plus lues en Allemagne que chez nous. »

L'émigration est un autre facteur, encore plus important que l'école, de l'expansion commerciale allemande. Sans parler de l'émigration par les frontières de terre, l'émigration allemande était de 224.892 personnes en 1881, 115.000 en 1891, 20.966 en 1899. On voit qu'elle va en diminuant; nous en trouverons peut-être la cause tout à l'heure. Pour le moment, constatons que ces « colonies spontanées » sont très favorables au commerce extérieur de la métropole. Travailleur courageux, d'esprit paisible, attaché à son foyer, se mêlant peu à la politique et



du travail, le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes décida qu'une enquête serait entreprise par l'Office du Travail à l'effet de recueillir des informations et des données statistiques sur les conditions de l'apprentissage industriel, sur l'état actuel de l'instruction professionnelle dans les ateliers, sur les résultats des divers modes de formation des ouvriers.

Ne pouvant étendre d'un seul coup son enquête à toutes les industries, l'Office du Travail s'est limité d'abord à une seule et il a choisi l'imprimerie. Un questionnaire très détaillé a été adressé aux imprimeurs. On leur demandait la liste complète de leur personnel ouvrier; pour chacun de ces ouvriers, la profession spéciale, l'âge, le salaire, le nombre des années de présence; on sollicitait aussi des indications sur l'atelier dans lequel l'ouvrier avait fait son apprentissage, sur l'école professionnelle où il avait pu passer, sur les cours professionnels qu'il avait suivis. Dans chaque maison le patron devait procéder lui-même à une véritable enquête auprès de ses ouvriers.

Tout en reconnaissant qu'il a rencontré un extrême bon vouloir chez beaucoup de patrons, le Directeur du Travail avoue que le questionnaire n'a pas été rempli sans difficultés. Le fait est qu'il faut avoir la passion des paperasses, l'amour de l'inquisition économique, et du temps à perdre pour remplir un pareil questionnaire. Peut-être les patrons ont-ils répondu comme le font les secrétaires de mairie pour les autres statistiques, à tort et à travers.

Quoi qu'il en soit, l'Enquête et le Rapport qui en donne les résultats ont procuré de l'ouvrage à l'Imprimerie nationale. Ce rapport est divisé en deux parties. Dans la première, avant d'exposer les procédés et les résultats de l'enquête, on jette un coup d'œil rétrospectif sur ce qu'a été jusqu'à ce jour la réglementation de l'apprentissage, notamment dans l'industrie du livre. La seconde est consacrée à l'exposé des conditions de l'enquête et à l'analyse des principaux résultats.

Ne pouvant ici « remonter au déluge », nous ne dirons rien de l'apprentissage au moyen âge et sous l'ancien régime, quoiqu'il reste encore beaucoup à dire; arrivons de suite aux temps modernes. Ce qui les caractérise, c'est la tendance à remplacer l'atelier par l'école pour enseigner les métiers, ou tout au moins à réunir ces deux facteurs en donnant plus ou moins de prépondérance à l'un ou à l'autre.

Les résultats de l'enseignement professionnel scolaire ont été jugés dès 1863. Une enquête orale fut ouverte en cette année, dont les résultats ont été réunis en un volumineux Rapport. « Tous les témoignages recueillis dans cette enquête de 1863 concordent pour affirmer la supériorité de l'apprentissage à l'atelier. On reconnaît aussi l'utilité des cours complémentaires. »



Il convient d'ajouter une autre cause : l'écolâtrie grâce à laquelle on n'imprime plus guère que des journaux, des romans, des livres de classe, des manuels. Quant à la vraie littérature et à la vraie science, libres et indépendantes, on sait qu'elles n'ont pas suivi la même progression.

H. BOUET.

---

LA QUESTION DU MAROC, par JEAN HESS, 1 vol. in-18, Paris, Dujarric, 1903.

L'empire du Maroc excite les convoitises de toutes les puissances coloniales de l'Europe, sans en excepter, paraît-il, la Belgique ! « Un écrivain belge affirme, sans rire, que l'avenir de la civilisation en Afrique exige l'établissement du protectorat belge au Maroc ». Ne dirait-on pas une troupe de chats guettant une souris ?

Plusieurs raisons s'opposent à ce que la souris soit mangée, entre autres celle-ci : que chacun des chats est bien résolu à ne pas laisser un de ses frères mettre la patte dessus. « Nous ne rêvons, dit la France, ni annexion, ni conquête. Nous n'avons qu'un but, le maintien de l'intégrité de l'empire du Maroc. Nous sommes décidés à la respecter, mais nous sommes décidés aussi à la faire respecter par les autres ».

La proie est-elle donc si précieuse ? On n'en sait rien au juste. Les mieux renseignés avouent qu'on ne connaît que très vaguement les ressources que présente le nord-ouest africain. A le dit très riche. B assure qu'il est très pauvre. Quoi qu'il en soit, chacun des chats, je veux dire des puissances civilisées et civilisatrices, invoque le droit à l'appui de ses prétentions. Les droits de la France qui nous touchent plus directement, quels sont-ils ?

Du fait que nous étions établis en Algérie, dit-on, est découlé le droit de nous emparer de la Tunisie, c'est ce que nous avons fait. Or, nous avons les mêmes droits à l'ouest qu'à l'est. « Il n'y a pas de raison pour que le Maroc n'ait pas le sort de la Tunisie ; il y en a beaucoup au contraire pour qu'il suive les mêmes destinées. ». Cette jurisprudence revient à dire, comme l'observe M. Hess : J'ai pris la chaîne d'un monsieur, il n'y a pas de raison pour que je ne prenne pas sa montre, puis son habit, etc.

Autre raison aussi valable : Le Maroc est un foyer de rébellion. « C'est là que se préparent les révoltes qui éclatent à l'heure marquée chez nos Arabes... C'est au Maroc que les rebelles se réfugient après leurs défaites, sans que nous puissions les poursuivre. » Il conviendrait peut-être de rechercher à qui la faute si les Arabes se révoltent ; mais chacun sait bien que c'est toujours l'agneau qui trouble le breuvage du loup.





M. Hess assure que les Marocains ne sont nullement rebelles à la vraie civilisation, c'est-à-dire au commerce juste et loyal, qui a pour résultat d'augmenter le bien-être des populations. Ils sont surpris et reconnaissants quand ils ne rencontrent pas d'hostilité de notre part. Nos bateaux à vapeur, nos chemins de fer les frappent d'admiration. La plupart du temps, le Pèlerinage de la Mecque, loin d'augmenter leur fanatisme, les civilise et leur ouvre l'esprit.

« Ceux qu'on disait les sauvages, les pirates, les bandits, nous les avons vus qui, en foule, apportaient aux chantiers du Kiss, leur blé, leur orge et ne demandaient qu'à vivre en paix dans le travail et le négoce. Ils veulent la paix. Ils en apprécient comme tous les êtres raisonnables les bienfaits. »

Les missionnaires civils et ecclésiastiques nous renseignent donc bien mal sur leur compte ; peut-être y sont-ils intéressés ? « Tous ces Berbères du Riff sont fermés à l'Europe parce que cette Europe a toujours affiché le désir de les soumettre à sa domination. Autrefois, c'était pour les christianiser ; maintenant, c'est pour les civiliser. Mais toujours avec un collecteur d'impôts et un douanier. Les Berbères en ont horreur. Ils ne nous demandent et n'accepteront de nous que les bienfaits *matériels* de notre civilisation ».

La question du Maroc doit donc se résoudre pacifiquement et économiquement ; telle est l'opinion de M. Hess. « Pour obtenir le maximum d'avantages, dit-il, la pénétration commerciale d'un pays neuf exige une bonne route et qui parte d'un port, le plus près possible de ce pays ». Ce port a été découvert par M. Louis J. B. Say, c'est la plage du Kiss où nous venons de voir affluer les denrées du Maroc. Ce port est en voie de se développer, non seulement sans le concours des *colonialistes*, mais malgré les entraves qu'ils y ont mises. La partie qui concerne le port et la route commerciale du Maroc est du plus grand intérêt. La place nous manque pour la résumer ; mais nous ne saurions trop engager les lecteurs à en prendre connaissance à la source même. L'initiative privée fait si rarement « des siennes » que nous ne saurions trop féliciter et encourager ses efforts.

H. BOUET.

---

RECHERCHE D'UNE SOLUTION DE LA QUESTION INDIGÈNE EN ALGÉRIE. — Par PAUL AZAN, br. 8°. Paris, Augustin Challamel, 1903.

Cette étude a pour but de faire connaître les éléments du problème algérien et d'examiner dans quel sens il faut chercher à établir l'accord entre les deux races qui sont en contact dans notre colonie. Les différents systèmes essayés et essayables pour résoudre ce problème se réduisent à trois : l'extermination, le refoulement et l'assimilation.



nous-mêmes. Mais la civilisation française fera-t-elle ainsi de si grands pas ? Cela nous paraît douteux.

Finalement, M. Azan prévoit pour l'Algérie un avenir où les Berbères s'écarteront de l'Islam oriental sans devenir réellement français, pendant que les Européens d'Algérie marchant à leur rencontre, s'affranchiront de plus en plus de la tutelle française et deviendront une race nouvelle, les uns et les autres tendant de la sorte à devenir des Algériens. Leur patrie commune ne sera pas en réalité la France, elle sera surtout l'Algérie.

Cette perspective, ajoute M. Azan, est sans doute attristante pour un cœur vraiment français. Mais « l'Algérien européen gardera toujours pour la France respect, reconnaissance et affection, la France restera pour lui la mère-patrie et son loyalisme sera à l'abri de toute épreuve ».

Si c'est à cet état d'indépendance de l'Algérie que doivent aboutir tous nos efforts colonisateurs, à quoi bon se donner tant de mal ? Dans le seul but de faire perdre aux indigènes d'Algérie leur bonheur extatique et leur sérénité d'âme ? Si les musulmans venaient faire chez nous ce que nous allons faire chez eux, nous appellerions cela de la corruption : ils seraient des barbares à notre point de vue. Et nous nous étonnons de l'être au leur.

H. BOURT.

LE REPÊCHAGE DES CINQ CENTS MILLIONS À L'EAU. (*Le programme Baudin au Sénat*), par YVES GUYOT. Br. in-8°. Paris, Guillaumin et Cie, 1903.

L'année dernière, la Chambre des députés adopta un projet de loi déposé par M. Baudin, le 1<sup>er</sup> mars 1901, et tendant à compléter l'outillage national par l'exécution d'un certain nombre de voies navigables nouvelles, l'amélioration des canaux, des rivières et des ports maritimes. A ce propos, M. Yves Guyot publia une brochure intitulée *Cinq cent millions à l'eau*, dans laquelle il combattait énergiquement le projet Baudin.

Arrivé au Sénat, ce projet a subi de considérables réductions, une bonne partie des cinq cents millions immergés ont été repêchés ; mais cela ne suffit pas, et M. Yves Guyot revient à la charge pour repêcher le reste, c'est-à-dire pour réfuter les erreurs courantes en matière de travaux publics, et spécialement de voies navigables.

Les marins d'eau douce — pas même d'eau douce, d'aquarium, s'imaginent que les transports par la batellerie sont agréables et profitables pour les bateliers, et économiques pour le public. On ne sau-

rait donc, disent-ils, trop multiplier les canaux et rivières navigables, ne fût-ce que pour faire concurrence aux chemins de fer et obliger ceux-ci à réduire leurs tarifs.

« Le public, dit M. Yves Guyot, aime les bateaux qui vont sur l'eau, Il les aime d'autant plus qu'il n'y va pas. S'il était obligé de voyager dans des péniches qui font cinq kilomètres par jour et mettent deux ou trois mois pour un voyage du Nord à Paris, tel fanatique de la navigation serait peut-être moins enthousiaste des voies navigables. ».

On est également persuadé que les « chemins qui marchent » ne coûtent rien ou pas grand chose. La vérité est que, dans le projet actuel, le canal du Nord coûtera 666.000 francs par kilomètre, le canal de Marseille au Rhône, 873.000 francs par kilomètre, tandis que la construction des chemins de fer ne revient qu'à environ 375.000 francs par kilomètre.

Quoique le projet Baudin ait été voté par la Chambre à la veille des élections, il est bien évident qu'il n'a rien d'électoral ; mais il n'en est pas moins vrai que les travaux *aquatiques* ne sont au fond, comme l'a dit M. Yves Guyot, que des travaux de luxe. « Ce sont des dépenses somptuaires, faites pour amuser les badauds, non pour servir le public, aussi inutiles que les pyramides d'Egypte qui, enfouies dans des déblais, n'ont même pas le mérite de donner l'impression de leur importance. »

Le moment est bien choisi : — déficit budgétaire, nécessité d'emprunts et de nouveaux impôts — pour entreprendre ces pyramides à rebours !

M. Yves Guyot démontre qu'on ne tire pas des voies navigables actuelles tout le parti possible ; avant de construire des voies nouvelles, il faut utiliser les voies actuelles. Il faut aussi que ceux qui se servent de ces voies et qui sont les premiers intéressés à les améliorer, soient chargés de les entretenir et de les développer. A cet effet, M. Yves Guyot propose la création de *chambres de navigation* chargées de s'occuper de ces affaires.

ROUXEL.

---

GALIANI ET LA QUESTION DE LA MONNAIE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE, par EDOUARD DESSEIN, 1 vol-8°. Langres, 1902.

Galiani est surtout connu des économistes comme auteur des célèbres *Dialogues sur le commerce des blés*. Il est moins connu, surtout en France, comme auteur d'un traité *Della Moneta*, publiée à Naples en 1750, alors que Galiani avait à peine atteint sa vingtième année. C'est cet ouvrage de jeunesse que M. Dessein s'est proposé d'étudier dans le

présent volume. M. Dessein commence par donner une notice biographique sur l'auteur du traité *De la monnaie*; c'est l'objet de la première partie de son livre. Dans la seconde, il étudie la question de la monnaie et les questions connexes, notamment le mercantilisme chez les prédécesseurs de Galiani. L'étude analytique du traité de la monnaie est faite dans la troisième partie et une quatrième est consacrée à la critique de ce traité. L'ouvrage de M. Dessein est le complément naturel de celui que M. Gaudemet a consacré, en 1893, à l'abbé Galiani et à la question du commerce des blés à la fin du règne de Louis XV.

Le traité de la monnaie de Galiani n'est pas seulement un traité spécial, exclusivement consacré à cette matière, comme on le ferait aujourd'hui : il est fait à la mode du temps, c'est-à-dire que la plupart des questions économiques agitées alors y sont aussi abordées, notamment celle de la valeur, du commerce intérieur et extérieur, de l'agriculture, des manufactures, etc.

Au sujet de la valeur, M. Dessein considère Galiani comme fondateur de la théorie psychologique de l'utilité finale « ou de l'utilité limite ». Il le place à cet égard au-dessus d'A. Smith. « Sur cette notion de la valeur, fondamentale en économie politique, la doctrine d'Adam Smith a constitué non pas un progrès, mais un recul : elle est aujourd'hui presque universellement délaissée et la doctrine actuellement triomphante est la théorie psychologique que professa Galiani, et après lui et d'après lui, Turgot et Comilac. »

Après avoir défini la valeur, Galiani aborde la notion de la monnaie. La nature de la monnaie est double, dit-il : 1<sup>re</sup> Elle est la mesure de la valeur des choses : 2<sup>de</sup> elle est un équivalent de cette valeur. En tant que mesure, elle sert à évaluer les choses : en tant qu'équivalent, elle sert à les acheter. Il suit de là que « la monnaie n'est pas la véritable richesse, mais seulement l'instrument de circulation de la richesse : et qu'une quantité de monnaie trop faible ou trop forte dans un pays présente des inconvénients.

« Quand la monnaie est trop abondante, elle se déprécie, la main-d'œuvre devient plus chère par suite le prix des produits augmente. Le prix des produits augmentant, ils trouvent moins facilement des débouchés auprès des nations voisines, d'autant plus que celles-ci ont moins d'argent et que dès lors, par conséquent, l'argent est plus cher et les prix moins élevés. La vente diminuant, la fabrication diminue et avec elle le nombre des ouvriers. »

Les mercantilistes, qui s'efforcent à faire affluer dans leur pays les métaux précieux et à les empêcher d'en sortir, à tenir de leur côté le bon plaisir de la balance commerciale, se fontent donc beaucoup de mal inutilement et même nuisiblement. M. Dessein félicite Galiani



Considérant le principe de liberté du commerce au point de vue juridique, M. Philbert avait de grandes chances de tomber dans de graves erreurs : le droit étant si souvent de travers ! C'est ainsi qu'il fait dériver les traités de commerce modernes des traités de paix de l'ancien régime, dans lesquels quelques clauses se rapportaient au commerce. La vérité est que les anciens traités étaient essentiellement politiques et incidemment économiques ; tandis que le point de vue économique est la base même des traités de commerce modernes. Les considérations politiques ne sont qu'accessoires. On voit même des Etats liés entre eux par des traités politiques et séparés au point de vue économique, et réciproquement.

Après le coup d'œil historique sur le principe de liberté du commerce, M. Philbert envisage ce principe par rapport aux droits des personnes, etc. Les conclusions auxquelles il arrive sont relativement libérales. Le commerce international, dit l'auteur, est nécessaire à la vie de tout peuple et constitue pour lui un intérêt de premier ordre. Et par commerce international il ne faut pas entendre seulement le trafic proprement dit ; ce terme comprend également toutes les manifestations de la pensée humaine et de la vie civilisée. La vie des nations civilisées est pour partie internationale. Il y a entre peuples une société internationale, dont ils sont sujets, qui leur donne des droits et leur impose des devoirs, qui a ses lois. Et le premier devoir des Etats qui en font partie est de contribuer à la conservation et au développement de cette société.

Mais chaque Etat est obligé aussi, pour assurer son existence, de veiller au maintien et au développement de sa constitution économique ; et c'est ici précisément que le fait du commerce international peut créer entre lui et les autres Etats des conflits d'intérêts. « De là toutes les restrictions qui sont apportées par la législation intérieure ou par les traités au trafic international, au principe de liberté du commerce... L'Etat pousse plus loin le soin de sa conservation économique ; si son industrie, son agriculture sont menacées par la concurrence de produits étrangers, il rétablira l'équilibre sur le marché en imposant pour ces produits le paiement de taxes douanières. »

M. Philbert continue ainsi à donner des entorses au principe de la liberté du commerce et à nous prouver qu'il ignore ou qu'il oublie que tous les échanges, pourvu que libres, sont profitables aux deux contractants et que, par conséquent, toutes les restrictions à la liberté leur sont nuisibles. Puis il conclut ainsi : « C'est une question de science et d'art politique que de trouver la juste mesure dans la confection d'un tarif ou dans la conclusion de traités de commerce. »

Des finasseries diplomatiques sans aucune raison d'être élevées à la dignité de science et d'art !

Rouxel.

L'ETICA EVOLUZIONISTA. STUDIO SULLA FILOSOFIA MORALE DE HERBERT SPENCER.  
(*L'Ethique évolutionniste. Etude sur la philosophie morale d'Herbert Spencer*) par GUGLIELMO SALVADORI, 1 vol. in-8°. Torino, Fratelli Bocca, 1903.

La doctrine évolutionniste est souvent mal comprise, mal interprétée, surtout en matière de morale. Les uns considèrent l'éthique évolutionniste, comme matérialiste, comme positiviste, comme utilitariste, etc. Soit ignorance, soit mauvaise foi, on affecte de ne voir dans la morale évolutionniste que ce qu'elle a de commun avec les autres systèmes, sans faire attention à ce en quoi elle en diffère.

Fervent adepte de la doctrine évolutive, sur laquelle il a déjà publié deux ouvrages : *Herbert Spencer e l'opera sua* (Herbert Spencer et son œuvre) et *La Scienza economica e la teoria dell' Evoluzione*. (La Science économique et la théorie de l'Evolution). M. Salvadori entreprend ici de rectifier les erreurs courantes, d'établir ce qui caractérise la morale évolutionniste, ce qui la distingue de tous les autres systèmes de morale.

Pour remplir cette tâche, M. Salvadori commence par exposer, dans une première partie, les principes philosophiques, biologiques, psychologiques, sociologiques, etc., de la morale ; puis, dans une seconde partie, il critique les opinions des adversaires de l'éthique spencerienne.

Ni l'empirisme matérialiste, dit l'auteur, qui prétend tirer le principe de la morale des sens, ni le rationalisme métaphysique, qui le cherche dans la seule raison, ni le spiritualisme théologique, qui le déduit d'une destination humaine qui dépasse les limites de l'existence actuelle, ne peuvent donner à la moralité un fondement positif et rationnel.

M. Salvadori critique chacun de ces systèmes dans le but de montrer leur insuffisance. La morale utilitaire étant la plus rapprochée de la morale spencerienne et celle avec laquelle on comprend plus souvent celle-ci, la critique de l'utilitarisme nous paraît le point le plus important de cette partie de son ouvrage.

L'insuffisance de la pure doctrine utilitaire, dit-il, provient de son caractère fondamental, qui est de vouloir expliquer la moralité en ne tenant compte que des conséquences de la conduite, des résultats extérieurs, et négligeant tout à fait l'élément subjectif, l'intention les motifs intérieurs. L'utilitarisme se fonde exclusivement sur la raison et ne tient pas compte du sentiment. « C'est l'élément émotionnel qui manque dans l'utilitarisme, et qui réduit la loi morale à un code purement extérieur, privé de toute valeur morale. »

Devant le sacrifice du bien-être de l'individu, la morale utilitariste doit nécessairement s'arrêter et le condamner comme immoral ; puisque, si



le bien moral doit être calculé en se fondant exclusivement sur l'avantage qui dérive de l'action individuelle, si le bonheur est considéré comme quelque chose d'extérieur, de surajouté à l'action, il est évident qu'on aboutit à applaudir seulement les heureux, à sublimer le succès, à justifier les moyens pour l'amour de la fin ; l'altruisme devient ainsi une illusion, qui ne peut, en aucune façon, être rationnellement justifiée.

Tels sont, en résumé les défauts de l'utilitarisme. En quoi la morale évolutionniste est-elle supérieure aux autres systèmes de morale ?

D'abord l'évolutionnisme n'est pas, comme beaucoup le croient, un mécanisme universel, une conception matérialiste du monde ; Spencer commence par affirmer l'antithèse fondamentale entre l'Esprit et la Matière, entre le sujet et l'objet, entre le déterminisme mécanique et la causalité psychique.

Dans la morale évolutive, l'absolu moral ne consiste pas dans la transcendance, mais dans l'immanence nécessaire de la moralité ; ce qui distingue ce système des autres morales spiritualistes. Pour elle, la raison est un élément essentiel de la moralité ; mais cette raison ne représente pas quelque chose qui s'oppose aux sentiments, quelque chose d'extérieur à la nature émotionnelle de l'homme. « La vraie moralité n'est ni une pure raison ni un pur sentiment ; elle est raison et sentiment en même temps. »

L'évolutionniste ne considère pas seulement les résultats des actes, comme l'utilitariste, mais aussi les intentions. « L'homme vraiment moral agit moralement non en vue du bonheur qui résulte de ses actions, mais parce qu'il se sent poussé spontanément à réaliser la moralité, condition de la félicité. »

Il suit de là que, dans l'éthique évolutionniste, la sanction est intérieure, au lieu d'être extérieure comme il arrive dans les autres systèmes. Le sentiment éthique proprement dit, — écrit Spencer — est indépendant de ces sentiments qui dérivent d'autorités extérieures, de vocations, et d'approbations religieuses, politiques ou sociales. La vraie conscience morale ne se réfère pas aux résultats extrinsèques de la conduite, qui prennent la forme de louange et de blâme, de récompense ou de punition, distribuées par une autorité extérieure ; elle se réfère aux résultats intrinsèques de la conduite. « Elle ne considère pas les obligations comme artificiellement imposées par une autorité externe. »

La morale évolutive est-elle toujours d'accord avec elle-même ? Je n'en réponds pas. On peut du moins admettre, avec M. Salvadori, qu'elle représente un progrès réel sur les systèmes antérieurs et que l'auteur aura contribué à mettre en relief ce progrès.

ROUXEL.



en France, quoique notre sol et notre climat soient plus favorables à cette culture que le sol et le climat de l'Angleterre. Ajoutons toutefois que dans la trop courte période de libre-échange, inaugurée par les traités de 1860 et à laquelle a mis fin la haute autorité de M. Méline, nos rendements s'étaient élevés en moyenne de 13 hect. 30 à 15 hect. 25, sous la bienfaisante impulsion de la concurrence. Ce progrès n'a pas manqué de se ralentir sous l'influence soporifique de la protection. De 1,95 hectolitre, l'augmentation du rendement est descendue à 0,75 hectolitre. Voilà à quoi a servi l'impôt que paient les mangeurs de pain pour encourager l'agriculture. Qu'ils consentent bénévolement à le supporter, cela pourrait bien, quoiqu'en dise la *Réforme économique*, justifier l'effarement des pontifes du libre-échange.

\*  
\*  
\*

Malgré les charges sans cesse croissantes du triple budget de l'Etat, des départements et des communes sans parler du budget de la protection, qui absorbent au moins le cinquième, sinon le quart du revenu de la généralité des contribuables, la fortune individuelle des Français s'augmente d'année en année. A quoi est dû ce progrès presque continu de la richesse ? C'est, sans aucun doute, en partie, à l'accroissement de la productivité de l'industrie, fécondée et développée par le génie des inventeurs, l'esprit d'entreprise des industriels et l'activité laborieuse des ouvriers, mais c'est encore et surtout à l'esprit d'économie qui multiplie les agents nécessaires de la production. De tous les peuples, le Français est peut-être le plus économe et le plus grand producteur de capitaux. Les statisticiens les plus autorisés évaluent le montant de son épargne annuelle à 1 milliard 500 millions. Et cette épargne ne suffit pas seulement aux besoins de l'industrie nationale, elle déborde des frontières, elle va alimenter les emprunts publics des autres Etats, et, ce qui vaut mieux, les industries du monde entier ; elle a créé des chemins de fer en Espagne et en Italie, des ateliers de construction, des charbonnages et des sucreries en Russie, etc., etc., bref, on n'évalue pas à moins de 20 milliards, au bas mot, le montant de ses placements à l'étranger.

Cependant, le capital a un ennemi qui a juré sa perte. Le socialisme a engagé contre lui une guerre à mort. A défaut des moyens révolutionnaires reconnus les plus efficaces, mais d'un

emploi difficile, il a recours, en attendant, à la mise en œuvre de l'appareil législatif. C'est ainsi qu'en ce moment, nous le voyons s'ingénier à atteindre le capital, à sa source même, l'épargne. Qu'est-ce, en effet, que la loi qui va instituer l'assurance obligatoire de la vieillesse, sinon une prime de découragement de l'épargne ? Qui s'avisera encore de s'imposer les dures privations que coûte l'épargne, s'il lui suffit de réclamer comme un droit, une pension de l'Etat ? L'épargne populaire sera tuée dans son œuf ; quant à l'épargne bourgeoise, ce sera l'affaire de l'impôt progressif. Et il est clair que la société capitaliste ne survivra pas à la destruction du capital. Mais de quoi vivra la société socialiste ?

\*  
\* \*

Le régime du monopole qui a été établi dans l'Etat indépendant du Congo, contrairement aux déclarations de la conférence de Berlin (1), a été vivement attaqué à la Chambre des communes, laquelle a voté à l'unanimité un projet de résolution invitant le gouvernement « à conférer avec les autres puissances signataires de l'acte général de Berlin qui reconnaît l'Etat libre du Congo, au sujet des mesures à prendre pour remédier à cet état de choses ». Ce régime que le ministère de M. Méline s'est empressé d'introduire dans le Congo français, a procuré d'énormes bénéfices aux Compagnies concessionnaires de l'exploitation de l'ivoire et du caoutchouc ; mais ces bénéfices ont été achetés au prix de la bonne réputation et peut-être de l'avenir de l'Etat du Congo. L'exportation de l'ivoire est déjà en décadence, et celle du caoutchouc est menacée par la destruction du latex, provoquée par les conditions léonines d'exploitation, imposées aux indigènes. Au Congo, comme ailleurs, le monopole coupe l'arbre pour avoir le fruit. Ajoutons qu'on ne compte au Congo que des fonctionnaires civils, avec le petit nombre d'agents nécessaires aux compagnies.

D'après la *Revue française*, l'Etat du Congo ne possédait, le 1<sup>er</sup> janvier 1901, après quinze ans d'existence, que 2.204 habi-

---

(1) Déclarations relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo et pays circonvoisins :

Article 1<sup>er</sup>. — Le commerce de toutes les nations jouit d'une complète liberté.

Art. 5. — Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires sus visés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale.

tants de race blanche, dont 1.318 Belges. Il est donc permis de croire qu'un régime de liberté d'exploitation des richesses naturelles des immenses et fertiles régions de l'Afrique équatoriale aurait attiré davantage les émigrants et mieux assuré que le monopole l'avenir de l'Etat indépendant du Congo.



L'Etat indépendant du Congo pourrait invoquer, à titre de circonstance atténuante, l'exemple que lui donnent tous les autres états colonisateurs, l'Angleterre seule exceptée. Tous, en effet, font de la colonisation militariste, fonctionnariste et protectionniste, sans s'inquiéter de ce qu'elle coûte à leurs contribuables et encore moins des bénéfices qu'en peut tirer la civilisation. Le *Siècle* fait au sujet de ce mode coûteux et encore plus malfaisant, d'expansion coloniale, quelques observations qui méritent d'être citées :

Les dépenses militaires de Madagascar ne s'élèveraient pas à 31 millions de francs pour 9 millions d'exportations, 3 ou 4 millions d'habitants indigènes misérables, et quelques centaines de colons, si l'on n'avait pas résolu, en France, de gouverner ce pays exclusivement par la force.

Ce n'est, du reste, pas seulement à Madagascar qu'il est facile de constater l'exactitude de cette proposition, c'est aussi en Indo-Chine, à la côte occidentale d'Afrique, en Algérie, partout où nous avons entrepris des œuvres coloniales. Dans la première de ces colonies, nos dépenses militaires s'élèvent à 31 millions et demi pour à peine dix ou douze millions d'habitants. Dans la seconde, nous dépensons pour les troupes plus de 14 millions pour une population aussi rare que les arbres dans le désert. En Algérie, il semblerait, au nombre de nos soldats, que nous sommes encore au lendemain de la conquête. Et partout, en effet, nous sommes dans la situation de conquérants qui, n'ayant cru qu'en la force, et ne dominant que par la force, sont condamnés à toujours être forts, car ils se sentent entourés d'antipathies et d'inimitiés.

La méthode coloniale que nous avons adoptée n'a pas, en effet, pour seul résultat d'être fort coûteuse ; elle est aussi essentiellement génératrice d'hostilités qui, pour se tenir dissimulées, n'en sont pas moins réelles. Il y avait, en 1870, près de quarante ans que nous étions en Algérie et nous y avons gagné si peu de sympathies que nous sentîmes



Peut-on s'imaginer que, pour entrer en France, on soit obligé de mettre des vêtements rapiécés et des souliers usés : c'est cependant ce que la douane française semble vouloir ; car, sous prétexte que les vêtements ne semblaient pas suffisamment usagés, ou que les souliers paraissaient trop neufs, énormément d'ouvriers ont été arrêtés temporairement et beaucoup de vexations leur ont été imposées. C'est ainsi que, les dimanches 22 et 29 mars derniers, environ 300 voyageurs ont été retenus rien qu'à la gare de Tourcoing et dans quelques bureaux de route avoisinants.

A quoi le ministre des Affaires étrangères a répondu :

Je n'ai pas, dit-il, à examiner si les faits signalés sont fondés, mais ce qui est certain, c'est que des mesures sévères ont été prises par l'administration française pour réprimer certaines fraudes. Les droits d'entrée français s'élèvent de 20 à 50 p. 100, tandis que les droits en Belgique ne dépassent pas 20 p. 100 au maximum. Il est à supposer que quelques fraudes ont provoqué du même coup de nouvelles sévérités. Le ministre de Belgique est intervenu déjà auprès de l'administration de la douane française, pour qu'elle applique les règlements avec modération.

..

Une lutte décisive se prépare aujourd'hui en Angleterre entre le libre échange et la protection. Les deux *leaders* du gouvernement conservateur, M. Chamberlain et M. Balfour, se sont mis d'accord pour répudier la politique du *free trade*, qu'ils considèrent comme surannée, et en opposition avec la situation nouvelle de l'Angleterre.

Selon M. Balfour :

Une nouvelle situation a surgi depuis l'établissement du libre-échange et il peut se présenter des éventualités ne permettant plus à l'Angleterre de continuer à être une cible passive pour d'autres pays vivant dans des conditions différentes. »

Selon M. Chamberlain :

L'interprétation de la doctrine libre-échangiste par les adeptes de l'école de Manchester est entièrement artificielle et erronée. Le pays ne doit pas être lié par une définition technique du libre-échange quand nos co-sujets sont en jeu, et il ne doit pas hésiter, s'il le faut, à recourir aux représailles toutes les fois que les intérêts existant entre nos colonies et nous sont menacés.





*Lettres historiques*, par PIERRE LAVROFF, traduit du russe par MARIE GOLDSMITH, 1 vol. in-18, 328 pages, 1903, 4 fr. Paris, Schleicher.

*L'air liquide*, par G. CLAUDE, préface de M. d'Arsonval, 1 vol. gr. in-8°, 1903, Paris, Dunod.

*Les Occupations militaires en Italie pendant les guerres de Louis XIV*, par J. LAMEIRE, 1 vol. in-8°, 1903. 8 fr. Paris, Rousseau.

*Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, par P. PIC, 1 vol. in-8°, 2<sup>e</sup> dit. de 1.063 pages, 1903. 12 fr 50. Paris, Rousseau.

*Intégralisme. Philosophie et sociologie*, par ED. BOULARD, 1 vol. in-18 de 400 pages, 1903. 3 fr. 50. Paris, Giard et Brière.

*La Transformation de l'Égypte*, par A. MÉTIN, 1 vol. in-18, 313 pages, 1903. 3 fr. 50. Paris, F. Alcan.

*La Démocratie socialiste allemande*, par E. MILHAUD, 1 vol. in-8°, 589 pages, 1903. 10 fr. Paris, F. Alcan.

*L'Afrique nouvelle. Essai sur l'Etat civilisateur dans les pays neufs et sur la fondation, l'organisation et le gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo*, par E. DESCAMPS, 1 vol. in-8°, cart., 623 pages, 1903, Paris, Hachette. Bruxelles, Lebègue et Cie.

*L'affirmation du droit collectif*, par E. LEVY, préface de Ch. Audler, br. in-8°, 3e pages 1903. 0 fr. 75. Paris, G. Bellais.

*Le lendemain de la révolution sociale*, par E. D'EICHTHAL, br. in-8°, 14 pages, 1903. Paris, Chaix.

*Manuale di scienza delle finanze*, par FÉD. FLORA, 1 vol. in-8°, 2<sup>e</sup> éd., 536 pages, 1903, prezzo L. 5. Livorno Giusti.

*L'influenza degli alti salari sui profitti*, par E. C. LONGOBARDI, préface de A. Labriola, br. in-8°, 86 pages, 1903. Napoli Leonardis.

*Sul calcolo delle annualità dei Mutui*, par G. FRASCARA, broch. in-8°, 11 pages, 1903. Bologna Garagnani.

*Einführung in die Volkswirtschaftslehre*, von Dr. A. von WENCKSTERN, 1 vol. in-8°, 239 pages, 1903. Leipzig, Duncker et Humblot.

*Die Gewerblichen Genossenschaften Niederösterreichs in den Jahren, 1897 Bis 1900. II. Die Genossenschaften Niederösterreichs ausserhalb Wiens*, 1 vol. in-4°, 329 pages, 1903. Wien, Verlag der Handels-und Gewerbekammer.

*Commerce of Latin America. A Brief statistical Review*, broch. in-8°, 20 pages, 1903. Philadelphie, Commercial Museum.

*Joint-Metallism, an essay on a new monetary system*, by R. FUJISAWA, broch. gr. in-8°, 30 pages, 1903. Tokio.

---



476

*L*

Go1.

*L*

190

/

pa1

P.

se

d.

1.

1.

1.



IX. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE (réunion du 5 juin 1903). — NÉCROLOGIE : M. Clamageran. — COMMUNICATION : Le Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, en août 1903. — DISCUSSION : De la répercussion des droits de douane. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	408
X. UNE VÉRITÉ DE LA PALICE, par M. J. FLEURY .....	426
XI. COMPTES RENDUS : <i>Ferments et Levains</i> , par le contre-amiral RÉVEILLÈRE. Compte rendu par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	428
<i>Le contrat de travail, au point de vue économique et juridique, et l'utilité de sa réglementation législative</i> , par M. H. PASCAUD. Compte rendu par M. J. LEFORT.....	432
<i>Etudes de biographie contemporaine</i> , par M. JAMES BRYCE. Compte rendu par M. A. RAFFALOVICH, correspondant de l'Institut .....	434
<i>Association française pour l'avancement des sciences</i> (31 <sup>e</sup> Session). Compte rendu par M. EUGÈNE ROCHETIN.....	437
<i>Encyclopédie scientifique des aide-mémoire</i> , par M. LÉAUTÉ. — <i>L'huître perlière</i> . — <i>Nacre et perles</i> , par M. L.-G. SEURAT. Comptes rendus par M. LR.....	442
<i>Les neuf ans d'un sénateur</i> (1894-1903), par M. JOSEPH FABRE. — <i>Le rachat des chemins de fer français</i> , par M. J. RICHARD. — <i>Les richesses minérales de l'Afrique</i> , par M. L. DE LAUNAY. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	447
<i>Catéchisme d'économie sociale et politique du « Sillon »</i> . — <i>Etude sur les méthodes d'expansion commerciale de l'Allemagne</i> , par M. PIERRE CLERGET. — <i>Office du travail. L'apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie</i> (1899-1901). — <i>La question du Maroc</i> , par M. JEAN HESSE. — <i>Recherche d'une solution de la question indigène en Algérie</i> , par M. PAUL AZAN. Comptes rendus par M. H. BOUET.....	451
<i>Le repêchage des cinq cents millions à l'eau</i> (Le programme Baudin au Sénat), par M. YVES GUYOT. — <i>Galiani et la question de la monnaie au XVIII<sup>e</sup> siècle</i> , par M. EDOUARD DESSEIN. — <i>La liberté du commerce dans les traités de commerce</i> , par M. V. PHILBERT. — <i>L'Ethique évolutionniste. Etude sur la philosophie morale de Herbert Spencer</i> , par M. GUGLIELMO SALVADORI. Comptes rendus par M. ROUXEL..	462
XII. CHRONIQUE : La hausse du blé et le droit de 7 francs. — L'assurance obligatoire de la vieillesse. — Les résultats du régime du monopole de l'Etat du Congo. — Ce que coûte le colonialisme militariste, fonctionnariste et protectionniste. — L'impôt de la protection cotonnière en Indo-Chine. — Les ouvriers belges déshabillés par la douane. — Le duel du libre-échange et de la protection en Angleterre, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.	469
XIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	475
XIV. TABLE DES MATIÈRES DU TOME LIV.....	477



La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN

















